



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

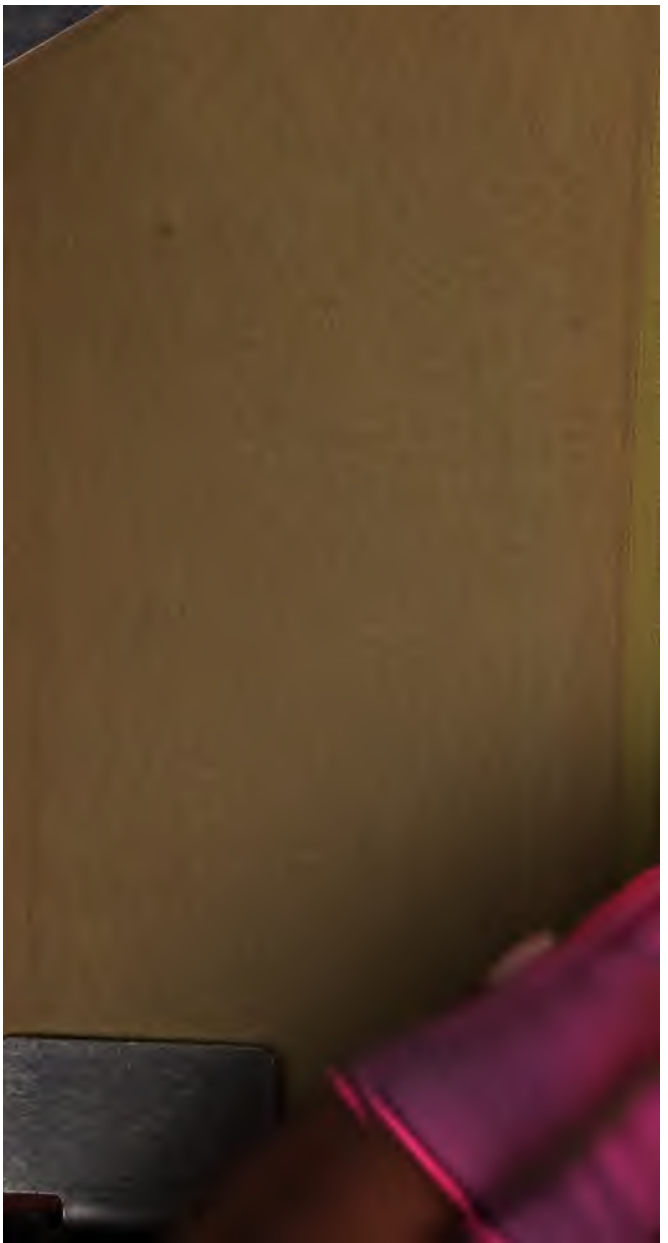
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

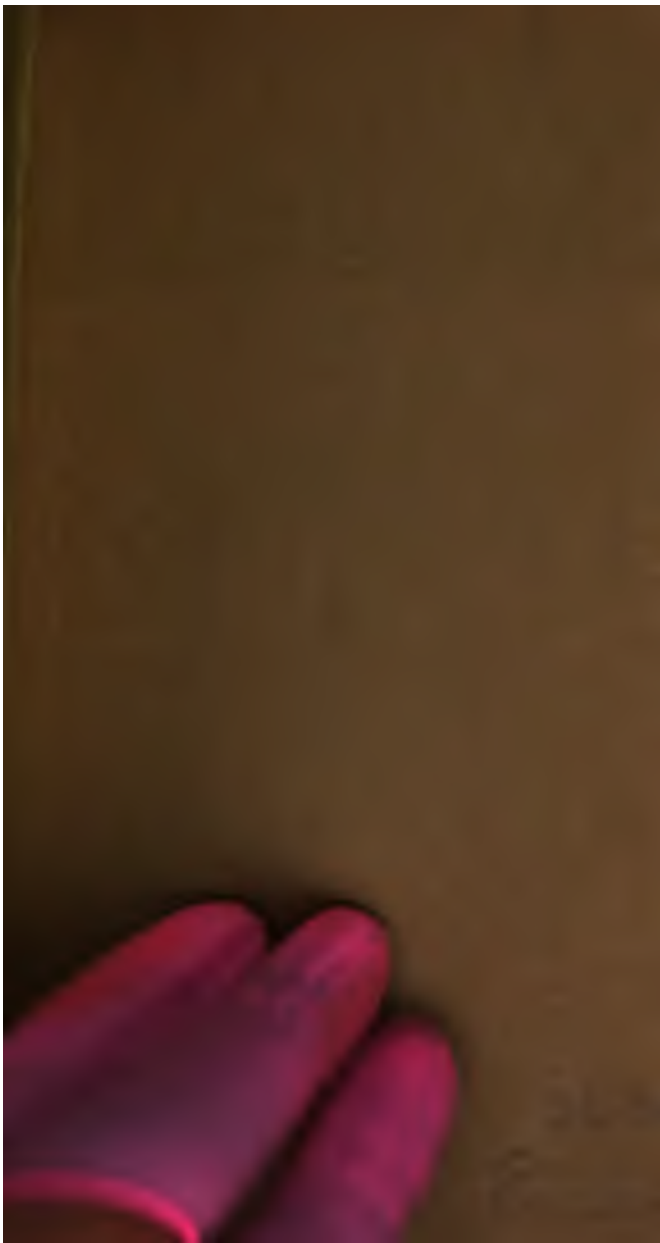
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

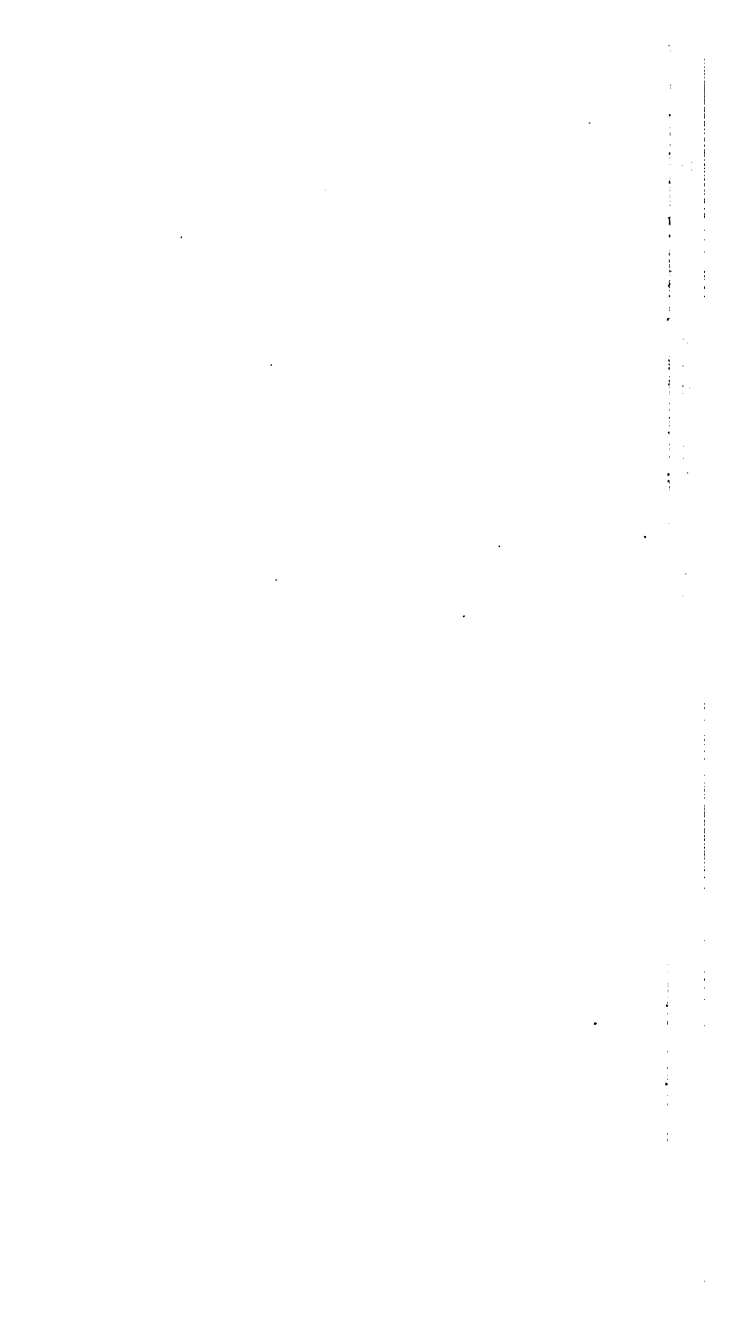


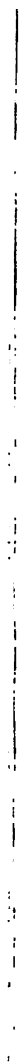
3 3433 06181540 7



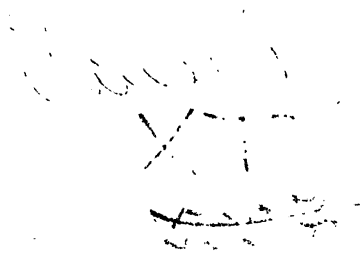


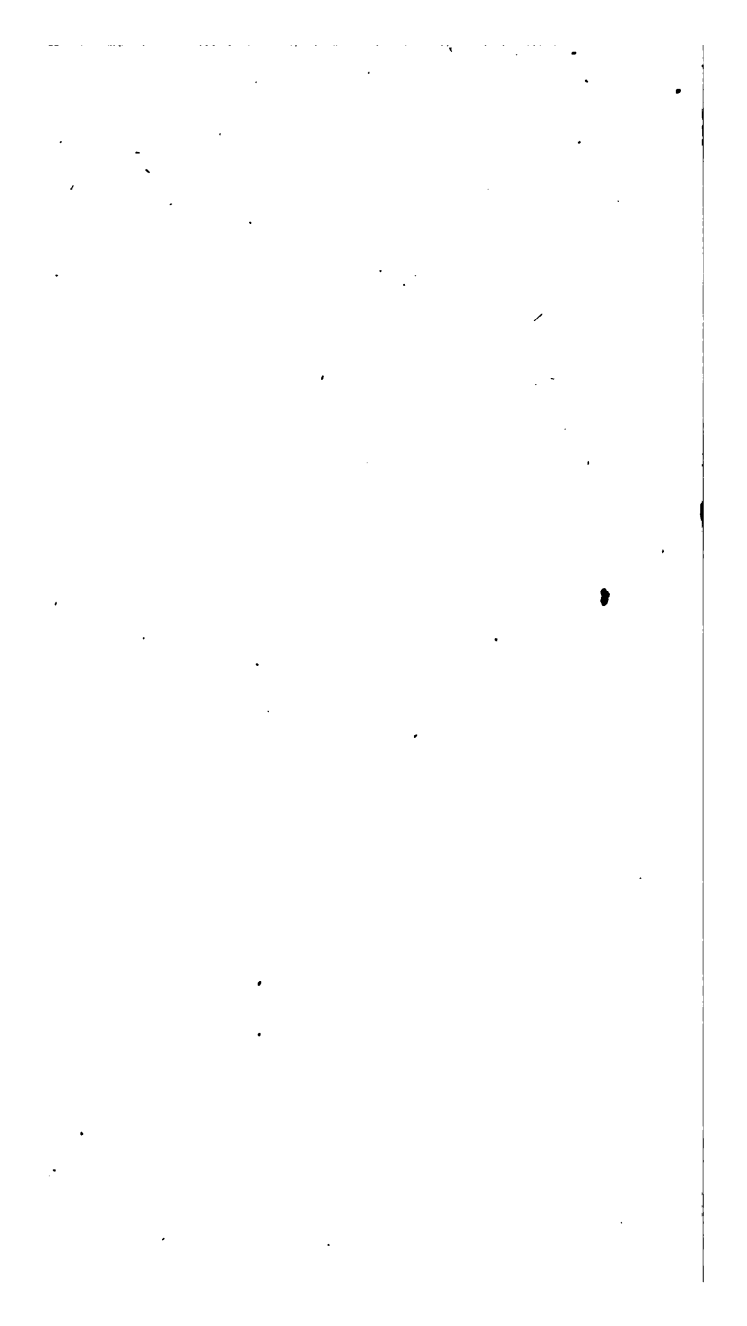








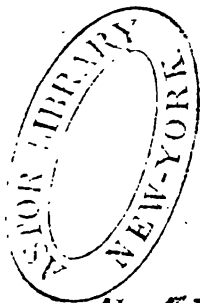




**CAUSES CÉLÈBRES**  
**ET**  
**INTÉRESSANTES,**  
**A V E C**  
**LES JUGEMENTS**  
**QUI LES ONT DÉCIDÉES.**

*Éditées de nouveau par M. RICHIER, ancien*  
*Avocat au Parlement.*

**TOME QUATORZIÈME.**



**A AMSTERDAM.**

**Chez MICHEL RHEY.**

---

**1777.**

*Et se trouvent à Paris, chez*

La veuve SAVOIE, rue S. Jacques.

LE CLERC, Quai des Augustins.

HUMBLLOT, rue Saint-Jacques.

CELLOT, Imprimeur, rue Dauphine.

La veuve DESAINT, rue du Foin.

DURAND, *neveu*, rue Galande.

NYON, rue Saint-Jean-de-Bermy.

DELALAIN, rue de la Comédie Française.

MOUTARD, Quai des Augustins.

BAILLY, Quai des Augustins.



---

# TABLE

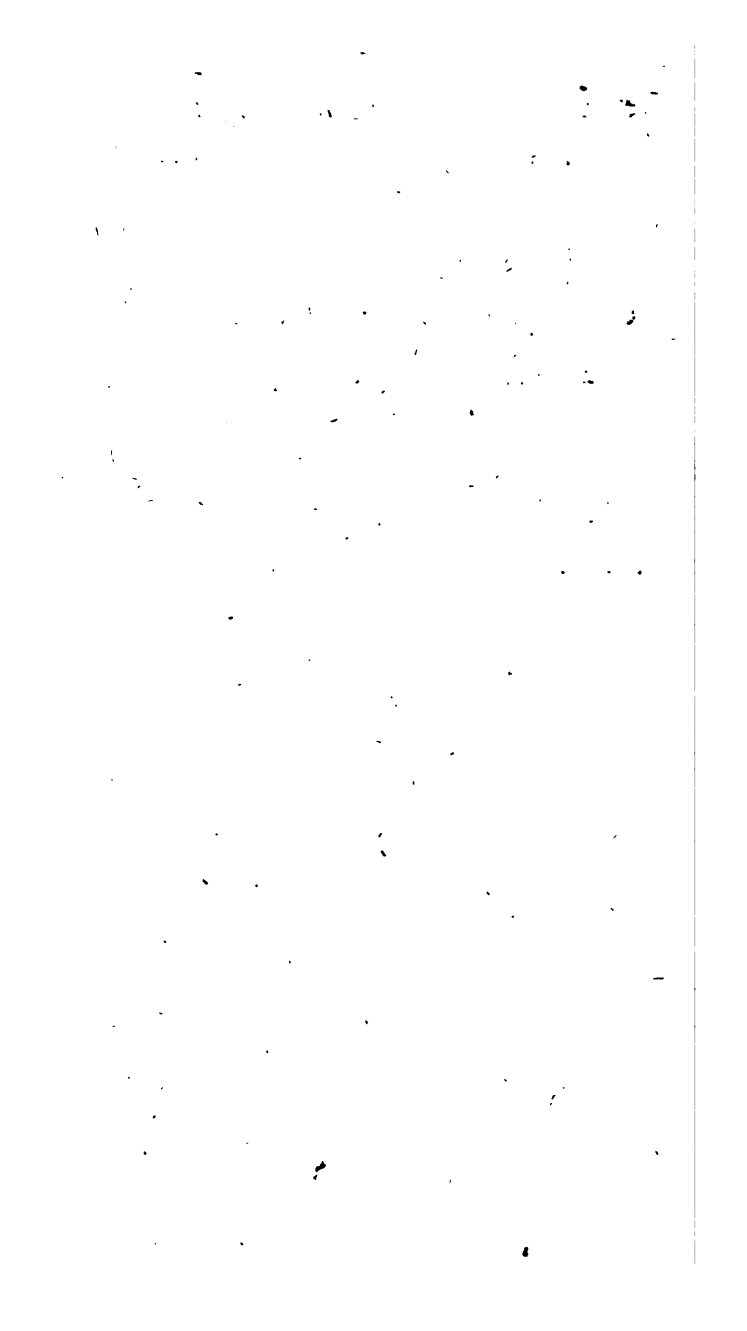
## DES CAUSES

Contenues dans ce douzième Volume.

*Les nouvelles Causes sont marquées  
d'une étoile.*

*HISTOIRE du Duc de Guise,*  
Page 1  
*Histoire du Chevalier de Morsan,*  
348

Fin de la Table.



## AVERTISSEMENT

### *Sur l'Histoire du mariage du Duc de Guise.*

Je crains que mes lecteurs ne trouvent mauvais que j'aie remonté jusqu'à l'origine de la ligue, pour arriver au mariage du duc *de Guise*, qui ne peut y avoir aucun rapport. Ce mariage fut célébré en 1638, 46 ans après la destruction totale de cette funeste association, à laquelle le *Guise* dont il s'agit, dans cette cause, n'avoit pu avoir aucune part.

Je crains encore que l'on ne croie avoir d'autant plus lieu de se plaindre de ce hors-d'œuvre, que je l'ai surchargé de copies de pièces dont il eût, peut-être, suffi de donner les précis, pour épargner, au moins, au lecteur le dégoût que doivent nécessairement produire des écrits rebutants par la manière dont ils sont rédigés, & par le style dont ils sont écrits.

Il est donc nécessaire que j'expose les motifs qui m'ont engagé à me permettre cette espèce d'épisode. Peut-être trouverai-je grâce auprès de mes lecteurs, quand ils les connoîtront.

## AVERTISSEMENT.

Il parut, il y a quelques années, une *Diatribe* contre le parlement, intitulée: *Histoire du Parlement de Paris*. L'auteur de cette brochure a fait tous ses efforts pour dégrader cette auguste compagnie; il a perverti, il a dénaturé tous les faits. Les monuments les plus authentiques de l'histoire n'ont rien de sacré pour lui. Peu content d'altérer ceux qui sont consignés dans les recueils où les sçavants seuls ont le courage de puiser, & de tromper, par cette infidélité, ceux qui se contentent d'une lecture frivole, & ne peuvent ou ne veulent pas remonter aux sources, il a eu la témérité de présenter, sous un faux jour, les faits qui se sont passés sous nos yeux. Il tait les circonstances qui peuvent les caractériser; il imagine des motifs qui jettent de l'odieux ou du ridicule sur les démarches les plus louables; il passe sous silence ce qui pourroit dévoiler sa malignité & sa calomnie; & rappelle tout au plan qu'il a formé de ravalier une compagnie qui, dans tous les tems, s'est sacrifiée pour la gloire & pour les intérêts du monarque & de la nation.

Le style agréable & ingénieux de ce libelle; le ton tranchant & décisif que prend l'écrivain n'ont pas trompé les personnes instruites qui l'ont lu. Mais

## AVERTISSEMENT. *iiij*

Ils ont pu séduire & entraîner ceux qui ne prennent un livre que pour remplir quelques moments de loisir, ou pour acquérir cette érudition frivole dont on s'entretient quelquefois dans les cercles, où l'on juge sans examen, & selon qu'on est affecté pour le moment, les événements publics, les intentions & les talents de ceux qui gouvernent, les auteurs & les ouvrages qu'on a parcourus, ou dont on a seulement entendu parler.

L'écrivain dont il s'agit ici, d'après les vues qui lui ont fait prendre la plume, n'a pas manqué, comme on peut le penser, d'attribuer au parlement de Paris les pièces de cette procédure monstrueuse que la ligue, sous le nom de ce tribunal, osa faire contre *Henri III.* Il a pu se flatter d'induire facilement en erreur, sur cette circonstance, les lecteurs frivoles, & qui se contentent d'effleurer les choses. Ces actes atroces ont tous les caractères extérieurs de ceux qui émanent du parlement; ils en ont la forme, ils en ont le style, ils sont l'ouvrage de ceux qui avoient usurpé la qualité de magistrats, qui, sous ce masque, en faisoient les fonctions, & osoient prendre leurs séances sur les sièges d'où la violence & la mort même

## **IV Avertissement.**

avoient chassé ceux que la loi y avoit placés.

L'auteur du libelle s'est bien donné de garde d'avertir que les membres de ce corps refusèrent de prêter la main à cet attentat, subirent la prison & l'exil, plutôt que de s'en rendre coupables ; & prirent enfin leurs séances à Tours, où ils trouvèrent un asyle ; & où le roi, par un édit en forme, leur assigna leur résidence.

Il s'est bien donné de garde d'avertir que ceux qui restèrent à Paris, & ceux qui leur furent associés pour remplacer les fidèles sujets absents, reçurent leurs provisions & leur institution de la ligue & du duc de Mayenne, en qualité de *lieutenant-général de l'état & connétable de France*.

Il n'a pas dit que les menaces faites, de la part du tribunal ligueur, de traiter les femmes & les enfants des membres du parlement réfugié à Tours, comme ils traiteroient eux-mêmes les ligueurs, n'empêchèrent pas ces fidèles sujets de déclarer criminel de lèse-majesté quiconque étoit attaché à la ligue, de faire exécuter à mort tous ceux qui se trouvoient convaincus de ce crime, & de faire brûler, par la main du

## **AVERTISSEMENT.**

bourreau , les bulles qui tendoient à soulever les sujets contre leur souverain.

Il n'a pas dit que , lorsque les troubles furent apaisés , & le roi légitime rentré & reconnu dans Paris , le parlement ne voulut reprendre ses séances qu'après que son greffe eut été purgé des actes de rébellion & de régicide dont les révoltés , qui avoient pris sa place , l'avoient souillé.

J'ai cru devoir saisir l'occasion d'effacer , dans l'esprit de ceux de mes lecteurs qui ont eu connoissance de cette brochure , les impressions qu'elle auroit pu leur faire ; & , pour les mettre à portée de juger de la mauvaise foi de son auteur , je leur ai mis sous les yeux les pièces originales , & les propres expressions des historiens du tems , témoins oculaires des faits qu'ils rapportent. Leurs récits méritent d'autant plus de croyance , qu'ils sont exactement relatifs aux actes dont ils développent les circonstances.

Il est encore un point de fait , dont j'ai cru devoir rétablir la vérité , en rappelant tous les détails qui l'ont fait naître.

On a beaucoup parlé , depuis quelques années , du fameux arrêt du 28

## vi AVERTISSEMENT.

juin 1593, qui ordonna le maintien de la loi salique. On a cru devoir en faire honneur au parlement, en lui attribuant, par-là, la gloire d'avoir conservé la couronne à *Henri IV*. On a encore dit que cet arrêt fut l'ouvrage des bonnes intentions & de la prudence de *Jean le Maître*, qui fut nommé président à mortier par le duc de *Mayenne*, en la place de *Briffon*, qui avoit été pendu par la faction des Seize.

J'ai cru devoir relever encore cette erreur, & faire voir, par des pièces authentiques, & par le témoignage des écrivains du tems, témoins oculaires, que cet acte, émané d'une clique, qui n'avoit pas droit de rendre des arrêts, étoit l'ouvrage de la politique du duc de *Mayenne*, qui, loin de le regarder comme favorable aux droits de *Henri IV*, vouloit s'en faire un titre d'exclusion contre ce roi légitime, & un degré pour monter sur le trône, & joindre la couronne à l'autorité qu'il avoit usurpée. On verra même, par le texte de cet arrêt, qui fut enveloppé dans la proscription des pièces dont le greffe du parlement fut purgé, & qui ne se trouve plus que dans les écrits du tems, on verra, dis-je, qu'il contient une clause



## AVERTISSEMENT. *vij*

expresse qui prononçoit l'exclusion contre *Henri IV*. Les magistrats qui avoient tout sacrifié, qui avoient exposé jusqu'à leur vie, qui ne craignoient pas de persévérer dans leur devoir, & de punir du dernier supplice les rebelles qui tomboient en leur pouvoir, au risque d'exposer leurs propres femmes & leurs propres enfants aux représailles dont la ligue les menaçoit, de tels magistrats se feroient-ils laissé leurrer par l'apparence du maintien de la loi salique, pour exclure la seule personne qu'elle appelloit au trône ?

A l'égard du président *le Maître*, loin de mériter les éloges que des écrivains peu attentifs lui ont prodigués à cette occasion, on peut dire que sa conduite est, au moins, à l'extérieur, très-blamable, & qu'il est bien difficile d'établir la pureté de ses intentions. Il tenoit sa place de l'autorité régicide du duc de *Mayenne*; & l'on verra, par le récit de cet événement, que *le Maître* convenoit qu'il avoit, à ce chef de la ligue, toute l'obligation d'être revêtu d'une dignité distinguée dans une clique qui n'étoit autre chose que le tribunal de la ligue, & qui devoit soit existence au besoin qu'avoit cette asso-

### iii) AVERTISSEMENT

ciation d'opposer des actes juridiques en apparence à la fermeté du parlement, qui défendoit les droits & les intérêts de son roi : on verra qu'il l'en remercioit publiquement, qu'il lui rendoit les honneurs qu'il disoit être dus à sa qualité de *lieutenant général de l'état & couronne de France* : on verra que, quand, devant cet usurpateur, il parloit de *Henri IV*, il ne l'appelloit pas autrement que *l'ennemi* : on verra, enfin, qu'il se prêta, dans cette occasion, à toutes les vues & à toute la politique du duc de Mayenne, auquel il espéroit, ou paroïssoit espérer que ce prétendu arrêt pourroit mettre la couronne sur la tête.

Au reste ce magistrat ( car cette qualité lui fut, dans la suite, légitimement conférée ) mérite des éloges à quelques égards. Il s'étoit uniquement appliqué à la jurisprudence, y avoit fait de grands progrès, & s'en étoit procuré une connoissance fort étendue.

Le duc de Mayenne députa le *Maître* avec du *Vair* aux prétendus états de Paris, tenus en 1593 pour l'élection d'un nouveau roi, autre que *Henri IV*. Le légat proposa à cette assemblée de recevoir, au nom de la nation, le concile de Trente, sans aucune modifica-

## AVERTISSEMENT. 14

tion. Le *Maître & du Vair* furent chargés d'examiner cette affaire, & de la rapporter à l'assemblée. Leur rapport ne fut pas favorable au projet du légat, qui échoua.

Au reste, M. de *Thou* fait l'éloge de *Jean le Maître*, & atteste qu'il travailla à ménager la réduction de Paris sous l'obéissance de *Henri le Grand*. Ce prince lui en témoigna même sa reconnoissance, en lui conservant la charge que le duc de *Mayenne* lui avoit donnée; &, comme le nombre de ces charges, fixé alors à six, étoit rempli par des sujets qui n'avoient jamais quitté le parti du roi, il en créa une septième en faveur de M. le *Maître*.

Cette variété, dans les différentes circonstances de la conduite de M. le *Maître* est embarrassante pour ceux qui veulent fixer le jugement que l'on doit porter sur le caractère de ce magistrat. Lorsqu'il reçut une place de président de la main du duc de *Mayenne*, de la main du lieutenant-général de l'état & couronne de France, de la main, en un mot, de celui qui vouloit ravir au roi légitime, sa couronne, pour s'en emparer; lorsqu'il reconnoissoit publiquement que c'étoit de l'ennemi de l'état

x *AVERTISSEMENT.*

qu'il tenoit sa place, lorsqu'il lui rendoit, publiquement encore, tant en son nom, qu'au nom du prétendu parlement, les respects qui ne sont dus qu'au souverain; vouloit-il tromper cet usurpateur, surprendre sa confiance, & en abuser pour servir le roi plus efficacement?

Lorsqu'il se prêta aux manœuvres qui firent éclore l'arrêt de 1593, voulut-il profiter de l'occasion, pour faire adopter, par les Ligueurs mêmes, la loi salique, qui conservoit à *Henri le Grand* son droit à la couronne? Mais, si telle étoit son intention, pourquoi laissa-t-il insérer, dans ce même arrêt, une clause qui donnoit expressément l'exclusion à ce prince?

On peut répondre, en sa faveur, qu'il ne fut pas le maître de l'empêcher, & que cette clause fut l'ouvrage de la pluralité des voix. On peut ajouter qu'il espéroit que le roi ne tarderoit pas à lever l'obstacle que cette clause opposoit à l'exercice de son droit à la couronne. Cet obstacle résultoit uniquement de la religion que ce monarque professoit alors; il pouvoit le faire tomber par une abjuration solennelle; & il pouvoit se faire que *M. le Maître* fût inf-

## AVERTISSEMENT. *xj*

truit que l'intention de *Henri le Grand* étoit d'embrasser bientôt la foi catholique. Il fit effectivement son abjuration dans l'année suivante.

Mais ces conjectures ne sont que des conjectures ; & rien ne les réalise , que le desir que l'on peut avoir de justifier un homme estimable à d'autres égards , d'un reproche aussi grave , que celui d'avoir été fauteur de la ligue & de ses excès.

Au surplus est-ce une manœuvre bien digne d'un magistrat , que de trahir son bienfaiteur , celui dont il tient la place qui le met à portée d'exercer sa trahison ? La loi doit être son unique guide , & la mort même ne doit pas le détourner de la protection publique qu'il lui doit. Les magistrats qui se laissèrent traîner dans les prisons , qui se retirèrent ensuite à Tours , & y transferrèrent , avec eux , le parlement , auroient pu , comme *M. le Maître* , rester à Paris , conserver leurs places , & servir le roi , sous main , en simulant une coupable soumission à la ligue & à son chef.

Mais ils craignirent que cette démarche , dont les motifs auroient été ignorés , ne fût d'un exemple dangereux ,

## **xij Avertissement.**

& n'ébranlât un grand nombre des sujets, dont la fidélité étoit chancelante. Ministres de la loi, ils ne crurent pas qu'il leur fût permis de la trahir, sous quelque prétexte que ce fût; elle étoit sur leur front, comme dans leur cœur.

Ils ne s'amuserent point à rappeler la loi salique, & à en ordonner l'exécution; ils sçavoient qu'il ne pouvoit y avoir de roi sans son aveu, que la qualité d'usurpateur étoit la seule qui pût convenir à celui qui, pour s'en emparer, useroit d'une force qui ne pouvoit être que momentanée, & profiteroit d'une circonstance que les loix, qui reprennent toujours le dessus, feroient cesser tôt ou tard.

Ces dignes magistrats regardèrent donc la loi salique comme étant toujours en vigueur, comme étant toujours irréfragable. Ils ne crurent point que la couronne fût en danger, ni qu'il fallût faire de réglemens nouveaux pour la maintenir où elle devoit être. Ils avoient vu, pour ainsi dire, la loi la poser sur la tête de *Henri de Bourbon*, & ils la voyoient toujours l'y soutenir. Ils crurent donc que leur ministère se bornoit à tirer, de ce point de fait, les conséquences qui en résultent nécessairement, &c.

## AVERTISSEMENT. *xiiij*

qu'il étoit inutile de rendre des arrêts stériles. Ils déclarèrent, en conséquence, criminels de lèse - majesté, ceux qui étoient rebelles à celui que la loi seule avoit couronné, firent punir du dernier supplice tous ceux qu'ils surprirent exerçant quelque acte de Ligneurs, & faisoient brûler ignominieusement tous écrits, même les bulles qui attentoient à l'autorité du monarque qui occupoit le trône.

Si *Henri IV* pardonna à *M. de Maistre*, il pardonna bien au duc de *Mayenne* lui-même; s'il lui conserva sa place, il conserva bien celles de maréchaux de France à ceux que ce duc avoit, de son autorité privée, élevés à cette dignité.

Au reste, il ne faut pas confondre ce *Jean le Maistre* avec *Gilles le Maistre*, qui fut premier président depuis 1551 jusqu'en 1562. Il eut le malheur de voir naître les sanglantes factions qui désolèrent le siècle dont j'ai parcouru l'histoire au commencement de la cause qui a donné occasion à cet avertissement. Mais ni les promesses, ni les menaces, ni même la crainte de l'interdiction & de la mort ne purent jamais ébranler sa constance, ni l'empêcher de soutenir les intérêts de l'état; jusqu'à la mort ar-

**xiv Avertissement.**

rivée le 5 décembre 1562, à l'âge de 64 ans. Il est auteur de plusieurs traités recueillis, in 4°. sous son nom. Il eut pour successeur *Christophe de Thou*, auquel *Achilles de Harlay* succéda.

N'attribuons donc plus au parlement une pièce qu'il doit désavouer, qui est l'ouvrage de la politique sanguinaire du duc de Mayenne, à laquelle les respectables magistrats qui le composoient n'auroient jamais prêté la main, parce qu'encore une fois, ils ne croyoient pas pouvoir, sans crime, douter de l'effet de la loi qui avoit posé la couronne sur la tête du véritable héritier, & qui l'y soutenoit irrévocablement par sa force. C'est faute d'en avoir connu l'esprit, les circonstances & le contenu, qu'on l'a tant célébrée, & qu'on lui a même assigné un rang distingué au nombre des preuves de l'attachement inviolable de cette auguste compagnie pour le service du roi, & le maintien des loix fondamentales de l'état.

Ce n'est point à Paris que l'on trouvera le Parlement depuis le 16 Janvier 1589, jusqu'au 22 mars 1594. C'est à Tours qu'il faut le chercher. C'est - là qu'on le verra, présidé par *Achilles de Harlay*, foudroyer la ligue par ses ar-



## AVERTISSEMENT.. xv

rés, châtier tous les membres de cette abominable association. C'est-là qu'on verra ces braves & vertueux magistrats s'exposer eux, leurs femmes & leurs enfants à toute la fureur du fanatisme & de l'ambition, pour sauver l'état, la couronne & le monarque.

L'auteur du libelle dont j'ai parlé, qui n'avoit pour but que de faire une satire contre le parlement, a donné carrière à son imagination, sans rien approfondir, sans faire aucunes des recherches qui sont indispensables à un historien, sur-tout quand il a pour objet de ne traiter qu'un seul point d'histoire. En un mot, il ne s'est jamais embarrassé de trouver la vérité; il avoit même soin de la faire, ou de la déguiser, s'il ne pouvoit l'éviter. Ainsi il n'a pas approfondi les circonstances qui ont fait naître le prétendu arrêt de 1593. Il a cru, comme le croient encore ceux qui ne jugent que sur parole, que cet acte étoit l'ouvrage du parlement de Paris; que c'étoit un monument de son zèle & de sa fermeté; s'il en eût parlé dans ce point de vue, qui est le seul sous lequel sa légèreté le lui a présenté, il n'eût pu se dispenser de faire, au moins à cette occasion, l'éloge du corps qu'il

## xxj AVERTISSEMENT.

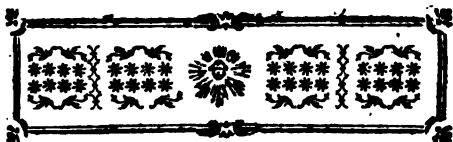
vouloit dénigrer , & qu'il avoit la témérité de vouloir humilier. Il a pris le parti prudent de n'en point faire mention.

Mais, s'il eût approfondi la matière, s'il eût découvert que ce prétendu arrêt étoit l'ouvrage du duc de Mayenne, qu'il avoit pour objet de lui transmettre la couronne ; notre écrivain n'auroit pas manqué de falsifier la vérité qu'il auroit découverte, de développer & mettre au grand jour tout le venin de cette pièce ; pour l'attribuer au parlement de Paris.

Tels sont les motifs qui m'ont engagé à remonter, à l'occasion du mariage du duc de Guise, jusqu'à l'origine de sa maison, de faire le tableau des maux qu'elle a causés, & de ceux dans lesquels elle vouloit envelopper toute la France. Si ce trait d'histoire est un hors-d'œuvre, je prie le lecteur de me le pardonner en faveur de l'intention.



CAUSES



# CAUSES CÉLEBRES

ET

## INTÉRESSANTES,

*Avec les jugemens qui les ont  
décidées.*



### M A R I A G E

#### D U D U C D E G U I S E.

ON sçait que la trop célèbre maison de Guise étoit une branche de celle de Lorraine. Elle tiroit son nom de la ville de Guise, en Picardie, sur la rivière d'Oise, au diocèse de Laon.

Claude de Lorraine, second fils du duc René, vint s'établir en France, où il épousa Antoinette de Bourbon, sœur de Charles de Vendosme, le 18 Avril.

Tome XIV.

A

1513. Le comté de Guise étoit alors en litige entre le procureur-général , qui vouloit le réunir au domaine , & la maison d'Armagnac. En 1527 , François I fit don de tous ses droits sur ce comté , à Claude de Lorraine , & l'érigea , en sa faveur , en duché - pairie. On remarque que , jusqu'alors , on n'avoit fait de pareilles érections qu'en faveur des princes du sang.

Le nouveau duc de Guise devint si puissant , qu'il fonda une maison qui pensa détrôner les héritiers légitimes de la couronne. François I connoissoit bien le caractère des princes de cette maison. Entre les conseils qu'il donna à son fils Henri II , il lui recommanda de se défier de l'ambition des Guises , & de ne leur donner aucune part à l'administration. *Moriens ille , inter salutaria praecepta , quae de posteritate ac regno sollicitus Henrico filio dedit , imprimis eum monuit ut sibi à Guisianorum ambitione caveret , ac proinde eos publica rei gubernaculis ne admoveret.* De Thou , hist. lib. 24.

Claude de Lorraine laissa six fils & quatre filles.

L'aîné de ces six fils fut François de Lorraine duc de Guise. Il servit dans

### *du Duc de Guise.*

les troupes du roi avec la plus grande distinction. Il défendit Metz contre l'empereur *Charles V* ; il prit Calais ; & se signala en plusieurs autres occasions très-importantes. Mais on peut dire que les maux dont il fut cause , surpassent , sans comparaison , les avantages que sa valeur & ses talents militaires procurèrent à l'état. Son ambition & celle du cardinal *Charles de Lorraine* son frère , plongèrent le royaume dans la plus affreuse désolation. Soit zèle , soit politique , ils excitèrent , contre les Huguenots , une persécution qui occasionna ces guerres civiles qui mirent tant de fois l'état aux dernières extrémités.

*François II* , étant encore dauphin , avoit épousé *Marie Stuart* , fille de *Jacques V* , roi d'Ecosse , & de *Marie de Lorraine* , fille de *Claude* , premier duc de *Guise*. Ainsi , quand ce prince monta sur le trône , il étoit , par sa femme , neveu des *Guises*. Il n'étoit âgé que de 16 ans ; il confia toute l'autorité à ses oncles , qui mirent tout en combustion , pour écarter les princes du sang de l'autorité à laquelle l'âge foible du roi sembloit les appeller. Ce fut à cette occasion , que *du Tillet* , greffier

en chef du parlement de Paris , fit son traité de la majorité des rois , pour prouver que le roi majeur , quoique jeune d'âge , peut se choisir le conseil qu'il veut. Enfin , pour mettre le comble à son pouvoir , & écarter tous les concurrents , le duc de *Guise* se fit nommer lieutenant-général du royaume. Sa puissance étoit telle , que le connétable *Anne de Montmorency* lui écrivoit : *Monseigneur & votre très-humble & très-obéissant serviteur ; & M. de Guise* lui écrivoit : *Monsieur le connétable , & au bas : votre bien bon ami.*

La haine que les *Guises* avoient vouée aux religionnaires , les guerres continuelles qu'ils excitoient contre ce parti , les exposèrent à des embûches dans lesquelles ils succombèrent à la fin. *Georges Bari de la Renaudie* fut élu , en 1560 , chef d'une conjuration dont les membres étoient assemblés à Nantes. Ils devoient exécuter leur entreprise à Blois ; mais la cour étant à Amboise , ils crurent devoir choisir cette ville pour y mettre leur projet à fin.

Ils devoient y entrer armés sous quelque prétexte , quand ce ne seroit que pour présenter une requête à *Charles IX* , qui étoit alors sur le trône. *Maligni*

*du Duc de Guise.* 4

devoit mener soixante gentils-hommes au prince de Condé qui, sous main, trempoit dans la conjuration, & en étoit même le chef secret. *La Renaudie* devoit introduire, peu-à-peu, des troupes dans la ville, & y entrer lui-même sur l'heure du dîner : une partie de ses gens devoit s'emparer des portes du château ; & l'autre se saisir des *Guises*.

Cette entreprise fut découverte par d'*Avellenes*, avocat au parlement de Paris. La plupart des coupables furent passés au fil de l'épée, dans Amboise même, où ils s'étoient rendus. *La Renaudie* fut du nombre, & son corps resta pendu, sur le pont d'Amboise, pendant quelques heures, avec cette inscription : *Chef des rebelles*. Il fut ensuite écartelé, & ses membres furent exposés en différens endroits.

Plusieurs personnes de qualité y furent exécutées ; entr'autres *Castelnau*, seigneur de *Chalosse*, dont les plus grands seigneurs de la cour sollicitèrent inutilement la grace. Quand on lui lut son jugement, par lequel il étoit condamné comme coupable de leze-majesté : « Je suis innocent de ce crime, » dit il, puisque je n'ai rien entrepris, ni contre le roi, ni contre sa mère, ni

„ contre son épouse & ses parents qui  
 „ sont compris dans le crime de lèze-  
 „ majesté. J'ai pris les armes contre les  
 „ princes *de Guise*, qui sont étrangers,  
 „ & qui usurpent l'administration publi-  
 „ que contre les loix du royaume. Si  
 „ c'est-là un crime de lèze-majesté, il  
 „ falloit premièrement les déclarer rois.  
 „ C'est à ceux qui viendront après  
 „ moi de prendre garde qu'ils n'af-  
 „ fectent de le devenir; car, pour moi,  
 „ la mort va me délivrer de cette  
 „ crainte ». En achevant ces mots, il  
 tendit le col au coup qui devoit le faire  
 mourir. On trouva, dans ses poches,  
 un papier qui contenoit l'ordre de la  
 conspiration contre les prince *de Guise*,  
 avec protestation que le nom du roi  
 étoit saint & sacré pour les conjurés.

Le duc *de Guise* eut le bonheur d'é-  
 chapper à la conjuration d'Amboise;  
 mais il succomba sous les attaques d'un  
 seul particulier.

*Jean Poltrot*, gentilhomme Angou-  
 mois, après avoir passé sa jeunesse en  
 Espagne, revint dans sa patrie, où il  
 embrassa la religion protestante, & la  
 professa avec une ardeur fanatique. En  
 1563, irrité de la prospérité & des heu-  
 reux succès du duc *de Guise*, il prit la



*du Duc de Guise.* 7

réolution de le tuer, & s'en vanta. Mais, comme il étoit naturellement fort réservé, on ne crut pas qu'il fût assez téméraire pour révéler un dessein de cette importance, s'il l'eût effectivement conçu.

Il l'accomplit cependant, le 18 février 1553. Le duc de *Guise* qui commandoit le siège d'Orléans, étoit à cheval, assez éloigné de ses gens qui le suivoient, s'entretenant avec *Tristan Rosteing*, que la reine lui avoit envoyé. *Poltrot*, après avoir adressé au ciel une prière, pour obtenir le succès de son crime, tira un coup de pistolet au duc, le frappa à l'épaule proche l'aisselle, & prit la fuite. On l'attrappa auprès d'Orléans, & on le conduisit à la reine dans le camp, proche S. Hilaire. La, en présence du cardinal de *Bourbon* & de plusieurs autres personnes, il fut interrogé. Il avoua son crime, & déclara que *Théodore de Beze* & un autre ministre de la religion protestante lui avoient fait envisager cette action comme glorieuse & utile à la religion. Il déchargea entièrement le prince de *Condé*, que l'on avoit soupçonné, & M. de *Soubise*, auquel il étoit attaché. Il chargea, au contraire, l'amiral de *Coligni*, & fit entendre que

## 8 *Mariage*

*M. de la Rochefoucault* étoit complice du dessein.

Interrogé , le lendemain , il fit les mêmes réponses qu'il signa , & dont on envoya copie à l'amiral de *Coligni*. Celui-ci tâcha de se justifier dans un mémoire qu'il fit rédiger , & protesta qu'il avoit absolument ignoré le projet de ce crime. *Beze* & *M. de la Rochefoucault* protestèrent également de leur innocence , & l'on n'exigea point d'eux d'autre preuve.

*Poltroi* fut appliqué à la question ; il rétracta sa première confession , varia beaucoup sur le compte de l'amiral , & fut condamné au dernier supplice. Il fut déchiré , le 18 mars 1563 , avec des tenailles ardentes , tiré à quatre chevaux , & écartelé.

Le duc de *Guise* mourut deux jours après sa blessure. Il avoit épousé *Anne d'Est* , fille d'*Hercule d'Est* second du nom , duc de Ferrare.

*Henri de Lorraine* , duc de *Guise* son fils aîné , mit le comble aux maux que son père & son oncle avoient causés à la France. Voici le portrait qu'en fait *Mainbourg* , dans son histoire de la ligue : « Rien ne lui manquoit de tout , ce qui pouvoit concourir , soit de

*du Duc de Guise.* 9

„ bien , soit de mal , pour faire réussir  
„ ce qu'il avoit fortement résolu. Il  
„ avoit toutes les belles qualités &  
„ toutes les perfections du corps & de  
„ l'esprit les plus capables de charmer  
„ les cœurs , & d'acquérir , sans peine ;  
„ à celui qui les possède , un empire  
„ absolu sur l'esprit des peuples , qui en  
„ furent enchantés , & en devinrent  
„ comme idolâtres.

„ Car il étoit d'une haute stature ,  
„ admirablement proportionnée , toute  
„ semblable à celle que l'on attribue  
„ aux héros ; ayant tous les traits du  
„ visage parfaitement beaux ; les yeux  
„ perçants , & pleins d'un certain feu ,  
„ également doux , actif & pénétrant ;  
„ le front large , uni & toujours serein ,  
„ accompagné d'un agréable sourire à  
„ la bouche , qui charmoit encore plus  
„ que les paroles obligeantes qu'il disoit  
„ à tous ceux qui s'empressoient de  
„ l'approcher ; le teint vif , fort blanc  
„ & vermeil. Sa démarche étoit grave  
„ & hautaine , sans qu'il y parût ni  
„ orgueil ni affectation ; & dans toutes  
„ ses manières , il avoit un certain air  
„ inexprimable de grandeur héroïque ,  
„ où il entroit de la douceur , de l'au-  
„ dace & de la fierté , sans avoir rien

„ de rebutant ; ce qui inspiroit tout-  
„ ensemble de l'amour , de la crainte  
„ & du respect à tous ceux auxquels il  
„ parloit.

„ Cet admirable extérieur étoit ani-  
„ mé d'un intérieur encore plus mer-  
„ veilleux par les belles qualités qu'il  
„ possédoit d'une ame, vraiment gran-  
„ de , étant libéral , magnifique en  
„ tout , n'épargnant rien pour se faire  
„ des créatures , & pour gagner des  
„ personnes de toutes sortes de condi-  
„ tions , sur-tout la noblesse & les gens  
„ de guerre ; civil , obligeant , popu-  
„ laire , toujours prêt à faire du bien à  
„ ceux qui s'adrescoient à lui , généreux ,  
„ magnanime , incapable de nuire ,  
„ même à ses plus grands ennemis ,  
„ autrement que par les voies d'hon-  
„ neur ; extrêmement persuasif , dissi-  
„ mulé , sous l'apparence d'une grande  
„ franchise ; sage & prudent dans les  
„ conseils , hardi , prompt & vaillant  
„ dans l'exécution ; souffrant gaiement  
„ toutes les incommodités de la guerre ,  
„ comme le moindre des soldats ; s'ex-  
„ posant à tout , & méprisant les plus  
„ grand périls . pour venir à bout de ce  
„ qu'il avoit une fois entrepris.

„ Mais , comme il n'y a point de

mine d'or où ce précieux métal se  
trouve pur & sans mélange de beau-  
coup de terre ; aussi ces grandes ver-  
tus naturelles du duc de Guise ,  
étoient corrompues par le mélange  
de beaucoup de défauts & de vices ,  
dont le principal étoit ce desir insa-  
tiable de grandeur & de gloire , &  
cette vaste ambition à laquelle il fit  
tout servir. Etant , au reste , rémé-  
raire , présomptueux , ne suivant que  
son propre sens , & méprisant celui  
des autres , sans toutefois qu'il y pa-  
rût. Couvert , fin , peu sincère & peu  
véritable ami ; ne songeant qu'à lui-  
même , quoiqu'il fût le plus caressant  
& le plus officieux de tous les hom-  
mes. Tout le bien qu'il faisoit aux  
autres , n'étant que pour aller , par-là ,  
plus facilement à ses fins ; & couvrant  
toujours ses vastes desseins du pré-  
texte spécieux du bien public , &  
de la conservation de la véritable re-  
ligion. Se fiant trop à son bonheur ,  
se perdant & s'aveuglant lui-même  
dans la prospérité , qui lui faisoit  
goûter avec tant de plaisir , le bien  
présent , qu'il ne songeoit pas à pren-  
dre des précautions pour l'avenir. En-  
fin donnant trop à l'amour des dames.

„ desquelles néanmoins , sans qu'elles  
 „ le détournassent du soin qu'il prenoit  
 „ de sa principale affaire , il se servoit  
 „ adroitement , pour avancer , par leurs  
 „ intrigues , son grand dessein , sans  
 „ qu'elles s'en aperçussent „.

En un mot , il est certain que le mélange de ses bonnes & de ses mauvaises qualités le rendoit propre à bouleverser l'état. Il étoit assez habile pour en trouver les moyens , & assez méchant pour en faire usage.

Ce fut lui qui forma cette fameuse ligue qui mit le royaume à deux doigts de sa perte. Enfin il porta les choses à de si grandes extrémités , qu'on ne trouva point d'autre moyen , pour arrêter ses attentats , que de le faire mourir. Tout le monde sçait comment *Henri III* se défit de lui , & du cardinal de *Guise* dans le château de Blois , pendant la tenue des états.

La violente résolution où se porta la cour de France contre ces deux ambitieux , est un de ces coups d'état qui ne peuvent être excusés , que par la nécessité du bien public. Il est certain que , si on n'eût prévenu le coup , les états assemblés à Blois auroient entrepris de dépouiller *Henri III* , & de placer la

couronne sur la tête du duc *de Guise*.

Entr'autres préparatifs pour faire réussir cet horrible projet, on avoit publié une généalogie, qui faisoit descendre la maison de Lorraine de la seconde race de nos rois; & l'on insinuoit, par-là, qu'en plaçant le duc *de Guise* sur le trône, on ne feroit que lui restituer le bien de ses ancêtres.

Si cet attentat eût eu lieu; si, comme c'étoit l'intention de la duchesse *de Montpensier* sœur du duc *de Guise*, on eût enfermé *Henri III*, pour lui substituer ce duc, ç'en étoit fait de la France. Le prince, que sa naissance & les loix appelloient à la succession, étoit d'un mérite extraordinaire; il avoit la bravoure en partage; il étoit soutenu non-seulement par les protestants, mais par un très-grand nombre de catholiques. L'usurpateur n'auroit pu se maintenir qu'à force de combats; & les deux partis se seroient, pour ainsi dire, battus jusqu'au dernier homme.

Cependant la célèbre faction des seize exerçoit l'autorité souveraine dans Paris. Pour s'autoriser dans leur révolte, ils arrachèrent, de la Sorbonne, un décret rendu le 7 janvier 1589, par lequel, sous prétexte de la mort des

*Guises*, elle déclara que les François étoient déliés du serment de fidélité & d'obéissance qu'ils avoient prêté au roi, & qu'ils se pouvoient armer pour la défense de la religion catholique, apostolique & romaine. Mais cette compagnie, aussi-tôt qu'elle fut libre, condamna ce décret, & le tint pour abominable.

Sur la foi de cet acte, le 12 du même mois, le roi fut assigné, au nom des états assemblés, à comparoir au parlement, pour se défendre de l'accusation contre lui intentée à l'occasion de l'assassinat des deux *Guise*.

Le parlement refusa de faire droit sur une plainte & sur une accusation, qui n'étoit autre chose qu'un crime de lèze-majesté au premier chef. Mais les Seize formèrent la résolution de donner à cette procédure les suites qu'elle pouvoit avoir.

*Jean le Clerc*, dit *Buffi*, qui avoit été procureur au parlement, & qui étoit alors gouverneur de la bastille, se chargea de rendre le parlement docile. Le 16 du même mois, il entra, tout armé, dans la grand'chambre, où la compagnie étoit assemblée, & présenta une requête, par laquelle il demandoit



que la cour s'unît avec le prévôt des marchands, les échevins & les bourgeois de Paris, pour la défense de la religion ; & se retira, pour laisser la liberté de la délibération. Mais, la trouvant trop longue à son gré, il rentra furieux, l'épée à la main, suivi de 25 ou 30 hommes, armés de cuirasses & de pistolets, & commanda que ceux qu'il alloit nommer eussent à le suivre sur le champ, s'ils ne vouloient être maltraités. Il nomma le premier président, *Achilles de Harlai*, les présidents *Pothier de Blanc-Mesnil*, & de *Thou*, & les plus anciens conseillers. Mais tous les autres, au nombre d'environ 60, se levèrent pour suivre leur chef. Le *Clerc* les mena comme en triomphe jusqu'à la bastaille, où il les enferma.

Les places devenues vacantes par cet attentat, furent remplacées par des sujets à la dévotion des ligueurs. Le parlement ainsi détruit, le fantôme qui le remplaça se trouva appuyé de tous les pairs, prélats maîtres des requêtes attachés au parti de la ligue, & forma une clique composée de 26 personnes. Le roi, pour ne laisser aucune apparence de légalité à ce prétendu tribunal, par

édit du mois de février 1589, transféra le vrai parlement à Tours ; d'où il ne revint à Paris qu'après les troubles apaisés.

Dès le 30 janvier, cette troupe de ligueurs, qui avoit usurpé la place & le titre du vrai parlement ; fit la déclaration suivante.

*Extrait des Registres du Parlement.*

« Ce jourd'hui, toutes les chambres  
 „ assemblées en la présence des princes,  
 „ pairs de France, prélats, maîtres  
 „ des requêtes, procureurs & avocats-  
 „ généraux, greffiers & notaires de la  
 „ cour de parlement, en nombre de  
 „ 326, a esté leue la présente déclara-  
 „ tion en forme de serment, pour  
 „ l'entretenement de l'union qui fut  
 „ hier arrestée, laquelle tous leſdicts  
 „ seigneurs ont jurée sur le tableau &  
 „ signée aucuns de leur sang.

**D E C L A R A T I O N.**

« Nous souſſignés présidents, prin-  
 „ ces, pairs de France, prélats, maîtres  
 „ des requêtes, conseillers, avocats &  
 „ procureur-général, greffiers & no-

» taires de la cour de parlement , jurons  
» & promettons à Dieu , sa glorieuse  
» Mère , Anges , Saints & Saintes du  
» Paradis , vivre & mourir en la reli-  
» gion catholique , apostolique & ro-  
» maine ; employer nos vies pour la  
» conservation d'icelle , sans en rien  
» épargner jusques à la dernière goutte  
» de notre sang , espérant que Dieu ,  
» seul scrutateur de nos cœurs & vo-  
» lontés , nous assistera en une si sainte  
» entreprise & résolution , en laquelle  
» nous protestons n'avoir autre but que  
» le maintienement & exaltation de  
» son Saint Nom , défense & protec-  
» tion de son église à l'encontre de  
» ceux qui , ouvertement & par moyens  
» occultes , s'efforcent l'anéantir &  
» maintenir l'hérésie en ce royaume.

» Jurons aussi d'entendre , de tout  
» notre pouvoir & puissance , à la garde  
» & conservation de cette ville de Pa-  
» ris , établissement d'un repos assuré  
» en icelle , & aussi des autres villes &  
» communautés unies , à la décharge &  
» soulagement du pauvre peuple.

» Jurons pareillement & promettons  
» de défendre & conserver envers &  
» contre tous , sans aucun excepter , &

» sans aucun respect d'aucune dignité  
» ou qualité de personnes; les princes ,  
» seigneurs , prélats , gentilshommes ,  
» habitans de cette ville & autres qui  
» sont unis & s'uniront ci-après pour  
» un si bon & un si saint sujet , main-  
» tenir les privilèges & libertés des  
» trois ordres des états de ce royaume ,  
» & ne permettre qu'il soit fait aucun  
» tort à leurs personnes & biens , &  
» résister , de toutes nos puissances ,  
» contre l'effort & intention de ceux  
» qui ont violé la foi publique , rompu  
» l'édit d'union , franchises & libertés  
» des états de ce royaume par le mas-  
» sacre & emprisonnement commis en la  
» ville de Blois , le ving-trois & vingt-  
» quatrième jour de décembre dernier ,  
» & en poursuivre la justice par toutes  
» voies , tant contre les auteurs , coup-  
» ables & adhérens , que ceux qui les  
» assisteront & favoriseront ci-après , &  
» généralement promettons ne nous  
» abandonner les uns les autres , &  
» n'entendre aucuns traités , sinon du  
» commun consentement de tous les  
» princes , prélats , villes & commu-  
» nautés unies. En témoin de quoi ,  
» nous avons signé , de notre propre  
» main , la présente déclaration. Fait

*du Duc de Guise.* 19

» en parlement, le 30 janvier 1589.  
» Signé par les avocats & procureurs,  
» le dernier jour dudit mois ».

Cette clique, ayant ainsi usurpé le nom de parlement, adopta la procédure entamée contre le roi, & appointa les parties. D'après cet appointement, on présenta à ce tribunal fantastique, une pièce singulière par son atrocité, par la qualité des parties, sous le nom desquelles elle fut rédigée, & par la tournure des moyens qui y furent employés. La voici :

*Advertissement du procès.*

« Messieurs les députés du royaume  
» de France, demandeurs selon l'exploit  
» & libelle de M. *Pierre du Four - Lé-*  
» *vêque*, en date du 12 janvier 1589,  
» d'une part, & le peuple & consorts,  
» aussi joints, demandeurs, d'une part;  
» contre *Henry de Valois*, au nom, &  
» en la qualité, défendeur d'autre part;  
» disent, par-devant vous, Messieurs  
» les officiers & conseillers de la cou-  
» ronne de France tenant la cour de  
» parlement à Paris, que, pour les  
» causes, raisons & moyens ci-après  
» déduits, ledit HENRY DE VALOIS,

„ pour raison du meurtre & assassinat  
„ commis es illustrissimes personnes de  
„ Messieurs le duc & cardinal de Guise ,  
„ sera condamné , pour raison dudit as-  
„ sassinat , à faire amende honorable ,  
„ nud & en chemise , la tête nue & pieds  
„ nuds , la corde au col , assisté de l'exé-  
„ cuteur de la haute justice , tenant en  
„ sa main une torche ardente de trente  
„ livres , lequel dira & déclarera , en  
„ l'assemblée des états , les deux genoux  
„ en terre ; qu'à tort , & sans cause , il  
„ a commis ou fait commettre ledit as-  
„ sassinat aux dessusdits duc & cardinal  
„ de Guise , duquel il demandera pardon  
„ à Dieu , à la justice & aux états : que  
„ dès-à-présent , comme criminel & tel  
„ déclaré , il sera démis & déclaré indi-  
„ gne de la couronne de France , renon-  
„ çant à tout & tel droit qu'il y pour-  
„ roit prétendre ; & ce , pour les cas plus  
„ à plein mentionnés & déclarés au pro-  
„ cès dont il se trouvera bien & dûement  
„ atteint & convaincu : outre qu'il sera  
„ banni & confiné à perpétuité au cou-  
„ vent & monastère des Hyéronymites  
„ assis près du bois de Vincennes , pour  
„ y jeuner au pain & à l'eau , le reste de  
„ ses jours ; ensemble condamné aux dé-  
„ pens ; & à ces fins disent ,

*du Duc de Guise.* 21

» Que *Henry de Valois*, depuis cinq  
», ou six ans en ça, faisant aucunement  
», paroistre qu'il estoit fort zélé à la re-  
», ligion catholique, apostolique & ro-  
», maine, il fit bastir & construire, en  
», plusieurs endroits de cette ville de  
», Paris, & hors icelle, quelques mo-  
», nastères, pour y faire dévotement  
», célébrer le service divin : ensemble  
», un ordre des pénitents blancs, pour,  
», de plus en plus, confirmer sa sainte  
», volonté, & monstrier à plein œil de  
», quelle intégrité & sincérité de conf-  
», science il procédoit à l'avancement  
», du service de Dieu & de son église.

» Toutefois l'issue nous a bien monst-  
», tré le contraire ; que cela ne se faisoit  
», que pour dissimuler, & pour couvrir  
», la mauvaise affection qu'il avoit à  
», l'endroit de la maison de *Guise*, afin  
», que, soubz prétexte du service de  
», Dieu, il les peust attrapper.

» Mais le bon Dieu, qui cognoist  
», toutes choses, & qui voit jusques au  
», plus profond de nos entrailles, quelles  
», sont nos conceptions, n'a permis que  
», telle meschanceté ait esté exécutée  
», soubz ombre d'une dévotion, &  
», soubz le nom de piété.

» Quoy voyant ledit *Henry* que Dieu

„ lui avoit manqué de garand , pour  
„ ceste fois , il s'advisa , en l'année mil  
„ cinq cent quatre - vingt & sept , de  
„ dresser à ce grand prince belliqueux ,  
„ le duc de *Guise* , une armée effroyable  
„ de ces barbares Réistres , pensant ,  
„ aussi-tost qu'ils auroient mis le pied  
„ en France , que ce brave capitaine &  
„ généreux hazarderoit une bataille en  
„ laquelle lui & sa maison y pour-  
„ roient demeurer.

„ Mais ce grand Dieu des batailles ;  
„ cognoissant de rechef l'entreprise &  
„ le cœeur de ce tyran & nouveau athée  
„ de *Henry* , lequel espérant , par la  
„ mort de ce prince , planter l'hérésie  
„ en France , destourna ce coup , &  
„ favorisâ tant ce prince , qu'avec une  
„ petite poignée de gens , il mit à néant ,  
„ & à vauderoute cette puissante ar-  
„ mée , qui s'estoit retirée dans An-  
„ neu.

„ *Henry* adverti de cette défaiète ,  
„ & que ses desseings étoient rompus ;  
„ & , comme l'on dit , que tout ce qu'il  
„ faisoit ne portoit coup , il délibéra ;  
„ le douzième mai 1588 , de le sur-  
„ prendre dans la ville de Paris , y  
„ faisant entrer quelque nombre de



*du Duc de Guise.* 23

„ gens-d'armes , comme de ses gardes ,  
„ & quatre compagnies de Suisses , les-  
„ quels se saisirent des fortes places ,  
„ pour empêcher que le peuple ne fît  
„ résistance de mieux jouer leur jeu (1).

„ Toutefois cette troisième délibéra-  
„ tion ne peust non plus sortir à effect  
„ que les deux premières : Dieu per-  
„ mettant , ce jour-là , que le peuple  
„ se sauva , & le sieur duc de *Guise*  
„ ensemblement , par le moyen des  
„ barricades qu'ils firent , où plusieurs  
„ suisses furent tués que blessés , qui  
„ faisoient contenance de vouloir se  
„ remuer.

„ Toutes ces choses ainsi passées , au  
„ lieu qu'elles devoient servir de quel-  
„ que avertissement audit *Henry* , &  
„ croire qu'il y avoit un Dieu qui rom-  
„ poit & faisoit baisser le coup de ses  
„ mauvaises délibérations , ce néant-

(1) Ceci est un mensonge grossier. Les auteurs de cette pièce ont voulu rejeter sur *Henri III* la journée des barricades , qui fut certainement complottée par la maison de *Guise* , pour tuer , ou du moins prendre le roi , qui fut obligé de s'évader & de fuir de Paris , pour mettre sa personne en sûreté. Voyez le procès-verbal de *Poulain* , à la suite du journal d'*Henri III* , & les mémoires de la ligue , tome 2 , page 335 , & 347.

„ moins , ce malheureux loup enragé ,  
 „ oubliant Dieu du tout , pour assouvir  
 „ son appétit desordonné , & voulant ,  
 „ comme l'on dist , faire sa dernière  
 „ main , il advisa de faire tenir ses  
 „ états en la ville de Blois , pour plus  
 „ facilement exécuter son entreprinse ;  
 „ où , non-obstant toutes les asseurances  
 „ qu'il eust donné au sieur duc de *Guise*  
 „ & à Monsieur le cardinal son frère ,  
 „ par serments solempnels , confirmés  
 „ sur la sainte Eucharistie , cela ne peust  
 „ empescher que malheureusement il  
 „ fist assassiner ces deux princes valleu-  
 „ reux & magnanimes.

„ Pour raison duquel meurtre les es-  
 „ tats s'en estans plaints , & donné assi-  
 „ gnation audict *Henry* & autres com-  
 „ plices à comparoître en la cour de par-  
 „ lement à Paris , par-devant Messieurs  
 „ les conseillers & officiers de la cou-  
 „ ronne de France , pour répondre aux  
 „ conclusions par eulx prises en leur  
 „ exploit libellé dudit M. *Pierre du*  
 „ *Four-Lévêque* , lequel , après , avoit  
 „ bien & duement obtenu les défauts.

„ Enfin les parties auroient été appoin-  
 „ tées en droit à écrire par advertisse-  
 „ ments , lesquels seront communiqués  
 „ aux parties pour y répondre dans la  
 huitaine ,

„ huiſtaine, & la huiſtaine enſuivant  
„ bailler contredicts & ſalvations dans  
„ le tems de l'ordonnance, informer  
„ affin des dépens.

„ Satisfaiſant auquel appointement,  
„ diſent les demandeurs que, ſi jamais  
„ il ſe préſenta en la cour faiſt eſtrange,  
„ & digne d'eſtre puny exemplaire-  
„ ment, ceſtui-ci, comme du tout  
„ nouveau, & non accouſtumé, doit  
„ eſtre extraordinairement puny.

„ Et, ſans entrer en conſidération  
„ de la perſonne dudiſt *Henry* ny à ſa  
„ qualité, laquelle nous eſt trop cog-  
„ neuë par ſes malheureux déporte-  
„ ments & actions funeſtes : mais ſ'ar-  
„ reſtant ſeulement ſur une circonſtance  
„ de faiſt, qui eſt, qu'il a, contre le  
„ ſerment par lui faiſt ſur la ſainte Eu-  
„ chariſtie, violé & rompu la foi pu-  
„ blique; l'on trouvera que ce ſeul  
„ poinſt eſt plus que ſuffiſant pour lui  
„ faire & parfaire ſon procez.

„ Car, comme cette façon de jurer  
„ ſe trouve extraordinaire & non ac-  
„ couſtumée, auſſi y prenant garde de  
„ près, on y trouvera, entr'autres cho-  
„ ſes, un blaſphème contre la religion  
„ catholique autant exécrationnable & déteſ-  
„ table qui ſe puiſſe dire ny penſer;

„ qui est que ledict *Henry*, qui, en  
 „ apparence se disoit très-chrestien, ce  
 „ néantmoins n'a peu plus à descou-  
 „ vert se déclarer qu'il estoit un vrai  
 „ athée & perjure, qu'en faisant &  
 „ desavouant à pur & à plain, sans au-  
 „ cune contraincte, tant sa religion,  
 „ que la foy & le serment qu'il avoit  
 „ faict sur la sainte Eucharistie. *Cujus*  
 „ *violata religionis pœna*, disoit Cicéro  
 „ 2, *de leg. justam recusationem non*  
 „ *habet.*

Ce serment, au contraire, a telle-  
 „ ment les défuncts duc & cardinal de  
 „ *Guise* assurez, que, comme vray &  
 „ bons catholiques, & très-affection-  
 „ nez & zèlez à leur religion, ils ont  
 „ pensé qu'il n'estoit possible au monde  
 „ de recevoir une plus grande assu-  
 „ rance dudit *Henry*, ( sans faire aucu-  
 „ nement recherche d'autres moyens  
 „ pour sçavoir s'ils se devoient fier,  
 „ ou non ) qu'en leur donnant pour  
 „ un bon hostage le corps & sang pré-  
 „ cieux de nostre Sauveur & Redemp-  
 „ teur *Jésus-Christ*.

„ Nous lisons que les Pythagori-  
 „ ciens, pour témoignage de la fidélité  
 „ & de l'assurance qu'ils avoient les  
 „ uns des autres, ils avoient un pro-

*du Duc de Guise.* 27

„ verbe entr'eux , lequel étoit tel ,  
 „ *μη παρτὲ ἑμβάλλειν δεξιάν ; id est*  
 „ *unicuique dextram non porrigendam.*  
 „ Comme s'ils vouloient dire , après  
 „ que l'homme de bien a promis &  
 „ juré sa foy à quel qu'il soit , il n'est  
 „ plus en lui de la pouvoir rompre ni  
 „ fausser , sans encourir une grande in-  
 „ famie & blasme d'un perjure.

„ C'est pourquoy le poëte *Homere* a  
 „ dict fort bien :

*οὐχ ἱερὸν παλαιαίρετον οὐδ' ἀπατάλει ,  
 οὐδ' ἀτιλίστι ῥῆ ὅτι τῇ κεφαλῇ κατατιύσῃ .*

„ Et véritablement la foy , encorés  
 „ qu'elle procede de la parolle , comme  
 „ dict *Platon* , si est-ce que nous la de-  
 „ vons estimer comme une chose très-  
 „ sainte & inviolable , laquelle a ceste  
 „ vertu & puissance de nous unir &  
 „ lier tellement les uns avec les autres ,  
 „ de sorte que , s'il advient que nous  
 „ la rompions , nous demeurerons en  
 „ réputation du plus meschant & du  
 „ plus desloyal homme qui soit au  
 „ monde.

„ Et , pour exemple d'une desloyauté  
 „ & perjure insigne , je vous supplie ,  
 „ Messieurs , de vous représenter ( hé-

„ las à nostre très-grand regret ) ce que  
„ ce dissimulé & nouveau athée *Henry*  
„ de *Valois* , a commis , ces jours pas-  
„ sez soubz une foy publique aux estats  
„ tenus en la ville de Blois , ayant in-  
„ humainement meurtry & assassiné  
„ ces deux généreux & magnanimes  
„ princes Messieurs les duc & cardinal  
„ de *Guise* , soubz prétexte d'une assem-  
„ blée & convocation générale de ses  
„ estats , qu'il vouloit & entendoit re-  
„ nir en la dicte ville de Blois , afin de  
„ plus aisément exécuter ses mauvais  
„ desseins.

„ Et , pour mieux palier & déguiser  
„ son entreprise , il usa de serments  
„ fort solempnels , réitérez , lesquels ,  
„ depuis , il confirma sur la sainte  
„ Eucharistie.

„ O faict étrange & détestable !  
„ Qu'un prince lequel , auparavant cest  
„ homicide , par tant d'années pyroya-  
„ bles & saintes actions , faisoit paroî-  
„ tre ( semble ) , qu'il estoit la lumière  
„ de son royaume , & très-affectionné  
„ & zélé à la religion catholique , apos-  
„ tolique & romaine , soit tombé en  
„ athéisme & perfidie si grande , de  
„ violer le droit de la nature , qui est  
„ la foy & celui des gens , que les La-

„ tins appellent *fides publica* , & par  
„ nos mœurs *sauf-conduit*.

„ Lequel a esté ainsi nommé à cause  
„ de la permission & assurance qui est  
„ octroyée par le souverain aux ambas-  
„ sadeurs, héraults, ou messagers de  
„ l'estranger, & principalement de  
„ l'ennemy, pour venir librement, &  
„ séjourner au pays, avoir audience &  
„ s'en retourner après en toute seureté,  
„ d'autant que telle assurance, qui est  
„ donnée aux légats, messagers & am-  
„ bassadeurs, soit du peuple, ou au-  
„ tres, concerne la foy tant de celui qui  
„ l'envoye, que de celui qui le reçoit,  
„ cela appartenant grandement à l'estat  
„ public.

„ Et ce *sauf-conduit* & assurance est  
„ chose qui appartient au souverain,  
„ & , pour ce ne doit estre aucunement  
„ par luy violée : & appelée foy publi-  
„ que, non - seulement parce qu'elle  
„ touche la cause publique, qui est en-  
„ tre les rois, les princes & seigneurs;  
„ mais aussi qu'elle despend de la com-  
„ mune des gens, qui a establi entre  
„ tous les hommes un droit universel  
„ pour conserver, remettre & mainte-  
„ nir entr'eux une ferme société, la-  
„ quelle estant troublée par la guerre,

» ou autrement , ne se peut reconci-  
» lier que par les ambassadeurs d'une  
» part & d'autre , lesquels on ne peut  
» violer ni forcer , qu'on ne viole aussi  
» le droit des gens.

» Ce que remonstra fort bien *Hannon*  
» Carthaginois au sénat de Carthage ,  
» blasmant *Annibal* de n'avoir voulu  
» recevoir , au camp , les ambassadeurs  
» venans des amis & confédérez , &  
» pour les confédérez ; & dit , ainsi que  
» récite *Tite-Live* : *jus gentium sustulit.*

» Les Romains ont fidèlement gardé  
» ceste foy publique , à laquelle *Numa*  
» dédia un temple , lui ordonnant des  
» sacrifices aux dépens du public ,  
» comme tesmoingne *Denys d'Halicar-*  
» *nasse* ; voulant , par-là , monstrier que  
» la foy se doit garder inviolablement  
» entre les hommes , comme estant le  
» tesmoignage d'une chose très-saincte.

» Nous lisons que les consuls romains  
» conduisant leur armée contre *Amil-*  
» *car* & *Hannon* , voyants que leur  
» armée n'estoit rien au prix de celle  
» des Romains , ils furent contraints  
» d'entrer en quelque traité de paix  
» avec les Romains. Mais *Amilcar* ne  
» voulant aller par - devers eulx , crai-  
» gnant qu'on ne luy fist comme ils



» avoient autrefois faict à *Cornelius Asina*, ambassadeur des Romains. En-  
 » fin *Hannon* se resoult d'aller par-  
 » devers eulx, avec fiance & sauf-con-  
 » duiet. Les Romains le receurent fi-  
 » dellement, & feirent taire au tribun  
 » des gens d'armes qui avoit diët, en  
 » passant, à *Hannon*, qu'il méritoit  
 » d'en recevoir autant que les Cartha-  
 » ginois en avoient faict à *Cor. Asina*;  
 » (lequel ils avoient lié & mis à la ca-  
 » dène & retenu). Mais les Romains  
 » lui dirent: *Hannon*, le peuple romain  
 » t'asseure & te donne la foy publique  
 » & sauf-conduit, qui doit t'asseurer  
 » de n'avoir aucunement peur ny  
 » crainte.

» *M. Emyle & L. Flamine* estant  
 » consuls, il leur fut commandé & en-  
 » joint, de par le sénat, de faire ren-  
 » dre & livrer par les Féciales *L. Minuce*  
 » & *L. Manille* aux ambassadeurs des  
 » Carthaginois, parce qu'ils les avoient  
 » outragez. Mais lors le sénat ne regarda  
 » ceulx auxquels cela étoit baillé; ains  
 » seulement ce que la foy publique re-  
 » queroit.

» Les François, entre tous, ont re-  
 » ligieusement gardé & entretenu la  
 » foy publique & sauf-conduit qu'ils

» avoient donné , encore qu'il tournast  
» au préjudice de leur estat ; comme  
» le roi *François I* de ce nom ( que Dieu  
» absolve ) , roy de France , ayeul de  
» *Henry* le Fénéant & *Caphart* , monf-  
» tra envers *Charles le Quint*.

» Il est vrai que le roi *Louis XI* ( que  
» Dieu absolve ) , roy de France , au  
» traicté faißt avec *Charles* , duc de  
» *Bourgogne* , l'an 1468 , non-obstant  
» qu'il eust juré premièrement parole  
» de roy , puis par la foy de son corps  
» & par son créateur , & par la foy & loy  
» qu'il avoit prins en son baptême , &  
» sur les *Evangelistes* , & sur le canon  
» de la *Messe*. On sçait assez ce qu'il en  
» advint tost après.

» Le comte de *Saint-Paul* ne se vou-  
» lut pas fier en tout cela , quand le roi  
» lui donna sauf-conduict , s'il ne juroit  
» par la vraye croix de *Saint Lou* d'An-  
» giers , sur laquelle il avoit juré , estant  
» requis par le sieur *Lescat* , auparavant  
» que venir à son service , & garda son  
» serment.

» De mesme fut faißt au traicté de  
» paix faißt entre le roy de Navarre ,  
» & *Charles de France* , régent , alors  
» que l'évesque de *Lisieux* dit la *Messe*  
» en un pavillon tendu entre les deux

» armées , & receut le serment sur  
» l'histoire ; & pour plus asseurer le  
» faict , l'évesque divisa l'Hostie en  
» deux , en baillant la moitié au roi de  
» Navarre , lequel n'en voulut point  
» prendre , en s'excusant qu'il avoit  
» desjeuné , ny le régent aussi n'en vou-  
» lut point prendre.

» Nous trouvons , par les histoires ,  
» que les Romains usoient de sacrifices  
» & d'effusion de sang , avec plusieurs  
» imprécations & exécutions contre les  
» infracteurs d'alliance ; & mesme les  
» roys de Parthe & d'Arménie , quand  
» ils entroient en ligue offensive & def-  
»ensive , se lioyent les poulces , en fai-  
» sant sortir du sang , le sucçoient les  
» uns après les autres.

» C'est-pourquoy le peuple romain  
» fit faire punition exemplaire & mé-  
» morable des Fidenates qui avoient  
» tué les ambassadeurs romains , contre  
» l'alliance qu'ils avoient contractée &  
» jurée ensemblement : & à *Cornelius*  
» *Cossus* , ne se pouvant taire d'une telle  
» injure : est-ce ici ( dit-il ) le rompeur  
» d'alliance humaine , & le violateur  
» du droit des gens ? Maintenant je  
» donneray ceste victime immolée ( si  
» ainsi que les dieux ayent voulu estre en

» terre quelque chose saint) aux esprits  
 » des ambassadeurs.

» *Cicero* récite que *Corinthe* a été  
 » ruinée par les Romains pour avoir  
 » trop rudement traité leurs ambassa-  
 » deurs; & dit ailleurs qu'entre les  
 » ennemis, les ambassadeurs doivent  
 » être en sécurité.

» *Pelopidas*, étant ambassadeur en  
 » *Thessalie*, s'estimoit être assez as-  
 » suré par le droit de légation, lequel  
 » avoit accoustumé d'être saint entre  
 » toutes les gens & nations: & *Varron*  
 » dit, les corps des ambassadeurs sont  
 » saints.

» A cette occasion, le juriconsulte  
 » écrit que, si aucun pousse & offense  
 » l'ambassadeur des ennemis, cela est  
 » estimé être commis contre le droit  
 » des gens, parce que les ambassadeurs  
 » sont réputés saints.

» De sorte qu'il ne faut doubter que  
 » les roys, princes & grands seigneurs  
 » ne s'acquièrent un mauvais bruit &  
 » renom par tout leur royaume, terres  
 » & seigneuries, quand ils rompent &  
 » violent cette foy publique, *quam etiam*  
 » *hostes omnium gentium sanctissimam*  
 » *esse judicaverunt*, disoit *Cicero* p o leg.  
 » *Maniliâ*; laquelle leur doit être

» comme un oracle , & leur simple pa-  
 » rolle comme une loy ; non pas avoir  
 » une foy d'aussi peu de durée , & aussi  
 » peu asseurée , que celle des Grecs ,  
 » ainsi que rapporte Polybe , Grec de  
 » nation , disant qu'il suffisoit de la  
 » seule parole entre les Romains ; en  
 » Grèce , que , pour cent escus de prest ,  
 » il falloit dix notaires , & deux fois  
 » autant de scels ; & pour cela , on ne  
 » laissoit pas de rompre la foy.

» Et Cic. en l'oraison *pro L. Flacco* ,  
 » parlant des Grecs , disoit : *Testimo-*  
 » *nium , religionem & fidem nunquam*  
 » *ista natio coluit* ; & Juvénal , en la fa-  
 » tyre vj , parlant de la perfidie des  
 » Grecs , disoit :

*Sed Jove nondum  
 Barbato , nondum Græcis jurare paratis  
 Per caput alterius.*

• • Laquelle perfidie ( à la malheure )  
 » ces deux grands princes & pilliers de  
 » l'église catholique , apostolique & ro-  
 » maine ont par trop inhumainement  
 » expérimentée , recevant , en leurs  
 » corps , pour récompenses de leurs  
 » bons & fidelles services qu'ils ont  
 » faicts audict Henry , le scel & cachet

» de cruauté de ce Grec inhumain &  
» barbare.

» Lequel , pour mieux faire sa tra-  
» hison , on a veu revestir en habit  
» d'hermite déguisé , tantost masqué  
» d'un sac de pénitent dissimulé , plus  
» tost en hoqueton de frère oblat de  
» cuisine , tout enfumé , faisant conte-  
» nance & morgue d'estre bon catholi-  
» que à fer émoulu ; & néantmoins de-  
» puis , on a recongneu qu'en lui il n'y  
» avoit aucune feureté , ny à lettres ,  
» ny à sceaux , ny à sermens , ny à  
» fauve-garde qu'il eust donné ou pro-  
» mis ; effaçant , par ce moyen , la  
» marque de loyauté , qui estoit née  
» avec luy , emportant le nom de roy  
» très-chrestien.

» Ce sont en effer , Messieurs, les  
» dépostemens dudiect *Henry* , lesquels  
» les demandeurs vous ont bien voulu  
» représenter , afin de vous supplier  
» d'en faire justice , & de punir un as-  
»assinat si qualifié , comme est cestuy-  
» cy , de peur que , s'il demeueroit im-  
» puny , il ne vous soit reproché , à  
» l'advenir , d'avoir esté trop lasches ,  
» sans cueur , sans courage , ou plustost  
» sans auctorité , comme il s'est veu de

» Rangon & Fregose, ambassadeurs du  
 » roy de France, lesquels furent tuez  
 » par les officiers de l'Empereur *Charles*  
 » *le V*, sans qu'on en fist justice. Mais  
 » devez faire de mesme de ces meur-  
 » triers, & de ceulx qui en ont esté  
 » aucteurs & consentants, comme fi-  
 » rent les Romains, lesquels livrèrent  
 » aux ennemis *Minutius & Manlius*;  
 » & une autre fois *Fabius & Apronius*,  
 » pour les faire mourir & en disposer à  
 » leur plaisir, parce qu'ils avoient tant  
 » soit peu offensé les ambassadeurs, qui  
 » est la peine ordinaire de la loy.

» Car si la foy n'est gardée aux am-  
 » bassadeurs, que doit-on espérer des  
 » autres? Où sera la seureté, sinon avec  
 » les roys protecteurs de la liberté &  
 » de la franchise, sous laquelle un chaf-  
 » cun se targue, principalement quand  
 » l'on est près de leur personne, à une  
 » assemblée & convocation des estats,  
 » où l'on se promet d'y recevoir autant  
 » de seureté & de fiance, comme l'on  
 » pourroit faire en sa propre maison,  
 » près de sa petite famille?

» Le prince qui a la foy publique en  
 » recommandation n'est besoin de luy  
 » demander de sauf-conduict & d'af-  
 » seurance, comme firent les Romains

» aux trente ambassadeurs qui avoient  
 » été députez par ceux de la ville de  
 » Carthage , pour y demander la paix  
 » aux Romains. Sitost que les Romains  
 » leur eurent accordé de leur donner la  
 » paix , il y eut un ancien sénateur cog-  
 » noissant la perfidie punique , qui leur  
 » demanda , en plein sénat , quels  
 » dieux ils vouloient jurer : ils respon-  
 » dirent qu'ils vouloient jurer les dieux  
 » qui avoient si grièvement vengé la  
 » desloyauté.

» De mesme le peuple françois , &  
 » les ames bien-heureuses de ces dé-  
 » functs , à l'exemple de ses anciens ,  
 » demande à ce grand Dieu omnipo-  
 » tent qu'il lui plaise prendre la ven-  
 » geance du perjure & de la desloyauté  
 » de ce tygre *Henry* , prince malheu-  
 » reusement , & à demy perdu , lequel  
 » les a trompez contre la promesse de la  
 » fidélité & loyauté qu'il leur avoit  
 » faicte & jurée en pleine assemblée des  
 » estats : & que , pour salaire & récom-  
 » pense d'un si malheureux acte , l'on  
 » dise de luy le proverbe ancien , qui  
 » estoit *Rex fuit , nunc asinus* ; ne luy  
 » estant plus permis ny loysible de  
 » prendre le tiltre de roy de France  
 » très-chrestien , ni d'avoir en son gou-



» vernement le peuple françois , catho-  
 » lique & fidèle , lequel , à ceste occa-  
 » sion , a esté dispensé de l'obéyssance  
 » qu'il estoit tenu de luy porter.

» Par ces moyens , & aultres que la  
 » cour , de grâce , pourra trop mieùx  
 » suppléer , concluent les demandeurs ,  
 » avec despens. *Pou: l'absence de l'ad-*  
 » *vocat, signé CHICOT* ».

Je ne ferai aucunes réflexions sur  
 cette pièce. Que pourroit on dire qui  
 caractérisât son atrocité , & l'absurdité  
 des moyens qui sont allégués ? Il ne pa-  
 roît pas que cette procédure ait eu de  
 suites. Mais la veuve du duc de *Guise*  
 en avoit introduit une autre , qui a  
 produit des actes régicides que la mau-  
 vaise foi n'a pas craint d'imputer au  
 parlement.

Elle présenta cette requête :

« Supplie humblement *Catherine de*  
 » *Clèves* , duchesse douairière de *Guise* ,  
 » tant en son nom , que comme tu-  
 » trice de ses enfants mineurs : Que feroit  
 » M le duc de *Guyse* , pair & grand  
 » maistre de France , son mary , estoit  
 » fils d'un prince qui a remply toute  
 » la terre du renom de ses vertus si  
 » utiles à toute la France , que l'ayant  
 » estendue du costé d'Allemagne ; par

„ la conservation de Metz , il l'a re-  
„ jointe du costé de l'Angleterre , à la  
„ grand mer , son ancienne borne , par  
„ la prinse de Calais & d'un autre  
„ endroit ; il l'a délivrée de la terreur  
„ d'une place auparavant réputée inex-  
„ pugnable , par la ruine de Thionvil-  
„ le : puis ayant heureusement travaillé  
„ à purger ce royaume du venin contra-  
„ gieux de l'hérésie , qui l'avoit quasi  
„ du tout infecté , & se voyant prest de  
„ venir à bout , il fut proditoirement  
„ meurtry & assassiné par les ennemis  
„ de Dieu & de son église , délaissant  
„ trois enfants , qui se sont monstrez  
„ vrais héritiers des vertus de leur  
„ père , mesme de son zèle ardent en  
„ la religion catholique , apostolique &  
„ romaine , dont l'un estoit cardinal ,  
„ archevêque & duc de Reims , & pre-  
„ mier pair de France ; & les deux au-  
„ tres duc de *Guyse* & du *Maine* , aussi  
„ pairs de France , lesquels furent en-  
„ voyez , dès leur première jeunesse ,  
„ aux armées universelles de la chré-  
„ tienté , contre l'empereur des Turcs  
„ au siège de Vienne , & à la bataille  
„ de Lepante ; & toujours depuis se  
„ sont employez à la persécution des  
„ hérésies , jusques à s'enfermer tous

„ deux ensemble , pour la cause de  
„ Dieu, dans la ville de Poictiers estroic-  
„ tement assiégée , ce qui arresta le cours  
„ impétueux de son ennemy , parce  
„ que la longueur de ce vain siège ayant  
„ rendu leur armée toute foible & lan-  
„ guide , & donné loisir d'en dresser  
„ une contraire toute fraische & vi-  
„ goureuse, il fust, par ce moyen , fort  
„ aisé de vaincre à Montcontour ;  
„ tellement que la conservation de  
„ Poictiers , par la générosité de ces  
„ deux frères, a esté une des principales  
„ causes de l'heureux succès de ceste  
„ importante & célèbre bataille.

„ Aussi, en un autre combat subsé-  
„ quent, dont la victoire demeura au-  
„ dict feu sieur *de Guise*, il y reçut la  
„ playe qu'il portoit au visage.

„ Enfin , voyant que , peu-à-peu ,  
„ la religion catholique se perdoit en  
„ France par dissimulation , & mesme  
„ qu'on la menaçoit de tomber du tout  
„ soubz la domination d'un prince no-  
„ toirement hérétique ; & qu'un com-  
„ mençoit desia de l'establiir, en met-  
„ tant ez mains de ses adhérents & fau-  
„ teurs les grandes dignitez , gouver-  
„ nements de provinces , villes , chas-  
„ teaux & principales forteresses du

» royaume , de sorte que , si l'on n'y  
» pourvoyoit de bonne heure , le péril  
» ja éminent seroit en brief rendu du  
» tout inévitable , il se mit en devoir  
» d'y remédier , mais par moyen doux  
» & gracieux , s'estant contenté de l'é-  
» dict de juillet 1585 , aussi saintement  
» procuré de sa part , que saintement  
» exécuté de l'autre. De façon que les  
» connivences & pratiques secretes  
» de ceulx qui pouvoient du tout oppri-  
» mer les hérétiques , leur donneroient  
» au contraire le courage & moyen de  
» conduire au cueur du royaume une ef-  
» froyable armée d'estrangers miracu-  
» leusement dissipée par moyens super-  
» naturels.

» Toutesfois , en tant que Dieu s'est  
» voulu servir du ministère des hom-  
» mes , il choisit principalement les  
» ducs de *Guyse* & du *Maine* aux exploits  
» de *Villemory d'Aulneau* , qui furent  
» les plus prochaines causes de la def-  
» route des ennemis.

» Mais ceulx qui pouvoient aisément  
» estendre les heureux effects d'une si  
» divine victoire , jusques à l'entière  
» extinction du feu , lors réservé en un  
» petit coing du royaume , converti-  
» rent , au contraire la suite de la guerre  
» en délices & voluptés , afin que les

„ ennemis eussent loisir de reprendre  
„ leur premier esprit ; & , pour leur  
„ accroistre le courage , départirent pu-  
„ bliquement à certuy qui estoit leur  
„ principal soustien , l'un des premiers  
„ offices , & l'un des plus importants  
„ gouvernements de tout le royaume ;  
„ tellement que , par ces artifices , ou-  
„ tre ce qu'une insigne victoire demeura  
„ infructueuse , les plus affectionnez  
„ catholiques furent encores menacés  
„ d'outrages , voire de supplices. Ce  
„ qui excita inopinément & à l'impour-  
„ vu l'esmotion populaire de Paris ,  
„ retenue & appaisée par le duc de  
„ *Guyse* , avec tant de prudence & mo-  
„ dération , qu'elle a surmonté non-  
„ seulement l'espérance , mais quasi le  
„ souhait des hommes. Car ayant mes-  
„ prisé d'un courage haultement eslevé  
„ par-dessus les passions humaines ,  
„ ce qui enfle & desvoye quelquefois  
„ les plus belles ames , il resserra tous  
„ ses desirs au soing de la gloire de  
„ Dieu , & se contenta , pour toute  
„ chose , du saint édikt d'union solem-  
„ nellement jurée avec tant d'exécutions  
„ contre les transgresseurs , qu'elles  
„ eussent adstreint la foy des plus bar-  
„ bares & infidelles nations du monde.  
„ Et parce que le commencement de

» son exécution dépendoit de la tenue  
» des estats généraux , où les princes  
» & les députez de toutes les provinces  
» estoient solennellement assemblez ,  
» quand on vit ceste grande & honora-  
» ble compagnie assemblée à une légitime  
» liberté , qui tendoit sérieusement à  
» l'extirpation de l'hérésie , & à la ré-  
» formation des desordres qui ont ruiné  
» ce florissant royaume , mesme à re-  
» trancher l'exaction des subsides im-  
» menses , & la profusion monstrueuse  
» des deniers publics , ceux qui veu-  
» lent tousiours continuer la dissolution  
» de leur première vie , & préparer les  
» chemins à la domination des hérési-  
» ques , n'en peuvent imaginer un plus  
» propre moyen , que le massacre des  
» princes qui s'estoient montrez les plus  
» affectionnez au soulagement du peu-  
» ple , & à la conservation de la pure  
» religion catholique ; pour l'exécution  
» duquel desseing , ayant rejuré l'édict  
» d'union , & renouvelé les autres pro-  
» messes d'assurance , tant par sermens  
» solennels , que par toutes autres si-  
» mulacions de bien-veillance , voire  
» jusques à se dévouer par imprécations  
» plaines d'horreur , après avoir prins  
» la sainte Eucharistie , enfin , le 23

*du Duc de Guise.* 45

„ décembre , le duc *de Guise* , qui  
„ estoit assis au conseil , ayant esté  
„ mandé , de la part du roy , & s'estant  
„ levé & acheminé , pour y aller seul  
„ nud , & sans autres armes , que l'épée  
„ née avec sa qualité , comme celuy  
„ qui ne se fust jamais déssié d'une si  
„ insigne perfidie , est cruellement mas-  
„ sacré par plusieurs meurtriers expres-  
„ sément disposez pour cest effect. Et ,  
„ au mesme instant , Messieurs les car-  
„ dinaux *de Bourbon & de Guise* , Ma-  
„ dame la duchesse *de Nemours* , Mon-  
„ sieur *de Nemours* son fils , Monsieur  
„ le prince *de Joinville* , Monsieur le  
„ duc *d'Elbauf* , Monsieur l'archevêque  
„ de Lyon , les prévost des marchands  
„ & eschevins de cette ville , & quel-  
„ ques autres députez des estats sont  
„ estroitement emprisonnez : & le len-  
„ demain , M. le cardinal *de Guise* ,  
„ archevesque promu à l'ordre de pres-  
„ trise , & qui avoit sacré le roy ,  
„ comme premier pair de France , est  
„ aussi inhumainement massacré.

„ Au bruit notoire desquelles cruau-  
„ tez commises en plains estats , par la  
„ plus exécration perfidie qui fust jamais  
„ ouye , toutes nations catholiques , &  
„ toutes les provinces de France se sont

„ justement esmeues , comme d'une  
„ injure publique , digne aussi d'estre  
„ vengée par la force publique.

„ Toutesfois , sans y desfroger aucu-  
„ nement , & se despartir des aultres  
„ voyes dont on pourra user , selon  
„ que le requiert la qualité du faict ,  
„ d'autant que , par la loy certaine &  
„ notoire de ce royaume , ce parlement  
„ est la cour des pairs de France , qui  
„ en sont les premiers conseillers , avec  
„ privilège que ce que concerne leur  
„ honneur , leur estat & leur vie , ne  
„ peut estre traité ailleurs que par la  
„ voye de justice : la suppliante desire-  
„ roit en informer de l'ordonnance  
„ d'icelle cour.

„ CE CONSIDÉRÉ , qu'il vous plaise  
„ lui octroyer commission pour in-  
„ former des faicts susdicts , circonf-  
„ tances & dépendances , & ce par tels  
„ de nos sieurs qu'il vous plaira com-  
„ mettre & députer , pour l'informa-  
„ tion veue & rapportée estre décrété  
„ contre ceulx qui se trouveront char-  
„ gez & coupables , & autrement pro-  
„ céder comme de raison , & vous  
„ ferez bien ».

CATHERINE DE CLEVES,



Sur cette requête , la clique qui sié-  
geoit en la place , & sous le nom du  
parlement , fit rédiger l'acte suivant :

„ Veu par la cour , toutes les cham-  
„ bres assemblées , la requête à elle pré-  
„ sentée par dame *Catherine de Clèves* ,  
„ duchesse douairière de *Guise* , &c.  
„ ouï , sur ce , le procureur général qui  
„ l'auroit requis , & tout considéré , la-  
„ dite cour a ordonné & ordonne com-  
„ mission d'icelle être délivrée à ladicte  
„ suppliante adressante à deux conseil-  
„ lers d'icelle , pour informer du con-  
„ tenu en ladite requête , circonstances  
„ & dépendances , pour l'information  
„ faicte , rapportée pardevers ladicte  
„ cour , & communiquée audit procu-  
„ reur général , ordonner ce que de rai-  
„ son. Faict en parlement , le dernier  
„ jour de janvier 1589. Signé , Bou-  
„ CHER ».

La commission fut expédiée , le  
mesme jour , en ces termes :

„ Sur la requête aujourd'hui présen-  
„ tée par dame *Catherine de Clèves* ,  
„ &c. la cour , toutes les chambres as-  
„ semblées , a commis , & commet  
„ Messieurs *Pierre Michon* & *Jehan*  
„ *Courtin* , conseillers en icelle , pour  
„ informer du contenu de ladicte re-

„ queste , circonstances & dépendan-  
 „ ces ; & fera l'exécution du présent  
 „ arrest faite par vertu de l'extrait d'ice-  
 „ luy. Fait en parlement , le dernier de  
 „ janvier 1589 ».

Le roi , de son costé , privé des mem-  
 bres qui composoient le véritable par-  
 lement, que les Seize avoient emprisonnés & dispersés , donna , étant à Blois , commission à quelques conseillers du grand-conseil , pour voir les informations qu'il avoit fait faire des attentats commis par les deux frères de *Guise* qu'il avoit punis de mort. La veuve du duc de *Guise* avoit interjetté appel de cette commission , & l'avoit porté devant le prétendu parlement. Cet appel fut reçu par l'acte suivant :

„ Veu par la cour , toutes les cham-  
 „ bres assemblées , la requeste présen-  
 „ tée à elle par dame *Catherine de Clèves* , &c. contenant que , sur une aul-  
 „ tre requeste présentée à elle , &c.  
 „ ouy sur ce le procureur général , &  
 „ tout considéré , ladicte cour a reçu  
 „ & reçoit ladicte *de Clèves* appellante  
 „ de l'octroy de ladite commission ,  
 „ exécution d'icelle , & de tout ce qui  
 „ s'en est ensuivi & pourroit s'ensui-  
 „ vre ; ordonne commission d'icelle  
 cour

„ cour luy estre délivrée , pour faire  
„ intimer en icelle tous ceulx qu'il ap-  
„ partiendra , sur ledict appel ; & ce-  
„ pendant fait inhibitions & deffenses ,  
„ particulièrement aux commissaires &  
„ tous aultres , de passer oultre , ny  
„ entreprendre aucune court , ny jurif-  
„ diction ou cognoissance du faict  
„ contenu en ladiète requeste , circon-  
„ stances & despendances , sur peine de  
„ nullité des procédures. Ordonne , en  
„ oultre ladiète cour , que tous exploicts  
„ qui seront faicts en général , à cry  
„ public aux prochains lieux de leur  
„ accès , vaudront & seront de tel ef-  
„ fect , que s'ils étoient faicts aux per-  
„ sonnes ou domiciles de ceulx contre  
„ lesquels il sera besoin d'exploicter.  
„ Fait en parlement , le premier jour  
„ de février 1589. *Ainsi signé* , Du-  
„ TILLET „.

Il est certain que , si le parlement de Paris eût été coupable de ces actes ré-  
gicides , c'est avec raison que le titre  
de défenseur & de vengeur de l'auto-  
rité légitime des rois lui auroit été con-  
testé par l'auteur d'une prétendue his-  
toire du parlement qui fut répandue  
furtivement , il y a quelques années.  
Mais tous les monuments historiques

réclament contre la calomnieuse infidélité de cet écrivain , qui , de tous les faits dont il a parlé , n'a pas craint d'en faire autant de romans adaptés à ses vues , & aux opinions qu'il vouloit insinuer. Qu'il me soit permis de m'arrêter quelques moments sur celui-ci , & d'indiquer au moins une partie des sources où l'on pourra puiser, sur cet objet , la justification de cet illustre corps , contre les inculpations de cet auteur infidèle , qui sans cesse a fait de vains efforts pour ternir la gloire de cette compagnie.

Écoutons *Dupleix* , en son histoire de France, tome 4 , p. 29 : « Aucunes  
» des cours de parlement , dit-il , qui  
» ne pouvoient agir décemment par  
» les armes , donnèrent de foudroyants  
» arrêts, les unes d'une part , & les au-  
» très de l'autre , ou selon que la pas-  
» sion les emportoit , ou forcées par la  
» violence des peuples mutinés, qui les  
» obligeoient, par la cruauté de la mort,  
» & désolation de leurs familles , à dé-  
» cerner plusieurs choses contre leur vo-  
» lonté , devoir & conscience. Celle  
» de Paris étoit séparée en trois , dont  
» la plus grande partie demeura dans la  
» même ville , ou par nécessité , ou par

*du Duc de Guise.* 51

» zèle envers la religion catholique.  
» Une autre partie se retira à Tours dès  
» le règne de *Henry III*, afin de se  
» décharger des insolences commises  
» par les Parisiens, après la mort du  
» duc de *Guise*. La troisième se logea à  
» Châlons en Champagne.

» Une dangereuse trahison décou-  
» verte à Tours, aucuns des complices  
» furent pris & exécutés à mort, &  
» même un nommé *Marry*, lequel y  
» fut écartelé. Il y eut des gens d'église  
» qui furent accusés, & le procès leur  
» fut fait, comme criminels de lèze-  
» majesté, non-obstant que, pour dé-  
» cliner la juridiction du parlement,  
» ils alléguassent leurs privilèges.

» Les Parisiens murmurèrent gran-  
» dement contre cette procédure, &  
» le parlement de Paris, pour donner  
» quelque satisfaction à ce peuple ef-  
» faré, cassa & annulla les arrêts donnés  
» à Tours, fit défenses, à grosses pei-  
» nes, à tous juges, de faire aucunes  
» procédures contre les personnes ca-  
» tholiques, à raison de l'union; &  
» cependant, il faisoit le procès à tous  
» ceux qui étoient tant seulement soup-  
» çonnés d'être serviteurs du roi, sous  
» le nom de *politiques*.

» Et ensuite de cet arrêt , le conseil  
» de la même ville fit une ordonnance  
» qui contenoit une déclaration , ou  
» plutôt menace aux juges qui étoient  
» à Tours , de traiter leurs femmes ,  
» enfants ou parents qui étoient dans  
» Paris , avec la même rigueur , dont  
» ils useroient envers les catholiques ,  
» & leur envoyèrent signifier par un  
» trompette , qui fut retenu. Et le par-  
» lement de Tours , en mépris de leurs  
» menaces , donna un arrêt général ,  
» par lequel il déclara criminels de  
» lèze-majesté , ceux qui étoient rebel-  
» les au roi , sous le titre d'union , ou  
» ligue ».

Après la mort de *Henry III* , un certain *Bourgouin* , prieur des Jacobins de Paris , fut pris par les troupes du roi dans un assaut qu'elles livrèrent du côté du faux bourg Saint-Jacques , ayant une pertuisane à la main , & commandant un parti des assiégés. Il fut mis en prison aux chartreux , & de - là transféré à Tours , où il fut , par arrêt du parlement , tiré à quatre chevaux.

Le même tribunal , par arrêt du 7 août 1590 , fit brûler , par la main du bourreau , une bulle de *Gregorie XIV* , datée du premier mars 1591 , dans la

*du Duc de Guise.* 53

quelle il qualifioit le roi de *fauteur d'hérétiques*, enjoignoit à tous ceux qui étoient attachés à son parti, de l'abandonner, & de procéder à l'élection d'un autre roi. Le même arrêt déclaroit ce pape ennemi de la paix de l'église, & fauteur des rebelles, & ordonna que *Marceline Landriane*, nonce qui avoit apporté ces bulles, seroit pris au corps, pour lui être son procès fait & parfait.

Ces autorités & ces faits suffisient pour réfuter l'imputation faite au parlement de Paris d'avoir procédé contre son roi, & de s'être, par ses arrêts, rendu coupable du crime de lèze-majesté; crime dont il poursuivoit les auteurs avec toute la fermeté & la rigueur qu'il exige. Ne confondons plus jamais la clique des ligueurs qui forma, à Paris, le tribunal horrible qui usurpa la qualité de parlement, avec cette compagnie auguste qui se retira à Tours, & y exerça l'autorité qui lui étoit confiée, pour le maintien de la couronne sur la tête de celui à qui elle appartenoit, & la punition de l'usurpateur qui vouloit y porter une main sacrilège.

La portion du parlement qui s'étoit retirée à Châlons ne signala pas moins

son attachement pour les droits sacrés de la royauté , & la succession légitime de la couronne. Les glorieux monuments de son zèle sont consignés dans le recueil des preuves des libertés de l'église gallicane (1).

Cependant le duc de *Mayenne* apprit à Lyon la mort du duc & du cardinal de *Guise* ses oncles. Il passa aussi tôt en Bourgogne , dont il étoit gouverneur , y rassembla des troupes , & marcha vers Paris. Il fut reçu à Troyes avec les mêmes honneurs , que s'il eût été roi : & agit effectivement en souverain. Il envoya des commissions à ceux qu'il vouloit établir commandants dans les provinces , & fit son entrée dans la capitale le 12 février 1589.

Sa présence y causa une joie excessive ; on alla jusqu'à exposer son tableau avec une couronne fermée , & on lui dressa un trône royal. Mais il eut la prudence de refuser d'y monter.

(1) Voyez , entr'autres , chap. IV , art. 28 , & sur-tout l'art. 33 du même chapitre , & plusieurs autres articles épars dans ce recueil , qui prouvent combien cet écrivain connoît peu les vrais monuments de notre histoire , ou combien il est de mauvaise foi.



*du Duc de Guise.* 55

Il se contenta de dominer dans le conseil de la ligue, d'y faire passer, malgré les Seize, tout ce qu'il vouloit, & d'y exercer une autorité presque égale à la puissance royale.

La première chose qu'il fit, fut de se faire donner, jusqu'à la tenue des états qui devoient s'assembler pour l'élection d'un roi, la qualité de *Lieutenant-général*, (non pas du roi, car la ligue n'en reconnoissoit plus); mais *de l'état & couronne de France*. Il prêta serment de cette bizarre dignité, le 13 mars, à la troupe qui se qualifioit parlement, & qui vérifia ses lettres scellées du nouveau sceau que l'on fabriqua au lieu de celui du roi, qui fut rompu. Et, pour commencer sa charge par un acte de souverain, il fit de nouvelles loix, rédigées en 21 articles, dont le but étoit d'unir, sous une même forme de gouvernement, toutes les villes qui étoient entrées dans la ligue, & celles qui devoient y entrer par la suite.

Voici un acte de son autorité qui me paroît curieux. *Barnabé Brisson*, avocat, parut avec éclat au parlement de Paris. *Henry III*, charmé de son érudition & de son éloquence, le fit avocat-général, puis conseiller d'état, & enfin président

à mortier en 1580. Il l'employa en plusieurs négociations, & l'envoya ambassadeur en Angleterre. Ce prince le chargea de rédiger le recueil de ses propres ordonnances & celles de ses prédécesseurs : c'est le recueil connu sous le titre de *Code Henry*. On a encore de lui quelques autres ouvrages de droit, comme, *De verborum quæ ad jus pertinent, significatione. De formulis & solemnibus populi Romani verbis. De regio Persarum principatu, &c.*

Mais la gloire qu'il auroit pu acquérir par les qualités de son esprit, fut bien ternie par les vices de son cœur. Il poussa l'ingratitude, contre son souverain & son bienfaiteur, jusqu'à ambitionner & obtenir la place de premier président du parlement ligueur ; en sorte que ce fut sous ses auspices que fut faite, contre le roi, la procédure dont je viens de rendre compte. L'ambition qu'avoit eue ce président, dit *M. de Thou*, de se voir à la tête du parlement, dont il n'étoit que second président, l'avoit porté à contrefaire le ligueur, & à rester à Paris, où, pour se rendre agréable, il rendoit & prononçoit tous les jours des arrêts de mort contre les bons serviteurs du roi,

& contre ceux que l'on appelloit politiques.

Mais il paroît que l'ambition n'étoit pas la seule passion qui eût dirigé les démarches criminelles de *Briffon Scalliger*, après avoir exalté son puissant savoir, ajoute qu'il étoit riche, & avoit beaucoup gagné par ses injustices. *Briffonius*, dit il encore, *in suo munere capiebat utrâque manu.*

Quelque livré que fût l'espèce de tribunal présidé par *Briffon*, aux impressions de la ligue, & sur-tout à la faction des Seize, il renvoya cependant absous un nommé *Brigard*, qui avoit été dénoncé comme favorisant le parti du roi. Les Seize, pour s'en venger, firent arrêter *Larcher*, conseiller au parlement, *Tardif*, conseiller au châtelet, & *Briffon*. Ils furent pris le 15 novembre 1591, à 9 heures du matin, confessés à dix, & pendus sur le champ à une poutre de la chambre du conseil du châtelet. Le lendemain, leurs corps furent exposés attachés à des potences en place de grève. Ils furent jugés par *Crome*, conseiller au grand-conseil, qui conduisit, lui-même, les cadavres en grève. Le corps de *Briffon* fut inhumé à Sainte-Croix de la Bretonnerie.

On fit courir , dans le tems , une épithape , qui commençoit ainsi : *Barnaba Briffonii prafidis maximi exangue cadaver hic repositum est , qui , dum vixit , pecuniam cruce signatam adamavit , cruci affixus est , & d cruce (1) ceterisque cruentâ pietate ferventibus in ade crucis sepultus est.*

Cette expédition affecta vivement le prétendu parlement d'alors ; il crut tout le corps outragé dans la personne de son chef , & cessa ses séances. Le duc de Mayenne , qui étoit alors hors de Paris , y accourut , pour appaiser une dissention qui auroit pu devenir fatale à la ligue. Il commença par faire pendre , dans le louvre même , les nommés *Louchard, Ameline, Auroux, & Emmonot* , qui étoient , d'entre les Seize , les quatre qui avoient le plus contribué à la mort de *Briffon* ; & le 2 décembre 1591 , il se rendit au parlement , où il fit rédiger les actes suivans.

*Extrait des Registres du Parlement.*

« Ce jour , le sieur duc de Mayenne ;  
» lieutenant-général de l'état royal &

(1) Un nommé *Lacroix* étoit un des plus furieux de la faction des Seize.

» couronne de France , les chambres as-  
 » semblées , & les gens du roi présens  
 » (1) , après avoir remonsté à la cour  
 » les causes qui l'avoient fait acheminer  
 » en ceste ville , & laisser une grosse  
 » armée , & que , depuis le quatorzième  
 » jour du mois passé , la dicte cour n'es-  
 » toit entrée , & que à présent n'y  
 » ayant aucun président , luy avoit sem-  
 » blé nécessaire d'en venir communi-  
 » quer & adviser avec elle , pour y  
 » en remettre jusqu'à quatre , afin que  
 » cette grand'chambre , & celle de la  
 » tournelle ne demeurent sans chefs ,  
 » & qu'à ceulx qui sont esleus , il en  
 » fasse expédier les provisions , n'ayant  
 » voulu entreprendre d'en nommer  
 » aucuns de sa part , ains le tout remis  
 » à la dicte cour. Sur ce ayant inter-  
 » pellé plusieurs fois la cour de les nom-  
 » mer , & les gens du roi ouys , apres  
 » qu'il luy a esté remonsté par M. Ma-  
 » thieu Chartier , doyen & plus ancien  
 » conseiller , que advenant vacation  
 » desdicts estats , la cour avoit accons-  
 » tumée d'en nommer aucuns au roy ,  
 » dont il choissoit l'un ou deux qui  
 » en estoient pourvus ; mais qu'à pré-

(2) Il y avoit donc encore un Roi.

» sent n'y ayant aucun roy , & veu  
» l'estat de la ville, ycelle cour s'en  
» remettoit à luy, & le prioit d'en  
» vouloir nommer : & enfin, aprez plu-  
» sieurs excuses, a dit, puisqu'il plai-  
» soit à la dicte cour, & suivant la  
» prière qui avoit esté faicte le matin  
» à Dieu, & à son Sainct-Esprit, que  
» ceste affaire se conduisit en toute fin-  
» cerité, il se résolvoit de nommer pour  
» premier président, le sieur *Chartier*,  
» plus ancien conseiller-déjà nommé par  
» la cour pour président en ycelle; les  
» vertus, intégritez & suffisance duquel  
» estoient très-notoires à un chascun;  
» & pour second, le sieur *Hacqueville*,  
» président au grand-conseil; le tiers,  
» le sieur *Nully*, premier président en  
» la cour des aydes, & devant pour-  
» veu de l'un desdicts estats; & pour le  
» quatriesme, le sieur *le Maistre*, ad-  
» vocat du roy, n'ayant jamais veu,  
» qu'il scache, lesdicts sieurs *Chartier*  
» & *le Maistre*, ou bien tels aultres que  
» la cour advisera. Laquelle nomination  
» approuvée par ladicte cour, la matière  
» mise en délibération, & non-obstant  
» les excuses & remontrances dudidt  
» sieur *Chartier* de son aage de 79  
» ans, indisposition notoire de sa per-

*du Duc de Guise.* 61

» sonne , & qu'il estoit nouvellement  
» relevé & sorti d'une grosse maladie ,  
» & que cet aage desiroit plustost du  
» repos , que le travail requis en un tel  
» estat , a esté arresté qu'il feroit le ser-  
» ment de premier président en ladicte  
» cour. A tant a passé au barreau ; & ,  
» après avoir juré que , pour y parve-  
» nir, il n'a baillé ne promis de donner  
» par luy ou par d'autres , or , argent ,  
» ne choses équipollentes , en oultre de  
» bien & duement exercer lediét estat  
» & office de premier président , il y  
» a esté reçu , & fait profession de sa  
» foy ez mains de maistre *Estienne*  
» *Fleury* , plus ancien conseiller. Faict  
» en parlement le second jour de dé-  
» cembre 1591. Collation faicte. *Signé,*  
» DU TILLET.

*Forme des provisions , en conséquence de  
l'arrêt cy-dessus.*

» CHARLES DE LORRAINE , duc de  
» Mayenne, lieutenant-général de l'estat  
» & couronne de France , à tous ceulx  
» qui ces présentes lettres verront , sa-  
» lut. La principale marque de l'autho-  
» rité & sainte volonté de ceulx qui  
» ont gouverné les estats , & ce qui les

„ a fait plus estimer par les peuples  
„ qui leur ont esté soumis , & admirer  
„ par les estrangers, a esté quand ils  
„ ont eu soing de relever & maintenir  
„ les deux colonnes sur lesquelles est  
„ fondée la conservation de toutes les  
„ monarchies , la piété & la justice.  
„ C'est-pourquoy , depuis qu'il a pleu à  
„ Dieu nous appeller à la direction des  
„ affaires de ce royaume, aprez avoir  
„ regardé le mieux qu'il nous a esté  
„ possible aux réglemens & provisions  
„ nécessaires pour avancer la gloire de  
„ Dieu, nostre principale intention a  
„ esté de remplir les places des princi-  
„ paux officiers de la justice de per-  
„ sonnes de probité , & de vie & in-  
„ tégrité de mœurs convenables au rang  
„ que nous avons désiré leur faire tenir.  
„ Et, sur ce qu'il nous a esté remonstré,  
„ & avons recogneu qu'il estoit tres-  
„ nécessaire de pourvoir aux estats &  
„ offices des présidents de la cour de  
„ parlement de Paris , afin que , par  
„ faulte d'iceulx , le cours de la justice  
„ ne soit intermis & interrompu ,  
„ comme il a esté depuis quelque tems;  
„ ayant résolu d'y en mettre & establir  
„ jusqu'au nombre de quatre , afin que  
„ tant la grand'chambre du plaidoyer ,



„ que la tournelle ne demeurent sans  
„ chefs ; sçavoir faisons qu'après avoir  
„ ce jourd'huy communiqué à Mes-  
„ sieurs de ladicte cour , les chambres  
„ assemblées , nos desirs & intentions ,  
„ & nommé les quatre personnes que  
„ nous avons estimé propres , dignes  
„ & capables de ces charges , lesquelles  
„ ils auroient eü très-agréables , comme  
„ il appert par l'acte & arrest de cedit  
„ jour cy attaché sous le contre - scel ,  
„ nous , considérants les bons & agréa-  
„ bles services que Messire , &c. Car  
„ ainsi le désirons. En tesmoing de  
„ quoy , nous avons fait mettre le scel  
„ du royaume de France. Donné à Paris  
„ le 2 décembre 1591. *Signé*, CHARLES  
„ DE LORRAINE ; & sur le reply , *par*  
„ *Monseigneur* , PERICARD ».

Ces actes ne furent pas les seuls par lesquels le duc de Mayenne exerça les fonctions de la royauté. Il convoqua les états du royaume , & les fit tenir à Paris , en 1593 : il créa un amiral & quatre maréchaux de France. Il déclara aux états que l'on n'étoit assemblé que pour procéder à l'élection d'un roi qui fût catholique. Mais , quand il vit que le choix ne tomberoit pas sur lui , parce qu'il étoit marié , & qu'on vou-

loit élire un roi qui pût épouser l'Infante d'Espagne, il détourna adroitement cette entreprise, & tous les mémoires du tems attestent qu'il ne fut occupé que du soin de l'éluder. Il craignoit que le choix ne tombât sur le duc de *Guise* son neveu. « Faites plutôt » la paix avec le roi, lui disoit sa » femme, que de reconnoître pour votre maître & pour votre roi, ce petit » garçon ». Il se flattoit qu'en temporisant, il feroit enfin tomber le choix sur lui-même, ou au moins sur son fils.

*Charles de Lorraine*, duc de *Guise*, fils aîné de *Henry*, duc de *Guise*, fut fait prisonnier, le jour que son père & son oncle furent tués à Blois, & enfermé au château de Tours, d'où il se sauva au mois d'août 1591. La ligue en fit des feux de joye par-tout, & le pape en rendit graces publiquement à Dieu.

Il se lia très-étroitement avec la faction des Seize. Mais la jalousie de son oncle, qui commença par abaisser & détruire cette faction, l'arrêta dans sa course; & il y a lieu de penser que ce fameux arrêt du 28 juin 1593, qui ordonna le maintien de la loi salique, fut l'ouvrage du duc de *Mayerne*; ou que, du moins, il fit insinuer cette dé-

marche au parlement ligueur, qui n'auroit osé hasarder un acte aussi décisif, s'il n'eût été assuré d'avance que le prétendu lieutenant-général du royaume ne l'improveroit pas. Les membres de cette compagnie n'avoient pas encore oublié que la mort la plus cruelle & la plus ignominieuse étoit le prix de la résistance aux volontés de la ligue & de son chef. Ce qui semble réaliser cette conjecture, & donner lieu de croire que le duc de *Mayenne* étoit l'instigateur secret de cet arrêt, c'est que cet arrêt même lui confirme l'autorité qu'il avoit usurpée, en sa qualité de lieutenant-général de la couronne; qu'il fut rendu en l'absence des pairs ligueurs, qui n'y auroient pas consenti, que le droit de *Henry IV* est toujours écarté, sous prétexte de la religion qu'il professoit, qu'il est tel en un mot que le vrai parlement, qui étoit alors, soit à Tours, soit à Châlons, se seroit bien gardé d'adopter & de revêtir de son autorité un acte aussi attentatoire aux droits & au pouvoir légitime de celui que la loi appelloit au trône. Enfin l'on va voir que le duc de *Guise* se contenta d'en paroître publiquement mécontent, sans en témoigner de ressentiment, & que,

danſ les plaintes qu'il en fit , il ne parla nullement des principes qui ſervoiẽt de baſe unique à la ligue , dont il étoit le chef , & qui ſeule ſoutenoit l'autorité monſtrueuſe dont il étoit revêtu. Mais il ne fit aucune démarche , ni pour l'anéantir , ni pour le faire révoquer. Il le regarda , au contraire , comme un acheminement au but qu'il ſe propoſoit , qui étoit d'écarter de la couronne , ſon neveu & l'Infante , & de prévenir le deſir des Eſpagnols , qui aſpiroient faire élire l'archiduc *Erneſt* , & de le marier avec l'Infante.

Le voici cet arrêt : “ Sur la remonſ-  
,, trance cy-devant faiçte par le procu-  
,, reur du roy , & la matière miſe en  
,, délibération , la cour , toutes les  
,, chambres aſſemblées , n'ayant , comme  
,, elle n'a jamais eu , autre intention  
,, que de maintenir la religion catho-  
,, lique , apoſtolique & romaine en  
,, l'eſtat & couronne de France ſous la  
,, protection d'un roi très-chreſtien ,  
,, *catholique & François* , a ordonné ,  
,, & ordonne que *remonſtrances ſeront*  
,, *faites* ceſte après-dinée par Monsieur  
,, le préſident *le Maiſtre* , aſſiſté d'un  
,, bon nombre de conſeillers de ladiçte  
,, cour , à *Monsieur de Mayenne* , lieute-

*du duc de Guise.* 67

„nant-général de l'estat & couronne de  
„ France , en la présence des princes  
„ & officiers de la couronne , estant de  
„ présent en ceste ville, à ce que *aucun*  
„ *traicté ne se face* , pour transférer la  
„ couronne en la main de prince ou prin-  
„ cesse étrangers ; que les loix fonda-  
„ mentales de ce royaume soient gar-  
„ dées, & les arrests donnez par ladicte  
„ cour , pour la déclaration d'un roi ca-  
„ tholique & François soyent exécutez ;  
„ & qu'il ait à employer l'auctorité qui  
„ luy est commise , pour empescher que,  
„ sous le prétexte de la religion , la  
„ couronne ne soit transférée en main  
„ estrangère, contre les loix du royau-  
„ me , & pourveoir le plus prompte-  
„ ment que faire se pourra au repos  
„ du peuple , pour l'extrême nécessité  
„ en laquelle il est réduit ; & néant-  
„ moins, dez-à-présent , a déclaré &  
„ déclare tous traictés faicts , & qui se  
„ feront cy-aprez pour l'establissement  
„ d'un prince ou princesse estrangere ,  
„ nuls & de nul effect & valeur, comme  
„ faicts au préjudice de la loy salyque ,  
„ & autres loix fondamentales du  
„ royaume de France. Faict à Paris , le  
„ vingt - huitieme juin mil cinq cent  
„ nonante-trois „.

Il ne faut que lire cet arrêt , pour voir , au premier coup d'œil , que c'est faire injure au parlement, que de vouloir l'ériger en un trophée de la fidélité & de l'attachement de ce corps auguste pour la loi de la succession à la couronne , & pour la personne de nos rois.

Le parlement auroit-il imploré l'autorité d'un lieutenant général de l'état & couronne de France, tandis que cette couronne reposoit sur la tête de l'héritier légitime , appelé par la loi ? Et , au lieu d'inviter cet usurpateur à empêcher tous traités qui auroient établi un roi étranger , n'auroit-il pas déclaré nettement , qu'il en existoit un actuellement revêtu de cette dignité & de tous ses accessoires ?

Mais on élude cette déclaration , on exclut même directement *Henri IV* , qui professoit encore alors la religion protestante , en disant qu'on ne veut qu'un roi catholique. Au surplus , on n'éloigne que les princes ou princesses étrangers , c'est-à-dire , nés en pays étrangers , & issus de familles étrangères. Ainsi les *Guise* , issus du sang de Lorraine , établis en France depuis longtems , qui se prétendoient d'ailleurs issus de la seconde race de nos

rois , n'étoient pas exclus par cet arrêt. Et , pour peu que l'on fasse attention à la lettre de ce prétendu arrêt , aux circonstances & aux intérêts de ceux qui étoient à la tête des affaires , on voit clairement que l'exclusion qui est prononcée n'a pour but unique , que d'écarter l'archiduc *Ernest*.

La loi salique est rappelée , il est vrai , mais c'est seulement en ce qu'elle refuse la couronne aux femmes. Or l'Infante d'Espagne prétendoit y venir de son chef , étant née d'*Elisabeth* , fille de *Henry II* , & femme de *Philippe II* , roi d'Espagne. Ainsi , abstraction faite de son sexe , & en suivant l'ordre ordinaire des successions , elle étoit appelée au préjudice de la maison de Bourbon.

Il est donc clair que l'on ne fait ici valoir cette loi , que parce que l'infante n'auroit pu épouser le duc de *Mayenne* , qui étoit marié , & qui vouloit que l'élection tombât directement sur lui. Il prétendoit avoir , par lui-même , toutes les qualités requises. Il étoit *catholique* ; il n'étoit point étranger , & descendoit , disoit-il , d'une race royale de France.

Les magistrats qui s'étoient retirés à Tours & à Châlons , paroissoient - ils craindre que quelque traité ne transfé-

rât la couronne en main étrangère ? Il falloit , pour avoir cette crainte , la regarder comme vacante , & tous les actes émanés de ces deux classes du véritable parlement annoncent qu'elles regardoient le trône comme occupé par *Henry IV* , dès l'instant de la mort de *Henri III*. Ainsi ils ne prévoyoit pas qu'aucun traité , aucune délibération pût arracher une propriété que la loi fondamentale de l'état avoit placée dans la main du véritable propriétaire.

On voit , au contraire que les ligueurs , qui avoient rédigé le prétendu arrêt que l'on vient de lire , excluient nommément *Henry IV* , en ne voulant reconnoître qu'un *roi catholique*.

Mais voyons comment le duc de *Mayenne* prit cet arrêt. Les mémoires de la ligue , tome 1 , page 398 , nous l'apprennent.

« Monsieur de *Belin* , y est-il dit ,  
 „ alla le matin au palais , & dit à Mon-  
 „ sieur le président *le Maître* que Mon-  
 „ sieur de *Mayenne* avoit grande affec-  
 „ tion de parler à luy , mais qu'il vou-  
 „ loit que cela ne vinst point de luy ,  
 „ ains dudit sieur de *Belin* ; & le pria  
 „ d'y vouloir aller incontinent aprez  
 „ le dîné au logis de Monsieur de



„ Lyon (1) où ledict sieur de *Mayenne*  
„ avoit disné , accompagné de deux  
„ des conseillers de la cour , tels qu'il  
„ les voudroit choisir. Ce que ledict  
„ sieur président fit , ayant pris , pour  
„ l'accompagner , Messieurs de *Fleuri*  
„ & d'*Amours*. Estant arrivez , trouvè-  
„ rent ledict sieur de *Mayenne* avec  
„ Messieurs de Lyon & de *Rosne*.

„ Ledit sieur le *Maistre* dit que , le  
„ matin , ledict sieur *Belin* estoit venu  
„ au parlement , & luy avoit dit que  
„ ledict sieur duc desiroit de parler à  
„ luy , & qu'ils estoient venus , pour  
„ sçavoir ce qu'il desiroit deulx.

„ Alors fut respondu par Monsieur  
„ de *Mayenne* que la cour lui avoit fait  
„ un grand tort & affront , & que ,  
„ veu le rang qu'il tient de lieutenant-  
„ général de la couronne , ladicte cour  
„ avoit usé de bien peu de respect en  
„ son endroict , d'avoir donné son ar-  
„ rest lundy dernier ; & que , comme  
„ prince , & lieutenant-général de l'es-  
„ tat & pair de France , on l'en devoit  
„ advertir , comme aussi les autres prin-  
„ ces & pairs de France qui sont en cettè  
„ ville , pour ( si bon leur eust semblé ) ,

(1) *Pierre d'Epinae* , archevêque de Lyon

„ s'y trouver , avec plusieurs propos  
 „ aïgres de colère.

„ A quoi fut respondu , par ledict  
 „ sieur *le Maistre* , que , pour le res-  
 „ pect & l'honneur que la cour porte  
 „ audict sieur duc , elle l'avoit adverty  
 „ dez le vendredy précédent , de ce  
 „ qui se devoit traicter au parlement ,  
 „ & que , suivant sa prière , ils avoient  
 „ différé leur assemblée jusqu'au lundy ;  
 „ mais que n'ayant eu aucunes de ses  
 „ nouvelles , la cour auroit trouvé bon  
 „ de passer outre , comme elle a fait ;  
 „ & que , s'il eust été présent , il eust  
 „ cogneu que la cour ne parla jamais  
 „ des princes que avec autant d'hon-  
 „ neur & de respect , comme elle avoit  
 „ fait de luy , & que l'intention de la  
 „ cour n'estoit point de mescontenter  
 „ personne ; ains de faire justice à  
 „ tous (1).

„ Sur ce , Monsieur *de Lyon* prit la  
 „ parole , & avec colère , remonstra  
 „ que la cour avoit fait un grand af-

(1) Le duc *de Mayenne* faisoit donc un  
 mensonge , pour ne pas indisposer l'arche-  
 vêque de Lyon . & le sieur *de Rcsne*. Il sça-  
 voit donc que cet arrêt devoit se rendre ; il  
 y consentoit donc , puisqu'il ne l'a pas em-  
 pêché.

» front

„ front audict sieur duc , d'avoir donné  
„ un tel arrest , qui pourroit causer  
„ une division entre nous , à l'avan-  
„ tage de *l'ennemi* (1).

„ Monsieur le *Maistre* luy répliqua  
„ soudain , & lui dit que Monsieur le  
„ duc de *Mayenne* avoit usé de ce mot  
„ d'*affront* ; qu'il avoit passé sous si-  
„ lence pour l'honneur & le respect que  
„ la cour lui porte en général & par-  
„ ticulier (2) ; mais que de luy , il ne  
„ le pouvoit endurer , pour ce que la  
„ cour ne lui devoit aucun respect ,  
„ qu'au contraire, que c'estoit luy qui le  
„ devoit à la cour ; que la cour n'estoit  
„ point affronteuse , ains composée de  
„ gens d'honneur & de vertu qui fai-  
„ soient la justice ; & qu'une autre fois ,  
„ il parlât de la cour avec plus d'hon-  
„ neur , de respect & de modestie.

„ Monsieur de *Mayenne* dit qu'il ne

(1) Cet *ennemi* ne pouvoit être , dans la bouche des ligueurs , que *Henri IV*. Ce n'étoit donc pas pour lui assurer la couronne que l'arrêt avoit été rendu.

(2) Un parlement dont le corps en général , & les membres en particulier , portoient honneur & respect au duc de *Mayenne*, s'occupoit-il beaucoup du soin de conserver la couronne à *Henri IV* ?

» trouvoit point cela tant estrange de  
» tout le corps de la cour , que d'aucuns  
» particuliers & des plusgrands d'ycelle,  
» lesquels il avoit advantagez des plus  
» belles charges. & dignitez.

» Ledit sieur *le Maistre* luy fit  
» responce que , s'il entendoit parler  
» de luy , à la vérité , il avoit reçu  
» beaucoup d'honneur de lui , estant  
» pourveu d'un estat de président en  
» ycelle (1) ; mais néanmoins qu'il  
» s'estoit toujours conservé la liberté  
» de parler franchement , & principa-  
» lement des choses qui concernent  
» l'honneur de Dieu , la justice , & le  
» soulagement du peuple , n'ayant rap-  
» porté aucun fruit de cet estat en son  
» particulier , que de la peine & du  
» travail beaucoup , lequel estoit cause  
» de la ruine de sa maison , & que luy  
» estoit exposé à la calomnie de tous  
» les méchants de la ville,

(1) Sur quoi sont fondés ces éloges du  
président *Le Maistre*, que l'on trouve dans  
plusieurs livres ? Comment a-t-on pu exalter  
son attachement pour les vraies maximes de  
l'état , lui qui avoue tenir sa place du duc  
de Mayenne, & qui l'en remercie ; lui qui ,  
comme on va le voir par la suite de la nar-  
ration , ne parle de son roi légitime , qu'en  
le qualifiant d'ennemi.

» Le sieur de Mayenne dit que cet  
» arrêt seroit cause d'une sédition &  
» division du peuple, & qu'on les  
» voyoit desia assemblez par les rues à  
» murmurer; mesme que, depuis deux  
» jours, l'ennemi estant adverti de cet  
» arrest, s'estoit présenté la nuit près  
» de ceste ville; pour voir s'il pourroit  
» entreprendre quelque chose.

» A cela fut respondu que, s'il y  
» avoit quelqu'un qui fust si hardy que  
» de commencer une sédition, on en  
» advertist la cour, laquelle sçavoit  
» fort bien les moyens de chastier les  
» séditeux; & qu'ils s'asseuroient tant  
» du peuple, qu'il ne demandoit rien  
» que le reſtablishement de la justice.  
» Quant aux ennemis, qu'il pense que  
» ce soit faux donné à entendre par les  
» Espagnols.

» M. de Lyon dit que, s'il advenoit  
» maintenant de traicter la paix avec  
» l'ennemi, l'honneur estoit déferé à la  
» cour, & non pas audict seigneur de  
» Mayenne.

» A quoi fut respondu que la cour  
» estoit assez honorée d'elle-mesme,  
» & qu'elle ne cherchoit point l'hon-  
» neur ni l'ambition; & prièrent ledict  
» seigneur duc, & les autres, de leur

„ dire s'il y avoit quelque chose en l'ar-  
 „ rest qui ne fust de justice , & qui les  
 „ ait pu tant offenser ? car , quant à  
 „ eux , ils ne pensoient point que ,  
 „ pour soustenir les loix fondamen-  
 „ tales de ce royaume , & pour main-  
 „ tenir la couronne à qui elle appar-  
 „ tient , & exclure les estrangers qui  
 „ les veulent attraper , ils aient faict  
 „ autre chose , que ce qu'ils devoient  
 „ faire. Au contraire cet arrest peut  
 „ servir pour reconcilier & réunir tous  
 „ les bons catholiques françois à la  
 „ couronne ; & quant audict sieur  
 „ président , *il souffriroit plustost cent*  
 „ *fois la mort , que d'estre ni Espagnol ,*  
 „ *ni Hérétique* (1).

„ Ledict sieur de Rosne dit à Mon-  
 „ sieur de Mayenne que ledict sieur le  
 „ Maistre avoit dit , quand la cour fai-  
 „ soit quelques remonstrances aux rois  
 „ ou aux princes , que ce n'estoit par

(1) L'arrêt dont le président *le Maistre*  
 fait ici l'apologie avoit donc pour objet  
 aussi-bien l'exclusion des Hérétiques , que  
 celle des Espagnols. Et ce prétendu magis-  
 trat auroit plutôt souffert cent fois la mort ,  
 que de consentir à voir monter sur le trône  
 un Espagnol , ou un Hérétique. Il les met  
 sur la même ligne. Et qu'étoit alors Henri  
 IV ?

« nécessité ; ains seulement quand elle  
« trouvoit bon de ce faire.

« Ledit sieur *le Maistre* dit qu'il  
« confessoit l'avoir dit , & le souste-  
« noit , & qu'il ne pouvoit rien monf-  
« trer en sa charge , de laquelle il s'ac-  
« quittoit aussi bien que lui de la sienne.

« Ledit sieur de *Mayenne* dit que ,  
« s'il eût esté adverry , & luy & les  
« princes s'y fussent trouvez.

« Fut respondu que la cour estoit la  
« cour des pairs de France ; que , quand  
« ils y vouloient assister , ils estoient  
« les bien venus ; mais que de les en  
« prier , elle n'avoit acoustumé de ce  
« faire ».

Pour peu que l'on fasse attention  
aux intérêts des interlocuteurs , on ap-  
perçoit facilement que la colère du duc  
de *Mayenne* étoit une colère feinte , &  
qu'il étoit d'intelligence avec le prési-  
dent *le Maistre* , pour tromper l'arche-  
vêque de Lyon , qui favorisoit les Es-  
pagnols.

Mais l'intrigue qui a donné nais-  
sance à l'arrêt du 8 juin 1593 , est dé-  
veloppée dans un imprimé qui parut en  
1594 , sous le titre de *Dialogue d'entré*  
*le Maheustre*(1) & *le Manant*, concernant

(1) On entendoit alors par *Maheustre* , un

*les raisons de leurs débats & questions  
sur ces présens troubles du royaume de  
France.*

Qu'il me soit permis de copier encore le morceau qui concerne ce trait d'histoire , & l'on y verra la preuve complète que , loin que cet arrêt eût été inspiré par le desir de conserver la couronne au véritable héritier , il n'avoit pour but que de soutenir les prétentions du duc de Mayenne.

« En vostre ville , dit le *maheustre* au  
» manant , une partie de vos princesses ,  
» vostre gouverneur , vostre prévost des  
» marchands , avec la cour de parlement  
» & les plus grands de vostre ville , se  
» sont affidez par ensemble , pour fa-  
» voriser le duc de Mayenne à la cou-  
» ronne. Aucuns ecclésiastiques , & les  
» Seize ont escrit au pape & au roi  
» d'Espagne , pour favoriser l'eslection  
» d'un roy , qui ait alliance avec l'infante  
» d'Espagne , & recommandent , par  
» leurs lettres , la maison de *Guyse*. . . .

» Je sçai pour vérité , & ai ouy-dire  
» à beaucoup de grands personnages ,

officier , ou un soldat au service du roi  
Henri IV. Quelle en étoit l'étimologie ?  
Les auteurs l'ont beaucoup cherchée , & n'en  
ont donné aucune satisfaisante.



» qui ont embrassé le party du duc de  
 » *Mayenne* , qu'ils se rendront plus-  
 » tost au roy , que de céder à quel-  
 » qu'autre prince de Lorraine , qui vou-  
 » droit entreprendre au par-dessus de  
 » luy, pour le droict de la couronne ,  
 » comme prétendant ledict droict luy  
 » estre acquis : joint qu'ils y sont en-  
 » gagez , ayant reçu une infinité de  
 » bienfaits du duc de *Mayenne* , &  
 » avancez aux grades & dignitez dont  
 » ils se veulent prévaloir ; & à cette  
 » fin le faire monter au sceptre , s'ils  
 » peuvent , d'autant qu'ils sçavent qu'ils  
 » seront repoussez & rechassez , si d'au-  
 » tres y viennent ; & sur tous le préfi-  
 » dent *Janin* , *Ribault* & *Baudouyn*  
 » des *Portes* ; & sont là logez jusques à  
 » la mort de l'ame & du corps. . . .  
 » Outre ce que le duc de *Mayenne* y  
 » est, de luy-mesme, fort disposé ; res-  
 » moin l'histoire de la nomination du  
 » duc de *Guyse* pour roy de France ,  
 » qui est l'histoire la plus tragique du  
 » monde , à ce que j'ay veu , sçeu &  
 » cogneu , ayant esté envoyé exprez  
 » pour considérer ce qu'il s'y faisoit ,  
 » où j'ay veu, à la fin du mois de juin  
 » mil cinq cent nonante-trois , les Es-  
 » pagnols ayant reçu advertissement

» certain que le roy se vouloit faire  
» catholique, suivant la résolution &  
» promesse qu'il en avoit faicte à sa  
» noblesse en la ville de Mante, le 25  
» jour de may mil cinq cent nonante-  
» trois. Et, après en avoir conféré avec  
» le légat & leur conseil, considérans  
» la conséquence de la conversion du  
» roy, & d'ailleurs l'opiniastreté des  
» estats tenus à Paris, qui ne vouloient  
» entendre à l'infante d'Espagne seule,  
» ni au duc *Ernest*. Et, après avoir fait  
» tout ce qu'il leur estoit possible pour  
» l'avantage de l'infante & du duc  
» *Ernest*, & voyant qu'ils n'y ga-  
» gnoient rien, au contraire que les  
» affaires des catholiques s'en alloient  
» terrasser, & les estats rompre; lors à  
» tems préfixe & nécessaire, ils se  
» transportent en l'assemblée des estats  
» tenus au louvre, où, après plusieurs  
» remonstrances faictes pour gratifier  
» l'infante & le duc *Ernest*, enfin las-  
» chèrent le mot secret qu'ils avoient,  
» qui estoit d'accorder le mariage de  
» l'infante avec un prince françois, y  
» compris la maison de Lorraine, à  
» la charge qu'ils seroient esleus &  
» déclarez, par lesdicts estats, roy &  
» royne de France *in solidum*. Et fut

» cette offre faicte en pleins estats, en  
» la présence du duc de Mayenne, des  
» ducs de Guyse, d'Aumalle & d'El-  
» bauf, en la présence du légat, du  
» cardinal de Pellevé, & des prélats de  
» leur suite, qui en furent fort joyeux.  
» Et le lendemain furent députez qua-  
» tre de chascun ordre desdicts estats,  
» pour communiquer avec lesdicts es-  
» pagnols en la présence des princes &  
» prélats, en la maison du légat.

» Cette déclaration donna martel en  
» teste au duc de Mayenne, lequel  
» nuit & jour, prenoit conseil de ses  
» agents ce qu'il devoit faire contre  
» cette déclaration pour la rendre inu-  
» tile, parce qu'il avoit ouy le vent  
» qu'ils vouloient nommer le duc de  
» Guyse.

» Enfin, le président Janin, homme  
» advisé & subtil, luy donna un con-  
» seil de dilayer cet affaire, & cepen-  
» dant amuser les Espagnols sur la suffi-  
» sance ou insuffisance de leur pouvoir,  
» lequel (à ce qu'il pensoit) ne pourroit  
» estre valable, estimant qu'il ne por-  
» roit aucune nomination, & que  
» n'ayant pouvoir de nommer, pendant  
» que le tems de la nomination vien-  
» drait, le duc de Mayenne donneroit

» ordre à ses affaires , envoyeroit en  
 » Espagne , à Rome , & aultres en-  
 » droicts , pour gagner le cueur des  
 » potentats estrangers , en sa faveur ,  
 » ou de son fils ; & que par-deça , il  
 » falloit brouiller les cartes par une  
 » trêve avec le roi de Navarre , par le  
 » moyen de laquelle toutes choses de-  
 » meureroient en surseance.

» Ce conseil fut suivi , & les dépes-  
 » ches faictes de tous costés en faveur  
 » du duc de Mayenne , par ses agents  
 » Desportes & Bibault , avec le sieur  
 » Belin , gouverneur , qui se chargea  
 » de la poursuite de la treve. . . .

» Pendant cette disposition , huit  
 » jours se passent sans assembler les es-  
 » tats , ni sans communiquerensem-  
 » ble , dont les Espagnols se faschent.

» Enfin , le dixieme jour de juin ,  
 » les princes s'assemblerent avec les dé-  
 » putez des estats au logis du légat , où  
 » il y arriva le cardinal de Pellevé ; & là  
 » fut parlé de la nomination de la  
 » royauté & du pouvoir des agents  
 » du roy d'Espagne , lesquels y estoient ;  
 » à sçavoir le duc de Feria , Jean-Bap-  
 » tiste Taxis , Dom Diego d'Ivaro ,  
 » ambassadeur , qui trouvèrent fort  
 » estrange de demander leurs pouvoirs ,

» veu qu'ils les avoient communiquez.  
» A quoi fut respondu par le duc de  
» Mayenne que les pouvoirs qu'ils  
» avoient communiquez estoient géné-  
» raux , & non particuliers ni spéciaux  
» pour nommer un roy ; ce qui estoit  
» nécessaire , d'autant que d'accorder  
» une royauté sans nomination , c'estoit  
» créer un roy en idée. Tellement  
» qu'il estoit nécessaire qu'ils eussent  
» pouvoir de le nommer ; & qu'ainsi  
» estoit qu'il juroit , comme de faict il  
» jura en la présence de toute la com-  
» pagnie , qu'il seroit le premier qui le  
» recognoistroit & y employeroit sa vie,  
» ses biens & moyens ; & que c'estoit  
» tout ce qu'il desiroit , que de sçavoir  
» la volonté du roy catholique , pour y  
» obtempérer , suivant la résolution des  
» estats , joinct la volonté de Sa Sainc-  
» teté assez déclarée par la bouche de  
» son légat.

» Ces paroles dictes , toute la com-  
» pagnie fut fort joyeuse , & pria les  
» Espagnols de monstrier leurs pouvoirs  
» particuliers , si tant estoit qu'ils eus-  
» sent puissance de nommer , & que  
» cela accéléreroit fort les affaires : de  
» sorte que l'assemblée fut continuée  
» au mardy ensuivant , 13 Juin , au-

» quel jour les Espagnols montrèrent  
» leur pouvoir , en la présence de la  
» même compagnie , par lequel appa-  
» roissoit de la nomination du duc de  
» *Guyse* avec l'infante d'Espagne.

» Lors le duc de *Mayenne* se trouvant  
» trompé , d'autant qu'il n'estimoit  
» qu'ils eussent un tel pouvoir , ni que  
» la volonté du roy d'Espagne fust  
» telle , que de se submettre à telle no-  
» mination , y engageant sa fille , ses  
» estats & tous ses moyens. Car , en  
» règle d'estat , cette offre ne pouvoit se  
» faire. Par quoy toute l'assemblée es-  
» tonnée de joye , en rendit graces à  
» Dieu ; mesme le duc de *Mayenne* ,  
» en changeant de couleur , fist sem-  
» blant d'en estre bien aise , & qu'il  
» falloit , au surplus , adviser à le des-  
» gager & récompenser luy qui avoit  
» porté tout le faix & charge , & qui  
» avoit despensé tout son bien pour la  
» cause ; & , outre ce , engagé plus  
» qu'il n'avoit vaillant.

» Sur ce , la compagnie advisa qu'il  
» estoit raisonnable de l'indemniser &  
» assseurer , & le maintenir en premier  
» rang près du roy , & luy faire tous  
» les avantages qu'il seroit possible ,  
» ce qui fust promis & accordé par les

*du Duc de Guise.* 85

» Espagnols : & à cette fin , le duc de  
» *Mayenne* promist bailler par escript  
» ce qu'il demanderoit dedans deux à  
» trois jours.

» Sur ce , la compagnie se retira avec  
» une grande joye & contentement , au  
» reste du duc de *Mayenne* ; lequel es-  
» tant retiré en sa maison , commença à  
» soupirer en la présence de sa femme ;  
» laquelle , ayant ouy ces nouvelles ,  
» commença à se tormenter & plorer.

» L'on envoya querir le président  
» *Janin* , pour adviser d'un remede  
» plus subtil que le premier dont ils  
» avoient esté trompez , & s'enfermè-  
» rent le duc de *Mayenne* , le président  
» *Janin* , *Desportes* & *Ribault* , & là  
» résolurent d'user de toutes les résis-  
» tances , tant par finesse , que de  
» faict , pour empescher ce coup.

» En premier lieu , l'on renforça le  
» pour-parler de la trêve , avec charge  
» donnée au sieur *Pelin* de la conclure  
» sans en parler aux estats , au légat ,  
» aux Espagnols , ni aultres ; & qu'es-  
» tant faicte , il faudroit qu'ils y pas-  
» sissent.

» Et à ceste fin le prévost des mar-  
» chands fut envoyé querir , afin de  
» susciter tous ceulx qui estoient dispo-

» fez à la paix avec le roy . . . afin de  
» poursuivre à l'ouvert la trêve , & la  
» demander importunément , & qu'ils  
» n'eussent crainte de rien.

» Le procureur général fut aussi en-  
» voyé querir , avec d'*Amours*, conseil-  
» ler , & le président *le Maître* , afin  
» d'exciter la cour de parlement à em-  
» pescher l'effect de cette nomination ,  
» & donner arrest contraire à l'arresté  
» des estats , afin de faire force sur  
» ceste contradiction.

» Tous ces moyens furent exécutez ;  
» la trêve accordée par le sieur de *Belin*,  
» & demandée par les *politiques* (1) ,  
» assistez du prévost des marchands.

» La cour de parlement donna un  
» arrest contre les estats , par lequel elle  
» déclaroit nul tout ce qui seroit fait  
» par les estats , pour transférer la cou-  
» ronne à un prince ou princesse es-  
» trangère ; & au surplus monsieur le  
» duc de *Mayenne* prié d'employer ses  
» forces , pour l'empescher.

» Les autres princes , le légat , les es-  
» tats généraux & les espagnols , voyants

(1) On nommoit ainsi ceux qui , quoi-  
qu'armés contre le roi , souhaitoient cepen-  
dant que l'on fit la paix avec lui.



» ces traicts , sont estonnés , se rassem-  
» blent avec le duc de *Mayenne* à la  
» huiétaine , pendant laquelle l'on n'as-  
» sembla les estats , & ne fit-on que  
» de parler d'accorder les demandes du  
» duc de *Mayenne* , qu'il avoit baillées  
» par escrit . . . où fut mis en délibé-  
» ration , sçavoir si on ne devoit point  
» passer oultre à nomination du roi ,  
» suivant le pouvoir exhibé ; & , au  
» contraire , refuser la trêve , comme  
» chose pernicieuse à la religion , joint  
» que l'on avoit eu advertissement que  
» le roi de Navarre vouloit , par impor-  
» tunité , & pour rompre l'effect de  
» cette nomination , aller à la messe ,  
» pour , sur cette fiction , rompre les  
» estats , desbaucher & tromper les  
» catholiques.

» Pour à quoi obvier , & pour sauver  
» la religion , tous les assistants , hor-  
» mis l'archevêque de Lyon , furent  
» d'avis de la nomination du roy.

» Quoy voyant , le duc de *Mayenne*  
» tout furieux se leva , & , en jurant le  
» nom de Dieu , dit qu'il n'en seroit  
» rien fait , & qu'il mourroit plustost  
» que ladicte nomination se fist ; s'ex-  
» cusant sur le défaut de forces , pour  
» faire valider ladicte nomination.

» Mais ce n'estoit pas l'encloureur :  
» car , si les Espagnols l'eussent nom-  
» mé , ou son fils , ils n'eussent point  
» trouvé de difficultez. Mais voyant  
» qu'il en estoit privé , il inventa cette  
» excuse , contre laquelle on lui avoit  
» montré des moyens suffisants pour y  
» remédier , mesmes offert pour son  
» particulier tout ce qu'il pouvoit sou-  
» haiter.

» Et quand il veit qu'on l'indemni-  
» foit du tout lors , il dit qu'il ne vou-  
» loit plus parler de son particulier ,  
» mais du général , qui estoit d'asseurer  
» le royaume , mesmement la ville de  
» Paris , & qu'avant que de parler de la  
» royauté , il falloit avoir des armées  
» pour la maintenir.

» Et sur ces rodomontades du duc  
» de Mayenne , la compagnie se retire ;  
» & , malgré la plus grande partie des  
» estats , malgré les princes , non-obs-  
» tant l'opposition du légat , ni les re-  
» monstrances des catholiques & des  
» protestations affichées par les car-  
» fours de la part des catholiques , le  
» duc de Mayenne , avec ses agents  
» par chevent de conclurre la paix.

» Le roy de Navarre va à la messe  
» le 25 juillet suivant , la trêve publiée

*du Duc de Guise.* 89

» à Paris le premier août ; les députés des estats licenciez, même ceux de Bourgogne , agents du duc de Mayenne, &c. ».

Telles sont les circonstances , tels sont les motifs, tel est l'esprit de ce célèbre arrêt du 28 juin 1593. Tout annonce donc que , loin d'avoir pour base la conservation de la couronne au véritable héritier , il ne tenoit qu'à en exclure tous les rivaux du duc de Mayenne ; au lieu que celui qui fut rendu à Tours le 7 août 1590 , frappoit à plomb tous ceux qui vouloient porter atteinte aux droits de Henry IV. C'est donc celui-ci qu'il faut mettre au nombre de ceux qui caractérisent l'attachement inviolable du parlement de Paris pour la personne des rois , & pour les droits sacrés de la couronne. L'autre , au contraire , est un monument de la rebellion criminelle de la clique qui usurpa , à Paris , le nom de parlement , & qui cassoit tout ce que le vrai parlement faisoit pour le service du roi & le maintien de ses droits.

Enfin Paris ouvrit ses portes au roi le 22 mars 1594. *Pierre Pithou* , & *Antoine Loyse* furent chargés de déchirer des registres du parlement tout ce que les ligueurs y avoient inscrit

d'injurieux tant pour la mémoire du feu roi , que contre Henri IV ; & l'arrêt du 28 juin 1593 fut enveloppé dans la proscription. Il ne se trouve plus que dans les écrits du tems.

Cette espece de purification faite , le parlement , ayant à sa tête *Achilles de Harlay* , quitta Tours , & revint prendre sa place à Paris.

Quant au duc *de Mayenne* , après avoir servi dans les armées espagnoles contre la France , il fit enfin sa paix avec le roi au mois de janvier 1596 , dans le château de Folembrai dans la forêt de Couci. Il mourut le 3 octobre 1611 , après avoir vécu dans une grande intimité avec *Henri IV* , depuis leur reconciliation.

Le duc *de Guise* , neveu du duc *de Mayenne* , fit sa paix avec le roi dès 1694 , & obtint le gouvernement de Provence. Le roi vouloit l'opposer au duc d'*Epernon* , qui bravoit son souverain , & cherchoit à se rendre maître de cette province. Mais étoit-il prudent de confier ce gouvernement à un prince dont la maison avoit une *vieille & rance prétention* , comme disoit le cardinal d'*Os-  
sat* , sur cette province ? Aussi le chancelier *de Cheyerni* protesta , en plein con-

feil, contre les provisions que le roi avoit données, & voulut que sa protestation fût enregistrée aux parlements de Paris & d'Aix, avant de les sceller.

Le duc *de Guise* eut, sous *Louis XIII*, quelques emplois par mer & par terre; mais on prit toujours soin de le maintenir dans la subordination. On avoit fait une triste expérience du pouvoir attaché au nom *de Guise*, même après l'extinction de la ligue. Cette maison étoit, en quelque manière, un état dans l'état; & donnoit toujours lieu de craindre que le faux zèle des peuples n'en fît une idole, si les guerres de religion venoient à se renouveler.

Le cardinal *de Richelieu*, touché de ces considérations, força le duc *de Guise* de sortir de France. Il se retira à Florence, & mourut à Cana, dans le Siénois, le 3 septembre 1640.

Il avoit épousé en 1611, *Henriette-Catherine de Joyeuse*, fille unique de *Henri de Joyeuse*, maréchal de France, & veuve de *Henri de Bourbon*, duc de *Montpensier*.

Entr'autres enfants, il eut *Henri de Lorraine*, duc *de Guise*, dont le mariage

a occasionné le procès dont j'ai à rendre compte.

Il naquit le 4 avril 1514. Il étoit bien fait de sa personne, il avoit une grace & une adresse singulière dans tous les exercices; il étoit plein d'esprit & de courage, & fut un des hommes les plus galans de son tems. Il ne seroit pas nécessaire d'ajouter beaucoup de fictions à sa vie, pour lui donner l'air d'un roman.

Il fut d'abord destiné à l'église, & recueillit cette espèce de succession ecclésiastique, qui conservoit, depuis long-tems, dans la maison de Guise, l'archevêché de Reims, & les plus riches abbayes du royaume.

Etant devenu l'aîné de sa maison par la mort de son frère, il allia, pendant quelque tems, en sa personne, les grandeurs de l'église, & les dignités du siècle; il devint duc *de Guise*, sans cesser d'être archevêque de Reims. Il jouissoit de tous les revenus attachés à ces différens titres, sans prendre aucun engagement dans l'état ecclésiastique.

Le premier objet qui fit éclater son penchant pour l'amour, fut *Anne de Mantoue* sa parente, qui devint Pala-

aine du Rhin. Mais le cardinal *de Richelieu*, jugeant cette alliance contraire au bien de l'état, employa l'autorité du roi pour l'empêcher, & fit mettre cette princesse dans un couvent.

Soit légèreté, soit dépit de se voir traversé dans ses amours, il se précipita dans le parti de M. le comte de *Soissons*, sous le prétexte dont les mécontents d'alors convroient leur rebellion, de servir le roi, en attaquant son premier ministre.

Sa maîtresse alla le trouver à *Cologne* déguisée sous un habit d'homme. Mais il l'obligea de revenir à Paris. Il ne voulut pas l'entraîner dans sa révolte, & lui faire courir les hasards auxquels il alloit s'exposer.

Il se livra aux ennemis de la France; & entra dans cette ligue fameuse, qui se donna le nom spécieux de *ligue confédérée pour la paix universelle de la chretiente*. Ainsi l'on vit, en sa personne, un archevêque de Reims, le premier des pairs de l'église, & le plus ancien des pairs laïques, rompre tous les liens qui l'attachoient si étroitement au service du roi, pour se livrer aux ennemis de la France.

Le roi lui fit faire son procès; &

par arrêt du 6 septembre 1641 , le duc de Guise fut déclaré atteint & convaincu de rébellion & crime de lèze-majesté ; pour réparation , privé de tous honneurs & tous offices de dignité , condamné à avoir la tête tranchée , ses biens acquis & confisqués au roi ; défenses à toutes personnes de le retirer , ni lui bailler aide , à peine d'être déclarés adhérents , & punis comme criminels de lèze-majesté.

Le 11 du même mois l'arrêt fut exécuté par effigie.

Le duc de Guise se rendit ensuite à Bruxelles pour y commander les troupes confédérées de la maison d'Autriche , l'empereur & le roi d'Espagne lui ayant déferé conjointement le titre de général.

Arrivé dans cette ville , il alla voir la duchesse de Chevreuse , qui étoit sortie du royaume , pour se soustraire à la vengeance du cardinal de Richelieu , contre lequel elle avoit conspiré. C'est là que se contracta le mariage qui fait la matière du procès dont j'ai entrepris de rendre compte. Voici comment cette singulière histoire est rapportée dans les mémoires du tems ; & entr'autres dans un livre intitulé : *Intrigues galantes de la cour de France.*



La duchesse de Chevreuse fit connoître au duc de Guise , la comtesse de Bossu , qui étoit une jeune veuve d'une humeur douce & enjouée.... « On la mit d'une » partie où le duc de Guise se trouva , » & elle lui fit tant d'avances, qu'il ne » put s'empêcher d'y répondre. Il est » vrai que , de peur qu'il ne jugeât » mal de sa conduite , elle lui parla » d'abord de mariage ; & le duc lui » témoigna ne desirer rien tant , que » d'unir sa destinée à la sienne , mais » en des termes qui marquoient assez » qu'il ne songeoit qu'à se divertir , » pendant son exil.

» Quoique la comtesse eût pénétré » ses intentions , elle ne fit pas sem- » blant de s'en être apperçue , espérant » de l'engager plus facilement par sa » feinte ingénuité.

» Un jour , elle le mena à une belle » maison qu'elle avoit à une lieue de » Bruxelles , & lui donna tous les di- » vertissemens qu'on pouvoit prendre » dans cette saison , qui étoit la plus » agréable de l'année.

» Le duc ne put s'empêcher de lui » en témoigner sa reconnoissance, & de » lui parler de son amour à l'ordinaire. » La comtesse lui dit que , s'il étoit

» aussi amoureux qu'il vouloit le lui  
» persuader, il montreroit plus d'em-  
» pressement pour leur mariage. Le  
» duc lui jura qu'il ne souhaitoit rien  
» avec tant de passion, que de passer  
» le reste de sa vie avec une si aimable  
» personne, & qu'il ne tiendrait qu'à  
» elle de le mettre à l'épreuve.

» La comtesse, le prenant au mot,  
» lui répartit qu'elle verroit bientôt si  
» ses protestations étoient sincères,  
» puisqu'elle avoit, dans sa maison,  
» un notaire & un prêtre pour les ma-  
» rier.

» Le duc fut surpris de ce discours,  
» mais il n'en fit pas semblant, & crut  
» pouvoir passer carrière sans rien ha-  
» sarder, & rendre la comtesse la dupe  
» de son propre artifice, puisqu'un ma-  
» riage de cette nature, dépourvu des  
» formalités prescrites par les canons,  
» & fait sans le consentement du roi,  
» ne pouvoit subsister.

» La comtesse voyant le duc disposé  
» à faire ce qu'elle desiroit, fit entrer  
» *Manselle*, aumônier de l'armée, qui  
» leur donna la bénédiction nuptiale,  
» & les dispensa de la publication des  
» bans, comme s'il avoit eu la même  
» autorité

» autorité, que l'archevêque de Ma-  
» lines (1).

» Le duc passa la nuit dans cette su-  
» perbe maison avec sa nouvelle épouse,  
» à qui il témoigna tant d'amour ,  
» qu'elle demeura contente de l'heu-  
» reux succès de ses desseins.

» Le lendemain , il s'en retourna  
» chez lui , après avoir prié la nou-  
» velle duchesse de trouver bon que  
» leur mariage demeurât secret, jus-  
» qu'à ce qu'il eût obtenu l'agrément  
» de la cour & de sa famille.

» Quelque soin que l'on eût pris de  
» dérober au public la connoissance de  
» cette aventure , elle ne laissa pas de  
» venir aux oreilles du duc d'Elbeuf,  
» & de la duchesse de Chevreuse , qui la  
» reprochèrent au duc de Guise , comme  
» la dernière lâcheté. Le respect qu'il  
» avoit pour les dames l'empêcha de  
» s'emporter contre la duchesse. Mais  
» il se brouilla si fortement avec le duc  
» d'Elbeuf , qu'ils auroient tiré l'épée ,  
» si l'archiduc ne les avoit accommo-  
» dés.

(1) Je rapporterai, en discutant la validité de ce mariage , les circonstances qui l'ont véritablement accompagné.

» Lorsque le duc *de Guise* eut perdu  
» l'espoir de se venger par les armes ,  
» il chercha d'autres moyens , pour  
» donner du chagrin aux deux person-  
» nes qui l'avoient offensé , & crut  
» n'en pouvoir trouver de meilleur ,  
» que de mener la comtesse chez lui ,  
» & la traiter publiquement comme sa  
» femme. Ce fut aussi le parti qu'il prit ;  
» & il vécut toujours , depuis , en bonne  
» intelligence avec elle , tant qu'il de-  
» meura à Bruxelles ».

L'auteur de la vie de *Sylvie de Mo-  
lière* attribue à une aventure bien sin-  
gulière , la connoissance qu'eut le pu-  
blic de ce mariage. Elle pourra amuser  
le lecteur , auquel je ne la garantis pas.

Le duc *de Guise* , dit-il , & la com-  
tesse *de Bossu* avoient un pressentiment  
qui les avertissoit de leur approche  
respective , long-tems avant qu'ils se vis-  
sent. Le duc étoit devenu fort jaloux  
du comte de . . . . qui , en effet , étoit  
fort amoureux de madame *de Bossu*.  
Mais toute occupée de sa passion pour  
le duc , elle ne pouvoit écouter aucun  
autre amant. Cependant les assiduités  
du comte inquiétoient M. *de Guise* ,  
qui voulut enfin sçavoir par lui-même  
à quel point en étoit cet amant avec la  
comtesse.

A cet effet , il feignit un voyage à quelques lieues de Bruxelles , & y revint *incognito* , dans le tems qu'on y faisoit de grandes réjouissances , pour la naissance d'un prince d'Espagne.

Il apprit que plusieurs seigneurs du pays devoient se déguiser en Indiens , & se rendre , sous ce déguisement , & masqués , chez la comtesse de *Cante-Croix* , où il devoit y avoir une très-grande assemblée. Il se fit apporter un des habits qui devoient servir à la mascarade , en fit faire un tout-à-fait semblable ; se mêla , sans être connu , dans la troupe des masques , & entra avec eux dans la salle où l'on dansoit.

Madame *de Bossu* y étoit , ayant à ses côtés le comte de . . . qui la suivoit par-tout où il pouvoit entrer avec elle , sans que les rebuffades qu'il en éprouvoit pussent ralentir ses poursuites importunes.

A peine le duc *de Guise* fut-il entré , que madame *de Bossu* sentit l'émotion que la présence de son époux avoit coutume de lui faire éprouver. Ce sentiment lui parut plus sûr , que ce qu'il lui avoit dit , & lui avoit écrit de son voyage. Elle le chercha , & le démêla parmi les masques. Elle ne put retenir

les transports de la joie que lui causa la présence inopinée de son mari ; il oublia les raisons qu'il avoit encore de cacher son amour , & se livra , de son côté , aux expressions du sentiment que lui inspira une vue si chère ; & leurs affaires furent ainsi connues du public.

« J'ai vu , ajoute l'auteur de cette » narration , une lettre originale du » duc sur cet effet de la sympathie , qui » étoit , à mon gré , une des plus belles » lettres que l'on puisse écrire. Il s'y » plaignoit de l'excès de son bonheur : » car , il avouoit bien que c'en étoit un » fort grand , que d'être ainsi deviné » par sa maîtresse. Mais il disoit que » cela lui ôtoit le plaisir de voir ce » qui se passoit dans son cœur , sans » qu'elle eût envie de le lui montrer. » Ces sortes de découvertes étoient , » à son gré , une des plus parfaites » joies qu'un amant pût sentir ; & » rien ne lui paroïssoit plus touchant » pour une ame délicate , que ces épan- » chements de tendresse & de sincé- » rité , où l'art & la précaution ne » sçauroient être soupçonnés d'avoir » aucune part ».

Le duc de Guise ne jouit pas longtemps de ce bonheur. Il fit la paix avec

la cour, revint en France, & oublia madame de Bossu.

Une intrigue de femmes, animées les unes contre les autres par la jalousie, engagea le duc de *Guise* dans une querelle avec le comte de *Coligni*. Ils se battirent publiquement en duel, au milieu de la place royale. Tout l'avantage demeura au duc de *Guise*, qui désarma son ennemi, après l'avoir dangereusement blessé.

Cependant sa mère, qui craignoit, avec le public, que le levain qui étoit toujours resté entre les maisons de Condé & de *Guise*, depuis les troubles de la ligue, ne vînt enfin à produire une fermentation éclatante, vouloit lui faire épouser Mademoiselle de *Longueville*, nièce du *Grand Condé*, par sa mère. Mais l'amour qu'il avoit conçu pour Mademoiselle de *Pons* s'opposa à ce mariage.

Celui qu'il avoit contracté à Bruxelles avec la comtesse de *Bossu*, formoit un obstacle au dessein qu'il avoit de s'unir avec sa nouvelle maîtresse. Le desir de lever cet empêchement, & l'inquiétude que lui donnèrent les mouvements du procureur-général, au sujet de son duel avec le comte de *Coli-*

*gni*, lui firent prendre le parti d'aller à Rome, pour y solliciter la cassation de son mariage.

Le royaume de Naples étoit alors en combustion ; la capitale étoit désolée par une révolte qu'avoit occasionnée un panier de figes.

La guerre que l'Espagne avoit alors à soutenir, & la rapacité insatiable des vice rois, avoient sur-chargé ce royaume d'impôts. Enfin on en mit un sur les fruits ; mais il étoit si léger qu'on crut qu'il seroit insensible, & ne seroit murmurer personne. On ne songeoit pas que c'étoit le plus capable d'irriter le peuple, qui, dans un pays aussi chaud, fait sa principale nourriture de fruits, qui y sont fort nourrissans, & d'un goût exquis.

On murmura ; mais on n'auroit pas été au-delà du murmure, sans un accident singulier. Le 7 juillet 1647, au matin, un paysan apportoit un panier de figes, que les préposés à la perception de l'impôt arrêterent à la porte de la ville. Le malheureux paysan, à qui elles appartenoient, n'avoit point d'argent. De fureur, il jeta ses figes par terre, en proférant des jurements & des imprécations terribles.



Le peuple accourt au bruit ; & tout le monde fut touché de compassion du sort de ce malheureux , que la perte de son panier de figues privoit de la seule ressource qu'il eût pour vivre , pendant la journée , lui & sa famille.

Un misérable vendeur de poisson , nommé *Maxaniello* , garçon de 23 ans , hardi & plein de feu , accourut au bruit avec une troupe de jeunes-gens de son espèce , qui se trouvèrent là par hasard avec des cannes à la main. *Maxaniello* à leur tête , ils fondent dans le bureau , le pillent , & en chassent les employés à coups de pierres.

Le tumulte se communique ; les mutins se multiplient , courent au palais du vice-roi , franchissent la garde , & parviennent jusqu'à son appartement. Il leur offre , en tremblant , toutes les graces qu'ils voudront lui demander. Sa frayeur augmenta la licence ; il prend la fuite , & n'échappe à la populace , qu'en l'amusant à piller les pièces d'or qu'il semoit sur son chemin.

Retiré dans un couvent , il fit publier l'abolition de l'impôt sur les fruits : on lui demanda celle de tous les autres impôts , & l'exécution de tous les privilèges que *Charles-Quint* avoit accordés

aux Napolitains. L'archevêque de Naples offroit sa médiation entre le roi & le peuple , auquel il promit de faire obtenir toutes ses prétentions , & se rendit garant de l'exécution des paroles que donneroit le gouvernement. Toutes ces propositions ne servirent qu'à irriter les révoltés , qui n'y voyoient qu'un piège pour leur faire mettre les armes bas , & les opprimer ensuite sans miséricorde. Ainsi le mal s'irrita par les remèdes qu'on vouloit lui opposer.

Le luxe & la hauteur des nobles les fit envelopper dans la proscription ; quelques-uns furent tués ; d'autres eurent leurs maisons brûlées & pillées , & tous furent forcés de se réfugier hors de la ville.

*Maxaniello* commandoit à cent cinquante mille hommes. Au moindre signal qu'il donnoit , on brûloit ou massacroit ; le sort de toute la ville dépendoit d'un caprice de ce malheureux.

Enfin le vice-roi consterné , consentit à faire un traité avec les mutins ; toutes les gabelles furent abolies , & l'on accorda au peuple un suffrage pareil à celui qu'avoit la noblesse dans les délibérations publiques. L'on con-

sentit que la ville restât armée jusqu'à ce que la confirmation du traité fût venue de la cour de Madrid.

*Maxaniello* continua d'être chef des rebelles. Mais une tête de cette trempe ne put supporter le poids des affaires. D'ailleurs les éloges dont la populace le combloit substituèrent l'orgueil le plus insupportable à la politique & à la douceur qui étoient les seules bases sur lesquelles pût porter un gouvernement comme le sien. Le vice-roi, par les louanges affectées qu'il lui donnoit, les honneurs qu'il lui faisoit rendre dans son propre palais, les déférences qu'il lui témoignoit en toute occasion, acheva de lui faire perdre entièrement la tête. Il se donna des airs de souverain, & rendit son gouvernement si odieux, que le peuple le massacra enfin, avec plusieurs de ses confidents.

On crut toucher au moment de la fin de la sédition. Mais quelques gentils-hommes ayant maltraité des gens de la populace ; & le prix du pain étant venu à augmenter, le feu se ralluma plus que jamais.

Les troupes de Naples étoient dans le Milanez. On en fit venir quelques-unes des provinces : mais elles ne furent

pas plutôt dans la ville , qu'elles furent investies & défaites.

Le peuple enivré de cet avantage , demanda au vice-roi qu'il livrât les forteresses de la ville. Sur son refus , on prit le parti de les emporter de force. Il falloit un homme qui entendît l'art des sièges. On chargea *Toralto* , qui , de concert avec le vice-roi , accepta la qualité de général. Son intelligence fut découverte , & lui coûta la vie.

Le vice-roi eut enfin recours à l'armée navale , composée de quarante vaisseaux , & de vingt-deux galères. Elle étoit commandée par *Dom Juan* , fils naturel de *Philippe IV* , roi d'Espagne.

La flotte arrivée , le vice-roi crut devoir parler en maître , & , contre l'avis du conseil , il excita *Dom Juan* à employer les voies de la rigueur.

Le jeune prince , qui ne s'étoit mis en campagne , que pour signaler ses premiers faits d'armes , fit sommer le peuple de se rendre. Sur le refus , il fit tirer le canon , tant de la flotte , que des fortifications.

Cette rigueur , loin de rétablir le calme , ne fit qu'échauffer les esprits davantage. Elle étoit la preuve qu'on n'avoit cherché qu'à le tromper par

les paroles que le vice-roi avoit données & jurées au pied des autels , lorsqu'il étoit sans force. Les armes du roi furent abattues , ses portraits furent foulés aux pieds , & l'on déclara Naples république. Un certain *Gennare Anese* s'empara du généralat , & eut assez d'habileté pour le conserver. Non-obstant la bassesse de sa naissance , & les vices que laisse germer l'éducation que reçoivent les enfants de la lie du peuple , il avoit des talents : il étoit hardi , sans être téméraire ; il étoit adroit & insinuant ; il étoit même capable de concevoir & de suivre un système de gouvernement.

Cependant on proposa , dans le conseil des rebelles , de se mettre sous la protection de la France , qui étoit alors en guerre avec l'Espagne. On proposa même d'appeller un prince de la nation , & de lui déferer le gouvernement & le commandement de l'état.

On jeta les yeux sur le duc *de Guise* , qui pouvoit faire valoir certaines prétentions sur le royaume de Naples , parce que *René d'Anjou* , roi de Naples , avoit épousé , le 24 octobre 1420 , *Isabelle* , fille aînée & héritière de *Charles III* , duc de Lorraine. D'ailleurs

On le connoissoit brave , entreprenant , fait pour les aventures. Enfin il étoit actuellement à Rome , d'où il pouvoit se rendre à Naples , aussi - tôt qu'on l'auroit instruit de son élection.

En effet , il n'en eut pas plutôt la nouvelle , qu'il s'embarque sur une simple felouque , passe témérairement au travers de l'armée navale de *Dom Juan* , & arrive à Naples , le 15 novembre 1647.

Il fut reçu avec les acclamations de la joie la plus immodérée. On lui donna les patentes de *généralissime des armées de la république* , avec le titre d'*altesse sérénissime* , & de gouverneur perpétuel du royaume , tant pour lui , que pour toute sa famille en ligne directe & collatérale.

Il ne tarda pas à signaler sa valeur & ses talents militaires. Il se trouva à la tête d'une armée de 20,000 hommes , défit les troupes espagnoles qui voudroient s'opposer à ses conquêtes , prit la ville d'Aversa , & se rendit maître absolu de la campagne.

Quant au gouvernement civil , il mit dans sa conduite , une adresse qui lui gagna tous les cœurs. Il traitoit tout le monde avec la plus grande douceur ;

il accordoit toutes les audiences qu'on desiroit, écoutoit toutes les demandes qu'on lui faisoit, & y répondoit avec cette affabilité qui caractérise l'homme fait pour exercer des fonctions publiques.

Il avoit cependant un dangereux concurrent dans la personne de *Gennare Anese*. Ses exploits lui avoient acquis une confiance sans réserve, de la part du peuple, & même de la noblesse ; car il avoit eu le talent de reconcilier ces deux ordres. *Gennare* ne crut pas devoir se roidir contre cet enthousiasme, il se démit du titre de *duc de la république*, qu'il avoit conservé ; on lui donna le gouvernement d'une des fortifications de la ville ; les titres de duc & d'excellence, & une pension de 1000 écus par mois. La dignité qu'il avoit abdiquée fut conférée au duc de *Guise*.

Quoique *Gennare* eût plié sous le joug de la nécessité, il n'en conserva pas moins un vif ressentiment contre le duc de *Guise*, qui lui avoit enlevé une dignité & un pouvoir qu'il comptoit rendre perpétuels sur sa tête. Du fort, dont on lui avoit confié le gouvernement, il étoit la conduire de

son ennemi , & cherchoit à y trouver l'occasion de le perdre. Il ne l'attendit pas long-tems.

Si le duc *de Guise* avoit assez d'esprit pour concevoir un plan d'administration , il n'avoit pas assez de constance pour le suivre.

Il étoit impossible que les seules forces des révoltés le maintinssent contre la monarchie espagnole. Il ne pouvoit attendre des secours efficaces que de la France. Loin de chercher à se les procurer , il craignoit d'en recevoir ; il vouloit devenir roi de Naples , & roi indépendant ; ce que la France n'auroit pas souffert , si elle eût participé au triomphe des rebelles.

D'un autre côté , le duc *de Guise* , enivré des applaudissements qu'il recevoit du petit peuple , cessa d'avoir , pour la noblesse , la considération qui lui étoit due ; & , quoique cet ordre eût une violente aversion pour le gouvernement espagnol , il aimoit cependant mieux en supporter le joug , que d'être subordonné à la populace.

Enfin les galanteries du duc *de Guise* , h ez une nation jalouse à l'excès , achevèrent de le perdre. Les beautés Napolitaines lui firent oublier celle de Ma-



*du Duc de Guise.* III

*demoiselle de Pons.* Il s'attacha publiquement à la fille d'un tailleur, qui, pendant quelque tems, le posséda entièrement. La bassesse de cette inclination acheva de lui faire perdre l'estime d'une noblesse hautaine & fière, qui dédaigna d'être soumise à un homme gouverné par la fille d'un vil ouvrier. Mais il ne se contentoit pas d'une seule maîtresse : voltigeant de galanteries en galanteries, il se mit sur les bras des jaloux plus acharnés & plus nombreux que ceux qu'il s'étoit faits par sa valeur & par son ambition.

*Gennare*, instruit, dans le plus grand détail, des fautes de son ennemi, & de la disposition des esprits, en rendoit compte aux espagnols avec qui il avoit lié une correspondance secrète. Ils saisirent une circonstance favorable, & l'embrasement de la rébellion fut éteint par une cause aussi légère, que celle qui l'avoit allumé.

Le vice-roi, dont la dureté avoit occasionné les troubles, fut révoqué, & remplacé par le comte d'*Ognano*. A la rigueur hautaine de son prédécesseur, il substitua des manières douces & insinuantes, qui, jointes aux menées secrètes de *Gennare*, & aux fâcheuses

impressions que la conduite du duc de *Guise* avoit pu faire , disposèrent les esprits à la reconciliation.

*Dom Juan* avoit quitté la flotte , & s'étoit retiré dans les châteaux dont les Espagnols étoient restés les maîtres. Le nouveau vice-roi y avoit son poste ; de-là , il battoit la ville , qui l'y tenoit assiégé.

Le jour du lundi saint 1648 , le duc de *Guise* sortit de la ville , pour y faire entrer lui-même un convoi de vivres , dont les habitants avoient un très grand besoin. L'impétuosité de son naturel , & l'ardeur de son courage ne lui permirent pas de songer que , n'ayant d'autre ressource qu'en sa personne , il ne devoit pas abandonner la place dont il étoit gouverneur , sans avoir pourvu à sa sûreté. Il oublia qu'il avoit , dans la ville , des ennemis dangereux , qui pourroient profiter de son absence ; il ne voulut confier à personne le périlleux emploi d'ouvrir un passage aux provisions qu'il falloit introduire.

*Dom Juan* , & le comte d'*Ognano* , avertis de sa sortie par *Gennare* , entrèrent dans la ville par une porte que leur ouvrirent leurs créatures , & se firent voir dans les quartiers où étoient

leurs affidés. Une voix s'éleva , qui fit retentir le nom du roi , implorant sa clémence , & demandant la paix. Tous ceux du quartier jettèrent les mêmes cris , qui , dans un instant , se communiquèrent , de proche en proche , par toute la ville.

Alors *Dom Juan* , & le comte d'*Ognano* furent joints par trois mille hommes qui entrèrent par la même porte par où ils s'étoient introduits ; ils parcoururent la ville , s'emparèrent des principaux postes , & y établirent des corps-de-garde. En un moment , Naples fut pacifié , sans que personne osât résister au torrent , & sans qu'il y eût une goutte de sang répandue.

Le duc *de Guise* , instruit de ce qui se passoit , voulut réparer sa faute , rentrer dans la place , se montrer au peuple , qui , jusqu'alors l'avoit adoré , & ranimer son zèle pour la liberté. Mais on l'avertit que les Espagnols étoient les maîtres par-tout ; que tout retentissoit des cris de soumission & de paix. La fuite étoit l'unique ressource qui lui restoit ; il s'y détermina. Mais il fut arrêté dans sa course , conduit à Gaiette , transféré en Espagne , mis en prison , & traité comme un criminel.

Le *Grand Condé*, qui servoit alors les Espagnols contre sa patrie, obtint sa liberté. Elle lui fut accordée dans l'espérance que le duc de *Guise*, reconnoissant d'un si grand bienfait, fomenteroit des troubles en France, en faveur de ce prince, & que l'Espagne pourroit en profiter.

Mais, dès qu'il fut de retour, il déclara que les traitements qu'il avoit reçus à Madrid étoient trop durs & trop mortifiants, pour qu'il entreprît rien en faveur de ceux qui les lui avoient fait souffrir, & qu'il ne donneroit au prince de *Condé* aucune marque de la reconnoissance qu'il lui devoit, tant que ce prince seroit dans leurs intérêts.

D'ailleurs il avoit trop d'obligations à la reine régente qui lui avoit fait l'honneur de consentir qu'on l'échangeât pour quatre mille prisonniers, dont plusieurs étoient d'importance; & si cet échange n'eut pas lieu, ce fut la politique des Espagnols qui arrêta l'effet de la bonne volonté de la reine. Pour s'attacher le duc de *Guise*, & l'attacher au prince de *Condé*, ils avoient voulu qu'il leur fût redevable de sa liberté accordée aux sollicitations de ce prince.

La résolution qu'il avoit prise de rester oisif, lui donna tout le tems de se livrer à son goût pour les intrigues amoureuses. Il étoit revenu en France plus amoureux de *Mlle de Pons*, qu'il ne l'avoit été avant sa prison, & résolut de tout tenter, pour parvenir à l'épouser. Mais ayant appris qu'elle lui étoit infidèle, & qu'elle le sacrifioit à un simple gentilhomme, nommé *Malicorne*, il la traita indignement. Il lui fit même un procès en règle, pour se faire restituer des pendans d'oreilles estimés mille écus, & une riche tapisserie qu'il lui avoit donnés. Il perdit son procès. Cette humiliation redoubla sa colère. Pour se venger, il résolut d'aller insulter *Mademoiselle de Pons* jusques dans sa maison. Elle en fut avertie, & se garantit de l'outrage dont elle étoit menacée, en quittant le royaume.

Le duc de *Guise*, n'étant plus arrêté à la cour par aucune affaire ni de cœur, ni de politique, s'embarqua sur la flotte du roi, & retourna à Naples, dans l'intention d'y entreprendre une nouvelle expédition. Mais il ne fut pas heureux. De retour en France, il devint amoureux de *Mademoiselle de Gorce*, qui l'aima de bonne foi, & qui,

après sa mort , se retira chez les carmelites , où elle se fit religieuse.

Le duc *de Guise* mourut à Paris , le 2 juin 1664. Il ne laissa point d'enfants ; tous ses frères étoient morts , & ses deux sœurs ne furent jamais mariées. Ainsi finit la trop célèbre maison *de Guise*.

Il est remis enfin d'en venir au procès qui fait l'objet principal dont je dois entretenir mes lecteurs. Mais il faut reprendre les choses de plus haut , & expliquer toutes les circonstances du mariage du duc *de Guise* avec la comtesse *de Bossu*. Je n'en ai parlé que d'après les mémoires du tems ; il en faut développer les détails d'après les pièces du procès.

Retranché du nombre des citoyens , disoit M. *d'Aguesseau* qui porta la parole dans cette cause , en qualité d'avocat-général , devenu non-seulement étranger , mais ennemi de sa patrie , privé de tous ses biens , dépouillé de ses bénéfices , M. le duc *de Guise* mit toutes ses espérances dans la protection du roi d'Espagne & de l'empereur , qui avoient déjà cherché à le consoler des grandes pertes qu'il faisoit en France , par les grandes sommes qu'ils lui donnèrent ,

& par la promesse d'une pension de 5000 écus par mois , pendant la durée de la guerre.

Voilà quel étoit l'état du duc *de Guise*; un grand nom , de plus grandes espérances ; & , sous ces dehors éclatants , un sujet rebelle à son roi , qui vivoit encore parmi les étrangers , mais que les loix de sa patrie avoient déjà mis au nombre des morts.

C'étoit pendant cette espèce de mort, qu'il se rendit à Bruxelles. Il y connut *Honorée de Berghes* , veuve du comte *de Bossu* , illustre par la grandeur de sa naissance , distinguée par l'éclat de sa beauté , & plus célèbre encore par le bruit de ses malheurs.

Elle étoit née d'une des plus anciennes maisons de la province de Brabant. Elle descend, en ligne directe, & par mâles, de *Jean III*, duc de Brabant. Cette maison a donné aux pays-bas, plusieurs gouverneurs généraux , qui , dans ce pays , sont les plus grandes dignités de l'état ; plusieurs chevaliers de la toison d'or ; & , dans l'état ecclésiastique, des archevêques de Malines & de Cambray.

Le Roi d'Espagne érigea , depuis , le comté de Grimberghes en principauté pour le comte *de Berghes* qui

vivoit alors , & ses descendants mâles & femelles , le 20 mai 1686.

Les Berghes comptent les maisons de *Bavière* , d'*Egmond* , de *Hornes* , de *Nassau* , dans le nombre de leurs alliances ; tous les grands noms des Pays - bas semblent avoir joint leur éclat à celui de cette illustre famille , & l'on peut dire que , quelque grande que soit l'antiquité & la splendeur de la maison de Lorraine , un duc de *Guise* pouvoit , sans rougir , épouser l'héritière de la maison de Berghes. L'âge des deux amants étoit pareillement assorti : la comtesse de *Bossu* avoit ving-deux ans ; & le duc de *Guise* en avoit vingt-sept & demi.

Les présens qu'elle avoit reçus de la nature surpassoient encore les avantages de sa naissance ; & elle ne pouvoit se plaindre que de la fortune , qui ne lui avoit laissé que 60000 livres de patrimoine.

Tels étoient tous ses biens , lorsqu'en 1638 , elle épousa le comte de *Bossu*. Sa mort augmenta le revenu de sa veuve d'un douaire de 7500 livres , & d'une chambre étoffée , ce qui revient à notre préciput , fixée par le contrat de mariage , à 12,500 livres. Ainsi 10,000



livres de rente , tout au plus , dont la plus grande partie ne consistoit que dans un simple usufruit , composoient toute la fortune de la comtesse de Bossu , dans le tems de son mariage avec le duc de Guise.

Les charmes de cette belle personne firent une impression si vive sur le cœur sensible du duc de Guise , qu'il ne vit que la beauté , & ne songea point à la fortune.

Les héritiers de la comtesse de Bossu prétendoient qu'une longue recherche avoit instruit le public des vues du duc de Guise , pour ce mariage , long-tems avant qu'il ait été accompli. Les représentants du duc de Guise , au contraire , soutenoient qu'une inclination subite fut bientôt suivie d'un mariage encore plus précipité.

Quoi qu'il en soit , il paroît qu'un seul jour a éclairé le commencement , le progrès & la fin de cette alliance. Le contrat de mariage , la permission du curé , la dispense de la publication de bans , la célébration sont renfermés dans le cercle d'une même journée.

Le contrat fut passé sous signature privée. Les représentants du duc de

*Guise* prétendoient que c'étoit pour dérober au public la connoissance de cet engagement , que l'on n'avoit pas voulu en confier le secret à un notaire ; on soutenoit , de l'autre côté , que l'on s'étoit , en cela , conformé à l'usage des plus grandes maisons de Flandres , qui n'ont presque jamais recours au ministère des notaires , pour leurs contrats de mariage , afin d'en pouvoir produire les originaux dans les preuves rigoureuses de noblesse que quelques chapitres & quelques communautés de Flandres exigent de ceux qui aspirent à en devenir membres.

Personne , du côté du duc de *Guise* , n'assiste à cet acte. Il étoit général de l'armée ; aucun officier n'est invité. Madame de *Chevreuse* , sa tante , qui étoit alors à Bruxelles , n'y est point présente.

Cette solitude étoit-elle affectée , pour ensevelir cet engagement dans le mystère ; ou a-t-on voulu se conformer à la simplicité des Pays-bas , où l'on est , disoit-on , dans l'usage de ne faire signer les contrats de mariage , que par les contractants mêmes , lorsqu'ils sont majeurs ?

Cependant , du côté de la comtesse  
de

*de Bossu*, elle fut autorisée à contracter par la présence & par la signature de la comtesse de *Grimberghes* sa mère, & du comte de *Meghen* son oncle. Enfin deux témoins y ajoutèrent, par leur signature, le complément de la solennité que l'on crut devoir donner à cet acte.

Quant au fond du contrat en lui-même, on n'y trouve aucune mention de la dot, ni des biens de la comtesse de *Bossu*. Mais le duc de *Guise* lui promet un douaire de 40,000 florins, qui reviennent à 50000 livres de notre monnaie. A ce présent, il ajoute une chambre étoffée de 60,000 florins; ou, pour parler notre langage, une préciput de 75,000 livres.

La comtesse de *Bossu*, faisant attention à la position du duc de *Guise*, dont tous les biens étoient confisqués, & craignant le malheur auquel elle seroit exposée, s'il venoit à mourir avant elle, & avant que la confiscation fût levée, elle lui fait contracter l'engagement qu'il emploiera son crédit auprès du roi d'Espagne, pour la faire comprendre dans le traité de paix, relativement aux droits que son mariage alloit lui acquérir sur les biens de son époux.

Enfin il est stipulé que , si la comtesse de Bossu vient à mourir la première , & sans enfants , tout ce qu'elle aura apporté en mariage , de quoi sera tenu notice , retournera à ses plus proches parents , sans aucune charge de dettes.

La comtesse de Bossu résidoit à Bruxelles , sur la paroisse de *Sainte Gudule*. Le curé de cette paroisse donna à un sieur *Mansfeld* la permission de célébrer le mariage.

Il faut expliquer ici ce que c'étoit que ce sieur *Mansfeld* , & copier les termes de la permission qui lui fut donnée.

Il étoit chevalier , d'honneur dans le sénat de Luxembourg ; qualité qu'il n'avoit pu acquérir que par la preuve la plus complète d'une noblesse sans reproches.

Il étoit maître de la chapelle de l'infante , doyen du chapitre de *Sainte Gudule*.

A ces qualités , il en joignit une autre , qui est inconnue parmi nous , & qu'il est nécessaire d'expliquer. En 1626, l'infante *Isabale - Claire* présenta une supplique au pape *Urbain VIII* , par laquelle elle lui représenta que , dans les armées , il est difficile d'avoir recours

aux ordinaires , ni au pape , qui d'ailleurs ne feroient pas suffisamment instruits de l'état des personnes. En conséquence le pape donna une bulle , par laquelle il autorisa l'archevêque de Malines à exercer , par lui ou ses délégués , toute juridiction ecclésiastique dans les armées , tant sur les ministres chargés d'administrer les sacrements aux officiers & soldats servant dans les troupes , que pour connoître des causes qui sont de la compétence du juge d'église. En un mot , c'est une espèce d'épiscopat militaire qui s'exerce dans les armées , qui deviennent , en quelque sorte , le diocèse de ces prélats subdélégués.

L'archevêque de Malines , ayant d'autres occupations dans son diocèse , a coutume de déléguer , relativement à ces fonctions , ainsi qu'il y est autorisé par la bulle , le doyen de la collégiale de Sainte Gudule de Bruxelles.

On examinera ailleurs , en détail , les pouvoirs de cette espèce de prélature.

Telles étoient les qualités , tels étoient les titres du sieur *Mansfeld* , auquel le curé de Sainte Gudule donna la permission d'assister à un mariage.

Voici les termes de cette permission :

*Do licentiam & facultatem assistendi matrimonio CUJUSDAM NOBILIS FŒMINÆ parochiana mea quod contractura est cum QUODAM NOBILI VIRO MILITARI, quorum nomina, contracto matrimonio, in hoc albo prefato assistenti adscribantur.*

C'est avec cette permission d'assister au mariage d'UNE CERTAINE DAME de la paroisse de *Sainte-Gudule*, avec un CERTAIN HOMME DE QUALITÉ ENGAGÉ DANS LES ARMÉES, que M. le duc de *Guise* & la comtesse de *Bossu* se présentent devant *Charles de Mansfeld*.

Comme il paroîssoit réunir, en sa personne, la qualité de pasteur ordinaire, par rapport au duc de *Guise*, qui servoit dans les armées, & de pasteur délégué, par rapport à la comtesse de *Bossu*, qui étoit paroissienne du curé de *Sainte-Gudule*, il semble qu'il a voulu multiplier les actes de célébration, & en rédiger un sous chacun de ces titres.

L'un est un acte inséré dans les registres de la paroisse de *Sainte-Gudule*, qui atteste que *Henri de Lorraine* duc de *Guise*, & *Honorée de Berghes*, comtesse de *Bossu*, ont contracté un mariage solennel en présence de *Charles*

*du Duc de Guise.* 123

*de Mansfeld*, vicaire général de l'armée, en vertu de la permission du curé. *Solemner contraxerunt coràm D. Carolo à Mansfeld, vicario generali exercitus, ad hoc autorisato per dominum Cassier Plebanum, & que la comtesse de Grimberghes, le comte de Meghen, Grégoire Happart, official d'Anvers, Guillaume Wandewelde, chanoine de Cambrai, ont assisté, comme témoins, à cette célébration.*

On prétendoit, dans la cause, que cet acte étoit écrit de la main du curé de Sainte-Gudule. Ce qu'il y a de certain, c'est que la vérité en est attestée par la signature de *Charles de Mansfeld*, qui a inséré ces mots sur le registre : *Ita est, CAROLUS A MANSFELD.*

La forme de l'autre écrit n'est pas aussi authentique ; mais il ne mérite pas moins d'attention.

Au bas de la permission du curé ; dont on vient de lire les principales expressions, *Charles de Mansfeld* certifie qu'il a assisté au mariage de *Henri de Lorraine*, & d'*Honorée de Berghes*, tant en vertu de la permission du curé de Sainte-Gudule, qu'en conséquence de l'autorité qu'il exerce, comme vicaire apostolique, sur tous ceux qui

portent les armes en Flandres , pour le roi catholique. Il déclare , en même-tems , qu'après un sérieux examen , n'ayant trouvé , dans la personne des contractants , aucun empêchement légitime , il les a dispensés de la proclamation des bans , pour des raisons qui lui ont paru suffisantes : *ob causas animam nostram moventes.*

A la fin de ce certificat , se trouvent les noms des mêmes témoins que dans l'acte de célébration. Mais on ne voit leurs signatures ni dans l'un , ni dans l'autre de ces deux écrits , qui sont distingués par des différences essentielles.

L'un est un acte revêtu de toutes les formes authentiques , inscrit dans les monuments publics de la naissance & de l'état des hommes , devenu public lui-même par cette inscription , qui ne peut plus être ni changée , ni altérée par aucune des parties , qui peut , au contraire , leur servir de titre commun , pour prouver la validité ou la nullité de leur engagement.

L'autre n'est qu'une feuille volante , qui tire toute son authenticité du témoignage de *Charles de Mansfeld*. Il n'est point double , il n'est consigné dans aucun dépôt public ; mais seule-



ment entre les mains de la comtesse de Bossu, qui a été la maîtresse, ou de le détruire, ou de lui conserver son existence, à son gré.

Dans le premier, *Charles de Mansfeld* n'agit que comme autorisé par la permission du curé de Sainte-Gudule; & si l'on y trouve la qualité de vicaire-général de l'armée, c'est un titre d'honneur qu'on lui donne; mais on ne donne à ce titre aucune vertu; on ne dit point que c'est en cette qualité qu'il a été le ministre, ou le témoin nécessaire du mariage.

Dans le second, au contraire, il ne se borne pas à prendre, à la tête de cet acte, la qualité de vicaire-général des armées; il marque expressément que c'est en cette qualité qu'il a assisté à la célébration du mariage, & non pas seulement comme représentant la personne du curé de Sainte-Gudule.

Celui qui est inscrit sur le registre public ne fait aucune mention, ni de la publication des bans, ni de la dispense de les publier. Le second, au contraire, atteste que *Charles de Mansfeld* a dispensé les parties de cette formalité, & cela, dans le moment même de la célébration.

Enfin les deux actes nous assurent que le mariage a été contracté le 16 novembre; mais l'un & l'autre n'ont point été rédigés dans le même tems, ni même dans le jour de la célébration: celui qui se trouve sur les registres n'y a été inséré que le 20 novembre au plus-tôt; & l'autre est daté du 30 du même mois; c'est-à-dire quinze jours après la célébration.

A peine ce mariage fut-il contracté; que la renommée en porta la nouvelle jusqu'en Italie. Il s'y répandit, en même-tems, un bruit confus que le duc de *Guise* étoit lié par de premiers engagements avec la princesse de *Mantoue*, & l'on condamna la précipitation de *Charles de Mansfeld*, que l'on accusoit d'avoir été, par son imprudence, le ministre d'un sacrilège.

Le cardinal *Barberin*, entraîné par l'opinion publique, écrivit, en Flandres, à M. *Stravius*, internonce du pape, que l'archevêque de Malines devoit procéder, dans toute la rigueur des canons, contre le prêtre qui avoit célébré ce mariage; & qu'en cas que celui dont on parloit entre le duc de *Guise* & la princesse de *Mantoue* se trouvât vrai, ce prélat devoit contraindre

le duc à quitter la comtesse *de Rossu*, pour reprendre son épouse légitime.

Cette lettre obligea *M. de Guise* à rendre un compte public & solennel de la nature de ses premiers engagements.

Par un certificat authentique, dont il paroît que l'original fut remis entre les mains du sieur *Charles de Mansfeld*, il déclara qu'il n'avoit donné à la princesse *Anne de Mantoue* que ce qu'il appelle une *promesse négative*; c'est-à-dire, une promesse de n'épouser jamais aucune autre personne qu'elle: qu'il n'auroit même pu l'épouser sans une dispense du pape, parce qu'elle étoit sa parente au troisième degré, & que jamais il n'avoit fait aucune démarche pour l'obtenir; enfin qu'il avoit déclaré tous ces faits à *Charles Mansfeld* dans le tems de son mariage, & qu'il lui en avoit fait voir la vérité, soit par les lettres d'*Anne de Mantoue*, soit par la promesse réciproque qu'elle lui avoit donnée en 1637. Ce certificat est daté du 21 février 1642; & signé *Henri de Lorraine, duc de Guise, lieutenant-général de l'armée de l'empereur contre la France.*

Rien ne manqua, dans la suite, pour

donner à ce mariage toute la publicité possible , & pour multiplier les actes qui pourroient en établir la réalité.

Si le duc de *Guise* réside à Bruxelles, c'est avec la comtesse de *Bossu* qu'il établit son domicile.

Les poursuites de ses créanciers lui font-elles chercher un asyle à Namur ? Elle l'y accompagne avec le nom & les honneurs d'une femme légitime.

Passé-t-il des actes , c'est avec son épouse , à laquelle il confirme cette qualité par une foule de signatures réitérées par-devant notaires.

C'est avec elle qu'il signe une procuration par laquelle il donne pouvoir à un procureur au grand-conseil de *Malines* d'occuper pour lui , & de poursuivre le paiement des sommes dues par la maison de *Bossu* à *Madame la duchesse de Guise sa femme*.

Avec elle , il fait des transports ; avec elle , il s'oblige envers ses créanciers.

On ne finiroit pas , si l'on vouloit détailler tous les actes publics par lesquels le duc de *Guise* a ratifié sa qualité de mari de la comtesse de *Bossu*.

A ces actes , se joignent des lettres qui confirment de plus en plus , à cette

dame, le nom de *duchesse de Guise*. M. le duc de Lorraine la reconnoît publiquement. Il lui écrit, pour lui témoigner la joie qu'il a d'apprendre son mariage, & finit sa lettre par ces mots, qui sont bien une approbation solennelle de la nouvelle qualité de la comtesse de Bossu : *vosre très-affectionné cousin & serviteur*, LE DUC DE LORRAINE.

La comtesse de *Grimberghes*, mère de la nouvelle duchesse de *Guise*, se crut obligée de prendre des précautions contre les dépenses de son gendre, qui auroient bientôt dissipé le bien de sa fille. Elle présenta une requête au chancelier de Bruxelles, & lui remontra que M. le duc de *Guise* avoit commencé d'aliéner une partie des biens de sa fille sujets à retour ; & demanda & obtient permission de saisir les arrérages du douaire dû à la duchesse par la maison de *Bossu*.

Étonné de cette saisie, le duc de *Guise* lui écrit des lettres aussi pressantes, que respectueuses, pour la supplier de s'en délister.

Toutes ces lettres sont pleines d'expressions qui marquent la ferme persévérance de sa volonté. Par-tout il parle

à la comtesse de *Grimberghes*, comme à sa belle-mère, & par-tout il parle de la comtesse de *Bossu*, comme de sa femme. Toutes sont terminées par la qualité de son très-humble & très-obéissant FILS & serviteur.

Enfin, après dix-huit mois de cohabitation publique, l'espérance de rentrer en grace avec le roi, rappelle le duc de *Guise* en France.

Il arrive à Paris, dans le mois de juin 1643. Toutes les lettres qu'il écrit, soit à la comtesse de *Grimberghes*, soit à la comtesse de *Bossu*, qu'il nomme toujours sa femme, sont autant de titres confirmatifs de son état.

Tantôt il la console de son éloignement. Il s'afflige avec elle de l'ordre qu'il a appris que la duchesse de *Guise* sa mère a obtenu, pour empêcher qu'elle ne vienne en France. Il l'assure qu'il surmontera tous ces obstacles, & la flatte d'une prompte réunion.

Tantôt il se justifie des reproches qu'elle lui fait. Il lui fait part de toutes les traverses qu'il est obligé d'essuyer; mais il lui proteste, en même-temps, que les caresses & les menaces l'ont trouvé inébranlable dans le dessein où il est de vivre avec elle; qu'il a ôté à

sa famille toute espérance de trouver des nullités dans son mariage , que quelques sots lui avoient persuadé s'y rencontrer. Ce sont ses propres termes.

Dans quelques-unes de ses lettres , il lui témoigne la plus grande attention sur tout ce qui la regarde , & l'avertit qu'il lui envoie l'argent dont elle peut avoir besoin.

Dans toutes , généralement , il la traite comme sa femme légitime. Il l'assure qu'il est aussi incapable de légèreté , que de faiblesse ; que son honneur & sa conscience sont également inébranlables ; que tout son désespoir est de voir que ses malheurs soient contagieux à une personne qu'il aime plus que sa vie ; mais qu'elle doit être persuadée que la mort seule pourra les séparer.

Appuyée sur tant d'assurances , pressée par l'ardeur de son attachement , elle se détermine à venir en France , se déguise , franchit tous les obstacles qui s'opposoient à son passage , vit son mari , avant qu'on fût averti de sa marche. La reine en fut instruite , & , pressée par la duchesse de Guise , qui avoit d'autres vues sur son fils , elle lui fit donner un ordre rigoureux de sortir de France. Son mari la pressa , par plus

sieurs lettres , d'obéir , pour éviter un affront , dont il ne pourroit pas la garantir.

Elle se retire en Hollande. Le duc l'instruit de toutes les démarches les plus secrètes de sa famille , pour parvenir à la dissolution de leur mariage.

Il lui apprend que sa mère a fait venir de Bruxelles tous les actes qui pourroient servir à l'examen de cette question ; qu'il s'est tenu une assemblée de docteurs sur cette question ( ce sont ses termes ) ; que deux évêques doivent lui en apporter un résultat par ordre de la reine , qu'aussi-tôt après , il lui en mandera le particulier , & le remède qui s'y pourra apporter.

Enfin , il lui fait part de la grace & des lettres d'abolition que le roi lui a accordées. Il ajoute que le parlement doit s'assembler pour les entériner.

La constance du duc de Guise se soutint jusqu'au 2 du mois d'avril 1644.

C'est l'époque de la dernière lettre qu'il a écrite à la comtesse de Grimberghes , où il semble ne penser qu'à fortifier ses liens , & à resserrer les nœuds qui l'attachoient à la comtesse de Bossu.

Mais , dès le 22 mars précédent , il



avoit signé une procuration pardevant un notaire apostolique , par laquelle il donnoit pouvoir de porter à Rome la cause de la validité ou de la nullité de son mariage , & de la soumettre au jugement du pape , en telle forme ou manière que bon lui sembleroit. Ce sont les termes de la procuration.

La duchesse de Guise, sa mère, se joint à lui , pour obtenir du pape la nullité du même mariage. Elle signe une procuration semblable à celle de son fils. Elle y expose , comme lui , le suffrage unanime des plus célèbres théologiens du royaume , qui avoient tous estimé que l'engagement contracté par le duc de Guise ne pouvoit mériter le nom honorable de mariage.

D'après ces procurations , on présente une supplique au pape. Le procureur de M. de Guise remontre à Sa Sainteté que sa qualité d'étranger en Flandres , & la conjoncture de la guerre entre la France & l'Espagne ne lui permettent pas d'espérer aucune justice dans les Pays-Bas contre la comtesse de Bossu ; qu'il sçait même que l'archevêque de Malines s'est déclaré ouvertement contre lui ; & qu'enfin l'importance de la cause demande toute l'autorité & tout

des les lumières du tribunal apostolique.

Le pape commet un des auditeurs de la rote, pour connoître, en dernier ressort, de la validité de ce mariage.

L'auditeur ordonne que la comtesse *de Bossu* sera citée à son tribunal, & cependant, qu'il seroit permis de compulser les titres dont le duc *de Guise* auroit besoin dans la contestation.

Deux fois, il envoie des agents; deux fois ils sont découverts, avant d'avoir compulsé les pièces dont ils ont besoin; ce n'est même que par le crédit de l'internonce du pape que l'on engage le gouverneur des Pays-Bas à les laisser revenir en France: il vouloit les faire prisonniers de guerre.

Pour ne pas perdre entièrement les fruits de leurs tentatives, on les fait comparoître devant l'official de Paris. Ils déclarent qu'il leur a été impossible d'exécuter la commission dont on les avoit chargés. L'official donne acte au duc *de Guise* de leur déclaration.

Elle est portée au tribunal de la rote, où l'on ordonne qu'attendu que l'accès des Pays-Bas n'est pas libre, la comtesse *de Bossu* sera citée par édit; c'est-à-dire, par simples affiches attachées à la porte de l'auditoire de la rote.

Pendant que cette procédure se poursuivoit, la comtesse *de Bossu* réclamoit la protection du roi d'Espagne contre l'atteinte que l'on vouloit porter aux privilèges des habitants des Pays-Bas, en les obligeant d'aller à Rome chercher une justice qui devoit leur être rendue dans leur patrie, suivant les loix de l'Espagne & de la Flandre.

Le gouverneur des Pays-Bas vint à son secours. Il écrit au cardinal, protecteur de la nation espagnole, & à l'ambassadeur de la couronne. Il les charge de présenter au pape la justice des prétentions de la comtesse *de Bossu*; & finit sa lettre, en protestant que, si le saint Siège ne déféroit pas à ces remontrances, on seroit obligé de recourir aux remèdes que les loix mettoient entre les mains des officiers du roi d'Espagne, pour réprimer de pareilles entreprises.

Le duc *de Guise*, pour lever tous ces obstacles, fit lui-même le voyage de Rome.

Ce fut alors qu'il entreprit, à Naples, l'expédition dont j'ai parlé; & ce fut pendant sa prison en Espagne, que ses créanciers exercèrent, contre la comtesse

*de Bossu*, les poursuites les plus rigoureuses.

Les arrérages de son douaire furent saisis. La distribution en fut ordonnée par une sentence du conseil de Malines, du 16 février 1649.

On distribua 31,050 florins, à quoi montoient les arrérages du douaire saisis. Elle employa du reste des reprises de son premier mariage, 59000 florins, qui ne furent pas suffisants. Elle vendit encore, par contrat du 6 août 1649, deux rentes qui lui restoient de son propre bien, pour achever de payer les dettes auxquelles elle avoit été condamnée à l'acquit du duc de Guise.

A peine eut-elle été dépouillée de son bien, en conséquence des engagements qu'elle avoit pris pour fournir à la subsistance de son mari, qu'elle apprend qu'il est prisonnier. Aussi-tôt elle oublie les perfidies de cet infidèle époux, & prouve sa qualité de femme légitime par ses actions. Elle se détermine à passer en Espagne, pour y délivrer son mari, ou mourir avec lui dans l'esclavage.

Les puissances de l'Europe semblent alors se réunir pour assurer la vérité de son état.

*du Duc de Guise.* 139

*L'archiduc Léopold lui donne un passe-port , dans lequel il la qualifie duchesse de Guise.*

*Le duc de Lorraine écrit au roi d'Espagne en sa faveur , & lui recommande les intérêts de M. le duc & de Madame la duchesse de Guise.*

*Le roi même lui permet , malgré la guerre , de passer par ses états , & l'appelle , dans le passe - port qu'il lui accorde , nostre très-chère & bien aimée cousine , Honorée de Berghes , duchesse de Guise.*

*Enfin le roi d'Espagne l'assure , par une lettre pleine de marques d'honneur & de considération , que c'est avec joie qu'il lui donne la permission de venir voir M. le duc de Guise son mari ; & qu'il lui témoignera , en toute occasion , l'estime qu'il a pour sa personne , & pour sa maison.*

*Elle part de Bruxelles , accompagnée de toutes ces reconnoissances , si favorables à son état.*

*Arrivée en France , elle s'y arrête , retenue par les conseils de personnes instruites des affaires ; on lui fit voir que , vu l'état où elles étoient , elle solliciteroit vainement la liberté du duc de Guise. Mais elle reçut , à la cour ,*

toutes les marques de distinction que pouvoit espérer la femme d'un membre de la maison de Lorraine.

On en trouve les détails dans des lettres écrites par Madame *Marguerite de Lorraine*, femme de *Monsieur*, frère de *Louis XIII*, à la comtesse de *Grimberghes*, en 1652.

Cette princesse lui témoigne la satisfaction qu'elle a eue de voir la *duchesse de Guise*, qu'elle nomme *sa sœur*. Elle assure la comtesse de *Berghes* que toute la maison de *Guise* reconnoît la fille pour ce qu'elle est ; que même, Madame la duchesse douarière de *Guise*, est sur le point de se déclarer hautement pour elle ; que la reine l'a reçue comme une personne de son rang, qu'elle lui accorda l'honneur du tabouret, & ne lui donna point d'autre nom, que celui de la duchesse de *Guise* ; quelle lui a promis toute sorte de protection ; que la cour a suivi, avec plaisir, le suffrage de la reine, & qu'il faut présentement poursuivre, avec ardeur, le jugement de Rome, afin d'obtenir une sentence favorable, après laquelle Madame la duchesse de *Guise* puisse revenir en France, se mettre en possession des biens de M. le duc de *Guise son mari*.

Ayant pris le parti de ne point aller en Espagne , la comtesse de Bossu écrivit à M. le prince , qui commandoit les armées du roi , & lui demanda une escorte. Il lui écrit : à *Madame la duchesse de Guise* , & signe , *votre très-humble & très-obéissant serviteur* LOUIS DE BOURBON.

Elle retourna à Bruxelles , où elle resta dans l'inaction pendant 2 ans. La prison du duc de Guise ne lui permettoit pas de suivre le conseil que *Madame* lui avoit donné.

Le duc de Guise recouvra enfin sa liberté en 1634. La comtesse de Bossu conçut alors les plus flatteuses espérances à la vue d'une lettre qu'écrivit la maréchale de la Mothe à la comtesse de Grimberghes , par ordre de Monsieur , de *Madame* , & de *Mademoiselle*.

Elle la presse , dans les termes les plus forts , de faire partir incessamment *Madame la duchesse de Guise sa fille* , ( c'est ainsi qu'elle l'appelle ). Elle l'assure qu'elle trouvera par-tout , les dispositions les plus favorables ; que *Madame la duchesse douairière de Guise* est très-bien intentionnée ; mais qu'elle ne veut pas le faire paroître publiquement , de peur que cela ne rende M. le duc de

*Guise* enco e plus opiniâtre. Elle l'avertit de prévenir, par sa présence, l'impression que la vue d'un autre objet pourroit faire sur son mari. Elle finit sa lettre, en l'assurant que ce n'est pas tant elle qui donne cet avis, que *Monsieur, Madame, & Mademoiselle*, par l'ordre desquels elle écrit.

Il n'étoit plus tems. *Mademoiselle de Pons*, l'une des six filles d'honneur de la reine, avoit fait sur le cœur du duc de *Guise*, l'impression que l'on auroit souhaité que la comtesse de *Bossu* eut prévenue par sa présence.

Quoi qu'il en soit, pressée par la lettre de la maréchale de la *Mothe*, par les promesses de *Mademoiselle* de lui accorder sa protection; déterminée enfin par une lettre sans date, sans signature, mais écrite de la main de la coadjutrice de l'abbaye de Montmartre, sœur du duc de *Guise*, qui l'assuroit d'une prompte réconciliation, si elle venoit à Paris, elle se rend à Montmartre, où elle devoit avoir une entrevue avec son mari.

Livrée, dans cette retraite, à ses ennemis, elle fut attaquée par tous les côtés, pour lui faire donner un désistement de ses prétentions. On essaya de



l'intimider par les menaces les plus terribles. On lui dit qu'elle ne sortiroit jamais de la servitude où elle étoit , tant qu'elle auroit des prétentions au nom de *duchesse de Guise*. On l'affura que le plus grand malheur qui pût lui arriver , étoit de réussir dans le procès qui étoit pendant à la rote , puisque , quand même elle auroit arraché de M. le duc de *Guise* une reconnoissance forcée , il s'en vengeroit aussi-tôt , en la mettant dans un lieu d'où elle ne sortiroit jamais.

Elle trouva , dans son malheur , un homme compatissant , qui lui procura le moyen de faire , par-devant notaires , une protestation contre tous les actes que l'on pourroit extorquer d'elle.

Il lui procura aussi la facilité de donner avis à la comtesse de *Grimberghes* sa mère , de tout ce qui se passoit. Après lui avoir fait la peinture de l'espèce de prison , où on l'avoit tenue enfermée , & des affauts qu'elle y avoit éprouvés , elle ajoute que la reine l'en avoit enfin délivrée , & qu'elle étoit en lieu de sûreté , dans l'abbaye de Charonne.

Elle marque , dans une autre lettre , qu'elle avoit eu l'honneur de voir la reine , qui lui avoit donné le tabouret ,

& l'avoit assurée de toute sa protection ; aussi tôt qu'elle auroit eu une sentence favorable à la rote. Elle marquoit , en finissant , qu'on la renvoyoit accompagnée des gardes du roi , & qu'on la défrayoit jusqu'à Cambrai.

*Mademoiselle* , dans des lettres que l'on rapportoit , témoignoit le déplaisir qu'elle avoit de voir partir *Madame de Guise* avec si peu de satisfaction de son mari , dont elle dit que tout le monde blâme *l'extravagant procédé*. Elle exhorte le *chevalier de Guise* à voir la comtesse de Bossu à Bruxelles , & à la reconnoître pour sa belle-sœur.

Le duc *François de Lorraine* console , par sa lettre , la comtesse de Bossu , qu'il appelle la *duchesse de Guise* & sa *cousine* , du mauvais succès de son voyage , & l'assure que , puisqu'elle a trouvé des dispositions toutes contraires aux promesses qu'on lui avoit faites , elle doit , au moins , s'estimer fort heureuse d'avoir fait connoître à tout le monde qu'elle a les sentiments qu'une femme doit avoir pour son mari.

Déchue de toutes les espérances qu'elle avoit conçues de rappeler à elle le duc de *Guise* , elle ne pensa plus qu'à obtenir , par l'autorité & par la force  
de

de la justice , ce que ses prières & ses larmes n'avoient pu lui procurer ; & se soumettant au tribunal de la rote, dont elle avoit autrefois décliné la juridiction , elle montra autant d'ardeur dans cette poursuite , que le duc *de Guise* y fit paroître de lenteur & de négligence. Enfin , après une longue suite de procédures , elle obtint , à la rote , le 16 mai 1656, une sentence provisoire , & on lui adjugea une provision alimentaire de 6000 écus romains , par chacun an, payable de six mois en six mois.

Cette sentence fut suivie de lettres exécutoires , accordées à la duchesse *de Guise* , qui l'autorisoient à mettre à exécution la sentence rendue en sa faveur.

Le duc *de Guise* ne fit aucune démarche contre cette sentence. La comtesse *de Bossu* en obtint une seconde , qui lui permit de prouver que son mari , lorsqu'il l'épousa , étoit au service du roi catholique , & que , par conséquent , la validité du mariage dépendoit de l'exécution des loix de la Flandre. Le nonce à Cologne , qui étoit le commissaire député pour faire cette preuve , la traîna en longueur.

Le bruit se répandit alors que le duc

*de Guise* devoit se rendre à Rome , & mettre tout en usage pour faire rompre son mariage ; qu'il emploieroit , pour cela , tout le crédit de la reine de Suede ; qu'il y pouvoit compter , parce que cette princesse travailleroit pour elle ; puisqu'ils devoient s'épouser.

La duchesse *de Guise* avoit eu ses revenus saisis pendant dix ans ; ses principaux avoient été consommés par le *duc de Guise* : elle avoit , pendant ce tems-là , vécu d'emprunt ; elle se voyoit sans secours , obligée de poursuivre son procès. Ce ne fut qu'au bout de huit ans , qu'elle se trouva , à force d'épargne , en état de reprendre ses poursuites.

Mais le *duc de Guise* vint à mourir dans le tems qu'elle alloit recommencer à agir. Ce décès arriva le 2 juin 1664.

On apposa le scellé sur ses effets. La comtesse *de Bossu* y forma opposition le 7 juin , par le ministère de *Baudouin* , procureur au châtelet , chez lequel elle fit élection de domicile. On méprisa cette opposition , & le scellé fut levé , sans qu'elle fût appelée. Elle crut qu'avant d'être écoutée en France , elle devoit obtenir un jugement à Rome qui assurât son état.

Elle prit , au commencement du mois de janvier 1665 , une commission de la rote , en vertu de laquelle elle fit assigner les héritiers du duc de Guise , pour faire juger , avec eux , l'instance qui étoit liée , avec le défunt , à ce tribunal. La commission porte la clause ordinaire , défenses de faire aucune procédure au préjudice de cette juridiction , & à tous juges de rien attenter.

Le duc de Guise laissoit deux héritiers , *Mademoiselle de Guise* sa sœur , & un neveu fils de son frère : c'étoit *Joseph-Louis de Lorraine*.

La commission de la rote fut signifiée aux deux héritiers , & assignation donnée en conséquence au mois d'août 1665. La comtesse de Bossu prenoit , dans ses procédures , la qualité de veuve du duc de Guise. *Mademoiselle de Guise* se pourvut en la cour , & y obtint , tant en son nom , que comme tutrice de *Joseph-Louis de Lorraine* , un arrêt sur requête , le dernier mars 1665 , qui la reçoit appellante comme d'abus des procédures faites ou à faire à la rote , avec défenses d'y procéder.

Cet arrêt fut d'abord signifié au notaire apostolique , chargé des affaires de la comtesse de Bossu ; ensuite à *Baudouin* ,

qui déclara que, son pouvoir étant limité à former une opposition au scellé, il ne lui étoit pas possible d'aller au-delà, & qu'il ne feroit aucune procédure.

Un second jugement intervenu à la rote fut signifié à Mademoiselle de *Guise*. Elle obtint un second arrêt, le 16 septembre 1665, qui réitéra les mêmes défenses, prononça un décret d'ajournement personnel contre l'huissier qui avoit fait la signification, & qui fut publié à la communauté des huissiers, avec défenses de faire aucun exploit en vertu de la commission de la rote, sous peine d'interdiction.

Cependant la comtesse de *Bossu* alla elle-même à Rome, pour tâcher, par sa présence, de faire finir une affaire qui la faisoit languir depuis tant d'années. Enfin, le 8 juin 1666, après un rapport de plusieurs séances, après une ample discussion des raisons de part & d'autre, intervint une sentence définitive qui déclare *Honorée de Berghes* véritable & légitime épouse du duc de *Guise*, & déclare le mariage bon & valable pour tous effets.

Les moyens de part & d'autre sont tous expliqués dans le vu de la sen-

rence : les lettres y ont été vues , & les Juges y ont ensuite bien voulu rendre compte au public des raisons qui leur ont paru victorieuses , & des motifs qui ont servi de fondement à la décision.

*Declaramus præfatum matrimonium , uti ritè ac solemniter celebratum , servatâ in omnibus formâ sacri concilii Tridentini , ac sacrorum canonum , fuisse & esse , ad quoscumque effectus , validum & legitimum.* Ce sont les principales dispositions de cette sentence.

Quand il fut question de la faire signifier aux parties intéressées , la comtesse de Bossu ne trouva point d'huissier qui osât s'exposer à enfreindre les défenses portées par l'arrêt du 16 septembre 1665.

La duchesse de Guise , ne pouvant plus faire aucune procédure à Paris , attendit impatiemment la fin de la guerre qui divisoit les deux couronnes , pour agir & poursuivre ses reprises contre les héritiers de son mari , en exécution de son contrat.

Les princes étant enfin convenus d'envoyer leurs plénipotentiaires à Nimègue en 1678 , pour y traiter de la paix , elle écrivit à M. de la Fuente ,

plénipotentiaire d'Espagne , pour obtenir qu'en concluant la paix , on engageât le roi à lui faire rendre justice par la maison de *Guise* sur les clauses de son contrat. Ce fait paroît clairement prouvé par la lettre que le marquis de *la Fuente* écrivit en réponse à la duchesse de *Guise* , où il lui mande qu'il a différé de lui répondre jusqu'à la fin de sa députation.

Cependant les héritiers du duc de *Guise* se rendirent encore appellants comme d'abus de la sentence définitive de la rote , & obtinrent un arrêt qui défendit à la comtesse de *Bossu* de prendre la qualité de veuve du duc de *Guise* ; & à tous notaires , huissiers , ou sergents de faire aucunes significations en vertu des mandemens de la rote : ordonne que l'arrêt sera lu & publié dans les communautés.

Ne pouvant faire valoir ses prétentions en France , elle eut recours aux puissances étrangères. Elle demanda , au roi d'Espagne , l'exécution du jugement de la rote. Ce monarque donna un arrêt de son conseil d'Etat à Madrid , au mois de mars 1667 , portant ordre de traiter la duchesse de *Guise* à *Bruxelles* comme les femmes des grands d'Espagne. L'ordre fut envoyé , en con-



*du Duc de Guise.* 151

féquence , de Madrid , aux Pays-bas , par *Dom Pedro Fernando del Campo* , ministre du roi d'Espagne.

Au commencement de l'an 1668 , l'impératrice étant accouchée d'un fils , la duchesse *de Guise* lui écrivit , & la complimenta sur la naissance de ce prince qu'on appella l'archiduc. L'impératrice lui fit réponse , par une lettre du 20 mars de la même année , pleine d'honnêtetés & de témoignages d'affection particulière , la traitant , dans la lettre , & sur la suscription , de *ma cousine la duchesse de Guise*.

Elle jouit de l'honneur stérile de son état , pendant que les héritiers demeurèrent en possession de la succession du duc *de Guise*.

La guerre , qui s'alluma de nouveau entre la France & l'Espagne , peu d'années après le jugement de la rote , arrêta toutes les poursuites que la comtesse *de Bossu* auroit pu faire en France , sur les biens de *M. de Guise*.

Elle chercha vainement à obtenir qu'on fit une mention d'elle dans le traité de Nimègue ; on ne crut pas devoir mêler des intérêts particuliers avec la conciliation des droits des souverains. Elle mourut en 1679 , dans le monastère

des religieuses hospitalières de Malines, où sa situation l'avoit obligée de se retirer. Son tombeau fut décoré du nom de duchesse de *Guise*; mais son état n'en fut pas plus assuré.

Elle avoit institué, par son testament, le prince de *Berghes* son héritier. Il passa plusieurs années à rassembler tous les actes nécessaires, & à faire tous les préparatifs pour réclamer les droits de la duchesse de *Guise*.

Il vint en France, en 1687; & informa Mademoiselle de *Guise*, sœur & héritière du feu duc, de ses prétentions: il les assaisonna des termes les plus respectueux. Ignorant tous les arrêts qui avoient été rendus en faveur de Mademoiselle de *Guise*, il porta sa demande au châtelet, le 13 août 1687; il demanda que le contrat de mariage de l'année 1641, entre Messire *Henri de Lorraine duc de Guise*, & dame *Honorée de Berghes*, fût déclaré exécutoire contre l'héritier de M. le duc de *Guise*, comme il l'étoit contre lui. Il prit, ensuite, deux sortes de conclusions; les unes qui dépendoient de la question du mariage. Telles sont les demandes des arrérages du douaire de 50,000 livres pendant quinze années; la de-

mande du préciput de 75,000 livres , celle des aliments & de la provision adjudgée à la comtesse de *Bosfu* , par sentence de la rote.

Les autres chefs de conclusions que l'on prétendoit être étrangères au mariage , tendoient à la restitution des sommes que le duc de *Guise* avoit , disoit-on , reçues sur les biens de celle qu'il regardoit alors comme sa femme.

La guerre s'étant renouvelée entre les couronnes, le prince de *Berghes* partit le 20 août pour la Flandre. D'abord après son départ , Mademoiselle de *Guise* se pourvut encore à la cour , pour obtenir un arrêt , qui défendit de faire des poursuites ailleurs qu'au parlement , & de donner à *Honorée de Berghes* la qualité de *veuve de Henri de Lorraine*. Le même arrêt prononce encore un décret d'ajournement personnel contre l'huissier qui avoit signifié à Mademoiselle de *Guise* les demandes du prince de *Berghes*.

La guerre suspendit les poursuites du prince de *Berghes* : pendant le cours de cette guerre , Mademoiselle de *Guise* décéda. Le prince de *Berghes* forma opposition à son scellé. Elle avoit fait son testament ; elle laissoit pour héritière ,

*Mademoiselle*, du côté maternel ; & du côté , paternel , la *duchesse douairière d'Hanover*.

Henri de Lorraine , duc de *Guise* , étoit issu de germain de la mère de *Madame la princesse. Mademoiselle*, qui mourut ensuite , institua *Monsieur* , frère de *Louis XIV*, son cousin germain , pour héritier.

Le prince de *Berghes*, instruit de ces successions, eut l'honneur de voir *Monsieur* & *M. le prince*, & en obtint la permission de se pourvoir, Il prit une commission en la chancellerie, en vertu de laquelle il fit assigner, au parlement, *Monsieur* , frère unique du roi , *Monsieur le prince* , *Madame la princesse* , & *Madame la duchesse douairière d'Hanover*, comme héritiers & biens-tenans de *Mademoiselle de Guise*, pour reprendre l'instance pendante en la cour sur les appellations comme d'abus par elles interjetées , & voir dire que le prince de *Berghes* y fût reçu opposant.

Les parties assignées comparurent.

Ces appellations comme d'abus n'étoient interjetées que des procédures faites à la rote, *Monsieur le prince* y joignit un appel comme d'abus de la célébration du mariage fait à Bruxelles

*du Duc de Guise. 155*

le 16 novembre 1641, de la permission donnée par le curé de sainte Gudule de Bruxelles, & de la dispense de trois bans; & donna une requête, le 3 juin 1699, par laquelle il conclut à ce qu'en plaidant sur les appellations comme d'abus mentionnées dans les arrêts de 1665 & 1666, les parties fussent tenues de plaider sur l'appellation comme d'abus de la célébration du mariage, permission du curé, & dispense de bans; faisant droit sur les appellations comme d'abus, il fût dit qu'il a été mal, nullement & abusivement procédé & célébré, tant par le curé de Sainte-Gudule, que par le sieur Mansfeld, vicaire-général de l'armée; qu'il a été pareillement mal, nullement & abusivement procédé & jugé à la rote, & en conséquence que le prince de Berghes fût débouté de ses demandes & oppositions, avec dépens.

Le prince de Berghes, de son côté, forma une nouvelle demande de quelques sommes qui n'étoient pas comprises dans la première; & demanda que la liquidation de toutes celles qu'il vouloit se faire adjuger, même l'examen & la discussion des titres de créance, fussent renvoyés par-devant tel de

Messieurs qu'il plairoit à la cour de commettre.

M<sup>r</sup> Robert de Saint Martin , dans cette cause célèbre , défenseur de Monsieur & confor<sup>t</sup>s , divisa les moyens en trois parties.

La première partie comprend les appellations comme d'abus interjettées par Mademoiselle de Guise , & reprises par Monsieur , Monsieur le prince & Madame la duchesse d'Hanover. Elles ont pour objet les commissions de la rote , citations données en conséquence , sentences préparatoires , & sentence définitive du 9 juin 1666 , qui a déclaré le mariage dont il s'agit valable *ad quoscunque effectus* , pour toutes sortes d'effets. Il y a quatre moyens d'abus.

Le premier est la contravention à la pragmatique-sanction & au concordat , *Tit. de causis. Omnes & singula causa apud illos judices qui de jure aut consuetudine cognitionem habent in regno , terminari & finire debeant*. Toutes les causes , suivant le droit ordinaire de la connoissance des juges du royaume , y doivent être terminées. Le duc de Guise étoit né à Paris sujet du roi ; son domicile étoit à Paris ; il n'en avoit ja-

mais en d'autres : son voyage & son séjour en Flandres n'étoient que des égarements des premières années de sa vie. Il n'étoit à Bruxelles que comme un étranger , il avoit l'esprit de retour en France où étoit la situation de ses biens , de ses honneurs & de sa fortune ; il y est revenu , & il y est mort.

Ainsi la question de la validité , ou invalidité de son mariage , a dû être jugée & terminée en France. Et , quand la rote de Rome a voulu prononcer sur ce mariage , elle a excédé son pouvoir : son jugement est donc une contravention formelle au concordat , & par conséquent un abus (1).

Le second abus résulte de ce que , depuis la mort du duc *de Guise* , arrivée en 1664 , les juges d'église , ni à Rome , ni même en France , ne pouvoient plus connoître de la question

(1) Quand il s'agit , en France , de juger les causes de mariage qui surviennent entre les sujets du roi très-chrétien , il faut , qu'en première instance , l'affaire soit portée devant l'évêque , ou l'official des parties. Quand un seigneur de France , dit Papon , obtint , au commencement du dernier siècle , un bref du pape , pour tirer du tribunal de l'official de Paris une contestation survenue au su, et

de la validité ou invalidité de son mariage avec la comtesse *de Bossu* ; parce que le pouvoir qui appartient aux juges d'église , de connoître des causes de mariage , est limité au sacrement entre les deux personnes entre lesquelles il s'agit du lien du mariage , *de fœdere matrimonii*.

Mais , quand l'un des deux est décédé , la question d'état est relative au temporel , dont la connoissance appartient uniquement à la justice royale.

D'ailleurs , quand , entre le duc *de Guise* & la comtesse *de Bossu* , il y auroit eu procès pardevant des juges d'église en France , & qu'après avoir passé dans les premières juridictions ecclésiastiques , il auroit été porté à Rome ; le pape auroit dû déléguer des commissaires en France , & non pas les auditeurs de la rote de Rome.

de son mariage , & le faire commettre à l'archevêque de Lyon , & dix autres prélats du royaume qu'il pourroit choisir à sa volonté , il y avoit cette clause dans le bref , *qu'il étoit accordé non-obstant les privilèges de l'église gallicane , pour cette fois seulement , & du consentement du roi*. Conférences ecclésiastiques sur le mariage , tome 1 , livre 1 , conférence 1 , § 4.



*du Duc de Guise.* 159

Dans le fait , l'assignation donnée à Mademoiselle *de Guise* , à la requête de la comtesse *de Bossu* , étoit une action personnelle : cette action avoit pour objet les biens de la succession du duc *de Guise* ; ainsi elle ne pouvoit être portée à Rome , ni pardevant aucuns juges d'église , qui en étoient incompétents , suivant les articles 1 , 2 , 3 & 4 de l'ordonnance de 1539.

Il y a donc eu abus d'avoir cité à la rote Mademoiselle *de Guise* , tant en son nom , que comme tutrice de *Louis-Joseph duc de Guise* , son neveu.

Le troisième moyen d'abus résulte de ce que la comtesse *de Bossu* a continué sa procédure au mépris & au préjudice des défenses expresses portées par les arrêts du parlement des 31 mars , & 16 septembre 1665 , dont le dernier fait pareillement des défenses à Mademoiselle *de Guise* de procéder à la rote.

Ainsi ces procédures & cette sentence forment un attentat non-seulement contre l'ordre public des juridictions , mais encore contre l'autorité souveraine des arrêts de la cour ; ce qui est le plus grand de tous les abus.

Le quatrième moyen d'abus résulte de ce que la comtesse *de Bossu* a voulu

porter à la rote de Rome une cause dont la justice royale étoit saisie , par son propre fait , au moyen de l'opposition qu'elle avoit formée au scellé du duc *de Guise* , le 10 Juin 1664 , dans laquelle elle se qualifie *duchesse de Guise*. Mademoiselle *de Guise* avoit demandé main-levée de cette opposition , & soutenoit que la comtesse étoit mal fondée dans sa qualité de *duchesse de Guise*. Ainsi la justice ecclésiastique , ne pouvant jamais prendre connoissance des affaires dont la justice royale est saisie ; tout ce que la comtesse *de Bossu* a fait à la rote , depuis cette opposition , est un abus manifeste.

Le prince *de Berghes* objecte , en premier lieu , que c'étoit le duc *de Guise* qui s'étoit , le premier , pourvu à la rote , & qui avoit fait assigner la comtesse *de Bossu*.

*Réponse.* Premièrement , le consentement du duc *de Guise* n'a pu autoriser cette procédure. Le pouvoir des juges ne dépend point du consentement des parties , ni pour les juges établis dans le royaume , ni encore moins pour les juges qui sont hors le royaume. La disposition en est expresse dans les articles 31. , 44 & 45 des li.

bertés de l'église gallicane , sur lesquels les arrêts sont rapportés dans les preuves des libertés.

Secondement , le consentement du duc *de Guise* ne pouvoit produire aucun effet après sa mort. La nature de l'affaire avoit changé. Il ne s'agissoit plus *de fœdere matrimonii* , du lien du mariage , mais seulement des droits temporels. Jamais Mademoiselle *de Guise* n'a procédé à la rote. Ainsi le consentement du duc *de Guise* , nul en soi , étoit devenu caduc & inutile.

Troisièmement , la comtesse *de Bossu* n'a jamais voulu comparoître en justice ni avec le duc *de Guise* , ni avec ses héritiers. Quand le duc *de Guise* a voulu procéder à la rote , elle n'y a pas voulu procéder. Quand les héritiers du duc *de Guise* ont voulu procéder en France , la comtesse *de Bossu* est allée à Rome pour y surprendre une sentence par défaut. Ainsi , toute cette procédure est ; de la part de la comtesse *de Bossu* , irrégulière & abusive.

Le prince *de Berghes* objecte , en second lieu , que le concordat fait une exception : *Omnes causa, exceptis majoribus in jure denominatis* , & prétend que la question de ce mariage étoit une

cause majeure , & comme telle réservée à la cour de Rome.

*Réponse.* Premièrement , il n'a jamais été dit qu'une cause de mariage soit une cause majeure ; & au contraire , c'est une cause ordinaire entre les sujets du roi. Les causes majeures sont les érections , translations d'évêchés , absolutions en certain cas ; crimes d'hérésie , dispenses de parenté en certains degrés ; & autres choses de cette qualité , dont le pouvoir est attribué au saint Siège , en y procédant canoniquement. Ainsi la question de la validité ou de l'invalidité d'un mariage d'un sujet du roi , n'est point comprise dans ce qu'on appelle cause majeure.

Secondement , si quelquefois les papes ont pris connoissance des causes de mariages des rois & autres souverains , ce n'est pas une conséquence pour les sujets du roi ; & même , en ce cas , les papes ont commis des archevêques ou évêques sur les lieux , pour en connoître : & jamais cela n'a été porté à la rote de Rome , qui est le tribunal de la justice des papes comme princes temporels , & non pas comme chefs de l'église.

Le prince de Berghes objecte , en

*du Duc de Guise.* 163

troisième lieu , que la comtesse de Bossu n'a point eu connoissance des arrêts de la cour des 31 mars , 16 septembre 1665 , & 10 décembre 1666.

*Réponse.* Premièrement ces arrêts ont été signifiés à *Baudouin* , procureur au châtelet , chez qui elle avoit élu son domicile , & encore aux sergens porteurs des commissions & citations de la comtesse de Bossu.

Secondement , ces arrêts ont été publiés dans toutes les communautés des huissiers , sergens & notaires.

Troisièmement , la comtesse de Bossu a si bien connu ces arrêts , qu'elle y a obéi , qu'elle n'a jamais fait signifier les sentences de la rote des 31 mai 1656 , & 9 juin 1666 , & n'a jamais formé d'opposition à ces arrêts , parce qu'elle sçavoit bien qu'elle y étoit mal fondée.

Le cinquième moyen d'abus résulte de la sentence par défaut du 13 mai 1656 , qui a adjugé une provision alimentaire de 1500 livres par mois. Les juges d'église ne peuvent pas prononcer sur le temporel. Quand , en France , les officiaux ont entrepris de donner de pareilles sentences , le parlement les a toujours déclarées abusives. A plus forte raison y a-t-il abus dans une

sentence rendue à la rote sur ces objets. C'est une entreprise d'une juridiction étrangère sur le temporel du royaume, où sont situés les biens du duc de Guise (1).

La sentence du 9 juin 1666, aussi rendue par défaut, est pleine d'une infinité d'abus.

Premièrement, elle porte que les procureurs du duc de Guise seroient tenus d'occuper, même depuis sa mort; ce qui est contre les premiers principes du droit.

Secondement, elle porte que Mademoiselle de Guise n'ayant point comparu, l'auditeur de rote a nommé un procureur pour elle: *Pompeio Torcio ad hanc litem à nabis electo*. Ce qui est inoui contre l'ordre judiciaire & même

(1) *In Galliâ nullo modo potest judex ecclesiasticus, nequidem accessoriè, de dote cognoscere.* Molinæus ad cap. prudentia de donat. inter vir, & uxor. Simul atque pontificius juridicus super sœdere functus est officio, nullum illi superest de dote judicium, pactisve conjugaliibus aut arrabone, caterisque hujusmodi pactorum connubialium appendicibus: Pontificio enim juridico pronuntiante super eo quod interest ob non impletum pactum nuptiale, locum esse provocationi ad senatum pluribus arrestis judicatum est. Chop. l. 2 poliz. c. 1, num. 15.

contre routes les règles de la liberté naturelle. Un procureur est un homme de confiance. Qui jamais a imaginé de disposer de la confiance d'un autre, & de la placer à son insçu ?

Troisièmement, la sentence porte qu'il ne sera pas permis d'en interjeter appel. Où les juges de la rote ont-ils pris le pouvoir d'empêcher les sujets du roi de recourir à sa justice souveraine, contre les injustices qu'ils pourroient éprouver de la part de ce tribunal ?

Quatrièmement, cette sentence contient cette ancienne erreur de la juridiction ecclésiastique, qui menaçoit d'anathème ceux qui n'y obéiroient pas : erreur qui a tant de fois été réprouvée & condamnée par des arrêts de la cour.

Cinquièmement, cette sentence déclare le mariage dont il s'agit *validum & legitimum ad quoscumque effectus*, valide & légitime pour toutes sortes d'effets. Ensorte qu'elle prononce sur les effets civils, qui regardent le temporel du royaume. De-là, il suit qu'elle est infectée de plusieurs abus également contraires aux droits du roi, aux loix de l'état, à l'autorité de la cour, à la pro-

cédure judiciaire , & à l'ordre public des juridictions.

La seconde partie de la cause comprend les abus qui se rencontrent dans la prétendue célébration de mariage dont il s'agit.

Il y en a cinq principaux. Le défaut de présence du propre curé; le défaut de témoins ; le défaut de publication de bans ; le défaut de bénédiction & de solennité de l'église ; & le vice essentiel de la clandestinité.

Dans le droit, à l'égard de la présence du curé, la loi est constante, écrite dans le chapitre premier, sess. 24 , de *reformatione matrimonii* , du concile de Trente.

La France a adopté cette disposition du concile , en l'insérant dans les ordonnances de 1580, 1639, & 1697. Elle est pareillement observée à Bruxelles en vertu d'un concile provincial tenu à Malines en 1570 qui porte ces termes ; *Quæ de sponsalibus & matrimonii per concilium Tridentinum decreta sunt , eadem provincialis synodus hæc non innovat.* Ce que le concile de Trente a ordonné sur les fiançailles & sur les mariages ; le concile provincial n'y apporte aucun changement.



Dans le fait , *Charles Mansfeld* qui , dans son certificat , dit que ce mariage a été célébré en sa présence , n'étoit point curé. Il n'avoit donc pas par lui-même , le pouvoir de célébrer ce mariage.

Mais, dit-on , il y étoit autorisé, tant par la permission que le curé lui avoit donnée, & qui est transcrite au haut du certificat dont on a parlé , que par la qualité de subdélégué de la délégation apostolique dans les armées du roi d'Espagne en Flandres.

Contre la permission du curé de Sainte-Gudule , il y a plusieurs moyens qui en détruisent l'effet.

*Premier moyen.* Le curé de sainte-Gudule pouvoit donner une permission par rapport à la comtesse de *Bossu* , qui étoit sa paroissienne ; mais il n'en pouvoit donner par rapport au duc de *Guise* , qui n'étoit point son paroissien , & qui , n'ayant point d'autre domicile que l'hôtel de *Guise* à Paris , n'avoit point d'autre paroisse que celle de saint-Jean-en-grève de cette ville. L'article premier de l'ordonnance de 1639 porte : *Faisons très-expresses défenses à tous prêtres , tant séculiers que réguliers , de célébrer aucun mariage qu'entre leurs*

*vrais & ordinaires paroissiens , sans la permission par écrit des curés des parues , ou de l'évêque diocésain , non-obstant les coutumes immémoriales & privilèges que l'on pourroit alléguer au contraire. Ainsi la permission du curé de la comtesse de Bossu , sans la permission du curé du duc de Guise , étoit invalide.*

*Le second moyen résulte de ce que le duc de Guise étant à Bruxelles en qualité d'étranger , un curé ne pouvoit le marier sans la permission expresse & par écrit de l'archevêque de Malines , suivant la loi écrite dans le concile de Trente , sess. 24 , chap. 7 , & dans le même concile de Malines , au titre de *sponsalibus* , & qui est encore répétée dans le concile provincial de Cambrai , tenu en même-tems , titre 11 , chap. 2.*

*Le sieur Mansfeld sçavoit bien que le duc de Guise étoit François ; par conséquent étranger à Bruxelles , puisqu'il le qualifie *Henri de Lorraine duc de Guise*. Ainsi le curé de sainte-Gudule , ne pouvant valablement le marier sans la permission par écrit de l'archevêque de Malines , la permission du curé ne donnoit pas au sieur Mansfeld un pouvoir que le curé n'avoit pas lui-même ;*

& cette négligence de recourir à l'autorité de l'archevêque de Malines, étoit d'autant moins excusable, que ce prélat étoit alors à Bruxelles, à l'occasion de la mort du cardinal Infant, qui y mourut le 9 novembre 1641, & dont il célébra lui-même les funérailles, le 15 du même mois.

*Troisième moyen.* Le duc de Guise ; ni la comtesse de Bossu n'étant point nommés dans la permission, elle est abusive en soi ; & le sieur Mansfeld n'a pu s'en servir que dans un esprit de fraude, qui rend tout ce qu'il a fait nul & de nul effet.

L'abus qui vicie intrinsèquement la permission se présente d'abord. C'est une permission particulière, laquelle, ne contenant ni les noms, ni les qualités des personnes pour qui elle est accordée, est un acte incertain, & par conséquent nul suivant le principe : *actus incerti nulli sunt.*

Si ce principe a lieu dans les affaires temporelles, comme pour les tutelles, les donations, les legs, les ventes, & autres actes ; à plus forte raison a-t-il lieu pour les affaires ecclésiastiques. Si un évêque donnoit un dimissoire à un homme sans le nommer, s'il donnoit

S'ils ne l'ont pas demandée , comment est-il possible qu'on ait pu se servir , à leur égard , d'une permission où ils ne sont point nommés , & qu'ils n'avoient pas demandée ?

La permission ne porte point qu'il y ait eu aucun bans publiés dans la paroisse de Sainte-Gudule : elle ne porte aucunes conditions d'observer les formes prescrites par les canons ; elle n'est point transcrite sur les registres des mariages de Sainte-Gudule , comme le prescrit l'article premier de l'ordonnance de 1639 ; elle est sous seing privé ; elle est du même jour , 16 novembre 1641 , que la prétendue célébration.

Ainsi cette permission , étant abusive en soi , surprise par un esprit de fraude , contraire à la cause finale du concile , & dénuée de toutes les circonstances d'un acte légitime ; bien loin d'autoriser le sieur *Mansfeld* , fait voir qu'il a abusé de cet écrit , & qu'il n'a eu aucun pouvoir légitime de célébrer ce mariage , qui , par conséquent , a été fait sans la présence du propre curé , & sans sa permission légitime.

Quant au prétendu pouvoir du sieur *Mansfeld* , en qualité de vicaire mili-

taire dans les armées du roi d'Espagne & en Flandres , il est aussi mal fondé par plusieurs moyens.

*Premier moyen.* La bulle du pape *Urbain V<sup>III</sup>* , sur laquelle le sieur *Mansfeld* fonde son pouvoir , est uniquement relative aux secours spirituels dont une armée peut avoir besoin pour les Sacrements de l'Eucharistie & de la Pénitence , pour absoudre de tous les cas , même réservés ; consacrer des autels portatifs ; bénir des églises pol-lues ; exercer la juridiction sur ceux qui sont dans les camps & armées , & qui , ne pouvant en sortir , ni tra-verser les passages fermés pendant la guerre , ne peuvent s'adresser à des pasteurs ordinaires : mais elle ne parle point du Sacrement de mariage , & encore moins du pouvoir de le célébrer , ni de suppléer à la présence du propre curé , à la publication des bans , & aux autres solemnités requises par les con-ciles & les ordonnances des rois.

Tous les canonistes distinguent les Sacrements de nécessité , comme l'Eucharistie & la Pénitence , des Sacrements de choix & de volonté , comme l'Ordre & le Mariage. L'on ne dira pas que le sieur *Mansfeld* eût le pou-

fant, décédé le 9 du mois de novembre 1641, dans Bruxelles, dont l'archevêque célébra, on le répète, les obseques, le 15 du même mois, veille du jour de la célébration du mariage. Ainsi le sieur *Mansfeld* n'avoit ni juridiction, ni pouvoir.

Le quatrième moyen est que, ni la comtesse de *Bossu*, ni le duc de *Guise* ne peuvent être compris sous le terme *militantes*.

A l'égard de la comtesse de *Bossu*, qui n'avoit jamais été à l'armée, de quel droit le sieur *Mansfeld* avoit-il pouvoir de célébrer son mariage ?

A l'égard du duc de *Guise*, il n'a jamais été engagé dans l'armée du roi d'Espagne; il n'étoit point son sujet; il étoit encore actuellement archevêque de Reims, abbé de Saint-Denis, & de plusieurs autres abbayes; il commandoit un corps d'armée des troupes de l'Empereur. Dans un passe-port que le prince de *Berghes* a communiqué, donné par le duc de *Guise*, le 2 décembre 1641, il est qualifié *Henri de Lorraine, duc de Guise, général de la ligue confédérée, commandant les armées de sa majesté Impériale aux Pays-Bas*. Ainsi une personne de sa qualité, & du rang qu'il

tenoit alors , ne peut être confondue dans une clause générale de *militantes* : *Digniores persona sub clausulâ generalî non includantur*. Des personnes d'une si grande dignité ne sont point renfermées dans une clause si générale.

Quand le sieur *Mansfeld* auroit eu pouvoir de célébrer quelques mariages dans l'armée , cela s'entendrait , tout au plus , d'un mariage d'un soldat avec une vivandière : mais que cela s'entende d'un pair de France , chef d'armée , archevêque & abbé ; c'est ce qui ne tombera dans l'esprit de personne , principalement si l'on considère que cette bulle est de l'année 1626 , qu'elle parle des armées commandées par le Marquis de *Spinola* , qui étoit mort long - tems avant l'année 1641.

Il est donc constant que le sieur *Mansfeld* n'a eu aucun pouvoir de célébrer ce mariage , ni par la permission du curé de Sainte - Gudule , ni comme vicaire militaire ; que c'est , par conséquent , un mariage fait hors la présence du propre curé , & , par conséquent , nul & abusif.

Le second moyen d'abus , qui est le défaut de témoins , résulte de la seule lecture du certificat du sieur *Mansfeld*,

qui est signé de lui seul ; en sorte que toute la foi de la vérité & de l'existence de ce mariage, roule uniquement sur le seul témoignage du sieur *Mansfeld* : ce qui est contre toutes les loix divines & humaines, & contre la disposition expresse du concile, qui demande deux ou trois témoins dignes de foi ; & de nos ordonnances qui en demandent quatre.

Il est vrai que le certificat porte que ce mariage s'est fait en présence de la comtesse de *Grimberghe*, mere ; du comte de *Minghen*, oncle de la comtesse de *Bosfu*, & des sieurs *Happart* & *Vendevel*, chanoines d'Anvers & de Cambrai. Mais, ni ces quatre personnes, ni le duc de *Guise*, ni la comtesse de *Bosfu* n'ont signé ce certificat. Ainsi ce n'est qu'une énonciation, & non pas une preuve.

Tout réside donc en la seule signature du sieur *Mansfeld* ; ce qui ne peut être autorisé en justice dans une affaire de l'importante de celle dont il s'agit, principalement dans un acte qui vient d'un pays étranger, & qui émane d'une main aussi suspecte, que celle du sieur *Mansfeld*.

Le prince de *Berghes* a fait deux objections ; la première, que, suivant



l'usage des Pays-Bas, les témoins ne signent point : & la seconde, que ce mariage est inscrit sur le registre des mariages de la paroisse de Sainte-Gudule.

On répond premièrement, à l'égard de ce prétendu usage, qu'il n'est justifié que par un certificat de quelques curés de Bruxelles du 12 décembre 1698, depuis que le procès dont il s'agit a été intenté. Ainsi, outre que des certificats de cette qualité ne sont d'aucune considération en Justice, il est évident que c'est un effet du crédit du prince de Berghes, gouverneur de Bruxelles qui a extorqué ce certificat, pour s'en faire une preuve dans le procès dont il s'agit.

D'ailleurs, le certificat de ces curés suppose un mariage célébré par le propre pasteur. Mais il s'agit ici d'un mariage célébré par un autre prêtre, qui n'avoit aucun caractère public. Ainsi ce prétendu usage ne suppléeroit pas au défaut de la preuve, qui doit être complète, & qui ne peut jamais être formée par le certificat, ou la déposition d'un seul homme sans caractère public paroît dans un mariage où l'on a violé les principales règles.

Enfin, ce prétendu usage pourroit

être bon entre les Flamands ; mais il n'a aucune force entre une Flamande & un François. Il falloit arranger les choses de manière que l'acte pût avoir foi en France.

On répond , en second lieu , à l'égard de l'inscription sur le registre : premièrement , ce registre n'a point été apporté à la cour. Ainsi tout ce qui en est cité par le prince de *Berghes* ne mérite aucune croyance : & quand il a fait plaider que l'acte de ce mariage étoit écrit de la main du curé de *Sainte-Gudule* , c'est une allégation sans aucune preuve.

Secondement , ce qui est écrit sur le registre est encore signé du sieur *Mansfeld* seul. Ainsi , quand il seroit vrai ( ce qui ne paroît pas ) que le curé eût écrit ce mariage sur son registre , il seroit vrai , en même-tems , qu'il n'auroit pas voulu engager sa foi pour cet acte , mais seulement l'abandonner sous la foi du sieur *Mansfeld* , qui a écrit au bas : *Ita est* , CAROLUS A MANSFELD.

Troisièmement , ce qui est écrit sur ce registre ne se rapporte point au certificat donné par le sieur *Mansfeld* , le 30 novembre 1641 , dans un point essentiel. Le registre ne fait aucune mention , ni de la publication des bans ;

ni d'aucune dispense de cette publication ; il en est seulement parlé dans le certificat du sieur *Mansfeld* , qui dit avoir accordé la dispense de trois bans. Ainsi cette contradiction , entre le registre & le certificat , détruit la foi de l'un & de l'autre.

Quatrièmement , dans une copie figurée de ce registre compulsé contradictoirement avec le prince *de Berghes* , il paroît que ce mariage a été inscrit sur ce registre après coup : car , par l'ordre de l'écriture , ce prétendu mariage , daté du 16 novembre 1641 , est après d'autres mariages datés des 25 novembre 1641 , & 6 février 1642 ; ce qui fait voir que cette mention du mariage dont il s'agit n'a été mise dans ce registre qu'après coup.

Cinquièmement , ce qui est sur ce registre ne peut produire plus d'effet que le certificat du sieur *Mansfeld* ; & si , aux termes du certificat , il y a des abus , comme l'on n'en peut pas douter , ils ne sont pas couverts par l'énonciation dans le registre.

Le troisième moyen d'abus résulte du défaut de publication de bans , soit dans la paroisse de Saint-Jean à Paris , qui étoit la paroisse du duc *de Guise* ,

soit dans la paroisse de Sainte-Gudule à Bruxelles, qui étoit celle de la comtesse de Bossu; & de la dispense abusive de trois bans, énoncée dans le certificat du sieur *Mansfeld*, comme donnée par lui pour causes qui l'ont déterminé : *Fat. à à nobis proclamationum dispensatione, ob causas animum nostrum moventes.*

L'abus de la dispense de trois bans est fondé sur le concile de Trente, *loco sup. citato*, qui ne donne qu'aux archevêques & évêques le pouvoir de l'accorder; & sur l'ordonnance de Blois, qui veut qu'ils n'usent de ce pouvoir, que pour des causes légitimes, & à la réquisition des plus proches parents des parties contractantes.

Ainsi le sieur *Mansfeld* n'a point eu le pouvoir d'accorder cette dispense: & il ne pouvoit pas se l'arroger comme subdélégué du Saint-Siège. Les termes de la bulle du pape *Urbain VIII*, qui n'en fait aucune mention, l'en excluoient. D'ailleurs, quand les archevêques & évêques donnent la dispense des bans, c'est en vertu de l'autorité qui leur appartient dans leurs diocèses comme ordinaires, & non point comme délégués du Saint-Siège. Or le pape

n'a pas le droit de se faire substituer, ni de déléguer pour les fonctions qui ne lui appartiennent pas, & qui sont attachées à la qualité d'ordinaires.

A l'égard du défaut de publication de bans, c'est un abus dans la célébration de ce mariage; puisque c'est une contravention au concile, & à l'ordonnance, qui requièrent cette publication, pour rendre les mariages solennels & valables; &, quoique cette publication de bans ne soit pas répétée dans les clauses irritantes du décret du concile, elle ne laisse pas de faire partie des solennités qu'il a requises. C'est une loi dont les magistrats se servent, suivant les différentes circonstances des affaires qui se présentent, & qui, par la jurisprudence des arrêts, a toujours servi d'un moyen d'abus dans deux circonstances qui se rencontrent dans l'espece dont il s'agit.

La première, lorsqu'il paroît que l'on a esquivé cette solennité, dans la crainte de provoquer des oppositions qui auroient empêché le mariage: car alors la loi se venge du mépris qu'on a fait de sa disposition & de son autorité. On ne peut pas douter que, s'il y avoit eu des bans publiés, soit à Paris,

soit même à Bruxelles, la duchesse de *Guise*, mère du duc de *Guise*, ne s'y fût opposée, & n'eût empêché ce mariage; les parens, les amis du duc de *Guise* l'en auroient détourné; le duc de *Guise* lui-même se seroit garanti de la surprise qui lui fut faite par la comtesse de *Bossu*.

La seconde circonstance résulte de l'âge qu'avoit alors le duc de *Guise*, & de ses rapports physiques & moraux. Quand un enfant de famille, qui n'a pas atteint l'âge de trente ans, se marie contre le gré & à l'insçu de ses parens, le défaut de publication de bans dégénère alors en un rapt, & opère une clandestinité qui produisent un moyen d'abus invincible.

Cela est fondé sur l'ordonnance de 1556, & sur toutes celles qui ont été faites, depuis, au sujet des mariages; sur les anciens arrêts de *Machaut* & de la *Marguerie*, & sur les nouveaux arrêts de *Senecq*, *Charlet*, *Brion*, & une infinité d'autres.

Le duc de *Guise*, en 1641, n'avoit que 27 ans; il avoit sa mère vivante, il n'avoit point d'autre domicile que l'hôtel de *Guise*. Par ce défaut de publication de bans, on lui enleve son

*du Duc de Guise.* 185

fils aîné , chef de sa famille ; on le dérobe à sa patrie & à sa mère , avant qu'elle en ait eu aucune nouvelle. Elle s'est plaint de ce mariage : ses procurations de 1644 & 1645 , rapportées en bonne forme , justifient qu'elle n'a jamais voulu reconnoître la comtesse de Bossu. Ainsi ce défaut de publication de bans se trouve dans les circonstances dans lesquelles il a toujours été jugé un moyen d'abus.

Le quatrième moyen d'abus est fondé sur le défaut de bénédiction nuptiale & de solennité dans l'église.

Ce moyen résulte du certificat du sieur *Mansfeld* , qui porte , *presati de verbo de presenti celebrant matrimonium*. Le sieur *Mansfeld* ne dit point qu'il ait donné la bénédiction nuptiale , ni que ce mariage ait été célébré dans une église , chapelle ou oratoire.

Dans le droit , les mariages par paroles de présent sont expressément prohibés par l'article 44 de l'ordonnance de Blois. Le concile de Trente porte que le prêtre prononcera la bénédiction , *ego vos conjungo* , dans l'église , *intra missarum solemnities*. L'omission de toutes ces solennités ne donne aucune idée d'un mariage : ce n'en est , tout au plus ,

que la figure. On a dit que le sieur *Mansfeld* avoit administré le sacrement de mariage , & que la célébration s'étoit faite dans la chapelle de l'hôtel de Grimberghe. Mais , outre que le duc de *Guise* étoit seul , sans être assisté d'aucun parent , ami , ni même d'aucun officier ou domestique de sa maison ; si la scène s'étoit passée dans l'hôtel de Grimberghe , cette circonstance prouveroit la séduction exercée contre le duc de *Guise* : séduction dont il s'est toujours plaint.

Mais le certificat du sieur *Mansfeld* , auquel on ne peut rien ajouter , ne fait aucune mention de bénédiction nuptiale , ni de la chapelle : c'est une allégation sans preuve , qui tombe d'elle-même.

Le cinquième moyen d'abus est la clandestinité de ce mariage , qui est prouvée par plusieurs circonstances.

Premièrement , par l'obmission de toutes les solemnités , de présence du curé , de bans , & de bénédiction nuptiale.

Secondement , par la précipitation des actes qui sont tous du même jour. Le contrat de mariage , la permission du curé de *Sainte-Gudule* , la dispense



des bans, l'acte de la célébration ; tout cela n'a qu'une même date, 16 novembre 1641.

Troisièmement , le complot fait pour surprendre & séduire le duc *de Guise* seul , à qui l'on fait signer un contrat de mariage sans appeller même un notaire. Cet acte est un écrit sous seing-privé , qui n'est point fait double , dont la minute originale est, en même-tems , emportée par la comtesse *de Bossu* ; écrit par lequel on fait promettre par le duc *de Guise* des avantages excessifs à la comtesse *de Bossu* , un douaire de cinquante mille livres par an , qui est plus fort que celui qui se donne aux princesses du sang , même aux filles de France ; une chambre étoffée , & des pierreries pour 75,000 livres , pendant que , de la part de la comtesse *de Bossu* , elle n'apporte rien en mariage , & que l'on se contente de dire qu'elle sera tenue de donner notice de ses biens , ce qui n'a jamais été fait : & on ajoute que , si la comtesse *de Bossu* meurt sans enfans , tous ses biens retourneront à ses héritiers collatéraux , sans aucune charge de dettes.

Enfin l'état du duc *de Guise* , étranger , fugitif à Bruxelles , condamné à

mort en France pour crime de lèse-majesté , comme ayant les armes à la main contre le roi , encore titulaire de l'archevêché de Reims , & de cinq ou six abbayes ; tout cela , joint aux réclamations du duc de *Guise* contre ce mariage , au procès porté à la rote , au voyage du duc de *Guise* à Rome , à sa plainte de 1655 , fait un amas de plusieurs circonstances , dont une seule prouveroit qu'il a été fait contre l'esprit & la décision du concile de Trente ; mais qui , toutes ensemble , prouvent un mariage qui n'en a été que la figure , & dans lequel toutes les loix divines & humaines ont été également violées.

L'église réprouve ces sortes de mariages : le concile déclare , *nullos & irritos* , nuls & sans effet , ceux qui sont faits sans la présence du propre curé , ou sans sa permission , ou celle de l'évêque , avec deux ou trois témoins. Ainsi le prétendu mariage dont il s'agit , dans lequel on a caché au curé même le nom des parties , est le plus abusif qui ait jamais paru aux yeux du public , & à la lumière de la justice.

Le prince de *Berghes* a objecté des fins de non-recevoir , & au fonds s'est défendu par les usages des Pays-bas ,

l'autorité du vicaire apostolique , des lettres missives du duc de *Guise* , de *Madame Marguerite de Lorraine* , *duchesse d'Orléans* , de feu *Mademoiselle* , & même de feu *Monsieur le Prince* , dans lesquelles il prétend avoir des preuves que la comtesse de *Bossu* avoit été reconnue pour *duchesse de Guise* ; à quoi il ajoute un passe - port qu'elle avoit obtenu en 1652 , pour aller en Espagne , où elle est pareillement qualifiée *duchesse de Guise* ; & plusieurs autres lettres , dans lesquelles on lui a donné la même qualité.

Quant aux prétendues fins de non-recevoir , il ne peut y en avoir aucune ; premièrement , parce que le duc de *Guise* & ses héritiers ont toujours soutenu la nullité de ce mariage depuis 1643 , époque de son retour en France , jusqu'à présent. Cela est prouvé par le procès porté à la rote , qui est demeuré indécijs jusqu'à la mort du duc de *Guise* , comme il est justifié par la plainte rendue en 1655 , & même par toutes les lettres produites par le prince de *Berghe*s , qui retentissent par-tout de ce procès ; par les appellations comme d'abus interjettées par *Mademoiselle de Guise* , non-seulement des citations

à la rote , mais encore de la sentence du 9 juin 1666 , qui avoit déclaré ce mariage valable.

Le prince de *Berghes* a assigné *Monsieur & consorts* en reprise des appellations comme d'abus. Comment peut-il donc dire qu'ils ne sont pas parties capables , puisque lui-même les a reconnues parties nécessaires pour le Jugement de ces appellations ? Si *Monsieur & consorts* n'ont pas plutôt interjeté appel comme d'abus de la célébration , c'est parce qu'ils n'ont eu connoissance du certificat du sieur *Mansfeld* qu'en 1699 , qu'il a été collationné devant *M. Robert* , conseiller , au mois de mars dernier. Cet appel comme d'abus est le même procès qui a été commencé par le duc de *Guise* , continué par *Mademoiselle de Guise* , & repris par les héritiers.

Secondement , cet appel comme d'abus est la défense des héritiers de *Mademoiselle de Guise* contre les demandes du prince de *Berghes* : ainsi ils sont en droit de s'en servir ; & l'on ne peut opposer aucune fin de non-recevoir , suivant la maxime , *qua sunt temporalia ad agendum ; sunt perpetua ad excipiendum*. Les moyens qui ne se pres-

crivent point pour l'action , sont imprescriptibles pour l'exception.

Au fonds , tous les moyens proposés par le prince *de Berghes* ne méritent aucune considération ; & les certificats qu'il rapporte ne peuvent faire aucune impression.

Ceux de l'archevêque de Malines du 24 octobre 1643 , & 15 novembre 1646 , avec l'addition de 1652 , sont des actes visiblement surpris après coup. Ils n'expriment autre chose , que la façon de penser de l'archevêque de Malines sur ce mariage , sur lequel il s'est expliqué dans un tems qu'il n'étoit point juge du procès , le duc *de Guise* étant alors de retour en France.

Enfin , dans tous ces actes , il n'est fait aucune mention que les sollemnités , qui avoient été omises en 1641 , aient été depuis suppléées par aucune nouvelle célébration : en sorte que ce ne sont que des certificats mendés , accordés aux sollicitations des parents de la comtesse *de Bossu*.

Tous les autres certificats rapportés par le prince *de Berghes* , ne sont que de l'année 1699 ; les uns de quelques curés de Bruxelles , qui disent qu'ils tiennent tous les mariages faits par les

vicaires militaires bons : les autres de quelques avocats de Bruxelles , qui disent que les contrats de mariage ne se passent point pardevant notaires ; & enfin un certificat de l'archevêque de Malines , qui porte que ceux qui ont le pouvoir de dispenser des bans , peuvent les suppléer en célébrant les mariages.

A l'égard des certificats des curés & des avocats , on répond premièrement que des actes de cette qualité ne peuvent faire foi en justice. Ils sont évidemment mendiés , & accordés au crédit du gouverneur du pays , pour en faire usage dans le procès dont il s'agit.

Secondement , ces actes contiennent des erreurs manifestes , puisque les vicaires militaires n'ont aucun pouvoir de célébrer les mariages , ni de dispenser des bans , moins encore quand les armées ne sont pas assemblées , & que les soldats ou officiers sont dans les villes où ils peuvent avoir recours aux ordinaires.

A l'égard du dernier certificat de l'archevêque de Malines du 30 janvier 1699 , il n'a aucune application au fait dont il s'agit. Cet écrit porte que ceux qui ont droit de dispenser des bans , peuvent les suppléer en célébrant les

les mariages ; mais il ne dit pas qu'un vicaire militaire ait droit de dispenser des trois bans , ni de célébrer des mariages.

Ainsi tous ces certificats sont des actes inutiles , qui ne peuvent couvrir des nullités essentielles.

A l'égard des prétendues reconnoissances par lettres missives , & autres actes , on répond premièrement que toutes ces reconnoissances sont inutiles. Il faut remonter au principe. Les nullités d'un mariage ne se réparent point par des lettres missives , ni par des qualités prises dans des actes , tels qu'ils puissent être.

Secondement , la comtesse *de Bossu* n'a eu aucun acte authentique qui établisse la reconnoissance & la possession dont on veut se prévaloir pour elle. Toutes les lettres missives que produit le prince *de Berghes* ne sont que des compliments de personnes qui paroissent bien intentionnées pour la comtesse *de Bossu*. Mais des lettres missives sont souvent des témoignages fort trompeurs ; & ceux qui les ont écrites les désavoueroient eux-mêmes , s'ils sçavoient qu'on s'en voulût servir en justice.

Ces lettres d'ailleurs ont rapport à un procès; ainsi elles prouvent que le mariage dont il s'agit étoit contesté: elles ne forment donc pas une reconnaissance.

Quand on parle d'une reconnaissance, cela s'entend d'un partage, d'une transaction, ou de quelqu'autre acte de famille: mais non pas de lettres missives, quoiqu'elles soient de personnes de la même famille. Il faudroit, au moins, qu'elles fussent appuyées sur des actes judiciaires, ou des actes extrajudiciaires.

Troisièmement, en examinant ces lettres, elles ne renferment rien dont le prince de *Berghes* puisse tirer aucun avantage. Le principal fait qu'elles attestent, est que la Reine mère avoit donné le tabouret à la comtesse de *Bossu*. Mais ce fait, ayant été éclairci, se trouve n'être pas véritable; &, au contraire, la comtesse de *Bossu* n'a jamais eu l'honneur de voir la reine mère qu'une seule fois au Val-de-Grace, où elle fut introduite à la faveur de quelques religieuses, où elle demeura debout, & fut appelée la comtesse de *Bossu*, & jamais duchesse de *Guise*: & de même dans les couvents de Mont-



martrre & de Charonne, elle n'a jamais été appelée que la comtesse *de Bossu*.

Les lettres du duc *de Guise* ont fini au commencement de 1644. Par ces lettres, il l'éloigne toujours d'auprès de lui, la détourne de venir en France. Et quand on voit qu'aussi-tôt qu'il fut revenu dans le royaume, & qu'il eut obtenu sa grace du roi, il chercha des moyens pour se pourvoir contre ce mariage; & que, sur l'avis des plus habiles théologiens & des plus célèbres avocats, il entreprit le procès; on ne peut pas douter que ses véritables sentimens n'aient été de ne jamais reconnaître la comtesse *de Bossu* pour sa femme; & qu'il a, au contraire, toujours songé à implorer le secours des loix contre la surprise qui lui avoit été faite.

Les lettres de Madame la *Duchesse d'Orleans* sont inutiles, parce qu'alors elle n'étoit pas informée des circonstances de ce mariage; & elle étoit prévenue en faveur de la comtesse *de Bossu* à tel point qu'elle l'appelle sa sœur, quoiqu'elle ne fût point sa parente, & que le duc *de Guise* n'eût l'honneur de lui appartenir que de fort loin.

Les lettres de *Mademoiselle* ne sont

écrites qu'en 1653, dans un tems où cette princesse ignoroit les faits, & ne connoissoit pas les vices dont ce prétendu mariage étoit infecté. Mais, depuis, elle a même obtenu l'arrêt du 10 décembre 1666, qui fait défense à la comtesse de Bossu de se qualifier veuve du duc de Guise.

La lettre de M. le Prince, écrite en Flandres en 1655, est une réponse à une lettre que lui avoit écrite la comtesse de Bossu dans un pays où elle pouvoit prendre impunément la qualité de duchesse de Guise, d'autant qu'il n'y avoit personne qui eût intérêt de la lui contester; & d'ailleurs cette lettre n'a aucun rapport au procès dont il s'agit.

A l'égard du passe-port de 1652, c'est un de ces actes qui se délivrent sans connoissance de cause, & dont, par conséquent, on ne peut tirer aucune induction.

Quatrièmement, Monsieur & ses sorts prouvent, au contraire, que jamais la comtesse de Bossu n'a été connue, ni désignée en France sous la qualité de comtesse de Bossu.

Au premier voyage qu'elle y fit l'année 1652, le duc de Guise

*du Duc de Guise.* 197

encore en prison à Madrid ; & tout ce que l'on auroit pu faire , sans lui , étoit inutile. En effet elle s'en retourna en Flandres , sans rien obtenir , ni de madame *de Guise* la mère qui vivoit encore , ni de M. le duc *de Joyeuse* , frère du duc *de Guise*.

Au second voyage qu'elle fit en 1665 , après le retour du duc *de Guise* , elle ne put pareillement rien obtenir , ni du duc *de Guise* , ni de qui que ce soit. Tout son crédit aboutit à avoir une retraite dans le couvent de Charronne , & à être renvoyée en Flandres.

Le duc *de Guise* , bien loin de la reconnoître , rendit contre elle une plainte au lieutenant - criminel du châtelet , le 8 novembre 1655 , sur laquelle ce magistrat procéda à une information qui contient la preuve de la conduite déréglée de la comtesse *de Bossu*.

Depuis cet acte , elle n'a jamais reparu en France , & n'y a fait d'autre procédure , que l'opposition du 10 juin 1664 , au scellé du duc *de Guise* , qu'elle abandonna pour s'aller pourvoir à la rote. C'est ce qui donna lieu à Mademoiselle *de Guise* d'obtenir les arrêts de 1665 & 1666 , qui font dé-

fenfes à la comteſſe de *Boffu* de ſe qualifier *ducheſſe de Guiſe* , & qui caſſent la ſentence de la rote : arrêts auxquels la comteſſe de *Boffu* n'a jamais formé oppoſition.

Si elle a obtenu des ſentences à la rote , ce n'a été que par défaut : elle n'a jamais oſé les faire ſignifier en France , ni celle de 1656 , ni celle de 1666. Elle n'a jamais formé aucune demande , ni pour douaire , ni pour *chambre étoffée* , ni pour aucune autre prétention , telle qu'elle puiſſe être.

Ainſi , bien loin d'avoir aucun acte , ni de reconnoiſſance , ni de poſſeſſion ; au contraire il demeure pour conſtant qu'elle n'a jamais agi en France , & qu'elle n'y a été connue que pour la comteſſe de *Boffu*.

Dans la troiſième partie de la cauſe ; on ſoutenoit que , outre les abus de célébration dont il s'agit , qui détruiſent le fondement de toutes les prétentions du prince de *Berghes* ; elles ſont encore repouſſées par un autre moyen. Le prétendu contrat de mariage du 16 novembre 1641 n'a pu produire , en France , aucuns effets civils en faveur de la comteſſe de *Boffu*.

En effet , comme il ya des règles ec-

clésiastiques pour l'exécution des mariages quant au lien du sacrement, il y a aussi des loix politiques pour empêcher l'exécution des contrats de mariage illégaux ; en sorte que , quand le lien subsisteroit , il ne produiroit aucuns effets civils.

Dans le fait particulier , trois raisons s'opposent également aux effets civils de ce prétendu contrat.

La première résulte de ce que le duc *de Guise* avoit été condamné à mort par arrêt de la cour du 6 septembre 1641 , exécuté par effigie le 11 du même mois. Par conséquent , le 16 novembre 1641 , il étoit incapable de contracter , étant mort civilement. Telle est la disposition de la loi 15 ff. *de donationibus* , qui est reçue & observée en France.

Tous les docteurs conviennent qu'elle a lieu non-seulement pour les donations , mais encore pour toute sorte de contrats.

Dans l'espèce dont il s'agit , ce sont des avantages promis par le duc *de Guise* à la comtesse *de Bossu* ; par conséquent des donations , qui sont l'objet direct de la nullité prononcée par cette loi. Les sacrements ne sont pas interdits aux condamnés à mort par contu-

mace ; ils peuvent se faire administrer celui du mariage ; mais cette cérémonie , qui forme le lien du mariage , ne produit aucuns effets civils.

Il est vrai qu'au mois d'août 1643 , le roi révoqua cette condamnation , & rétablit le duc *de Guise* dans la possession de ses biens & de son état. Mais cette grace , que le roi accorda à sa famille , à son nom & à sa personne , ne peut avoir d'effet rétroactif pour l'acte du 16 novembre 1641 , par trois raisons. Premièrement , parce que la comtesse *de Bossu* n'y est point comprise , quoiqu'elle eût estimé que cela lui étoit nécessaire , comme il paroît par l'acte du 16 novembre 1641.

Secondement , pour juger de la validité ou invalidité d'un acte , il faut le regarder dans son principe , dans le tems qu'il a été fait, *initio inspecto*. Or, au 16 novembre 1641 , le duc *de Guise* étoit condamné à mort ; & cette condamnation étoit connue à la comtesse *de Bossu* , puisque l'acte du 16 novembre 1641 fait mention que les biens du duc *de Guise* étoient confisqués en France.

Troisièmement , le crime du duc *de Guise* étoit un crime de lèze-majesté ;

le crime d'un sujet armé contre son souverain , qui est le cas auquel, quand il n'y auroit point de condamnation , le crime seul emporte la privation & l'incapacité des effets civils , suivant la loi 20 au digeste de *accusationibus*. La grace a été un coup de l'autorité souveraine du roi. Jamais le duc de Guise n'a purgé la coutumace , jamais il ne s'est représenté en justice , jamais il n'a été absous par la voie d'un jugement. La grace du prince flétrit ceux qu'il absout, *quos absolvit notat*.

Depuis l'arrêt de la cour qui enregistra les lettres-patentes du roi le 4 septembre 1643 , le duc de Guise a été libre. Mais la cour n'a pas jugé qu'il eût été libre auparavant , pendant qu'il étoit parmi les ennemis , & sous la domination de la comtesse de Bossu. Les actes qu'il a passés , depuis cet arrêt du 4 septembre 1643 , peuvent être regardés comme les actes d'un homme libre : mais les actes qu'il avoit passés en Flandres , pendant qu'il étoit dans les liens de la condamnation , & qu'il portoit tout le poids de son crime , sont toujours demeurés les actes d'un homme mort civilement , esclave de la peine qu'il avoit méritée , & incapa-

ble d'aucuns effets civils. Il ne faut que voir , sur ce sujet , l'article 4 de l'ordonnance de 1639 ; par lequel le roi , dans toutes ces occasions , défend d'avoir égard aux lettres de réhabilitation ; & veut que les procès soient jugés suivant les ordonnances.

La seconde raison pour laquelle ce mariage ne produiroit aucun effet civil, résulte de ce que la comtesse de Bossu étoit étrangère , & que , par les édits & déclarations du roi , il est défendu aux sujets de sa majesté, de contracter mariage avec des étrangers ou étrangères , non-seulement sous peine de privation des effets civils , mais encore sous des peines afflictives contre les hommes & contre les femmes , & de confiscation de biens , ou de grosses amendes dans les provinces où la confiscation n'a pas lieu. L'édit du mois d'août 1669 , & les déclarations des 18 mai 1682 , & 16 juin 1685 , y sont précises.

Si cela est ainsi établi à l'égard de tous les sujets du roi , cela doit avoir , à plus forte raison , lieu dans la personne d'un pair de France duc de Guise , aîné de sa famille , qu'une étrangère avoit épousé , non-seulement



sans la permission expresse du roi , mais pendant qu'il avoit les armes à la main contre son souverain & contre sa patrie.

La troisième raison est qu'outre la qualité d'étrangère , la comtesse *de Bossu* étoit d'une nation avec qui la France , en 1641 , étoit en guerre ouverte : circonstance qui seule est un obstacle invincible à tous les engagements que le duc *de Guise* , né François , pourroit avoir contractés avec les ennemis de la France.

Du moment qu'il fut assez heureux pour rentrer dans sa patrie & dans son devoir , pour implorer la clémence du roi , & en ressentir les effets , il fut dégagé de toutes les obligations qu'il avoit contractées avec les ennemis : & , comme il auroit commis un nouveau crime , en exécutant alors les traités qu'il avoit faits avec l'empereur & le roi d'Espagne , il ne fut pas plus obligé aux conditions que la comtesse *de Bossu* lui avoit imposées.

Si l'on en usoit autrement , si l'on laissoit subsister , au profit des ennemis , les obligations contractées avec eux par un François , dans le tems qu'il trahissoit sa patrie , ce seroit solliciter les ennemis de ravir & de dépouiller les su-

jets du roi. Tout cela est effacé par le droit de retour si sagement établi par la politique romaine ; par ce droit l'on ne comptoit point, dans la vie d'un citoyen romain, tout le tems qu'il avoit passé parmi les ennemis. *Digest. de jure postliminii.*

Ainsi , non-seulement le prétendu mariage est nul & abusif quant au sacrement, mais encore il n'a pu avoir, en France, aucuns effets civils : & cette incapacité des effets civils suffit pour détruire toutes les demandes du prince *de Berghes*. Les deux personnes qui paroissent avoir voulu se lier par un sacrement étant décédées, & n'ayant point laissé d'enfants, tout dégénère en prétentions purement civiles ; il ne s'agit plus de l'état des parties. Or, le duc *de Guise* étant incapable de donner ces effets civils à la prétendue alliance, de laquelle on veut aujourd'hui les faire dériver, personne ne peut les exercer, puisqu'ils n'ont jamais existé ; & l'incapacité du duc *de Guise* renverse toutes les prétentions du prince *de Berghes*.

Comment pourroit-il être écouté, lorsqu'il veut faire revivre des effets civils dont la comtesse *de Bossu* n'a

jamais joui , & que même elle n'a jamais demandés ?

La preuve qu'elle n'en a pas joui , est bien facile , puisqu'avant la sentence de la rote elle n'a pas été en état d'en jouir , & encore moins depuis cette sentence ; puisqu'aussi-tôt qu'elle fut rendue , la cour , par arrêt du 10 décembre 1666 , la cassa & la révoqua , & fit défense de l'exécuteur , & à la comtesse de Bossu de se qualifier *duchesse de Guise*.

La preuve que la comtesse de Bossu n'a jamais demandé les effets civils , est encore plus facile , puisqu'on n'en rapporte aucune demande faite de sa part ; & qu'on est demeuré d'accord qu'elle n'avoit jamais fait signifier les sentences de la rote.

Il est vrai qu'elle avoit formé opposition au scellé du duc de Guise par acte du 10 juin 1664 : mais elle abandonna cette opposition. *Baudouin* , son procureur , chez qui elle avoit élu son domicile , étant poursuivi pour la mainlevée , déclara , par acte du 13 avril 1665 , qu'il n'avoit plus de charge , attendu que l'on n'avoit point eu d'égard à son opposition.

Il y a eu , depuis , trois ou quatre

tant de fermeté, il faut demeurer d'accord que la rote est incompétente pour juger , entre les François , des questions qui peuvent concerner la dot d'une femme. Mais cela s'entend avec la restriction portée expressément par l'article 31 des libertés ; c'est à-dire , pour le cas dont la connoissance appartient aux rois & aux juges séculiers ; ou bien quand on porte , en première instance , à Rome , une cause ecclésiastique dont la connoissance est du ressort de l'ordinaire des lieux dans le royaume.

Qu'un François, marié en France , veuille dépouiller ses juges naturels , & aller plaider à Rome sur la validité de son mariage & sur l'exécution de son contrat , c'est ce que les loix du royaume ne permettent point. Il ne lui est point permis de dépouiller les juges royaux de France des affaires dont la connoissance leur appartient.

Nous sommes bien éloignés de cette espèce , puisque la question portée à la rote a pour objet un mariage contracté dans un pays étranger ; & que l'époux , voulant se pourvoir contre son mariage , & ne pouvant point attirer en France l'épouse , a eu recours au tribunal de la rote , supérieur du juge de l'épouse.

Mais , avant que de combattre les moyens d'abus qu'on emploie contre ce mariage , il faut examiner les fins de non recevoir , qui sont des barrières insurmontables contre les héritiers du duc *de Guise*. Elles sont au nombre de quatre.

Premièrement , peut-on écouter des collatéraux au quatrième degré , cinquante-huit ans après un mariage célébré , & trente-cinq ans après la mort du mari dont ils sont héritiers , mari qui n'auroit point été lui-même recevable à le contester ?

Secondement , la duchesse *de Guise* a possédé publiquement son état , possession soutenue d'une cohabitation du mari avec la femme , de plusieurs actes qu'ils ont passés conjointement ; possession confirmée par la reconnoissance de toute la maison *de Guise*.

Troisièmement , la question d'état a été jugée ; il faut s'en tenir à ce jugement.

Quatrièmement , la duchesse *de Guise* est morte en possession de son état , il y a vingt ans : la loi défend qu'on recherche l'état des morts après l'espace de cinq ans. *Ne de statu defunctorum post quinquennium quaratur.*

Il semble d'abord étrange qu'on veuille contester la validité d'un mariage, quand les parties contractantes sont décédées, & qu'il n'y a point d'enfants, dont il s'agisse d'assurer l'état.

La première réflexion qui naît ; quand on parle de ces sortes d'actions, est d'examiner la qualité de ceux qui l'intentent, parce que l'appel comme d'abus d'une célébration de mariage n'est pas une action qui convienne à toute sortes de personnes. On n'a pas même de qualité quoiqu'on y soit intéressé.

Un curé, par exemple, qui a intérêt que ses paroissiens n'aillent pas se faire administrer les sacrements par d'autres que par lui, est jugé non-recevable à appeler comme d'abus du mariage célébré hors sa présence. C'est ainsi qu'on l'a jugé par arrêt du 29 décembre 1693, contre le curé de Rethel en Champagne. On a jugé la même chose contre des collatéraux éloignés, par arrêt du 20 mars 1698, qui a confirmé le mariage de *Jean Gouin* avec *Marie Siron*. La même chose jugée par arrêt du 29 mars 1672.

Sur le mariage du sieur *Moriseau*

avec *Catherine Villiers*, mariage célébré à Berlin, dans l'hôtel de l'ambassadeur de l'empereur vers l'électeur de Brandebourg, mariage confirmé par plusieurs actes approbatifs dans la famille, par plusieurs lettres des personnes intéressées à le combattre; néanmoins, après la mort de *Moriseau*, deux frères, appellants comme d'abus de ce mariage, furent déclarés non-recevables par arrêt contradictoire, comme on le voit dans le journal du Palais.

Les loix établies par ces sages dispositions ne dépendent point du rang & de la condition des personnes intéressées: elles sont égales pour les grands comme pour les petits. Ces sortes d'appellations ne sont tolérables que dans la bouche des personnes dont le consentement étoit nécessaire pour la validité du mariage.

Est-ce ici un père ou une mère qui portent à la cour l'appel comme d'abus? Sont-ce des frères & sœurs, qui, pour rendre l'action recevable en leur bouche, disent: nos pères & nos mères n'ont point interjeté cet appel, parce qu'ils n'ont point connu ce mariage; il n'y a eu aucune possession pendant leur vie?

Le mariage dont il s'agit a été célébré en 1641. La duchesse douairière *de Guise*, mère du mari, vivoit alors; ce mariage a été suivi de plusieurs années de possession publique & paisible, d'une infinité d'actes approbatifs : aucune action intentée par la mère contre ce mariage, plusieurs lettres qui prouvent qu'elle y a consenti : elle est décédée sans l'avoir troublé.

Mademoiselle *de Guise* a imité cette conduite. Et, après le décès des parties principales, des collatéraux au quatrième degré, cinquante-huit ans après le mariage, s'en rendent appellants, quand il n'y a plus ni mari ni femme, quand il n'y a point d'enfants dont on soit obligé d'assurer l'état. Trouverait-on quelque exemple d'un appel comme d'abus porté en la cour dans ces circonstances ? Et de quelle conséquence ne seroit-il point de le recevoir ? Cet appel comme d'abus peut-il être proposé après la possession publique qui a suivi ce mariage ? C'est la seconde fin de non-recevoir.

On établissoit cette possession d'état sur tous les actes, sur toutes les reconnoissances, dont on a fait l'énumération plus haut; reconnoissances émanées



*du Duc de Guise.* 113

de tous les princes de l'europe , du roi & de route la cour de France ; & enfin de la famille même du duc *de Guise*.

La maison *de Guise* étoit branche de celle de *Lorraine* : ainsi ce sont les ducs de Lorraine qui sont les chefs de cette illustre maison. Lors de ce mariage , *Charles de Lorraine* y a donné son approbation par une lettre originale écrite de sa main , que l'on rapporte ; il a complimenté la *duchesse de Guise* sur ce mariage : il lui écrit , à *Madame la duchesse de Guise* , & signe , *votre affectionné cousin*.

Le duc *François de Lorraine* , frère de *Charles* , l'a pareillement reconnue , & lui a écrit , à *madame la duchesse de Guise* , & l'a traitée de *cousine*.

Mais ce mariage n'a pas seulement été consacré par les chefs de la maison de Lorraine ; il a reçu le sceau de l'approbation des souverains respectifs des deux parties qui l'ont reconnu , en donnant à la femme la qualité que ce mariage lui avoit imprimée.

Le roi , & le roi catholique ont également qualifié *Honorée de Berghes* , comme on l'a dit , du titre de *duchesse de Guise* ; la reine mère , régente , lui a donné le tabouret , le roi catholique

a ordonné qu'elle jouiroit de tous les honneurs des grands d'Espagne. Elle en a joui jusqu'à sa mort : c'est dans cette qualité que l'impératrice lui écrit en 1668, avec des témoignages d'amitié. Encore une fois, feu *Monsieur*, feu *Madame*, feu *Mademoiselle*, & feu *Monsieur le Prince* l'ont reconnue : & quarante-quatre années après toutes ces reconnoissances solennelles, *M. le Prince* interjette appel comme d'abus de la célébration de ce mariage ! Comment accordera-t-on cet appel avec la reconnoissance authentique de feu *M. son père*, & de toutes les têtes couronnées ? Des collatéraux éloignés seront-ils reçus à contester aujourd'hui l'état à celle qui a été si parfaitement reconnue par toute la famille, il y a près de cinquante ans ? Que deviendroient les règles si judicieusement établies pour le repos public ?

Que l'on fasse donc voir un seul exemple d'un appel comme d'abus reçu d'un mariage si solennellement reconnu, & approuvé par des personnes dont le suffrage a, en quelque sorte, l'autorité législative.

Il n'a pas fallu des reconnoissances aussi respectables, ni d'un poids aussi

grave, pour confirmer des mariages attaqués dans des circonstances bien moins éclatantes ; le seul suffrage de la famille a suffi pour repousser les attaques qu'on vouloit leur porter.

Le sieur de Beaumont, gouverneur du château de Saint-Germain, contracta un mariage en 1652 avec *Marie Raymond*. Une sœur, qui étoit héritière presomptive du mari, appella comme d'abus du mariage, après la mort de son frère. Il y avoit plusieurs défauts dans la célébration : cependant la reconnaissance publique de ce mariage, & de la plus grande partie de sa famille, déterminâ les Juges à le confirmer par arrêt du 3 février 1663. Cet arrêt est rapporté par *De/maisons*.

Voici la troisième fin de non-recevoir. C'est ici une question d'état, décidée par un jugement solennel & souverain, il y a trente-trois ans. Quelles sont les maximes que nous apprenons par la jurisprudence des arrêts ? En matière de question d'état, il faut tenir pour certain & véritable ce qui a été une fois jugé. C'est précisément pour les questions d'état que l'on a établi la maxime de droit : *res judicata pro veritate accipitur*. Dès que l'état d'une

personne est une fois jugé, il n'est plus permis de le révoquer en doute. Y a-t-il jamais eu un jugement plus célèbre sur une question d'état, que la sentence de la rote, qui a déclaré le mariage de la duchesse de *Guise* bon & valable ? C'étoient des juges que le duc de *Guise* avoit lui-même choisis, juges souverains.

Premièrement, à cause de la qualité du tribunal.

Secondement, le duc de *Guise*, en s'adressant au pape, pour le prier de commettre des juges qui connussent de la validité & invalidité de son mariage, demanda que ces juges fussent établis avec pouvoir de juger en dernier ressort, sans qu'aucune partie pût appeller ni réclamer contre le jugement qui seroit rendu, & sans espérances d'aucun recours ni restitution quelconque. *Quicumque appellatione, reclamatione, recursu, & restitutione excludantur.* Ce sont les termes de la supplique.

Voilà ce que M. le duc de *Guise* a demandé au pape, en lui demandant des juges. Voilà ce que le pape a accordé : il a commis la rote pour con-  
céder o

*Audiet magister Jacobus , & procedat ut petitur.*

Si l'on demandoit , au roi , des commissaires pour juger une affaire en dernier ressort ; si le roi , faisant droit sur la requête , nommoit des commissaires avec pouvoir de juger souverainement , recevrait-on un appel qui seroit interjeté de ce jugement ?

Le pape a fait ici la même chose : il est souverain dans l'état ecclésiastique : c'est de lui qu'émane la juridiction dans ses états sur ses sujets , comme elle émane du roi dans le royaume.

Le duc *de Guise* lui a demandé des juges , pour juger en dernier ressort ; le pape les a commis avec un pouvoir conforme à ce qui lui étoit demandé ; il a pu le faire.

Le duc *de Guise* en étoit parfaitement persuadé : c'est-pourquoi , ouvrant enfin les yeux , prévoyant le mauvais succès de son procès , il chercha à reculer le jugement d'... à quoi ten-  
doient ces... oies dont  
il s'est f... ment in-  
terlo... ugea à la  
alimen-  
en in-  
çavoit

bien que les juges qui l'avoient prononcée étoient revêtus du pouvoir souverain , & qu'il les avoit lui-même demandés au pape , avec cette qualité.

Enfin la dernière fin de non-recevoir est fondée sur ce que la duchesse *de Guise* est morte en possession de son état , reconnue par sa famille , reconnue à la cour de France , à celle de l'empereur & du roi d'Espagne.

Il y a vingt ans qu'elle est morte. Distinguons , si l'on veut , la question du mariage d'avec celle qui regarde les effets civils.

Ce qui , en fait de mariage , concerne les effets civils , ne peut , il faut l'avouer , être prescrit par aucune possession.

Mais la question du mariage n'est pas de même nature. Les proches parents ne l'ayant point agitée pendant la vie de la duchesse *de Guise* , après la mort du duc son mari , des collatéraux plus éloignés ne peuvent plus contester ce mariage. Nul trouble de la part de *Mademoiselle* , ni de la part de *mademoiselle de Guise* : jamais d'appel comme d'abus de la célébration.

Disons donc que ce qui a été jugé à la rote a été jugé souverainement &

en dernier ressort. Et qu'est - ce que l'on y a jugé ? Une question d'état qui y étoit pendante , il y avoit vingt-un ans ; question sur le mariage du duc de Guise , avec madame *Honorée de Berghes*. Ce mariage a été jugé bon & valable.

Voilà donc son état assuré par un jugement solennel en 1666. Et l'on prétendra , trente-trois ans après ce jugement , faire recevoir en 1699 , un nouvel appel comme d'abus de la célébration du mariage , interjetté par des héritiers collatéraux au quatrième degré , par un légataire universel. On répond, avec l'empereur, au code de *statu hominum : rebus judicatis standum est*. Il faut s'arrêter , sur-tout en matière d'état , aux jugements prononcés.

Nous n'avons pas de maxime plus favorable en droit , que celle qui ne permet pas que l'on trouble & que l'on recherche l'état des défunts , cinq années après leur mort. Cette règle forme un titre entier dans le corps de droit. *Ne de statu defunctorum , post quinquennium , queratur*. Cujas ajoute , *in deteriore conditionem* , pour leur donner une condition pire que celle qu'ils avoient.

Toutes les loix ramassées sous ce titre établissent cette maxime , que quand une personne est décédée en possession d'un état favorable , l'on n'est plus reçu à former une question sur cet état , cinq années après le décès de la personne ; sur-tout quand on tend à le dégrader.

C'est encore ce qui a fervi de fondement aux arrêts qui ont déclaré des appellants comme d'abus non-recevables , après des reconnoissances publiques du mariage dans la famille , & une possession d'état continuée jusqu'au décès des parties.

Ici l'état a été contesté ; mais il a été confirmé par un jugement solennel , exécuté jusqu'à la mort de la duchesse de Guise , qui est décédée en possession de cet état , reconnue par les têtes couronnées.

Et , sans rechercher les anciens arrêts qui ont répandu cette jurisprudence dans nos livres , il y en a plusieurs dont la cour pouvoit encore avoir la mémoire présente , lors des plaidoiries de cette cause , qui se faisoient en 1700.

N'a-t-on pas vu , en 1688 , le mariage de *Charles de Clèves* , marchand d'éventails , qui avoit épousé , en se-



condes noces , la nièce de sa première femme , sans dispense pour cause de l'affinité ? Charles *de Clèves*, étant mort après plusieurs années de possession de mariage , un beau-frère appelle comme d'abus , & conteste à la veuve sa qualité. Il demeuroid d'accord de la possession ; mais il disoit : le moyen d'abus est de droit public. On répondit , le moyen d'abus est bon en soi ; mais la fin de non-recevoir doit l'emporter. Et , par arrêt contradictoire du 31 mai 1688 , l'appellant fut déclaré non-recevable , & la veuve maintenue.

Au mois d'août 1694 , on agita la question sur le mariage de *Jacques Loucher* & de *Marie Duval* ; mariage contracté par un fils majeur , mais sans le consentement de sa mère , & hors la présence du propre curé. Après 7 ans de possession de mariage , *Jacques Loucher* étant mort sans avoir eu le consentement de sa mère , elle appella comme d'abus. Le moyen de défaut de présence du propre curé étoit parfaitement bon ; mais la fin de non-recevoir tirée de la possession d'état étoit encore plus puissante ; & , par arrêt contradictoire du 3 août 1694 , sur les conclusions de M.

l'avocat général *d'Aguesseau*, l'appelante a été déclarée non-recevable.

La même chose avoit été jugée l'année précédente sur les conclusions de M. l'avocat-général *du Harlay*, pour le mariage de la nommée *des Hayes*, comédienne, avec un fils de famille de cette ville de Paris. Il y en a cent autres.

En sorte que c'est une maxime que l'on peut dire incontestable, quand même il y auroit quelque défaut dans la célébration du mariage.

Et nous sommes même ici dans une espèce où cette maxime a bien plus de force que dans les circonstances où ces arrêts sont intervenus. Car il n'y avoit alors qu'une des parties contractantes qui fût décédée : ici toutes les deux le sont, il y a plus de vingt ans. Dans ces arrêts, c'étoit une mère, c'étoient des frères & sœurs qui contestoient l'état de la veuve, immédiatement après la mort du mari : ici ce sont des collatéraux au quatrième degré, un légataire universel d'une collatérale, qui contestent l'état, trente cinq ans après la mort du mari, & vingt ans après la mort de la femme, cinquante-huit ans après la célébration.

On dira que la possession du mariage étoit d'un grand poids dans ces arrêts , parce que la validité n'avoit point été attaquée du vivant du mari & de la femme , qui avoient vécu durant plusieurs années , jouissant paisiblement , l'un & l'autre , de leur état ; qu'ici ce n'est pas la même chose , parce que le duc *de Guise* a réclamé lui-même contre son mariage long-tems avant sa mort.

Il est vrai qu'après une possession constante & publique de son mariage durant plusieurs années , il a réclamé. Mais quel succès a eu cette réclamation ? La question a été jugée , & la possession confirmée à l'avantage de la femme : c'est ce qui forme une fin de non-recevoir insurmontable.

Dira-t-on que le jugement de la rote n'a pas eu une exécution paisible , parce qu'il y a eu appel comme d'abus interjetté par *Mademoiselle* , & *Mademoiselle de Guise* du vivant de la duchesse *de Guise* ?

Mais cet appel comme d'abus ne tomboit point sur la question d'état , puisqu'il n'y avoit point d'appel comme d'abus de la célébration ; & que celui qui avoit été interjetté ne regardoit

que l'exécution de la sentence pour les effets civils : & cet appel n'a jamais même été poursuivi par une assignation.

Le jurisconsulte *apinien*, dans la loi 2 ff. *ne de statu hominum queratur*, examine si cette prescription de cinq années, introduite par le droit, peut mettre à couvert de trouble ceux qui sont morts en possession de leur état ; si elle avoit lieu dans un cas où il paroîtroit que le défunt auroit été troublé & inquiété sur son état avant sa mort ?

Cet auteur, dont *Justinien* a adopté les décisions, & les a revêtues de la forme & de l'autorité législative, dit : si c'est un procès qui ait été intenté, & ensuite abandonné par un long silence, cela n'empêchera point la prescription ; & , sous prétexte de ce procès, on ne fera point reçu à troubler l'état du défunt, cinq années après son décès : *prescriptio quinque annorum, qua statum defunctorum tuetur, specie litis ante mortem illata non fit irrita, si veterem causam, desistente qui movit, longo silentio finitam probetur.* Et la glose, sur ce mot *longo silentio*, met, *scilicet triennio.*

Nous sommes ici dans une espèce

bien plus avantageuse , parce que non-seulement cet appel comme d'abus est demeuré dans un long silence , n'ayant jamais été poursuivi par les appellants ; mais , ce qui est plus considérable , il n'est jamais venu à la connoissance de la duchesse *de Guise*. La sentence de la rote est du mois de juin 1666 ; l'arrêt qui reçoit appellant est du 10 décembre suivant. Ces arrêts sur requête ne lui ayant jamais été signifiés , on ne lui a point donné assignation pour défendre contre cet appel comme d'abus : elle est morte en possession paisible de l'exécution du jugement qu'elle avoit obtenu à la rote.

Au moins respectons son état. Discutons l'exécution quant aux biens , à la bonne heure ; réduisons-nous à la question des effets civils : & c'est véritablement où la cause devoit être renfermée. Mais d'attaquer l'état de la duchesse *de Guise* par un appel comme d'abus , après qu'elle a joui , jusqu'à sa mort , dans Bruxelles , du rang & de la qualité de veuve du *duc de Guise* , traitée , à cause de ce titre , comme les femmes des grands d'Espagne , ainsi que le roi catholique l'avoit réglé : & il y a vingt

ans qu'elle est morte en cette possession.

Y eut-il jamais une espèce où l'on dût appliquer plus justement la règle du droit, *non de statu defunctorum post quinquennium quaratur*. Il ne faut point dire que cette règle n'est faite qu'en faveur de ceux qui sont morts en possession de la liberté, & qu'elle ne concerne aucunement l'état qui résulte du mariage. Elle est conçue en termes généraux : il ne faut point troubler l'état des défunts, cinq années après la mort. *Non de statu, &c.* Et ce mot *status* se rapporte au mariage comme à la liberté, puisque la loi dernière *ff. de cap. min.* nous apprend que, dans le droit romain, on considéroit l'état des personnes par rapport à trois différentes choses ; la liberté, la famille & le droit de citoyen : *libertas, civitas, familia*.

Réunissons donc ici toutes les circonstances, rassemblons les quatre fins de non-recevoir contre l'appel comme d'abus que l'on interjette présentement de la célébration de ce mariage.

Sans se départir des fins de non-recevoir, on répondra aux moyens d'appel comme d'abus qu'on propose. On

a l'avantage que ces fins de non-recevoir , qui sont des moyens généraux qui ne permettent pas qu'on écoute les moyens d'appel comme d'abus , feroient , quand on voudroit les écouter , des moyens particuliers qui les détruiroient.

Le duc de *Guise* , après son mariage célébré , a persévéré dans une cohabitation publique à Bruxelles , à Namur , à Liège , jusqu'à son départ , conjointement avec *Madame Honorée de Berghes* sa femme , & l'a reconnue pour telle. Le certificat qu'il a donné , le 21 février 1642 , pour assurer qu'il n'avoit point d'engagement avec la *princesse Anne* ; les obligations qu'il a contractées conjointement avec elle , les procurations qu'il lui a données pour agir ; les procédures qu'il a faites , & la sentence qu'il a obtenue au conseil de Malines contre la maison de *Boscu* , en qualité de mari , & maître des droits de sa femme ; les quittances qu'il a données , & les transports qu'il a faits conjointement avec elle , toujours l'autorisant comme mari , & elle prenant , avec lui , la qualité de *duchesse de Guise*. Possession continue après la retraite : combien de lettres , pendant une an-

née, tant à la *duchesse de Guise sa femme*, qu'à la *comtesse de Grimberghe sa mère* ! Quand il écrit à sa femme, à *Madame la duchesse de Guise* ; quand il écrit à la dame comtesse de *Grimberghe*, c'est toujours le style respectueux d'un fils à sa mère. Que de titres de la possession de l'état de *duchesse de Guise* !

On a dit que c'étoit un mariage clandestin, un mariage surpris au duc de *Guise*. A peine est-il contracté, que ce prince en donne avis à l'empereur, au roi d'Espagne.

On a dit qu'il étoit obligé de dissimuler pendant qu'il étoit dans les Pays-Bas : mais, dès qu'il est en France & en liberté de sa personne, au lieu de réclamer contre ce mariage, il le confirme par les lettres qu'il écrit pendant une année entière. A-t-il protesté pendant ce tems-là contre la surprise qu'on lui a faite ?

Le duc de *Guise* étoit majeur quand il a contracté ce mariage ; il avoit vingt-sept ans & demi ; il passe tous ces actes approbatifs durant les trois premières années de son mariage. Ce sont aiant de reconnoissances réitérées en pleine majorité, & jusqu'à l'âge de trente ans passés.



L'auroit-on écouté en cet état, s'il avoit porté à la cour l'appel comme d'abus de son mariage ? Comment pouvoit-il défavouer une femme qu'il avoit reconnue par tant d'actes ?

La jurisprudence des arrêts nous apprend que les mineurs devenus majeurs n'y sont pas recevables. La cour l'a encore jugé, depuis quelques années, contre *François Cron*, au sujet du mariage qu'il avoit contracté avec la fille d'un aubergiste de cette ville de Paris, nommée *Marie Morrant*. *François Cron* avoit contracté ce mariage en minorité ; mais il appelloit comme d'abus en majorité. On l'a déclaré non-recevable par arrêt du 21 mars 1687.

Si des majeurs sont non-recevables à interjetter cet appel comme d'abus, quoiqu'ils aient contracté en minorité, à plus forte raison un majeur qui a contracté en pleine majorité, & qui, depuis, a continué d'approuver son mariage par plusieurs actes publics, & par une cohabitation de plusieurs années avec sa femme.

En un mot, on ne peut trop le répéter, il s'agit ici d'un mariage célébré il y a cinquante-huit ans par un majeur, suivi d'une cohabitation publique de

plusieurs années , durant ce tems confirmée par plusieurs actes , & par des reconnoissances perpétuelles de la part du mari & de toute la famille : c'est un mariage reconnu par *le pape* , par *le roi* , par *le roi d'Espagne* , par *l'impératrice* , par toute *la maison de Lorraine* , par celle de *Guise* , par toute *la cour de France* , & dans tous les *Pays-Bas* ; déclaré valable par un jugement *solennel & souverain* , il y a plus de 30 ans. Il y a trente-cinq ans que le mari est mort , il y a vingt ans que la femme est morte en possession de son état.

Chacun de ces faits forme une fin de non-recevoir : chacune de ces fins de non-recevoir seroit seule suffisante pour faire rejeter l'appel comme d'abus que l'on interjette présentement de la célébration de ce mariage. Quand on les voit concourir ensemble , peut-on s'empêcher de regarder cet appel comme une chose monstrueuse dans l'ordre de la procédure , & d'un exemple très-dangereux ?

Sans se départir, encore une fois , de ces fins de non-recevoir , poursuivons l'examen des moyens d'appel comme d'abus que l'on propose contre ce mariage ; après quoi nous examinerons la

prétendue incapacité qu'on attribue au duc de Guise.

On fonde un moyen d'appel comme d'abus sur le défaut du pouvoir de celui qui a célébré le mariage. Ce n'est pas, dit-on, le propre curé ; c'est le vicaire général des armées qui a fait la cérémonie de la célébration.

Le mariage dont il s'agit a été célébré en Flandres, dans les Pays-Bas espagnols, entre le duc de Guise, engagé lors au service de la maison d'Autriche, & commandant, en cette qualité, les troupes confédérées contre la France, & la comtesse de Bassu, domiciliée à Bruxelles.

Quelles sont les règles & les usages des Pays-Bas envers les personnes engagées dans les troupes, soit officiers principaux, soit subalternes, ou soldats ? Le vicaire général des armées, ou les ecclésiastiques par lui commis, & sous sa juridiction, peuvent leur administrer les sacrements, & spécialement célébrer les mariages.

Le premier vicaire général est établi par une bulle du pape Urbain VIII de l'année 1626, qui, comme l'archevêque de Malines, peut exercer, par lui, ou ses délégués, toute juridiction ec-

clérical dans les armées , tant sur les ministres chargés d'administrer les sacrements aux officiers & soldats servant dans les troupes , que pour connoître des causes qui sont de la compétence du juge d'église. En un mot , il a le droit d'exercer , dans les armées , la même juridiction que celle qui appartient aux ordinaires dans leur diocèse.

Cette bulle fut obtenue sur la supplique de l'infante *Isabelle - Claire* , gouvernante des Pays Bas. On a expliqué plus haut quel fut le motif de cette supplique , ce qui en résulta , & quel est le pouvoir que le pape donna au vicaire général de l'armée. C'est une espèce d'épiscopat qui lui est conféré , pour l'instruction & le salut de tous ceux qui servent dans les armées , & qui sont éloignés des lieux soumis à la juridiction de leurs ordinaires naturels , & qui ne peuvent pas quitter les lieux où la discipline militaire les retient , pour y avoir recours.

C'est sous l'autorité de ce vicaire général , que l'on procède à la célébration des mariages des officiers & soldats : nul ne peut se marier sans la permission ; & , quand ce sont des personnes distinguées ,

le vicaire général y procède par lui-même : il est le principal curé , il est en possession de donner des permissions de célébrer, en telle église que bon lui semble, d'accorder les dispenses de bans; en un mot, de faire, pour les mariages des militaires , tout ce que feroit un ordinaire dans son diocèse : tel est l'usage.

Le vicaire général est tellement le propre curé dans les troupes , que les curés des paroisses dans lesquelles se trouvent domiciliées les filles qui épousent des militaires , ne sçauroient procéder à la célébration du mariage de ces filles avec un officier ou soldat , sans le consentement exprès du vicaire général.

La raison est qu'il y avoit des gens dans les troupes qui épousoient , sans scrupule , une seconde femme , les premières étant encore vivantes ; & , afin de détruire cet abus, & prévenir les inconveniens qui arrivoient lorsqu'on n'y tenoit pas la main , l'archevêque de Malines , qui est vicaire général député par la bulle du pape , a fait publier une ordonnance expresse , le 24 janvier 1638 , portant défense à tous les curés & vicaires des paroisses de la ville de Bruxelles , de procéder à la célébration

du mariage des militaires , sans un consentement exprès de l'archevêque de Malines , ou de son subdélégué dans l'exercice de la juridiction sur les troupes , quand même il y auroit eu une publication précédente des bans.

Le vicaire général des armées exerce sa juridiction sur les troupes pendant qu'elles résident à Bruxelles , comme il l'exerce pendant qu'elles sont en campagne.

Tel a toujours été l'usage constant ; ce qu'on justifie par un grand nombre de certificats. En effet , les officiers , les soldats , ne se marient guères pendant qu'ils sont en campagne : s'ils font des mariages , c'est durant le quartier d'hiver , c'est en garnison : & les mêmes raisons n'ont-elles pas lieu pendant que les troupes sont en garnison , ou en quartier d'hiver ; comme pendant qu'elles sont en campagne ? Car on ne connoît pas l'état d'un officier ou soldat , pour quelques mois de résidence dans une garnison. S'il a voulu le dissimuler ; comme on le connoît à l'armée , le commerce familial que les chapelains de l'armée , ce que nous appelons ici les aumôniers , ont continuellement avec les troupes , les instruit avec

bien plus de sûreté de l'état des officiers & soldats de leur régiment, que ne pourroient être des curés dans une ville où le régiment passeroit trois ou quatre mois.

Ainsi , soit en campagne , soit en garnison , ou en quartier d'hiver , le pouvoir du vicaire général de l'armée est égal sur les troupes , quand il s'agit des mariages des officiers. Le vicaire général , avant de donner son consentement à la célébration , prend un certificat du chapelain , ou au moins du régiment , qui l'assure de l'état de celui qui veut se marier : & le mariage , célébré en conséquence , par le prêtre qui a la permission du vicaire général , est bon & valable , sans qu'il soit même besoin du consentement du curé de la fille. Son consentement est si peu nécessaire , qu'il ne peut empêcher de faire la célébration du mariage de ses paroissiennes , suivant l'ordonnance de l'archevêque de Malines de 1638.

Ce vicariat général a été renouvelé à l'archevêque de Malines en 1671 , par un bref du pape *Clément X.* Ce bref oblige expressément le vicaire général de visiter tous les registres ; &

on a toujours gardé le même usage. On renouvelle ce bref de cinq ans en cinq ans.

Cet usage est certifié, non-seulement par le vicaire général présentement en place, par les officiers de Malines & de Bruxelles, par le secrétaire du vicaire général; mais, ce qui est encore plus fort, par les curés mêmes de la ville de Bruxelles, qui seroient parties intéressées à soutenir que c'est à eux à marier leurs paroissiennes. Ils ont cependant donné une attestation en forme d'acte de notoriété, portant que les mariages qui se contractent entre les personnes qui leur sont sujettes, d'une part, & les militaires, d'autre, se célèbrent par les chapelains des militaires, & ont toujours été tenus pour bons & valables en cette forme : ce qui est notoire & se pratique constamment. Ce sont les termes de ces actes de notoriété.

S'il arrivoit quelques contestations sur la validité ou invalidité de ces mariages, c'est devant le vicaire général de l'armée que l'on procéderoit; c'est à lui qu'appartiendrait la connoissance de ces sortes de causes.

On a communiqué plusieurs senten-



ces tirées des registres du secrétariat du vicaire général de l'armée , par lesquelles il paroît que l'on a cassé plusieurs mariages de militaires, quand ils ont été célébrés sans le consentement du vicaire général , ou des chapelains qui sont employés sous ses ordres dans les armées. On en a confirmé d'autres , quand ils se sont trouvés revêtus de la formalité ordinaire. Toutes ces sentences sont rendues par le vicaire général subdélégué , comme seul juge compétent de connoître de ces sortes de mariages : & sa juridiction s'étend , à cet égard , sur les officiers principaux de l'armée , comme sur les subalternes. Les actes de notoriété qu'on a communiqués le portent expressément.

Et la preuve que cette juridiction a lieu , même à l'égard des officiers généraux , se tire positivement des actes de notoriété. Elle paroît encore par l'extrait des registres du vicariat qui a été communiqué. On y trouve une dispense de trois bans , donnée en 1677 , par le subdélégué vicaire général des armées au duc *de Rosthein* , qui commandoit alors les armées du roi catholique en Flandres. Cette dispense est accompagnée d'une permission de célébrer le

mariage , donnée au vicaire par le curé de la personne que le duc épousoit ; & il l'autorisa pour célébrer dans une chapelle domestique. Le mariage d'un grand seigneur , & d'un général d'armée autorisé , célébré par le vicaire général des troupes , n'est donc pas un cas extraordinaire.

Qui pouvoit mieux , au reste , juger du sens & de la force des termes contenus en cette bulle ? Qui pouvoit mieux expliquer l'étendue du pouvoir que le pape a confié à son subdélégué en cette partie , & quelles en devoient être les bornes que la cour de Rome a prescrites , que le juge de la rote , qui a confirmé le mariage du duc & de la duchesse de *Guise* !

L'objection que l'on fait sur ce que la bulle d'*Urbain VIII* , d'où dérive le pouvoir du vicaire général , ne parle point expressément de mariage , échoue contre l'usage constant , contre le motif de la bulle , & contre la qualité de vicaire général de l'ordinaire , dont le sieur *Mansfeld* étoit revêtu.

C'est suivant les maximes & les usages du pays que la question du mariage doit être décidée.

Que résulte-t-il de ces titres & de

cet usage ? Que le duc *de Guise*, étant constamment engagé dans les troupes du roi catholique contre la France, lors de son mariage, étoit soumis à la juridiction du vicaire général de l'armée. Il étoit membre, il étoit même chef de ces troupes. Il étoit donc subordonné au pouvoir spirituel qui s'exerçoit légitimement sur toute l'armée.

C'est en vertu de cette juridiction que *Charles Mansfeld*, vicaire général, a donné la dispense de la publication des bans : il le marque expressément, dans son certificat du 30 novembre 1641, c'est-à-dire que *assistendo dispensavit*. Et c'est en vertu du même pouvoir, qu'il a fait la célébration du mariage. Il y avoit alors dix années entières que *Charles Mansfeld* étoit dans l'exercice de sa fonction, & étoit instruit des droits & de l'usage de la juridiction qui lui étoit confiée.

Quand il a pris une permission du curé de Sainte-Gudule de Bruxelles, qui étoit le curé de dame *Honorée de Berghes*, c'est une précaution surabondante qu'il a prise, à cause du rang & de la dignité des personnes : mais il n'en avoit pas besoin. Suivant les règles & les usages, le vicaire général étoit

le curé du duc *de Guise* : & , en cette qualité , il pouvoit , comme on l'a vu plus haut , marier la paroissienne du curé de Sainte Gudule , contre le gré de ce pasteur. Ce n'est que pour plus de régularité , qu'il s'est soumis à cette déférence ; c'est un surcroît de formalité ; c'est , si l'on veut , un acte purement superflu : mais *quod abundat non vitiat*.

Mais , ce qui ferme absolument la bouche , & ce qui anéantit le moyen d'abus qu'on a opposé , c'est qu'outre le pouvoir du vicaire général sur les personnes engagées dans les troupes , comme étoit le duc *de Guise* ; le mariage ayant été contracté & célébré à Bruxelles , ce même vicaire général de l'armée se trouve être encore , en même-tems , l'ordinaire des lieux. Bruxelles est du diocèse de Malines , & *Charles Mansfeld* étoit vicaire général de l'archevêque de Malines (1).

(1) Quand les évêques ont établi un grand-vicaire , tout ce que celui-ci accorde , conformément à sa commission , est censé accordé par l'évêque. Il est la personne de l'évêque , & agit en son nom. Ainsi , quand les laïques ont besoin d'obtenir quelques grâces de l'évêque pour leur mariage , ils

Si

Si les parties & les témoins n'ont pas signé l'acte de célébration, c'est que cela ne se pratique point dans le pays. En effet, on a rapporté cet acte de célébration à Rome : le duc de Guise l'a-t-il dénié ; a-t-il jamais dit qu'il n'y avoit point de témoins ? N'a-t-il pas fait, au contraire, tout ce qui étoit en lui, pour en attester lui-même la vérité ? Tous les actes où, en qualité de mari, & comme maître des actions de sa femme, il a signé avec elle ; toutes les lettres qu'il lui a écrites, l'instance même qu'il a formée ensuite contre la validité de son mariage, ne sont-ce pas autant de témoignages émanés de sa propre main, qui certifient la réalité de l'engagement qu'il avoit contracté ?

La rote, d'ailleurs, est instruite des usages du pays ; elle a voulu même avoir le sentiment de l'archevêque de Malines : il en a donné une déclaration authentique en 1646 & 1652.

On a rapporté deux consultations de tous les docteurs & professeurs en théologie de l'université fameuse de Louvain

peuvent s'adresser indifféremment à l'évêque ou à son grand-vicaire ; cela est marqué clairement dans l'article 3 de l'édit de 1695.

sur ces difficultés. Toutes ces questions ont été murement examinées à la rote; & après une discussion exacte, durant plusieurs séances, on a décidé en faveur du mariage.

Si un grand vicaire de M. l'archevêque de Paris avoit marié, dans cette ville, une fille de la paroisse de Saint-Eustache, avec une permission par écrit du curé de la fille, les parties étant majeures, seroit on reçu à objecter le défaut de présence du propre curé?

Quant à la clandestinité (1), ce moyen peut-il être proposé dans l'espèce particulière? On appelle clandestin ce qui est tenu secret. Il n'y a proprement de mariages clandestins, que ceux qui ont été cachés durant la vie des mariés, ou qui ont été contractés *in extremis*.

Si le duc de Guise n'a pas été assisté de ses parents dans cette cérémonie, le pouvoit-il être? Il s'étoit retiré à Bruxelles; il ne pouvoit plus avoir de commerce avec ses proches: il vou-

(1) On appelle mariage clandestin, un mariage qui n'est pas contracté à la face de l'église; & il est présumé n'être point fait à la face de l'église, quand il est contracté hors la présence du curé, & sans sa permission.

loit se marier à Bruxelles, il le pouvoit, quoique mort civilement en France, parce que le mariage est du droit des gens : c'est ce que remarque M. Cujas : *jus gentium in nuptiis potissimum spectari oportet.*

Un mariage peut-il être appelé clandestin, quand il est célébré avec toute la solennité usitée dans le lieu où la célébration se fait, & que la possession en est aussi publique qu'elle l'a été de celui-ci ? Quelle plus grande publicité peut-on désirer que les reconnoissances émanées de toutes les cours ?

On oppose qu'il n'y a point de bans publiés.

Le concile de Trente, sess. 24, de *reformat. matrimonii*, chap. i, désapprouve les mariages clandestinement faits par les fils de famille, sans le consentement de leurs parents; mais il ne les déclare pas nuls : au contraire, il les déclare valables, & prononce anathème contre ceux qui ne sont pas de cet avis.

Cependant, pour remédier aux abus qui naissent de la clandestinité des mariages, particulièrement, dit le concile, pour empêcher la damnation de ceux qui épousent des secondes fem-

mes, la première étant encore vivante; on renouvelle l'injonction portée par les anciens conciles, de faire publier trois bans avant la célébration du mariage. Mais le concile de Trente ne prononce pas la nullité des mariages qui seront célébrés sans proclamation précédente de bans : au contraire, il remet expressement à la prudence de l'ordinaire d'en dispenser selon qu'il le jugera à propos : *A proprio contrahentium parochia intra missarum solemniam matrimonium publicè denuntiatur; nisi ordinarius ipse judicaret ut prædicta denuntiationes remittantur, quod illius prudentia & iudicio sancta Synodus reliquit* (1).

L'ordinaire est donc le maître de re-

(1) Le concile de Trente, laissant aux évêques la liberté de dispenser de la publication des bans, c'est une preuve certaine qu'il ne les croit pas nécessaires à l'essence du mariage. L'ordonnance de Blois, dit *Theveneau*, doit être expliquée là-dessus dans le sens des canons. Elle le marque elle-même par ces paroles, article 40, *le tout sur les peines portées par les conciles*.

Les grands-vicaires, qui représentent la personne de l'évêque, & qui, selon *Flaminus*, sont compris dans le concile de Trente sous le nom d'ordinaires, peuvent en dispen-



mettre les trois publications de bans , & d'en dispenser quand il le trouve à propos. Telle est la loi du concile de Trente , & resté l'usage des Pays-Bas , que les ordinaires accordent ces dispenses très-facilement , quand elles sont demandées par des majeurs connus pour être libres.

Qui pouvoit mieux expliquer les termes & le sens du concile de Trente que les juges de la rote ? Ce concile est tous les jours la règle de leurs décisions : ils ont scrupuleusement examiné les circonstances du mariage dont il s'agit ici , les ont appréciées d'après les réglemens établis par cette assemblée , & ont prononcé la validité du mariage.

Mais celui qui a donné la dispense avoit-il caractère à cet effet ?

Le vicaire général est tellement en possession d'exercer cet acte de juridiction , que , des dispenses de bans rapportées & tirées de son secrétariat , la plupart ont été accordées pour la publication des trois bans ; & jamais on n'a vu , dans ce pays , que la validité

ser ; c'est même un usage dans le diocèse de Paris , & dans plusieurs autres de l'église latine. *Flaminius , de resign. benefic. cap. 3 , quest. 1.*

d'un mariage ait reçu atteinte par le défaut de publication de bans.

Ce qui met le dernier sceau à la validité de ce mariage, l'archevêque de Malines l'a approuvé. Voilà quels sont les usages & les loix du pays où il a été célébré; c'est ce qui doit servir de règle pour prononcer sur la validité.

Mais il y a plus: la jurisprudence nous apprend que ces règles se pratiquent parmi nous; & que le défaut de publication de bans, ou, si on veut, la dispense des trois bans, n'opère point une nullité entre majeurs.

Nous en avons des arrêts tous récents, un de l'an 1696; deux de l'an 1698. Celui de l'année 1696 étoit sur les conclusions de M. l'avocat général d'Aguesseau: c'étoit pour le mariage du nommé *Dumerais* avec *Louise Ligier*. Appel comme d'abus de la célébration, fondé sur ce qu'il n'y avoit point de publication de bans: dispense obtenue de trois bans: c'étoient des majeurs. Il a été jugé qu'il n'y avoit abus, le mariage confirmé: & parce que c'étoit un mariage célébré clandestinement, trois jours avant la mort du mari, le mariage déclaré incapable d'effets civils. Mais c'est un fait particulier qui n'a rien de

commun avec l'espèce présente. Ce qu'il y a de commun entre les circonstances de cet arrêt , & celles dont il s'agit , c'est qu'il n'y a point eu de publication de bans : c'étoit le moyen d'abus. On a jugé que ce moyen n'étoit pas valable entre majeurs , puisque le mariage a été déclaré valable , *quoad fœdus* , que la veuve a conservé son état ; & qu'on l'a seulement privée du bénéfice de ses conventions matrimoniales.

L'arrêt sur le mariage de *Jean Goyau* avec *Marie Ciron* a jugé la même chose. La validité en étoit attaquée par le défaut de publication de bans. On disoit qu'entre mineurs c'étoit une présomption de séduction ; cela conduit au moyen de clandestinité ; mais , entre majeurs , ce n'est pas un empêchement dirimant. Par arrêt du jeudi , 20 mars 1698 , jugé qu'il n'y avoit point d'abus.

La même année , il y a eu un arrêt , rendu à la vérité sur plusieurs circonstances particulières qui empêchent qu'on ne le tire tout - à - fait à conséquence ; mais circonstances néanmoins qui n'étoient pas si favorables que celles qui se rencontrent dans l'espèce présente : c'est l'arrêt rendu sur le mariage

de la dame *Passart* avec le sieur *Touhart*. Le grand moyen de la dame *Daverdoun*, mère de la dame *Passart*, c'étoit la clandestinité prouvée par le défaut de publication de bans. La dispense avoit été accordée de trois bans : cependant la mère déclarée non-recevable, par arrêt du 11 juillet 1698.

Aussi a-t-on été forcé de convenir ; en plaidant , qu'il étoit fort difficile de toucher à la validité d'un mariage fait par un majeur , sous prétexte de ce défaut , quand d'ailleurs les formalités sont observées. Ici , toutes les formalités prescrites par les loix du pays ont été exécutées religieusement.

Mais nous avons un arrêt rendu , il y a quelques mois , dont l'application est encore plus juste à l'espèce particulière : c'est l'arrêt qui fut rendu le jeudi 31 janvier 1606 , sur le mariage de *Pierre Grippier du Quesnoy* avec *Prudence Dumont*.

*Pierre Grippier* étoit un gentilhomme chez le roi , qui s'étoit marié en Flandres , dans une ville espagnole du diocèse de Cambrai , sans publication de bans , & sans contrat de mariage : deux témoins seulement à la célébration : appel comme d'abus du mariage ,

& appel des sentences qui avient ad-  
jugé des provisions à la femme.

On disoit que *Grippier* servoit alors ;  
& étoit en quartier d'hiver dans cette  
ville qui , à la vérité , étoit à la France ,  
lors du mariage. Mais *Grippier* n'y avoit  
pas son domicile ; le roi-même la ren-  
dit par le traité de Nimègue ; il n'y  
avoit que deux témoins ; l'ordonnance  
en veut quatre ; il n'y avoit point de  
publication de bans.

On répondit , au premier moyen ,  
*ibi domicilium est ubi manet* ; le domi-  
cile est là où on demeure. Au second  
& au troisième moyen , on opposoit  
l'usage constant du pays.

Enfin , l'archevêque de Cambrai  
donna un certificat , comme a fait dans  
notre espèce , l'archevêque de Malines ,  
qui fait foi que ce mariage avoit été  
célébré suivant les formes & usages de  
ce pays.

On disoit que , quand ils auroient  
été observés , les formalités prescrites  
par les ordonnances du royaume ayant  
été violées , on ne pouvoit lui donner  
d'exécution en France , & que , par con-  
séquent , la femme ne pouvoit se faire  
payer des provisions qui lui avoient

été adjugées. Par arrêt contradictoire, le mariage fut confirmé.

Tout le monde connoît l'Arrêt du 26 Mars 1624, rapporté dans le journal des audiences. Un enfant de Paris mineur, se retire en Lorraine, s' enrôle dans les Cheveaulégers du duc de Lorraine; & là, il épouse une fille du Pays, lui étant encore mineur, ayant père & mère vivants en cette ville de Paris. Il habite deux mois avec sa femme, & revient en poste à Paris chez son père. Sa femme vient l'y chercher. Les père & mère en étant avertis, intèntent contre elle une accusation de rapt, & attaquent le mariage de leur fils par deux moyens, le rapt, & le défaut de consentement de père & mère: on cite l'article 40 de l'ordonnance de Blois.

On répond qu'il n'y a point de rapt; & quant au défaut de consentement, que l'ordonnance de Blois ne s'applique qu'aux mariages qui se célèbrent en France. Mais que celui-ci ayant été célébré en Lorraine, où s'observe le concile de Trente, qui dit que les mariages des fils de famille contractés sans le consentement de leurs pères & mères, ne doivent pas, pour cela, être dé-

clarés nuls ; sa validité doit être jugée sur les loix & l'usage du pays où la célébration s'est faite : autrement il s'en suivroit qu'il seroit mariage en Lorraine , & concubinage en France. Par arrêt contradictoire le mariage fut confirmé.

Dont le mariage dont il s'agit , ayant été contracté par le duc *de Guise* majeur , n'en est pas moins valable pour avoir été célébré sans publication de bans , & sans le consentement de la dame sa mère : il est contracté à Bruxelles : le concile de Trente , qui est la loi du pays , ne le déclare pas nul pour ce défaut : la rote l'a ainsi jugé en connoissance de cause : les moyens sont amplement déduits dans la sentence ; & , ce qui forme encore un avantage surabondant pour le mariage dont nous soutenons la validité , c'est que la cour jugeroit la même chose pour un mariage contracté en France par un homme en pleine majorité.

On a dit que le duc *de Guise* a été forcé. Mais cette allégation peut-elle avoir le plus léger fondement ?

Le duc *de Guise*, majeur , lieutenant-général , , reçu dans la maison d'une veuve dont il épouse la fille. Qui sont

les témoins ? Deux chanoines , l'un de l'église d'Anvers , l'autre de Cambrai. Ce sont deux ecclésiastiques & deux femmes qui ont forcé & violenté un général d'armée , dont l'histoire nous apprend des exploits de valeur incroyables. Aussi le duc de *Guise* n'a-t-il jamais allégué ce moyen.

Après cela la clandestinité peut-elle être proposée ? Elle est condamnée en Espagne comme en France ; cela est vrai. Mais ici, a-t-elle lieu , après la forme en laquelle ce mariage a été célébré , & la publicité qui l'a suivi ?

La clandestinité ne forme un moyen valable , que quand on la prouve par des défauts de solemnités essentielles.

Quelles sont les solemnités essentielles prescrites par le concile ? La présence du propre curé , ou d'un prêtre muni de sa permission , & la présence de deux ou trois témoins : *Præsenteparacho , vel alio sacerdote de ipsius parochi seu ordinariilicentiâ , & duobus vel tribus testibus*. Car , pour la publication des bans , ce n'est pas une solemnité essentielle , puisque le concile permet à l'ordinaire d'en dispenser. Si l'une des deux solemnités essentielles manque , le concile répute le mariage clau-



destin & nul : mais si elles ont été observées , il n'est plus clandestin.

Ici , les solemnités essentielles ont été observées ; le vicaire général étoit le propre curé du duc de Guise , & avoit encore une permission du curé de la femme. La célébration s'est faite en présence de deux témoins : donc il n'y a point de clandestinité.

Que si on veut établir la clandestinité sur ce qu'il n'y a point de publicité qui ait précédé le mariage , & qu'il ne paroît pas qu'il y ait eu assistance de parents ; ce moyen est-il recevable après la publicité qui a suivi la célébration ?

La renommée prend soin de répandre la nouvelle de ce mariage , la gazette l'a publié ; on l'apprend à Rome au commencement de janvier 1642 ; le cardinal *Barberin* en est informé , comme on le voit par sa lettre de ce tems-là.

Nous avons vu cette foule de reconnoissances , qui donne à ce mariage le dernier degré d'authenticité.

Qu'on dise , après cela , que le duc de Guise , rentrant en France , a été dégagé de son mariage , comme il a été dégagé du traité qu'il a fait avec les ennemis.

On oppose que les affaires des sujets du roi doivent être traitées devant les juges du royaume.

Mais les rois mêmes ne se font-ils pas quelquefois soumis au jugement du pape, sur les différends qu'ils avoient avec d'autres princes pour des choses purement temporelles ? Le roi *Charles V* ne procéda-t-il pas volontairement devant le pape *Urbain V*, sur une prétention de 60 à 70000 écus, que le roi de Navarre lui demandoit ? Le roi de Navarre ne voulut pas procéder en France devant les juges du roi, qui étoit défendeur ; en conséquence, le roi *Charles V* envoya un archevêque, trois évêques, & cinq ou six seigneurs de sa cour chargés de sa procuration, pour comparoir, en son nom, en cour de Rome, & y veiller à la poursuite de ses droits. Combien d'exemples pareils dans l'histoire ?

Les questions sur les mariages des princes ont été portées à Rome comme causes majeures. On dira que les exemples des rois & des souverains ne tirent point à conséquence, même pour les plus grands seigneurs, à cause de la distance qui est entre un souverain &

celui qui ne l'est point, quelqu'émminente dignité qu'il ait (1).

Ce principe supposé, on dit que la procédure de la rote est une contravention aux décrets de la pragmatique & du concordat, qui veulent que l'on garde l'ordre des juridictions, que les affaires des sujets du roi soient traitées en première instance devant les juges du pays, auxquels il appartient d'en connaître. C'étoit ici une question d'état qui intéressoit le duc de Guise. Toute

(1) Il y a un usage pour les rois de France; le pape ne connoit de leurs affaires que par commissaires *in partibus*, c'est-à-dire, par les commissaires que sa Sainteté nomme, & qui doivent être François de nation. Quand Clément VIII voulut nommer son nonce en France, pour la dissolution ou cassation du mariage d'Henri IV & de Marguerite de Valois le cardinal d'Osat, & M. de Sillery s'y opposèrent de la part du roi, & alléguèrent, sur ce sujet, les privilèges de l'église gallicanne, confirmés par le décret du concordat de *causis*, & autorisés par l'exemple de Louis XII. Le mariage de ce prince avec la princesse Jeanne, fille de Louis XI, n'avoit été dissous que par le jugement des commissaires François que le pape avoit nommés pour en juger. Le pape écouta les remontrances de ces deux ambassadeurs, & nomma trois commissaires François pour juger du divorce d'Henri IV.

question d'état est une action personnelle : en matière d'action personnelle, il faut suivre la loi du domicile. Par exemple, dit-on, si le duc de Guise avoit été poursuivi pour raison d'une obligation contractée en Flandres, il l'auroit fallu poursuivre en France : de même aussi, pour raison de son mariage, il falloit agir en France : il étoit né, & est mort sujet du roi.

A Dieu ne plaise que l'on conteste les grands principes que nos ancêtres ont toujours révéés comme les loix fondamentales de l'état, auxquelles il n'est pas possible de donner atteinte sans rompre ce lien sacré, par lequel les deux puissances se soutiennent réciproquement. Ce n'est point dans l'opinion des Ultramontains qu'il faut chercher la défense du duc de Guise : elle se trouve tout naturellement dans le fait même de la cause.

Toute question d'état est action personnelle : en action personnelle, il faut suivre le domicile de la personne : cela est constant. Mais de quelle personne faut-il suivre le domicile ? C'est celui du défendeur ; & ce principe fait la solution de la difficulté.

La pragmatique, le concordat ne

veulent pas que les sujets du roi soient traduits en première instance à Rome. Ce sont des loix territoriales, qui lient les François entr'eux. Un François ne peut pas traduire son compatriote, sujet du roi comme lui, devant un tribunal étranger. Mais ces loix ne sont pas établies aux dépens de la loi commune de toutes les nations, qui veulent que le demandeur suive la juridiction du défendeur.

Ainsi ce n'est point distraction de ressort, ce n'est point troubler l'ordre des juridictions, quand on suit le domicile du défendeur : c'est, au contraire, la voie naturelle de conserver l'ordre des juridictions. Voyons qui étoit le demandeur.

Si la duchesse *de Guise* avoit fait assigner le duc *de Guise* à Rome sur la question de son mariage, on pourroit opposer la violation des règles, & soutenir qu'elle auroit dû porter son action devant les juges du domicile du duc *de Guise*.

Mais, c'est le duc *de Guise* qui a fait assigner la duchesse *de Guise* sur la question de son mariage. Il falloit l'assigner devant le juge de son domi-

cile, qui est l'official de Malines : c'étoit non-seulement le juge du domicile, mais c'étoit le juge du lieu où le contrat & les actes avoient été passés.

On dit que, si on avoit voulu poursuivre le duc de *Guise* pour une obligation contractée en Flandres, il auroit fallu le poursuivre en France. Cela est vrai : car, du moment qu'on le suppose poursuivi, on le constitue défendeur : il faut suivre son domicile. Mais si le duc de *Guise* avoit voulu faire assigner un Flamand pour voir déclarer nulle une obligation contractée en Flandres, il auroit fallu agir devant les juges de Flandres.

On dit que l'article 35 des libertés porte que les parties ne peuvent, par leur consentement, dépouiller les juges du roi. Mais cette maxime n'a ici aucune application.

Le duc de *Guise* s'opiniâtra à poursuivre à la rote, à cause de sa qualité d'étranger dans le Pays-Bas, sans laquelle il convenoit qu'il auroit dû se pourvoir à Malines.

Il fit même une procédure en France, pour montrer qu'il n'y avoit pas de sûreté pour lui de plaider dans les Pays-Bas. La duchesse de *Guise* se laissa enfin

traduire hors de son ressort; elle y fut contrainte, pour empêcher qu'on n'y rendît une sentence par défaut contre elle.

Où trouve-t-on donc ici l'application des liberrés de l'église gallicane? Ces liberrés, puisées dans la pureté des bonnes règles, seront-elles employées aujourd'hui à la destruction du droit des gens? Et fera-t-on, du privilège des François, un attentat à la loi générale des nations?

Quel autre juge le duc *de Guise*, ne voulant point se pourvoir pardevant les juges de Flandres, pouvoit-il saisir? Etoit-ce une chose proposable d'obliger la duchesse *de Guise* de venir plaider en France? Ainsi ne pouvant pas l'y traduire, il l'a fait assigner devant le supérieur de l'archevêque de Malines.

Combien d'exemples, dans l'histoire, de ces sortes de conflits entre personnes étrangères! La neutralité du saint siège l'a rendu souverain des différens.

Rome est la patrie commune de tous les peuples unis à l'église romaine. La plupart des princes catholiques y ont des palais en propre; ils y ont chacun leur ambassadeur, un cardinal protec-

teur , un auditeur de rote. Plusieurs nations y ont leurs parvisses particulières , qui , tant que le siège garde cette neutralité , s'unissent au chef de toute l'église. On le prend , à juste titre , pour l'arbitre commun de toutes les contestations qui naissent entre les principaux sujets de différents états , dans les matières qui sont de sa compétence.

Enfin , on est obligé de convenir qu'avec le duc de Guise personnellement on pouvoit procéder à la rote. Mais on ne le pouvoit plus , dit - on , après sa mort : la contestation n'avoit plus pour objet que les intérêts civils. C'est une entreprise sur la temporalité du roi & de ses sujets : c'est le quatrième moyen d'abus.

C'est un pur sophisme de prétendre que la question de la validité du mariage étoit éteinte par la mort du duc de Guise.

La duchesse de Guise , pour la conservation de ses intérêts , forma opposition au scellé , afin de connoître l'état de la succession : mais elle ne forma point de demande en payement de ses conventions. Si elle l'avoit formée , on lui auroit dit : faites donc juger la validité du mariage , qui est encore indé-



cise. Il auroit fallu renvoyer les parties devant le juge d'église.

Où est établie la maxime que la mort d'une partie dépouille une juridiction d'une instance liée contradictoirement avec le défunt ? Trouvera-t-on une loi, un usage qui ait établi cette règle ? Le défunt a des héritiers. Quelles sont les règles ? Que les héritiers sont tenus des faits & promesses du défunt, &, en cette qualité, obligés de reprendre l'instance telle qu'elle étoit avec le défunt, & d'en poursuivre le jugement au même siège, sans pouvoir, en ce cas, se servir d'aucun privilège personnel. Voilà les règles de la procédure.

La question du mariage avoit été portée à Rome par le duc *de Guise* ; elle y étoit liée contradictoirement avec lui ; elle y étoit liée pour tous effets : car la rote tenoit la place de l'official de Malines : ce n'étoit pas au lieu & place de l'official de Paris, c'étoit au lieu & place de l'official de Malines. L'official de Malines juge de la validité du mariage quant aux biens & quant aux effets qui s'ensuivent. La rote a la même étendue de juridiction.

Le duc *de Guise* n'avoit point appelé de la sentence de provision d'alimens ;

il y avoit même eu plusieurs sentences d'instruction. La question n'étoit point éteinte par la mort du duc de Guise. La duchesse de Guise avoit toujours le même intérêt d'assurer son état par la validité de son mariage ; elle étoit fondée en droit commun pour poursuivre un jugement au même tribunal où l'instance avoit été liée : c'est pourquoi elle a fait assigner les héritiers , pour continuer avec eux ses poursuites.

Mais cette assignation est-elle une nouvelle demande ? Mademoiselle de Guise n'interjette point appel comme d'abus de la célébration ; elle ne veut point comparoir.

On oppose qu'on a donné , aux héritiers , un curateur : la sentence n'en parle point ; mais c'est le style , c'est l'usage à la rote de commettre un procureur , pour agir & représenter l'intérêt des défaillants. Ce n'est pas , si l'on veut , une preuve qu'ils aient été bien défendus ; mais ce n'est pas un moyen d'abus.

La sentence a prononcé *ad quoscunque effectus* , c'est-à-dire , qu'elle doit s'exécuter pour toutes sortes d'effets.

Il est certain que , quoique la rote soit en droit , en prononçant sur la va-

l'idité du mariage ; de prononcer sur les effets civils , l'on ne peut néanmoins exercer ce droit sur les biens des sujets du roi , en dépouillant les juges du royaume de la juridiction qui leur appartient.

Mais on ne peut tirer aucun avantage de cette disposition contre la validité du jugement.

Quels sont les juges qui ont été dépouillés par la procédure que l'on a faite à la rote ? C'est l'archevêque de Malines.

La rote ne dépouilloit point les juges du royaume : la rote a exercé au lieu & place de l'official de Malines. Il faut considérer cette procédure comme si le duc de *Guise* avoit procédé à Malines. Alors il auroit procédé pour tous effets.

Quel est l'usage à Malines ? Que le juge d'église connoît des effets civils du mariage , comme une dépendance du mariage. Plusieurs sentences levées au greffe de l'officialité , & un acte de notoriété en administrent la preuve.

Cet usage n'est pas extraordinaire en France , où les officiaux de Tournay , de Cambrai , d'Ypres , d'Arras , de la domination françoise , sont dans la

même possession. La rote est dans le même usage ; c'est sur ce fondement qu'elle avoit déjà rendu une sentence de provision alimentaire.

On dira , si l'on veut , que , suivant nos règles , ce jugement ne doit pas être exécutoire sur les biens situés en France ; qu'il faut se pourvoir par nouvelle action. C'est un autre point : car autre chose est de sçavoir si le tribunal de la rote ne pouvoit pas le prononcer ; autre chose , quand il auroit pu le prononcer , s'il pouvoit le faire exécuter en France. Cette impuissance n'est pas un moyen d'abus.

Mais allons plus loin. Supposons que la rote n'ait pas dû prononcer *in quoscumque effectus* , pour toute sorte d'effets , & ne l'ait pas pu contre *Mademoiselle* & *Mademoiselle de Guise*. Quel seroit l'effet de ce moyen d'abus ? Que la sentence ne subsistera point en ce chef ; qu'il faudra distinguer la question du mariage , de la question des effets civils.

Il y aura , si l'on veut , abus en ce chef : mais cet abus n'influe point sur le reste du prononcé ; la sentence subsiste , au surplus , dans toute sa force ; c'est de quoi il y a des exemples dans les preuves de nos libertés , & c'est un  
usage

*du Duc de Guise.* 265

usage constant, établi par plusieurs arrêts.

On dit que la duchesse de Guise a obtenu cette sentence au préjudice des défenses portées par les arrêts de la cour. Ainsi on a porté la Rome une question dont les juges royaux étoient saisis : c'est le cinquième moyen d'abus.

On répond premièrement, qu'un arrêt qui ait fait défense de procéder à la rote sur la question du mariage : jamais les juges n'en ont été saisis.

Secondement, l'arrêt non connu : c'étoient des arrêts sur requête qui ne lui étoient point signifiés.

D'ailleurs, toute objection est elle raisonnable dans les circonstances particulières du fait ? Peut-on écouter une fin de non-recevoir, tirée d'une surprise ?

Ce sont des arrêts dont on n'a eu connoissance que par la signification qui a été faite en l'année 1687 : c'est durant ce tems-là que Mademoiselle & Mademoiselle de Guise sont décédées.

La paix n'est venue qu'à la fin de l'année 1697. Le prince de Berghes a commencé d'agir, & a formé opposition en 1698. Le pouvait-il plutôt ? Feroit-on une barrière insurmontable.

de ces attraits que des gens d'affaires ont surpris sur un faux exposé ?

On a dit que le prince de *Beiges* avient après toutes les contestations réglées sur la succession du duc de *Guise*. Faut-il donc, pour réfuter cette objection, élever ici les principes qui rejettent la prescription, quand celui à qui on l'oppose étouffe dans l'impossibilité de s'en garantir, parce qu'il étoit dans l'impossibilité d'agir ?

On prétend tirer le sixième moyen d'appel comme d'abus de la disposition du concile de Trente, sess. 24, chap. 7 ; du concile de *Mabges*, tenu en 1570, titre de *sponsalib.*, cap. 6 ; du concile provincial de *Cambrai*, tit. 11, chap. 12, qui ne permettent pas de marier un étranger sans le consentement & la permission de l'ordinaire.

Cette disposition du concile de Trente n'est point faite pour le mariage des étrangers : elle regarde le mariage des vagabonds, de ces coureurs, qui n'ont ni état ni domicile connu. Etant capables d'épouser légèrement des femmes en toutes sortes de lieux, & de se marier toutes les fois qu'ils trouvent une femme à leur gré, le concile avertit les curés de ne pas

procéder aux mariages de ces sortes de gens, sans être informés de leur état, même de demander permission à l'ordinaire avant de passer outre. Mais il n'y a pas, dans tout le chapitre, un seul mot qui puisse s'appliquer à ce que nous appelons proprement étrangers. Quelles applications peut-on donc faire, de ce décret du duc de Guise dont le nom & l'usage étoient parfaitement connus? Les regardera-t-on comme un vagabond inconnu?

Il est vrai que le concile de Malines & celui de Cambrai comprennent dans cette prohibition, les personnes qui sont *alterius regni, vel ditionis, vel d'au huius royaume, ou d'une autre nation* : ils défendent aux ecclésiastiques de les marier sans permission de l'évêque, à peine de suspension. Ils ne disent pas que le mariage sera nul : ils disent que celui qui l'aura célébré sera suspendu & déposé. Mais il y a plus : comment pourroit-on se plaindre, dans cette espèce, de ce que l'on n'a pas pris la permission de l'ordinaire? Falloit-il aller à l'archevêque de Malines? Non, seulement on a eu recours à son vicaire, mais l'archevêque de Malines a confirmé l'au-

forme de ce vicairé par deux différens  
 actes qui sont joints au procès, en  
 -10 Le septième moyen d'abus se tire de  
 l'épouse, dans la permission donnée par  
 le curé au vicairé général, les noms  
 des parties pour lesquelles on l'a ac-  
 cordée, ne sont pas spécifiés: le curé  
 dit, en termes généraux, que c'est pour  
 de mariage *unius de nobilibus femine par-*  
*ochiane; cum quodam nobili viri mili-*  
*tari;* d'une certaine femme noble ma-  
 paroissienne avec un certain homme  
 noble militaire. Cela rend l'acte inter-  
 cain, par conséquent nul. *Tunc subertis*  
*mutatis datur:* une provision de bo-  
 nitée donnée, *quodam nobili viri;* à un  
 certain homme noble, et son nullité. La dé-  
 nomination vague ne s'en vient point  
 aux personnes, et ne les désigne pas.  
 -11 Ce n'est pas ici une permission géné-  
 rale, comme celle qu'on donne à un  
 vicairé pour tous les mariages de la  
 paroisse: c'est une permission particu-  
 lière, en laquelle les noms ordinairement  
 désignés, il y en a un que celui qui a vu  
 cette permission attroit pour l'écouter qui  
 bon lui attroit, comme dans la paroisse.  
 -12 Mais cette permission est de l'ordon-  
 nance. On a même que le curé gé-  
 néral avoit un pouvoir suffisant de pré-  
 brer le mariage.



D'ailleurs, il faut noter de la différence entre l'acte de célébration, & la permission du curé. b no. 1159. Si, pour justifier le mariage, on n'avait qu'un acte de célébration qui s'expliquerait en ces termes : je certifie avoir célébré le mariage *cujusdam nobilitis, cum quodam nobili* ; & là le cas d'appliquer l'exemple de la provision de bénéfice faite *cuidam nobili viro*, à un certain noble. Il faut que l'acte qui forme la concession de la grace désigne nommément la personne à qui elle est faite ; autrement elle est nulle. Et pour servir d'exemple d'une provision de même qu'une provision donnée à une personne certaine, par une présentation oratoire en termes incertains, serait bonne & valable, le patron ne se plaignant point ; de même aussi, le curé ne s'étant jamais plaint de l'usage qu'on a fait de cette permission ; la célébration étant certaine, & n'y ayant point de nullité de la permission donnée à un prêtre pour célébrer un mariage, n'est pas un acte fait pour être public, & nulles loi n'en règle la forme.

Ce n'est point, dit-on, une permission générale ; c'est une permission (par-

sur le blanc qui restoit dans la feuille, de sorte qu'il est impossible de séparer l'un de l'autre, & de faire une application de la même permission à d'autres personnes que celles qui sont énoncées dans l'acte qui est au pied. Cela ne compose qu'un seul & même acte. Il n'y a point eu d'autre mariage célébré en vertu de cette même permission.

Enfin, où est la loi qui désigne la forme de ces sortes de permissions ? C'est un curé qui confie la fonction à un autre, en cette partie : il le peut faire en tels termes que bon lui semble. La spécification des noms ne peut être nécessaire que par rapport à celui à qui il donne son pouvoir : il faut qu'il sache quelles sont les personnes : s'il ne les a pas nominativement désignées, c'est une confiance qu'il a eue en celui à qui il confioit son pouvoir.

Le sieur *Mansfeld*, d'ailleurs, n'étoit-il pas son supérieur, comme vicaire de l'archevêque de Malines ? Ainsi ce pouvoir, que le curé paroissoit donner, étoit un ruisseau qui sembloit remonter vers sa source.

En un mot, vouloir que, dans ces circonstances, le défaut de spécification expresse des noms, dans la permission

du curé, ni que sur la validité ou invalidité du mariage, c'est ce qu'on ne sauroit autoriser par une loi, la permission étant mentionnée dans l'acte de célébration.

Ajoutons, à tout cela, que, de la manière dont le vicaire général des armées exerce son pouvoir dans les Pays-Bas sur le fait des mariages, il n'a voit pas besoin de cette permission. Les cures ont besoin de la sienne, sans qu'il ait besoin de la leur. On ne trouvera pas un exemple, que le vicaire général des armées en ait jamais demandé en pareil cas. On rapporte un acte de notoriété signé de tous les curés de la ville de Bruxelles, qui déclarent que, dans leurs usages, ils tiennent ces sortes de mariages bons, quoique faits sans leur consentement, ni permission.

Enfin cette difficulté a déjà été proposée à l'archevêque de Malines, qui a intérêt de soutenir le droit des cures de son diocèse. Il déclare qu'après avoir entendu le duc de Guise sur la liberté de son état, le *seur Mansfeld* sur la célébration par lui faite, & le curé de *Sainre-Gudule* sur l'autorisation par lui donnée, il se sent bon & légitime devant Dieu & devant les hommes.

La même difficulté a été examinée une seconde fois à la rote. On insère cette objection discutée dans le vu de la sentence, & une foule d'autorités, par lesquelles les juges se sont déterminés à prononcer que le défaut de spécification des noms dans la permission du curé n'opérait point de nullité dans la célébration; & on ne voit point qu'on ait proposé de raison capable de faire prononcer autrement.

Le huitième moyen d'abus est le défaut des témoins lors de la célébration. Toute la preuve, dit-on, roule sur la signature seule du sieur Mansfeld; & l'original de cette signature est toujours resté entre les mains de la duchesse de Guise: c'est un acte qui n'est revêtu d'aucun caractère public. Le sieur Mansfeld dit qu'il y a eu des témoins: fera-t-on obligé de l'en croire?

Le certificat du sieur Mansfeld n'est pas la seule preuve de cette célébration. L'acte n'est-il pas inscrit dans les registres de la paroisse, qui est le dépôt public? On en rapporte une expédition en forme, qui est legalisée par les officiers des lieux.

On n'a pas fait apporter le registre, il est vrai; parce qu'il n'y a point d'int

cription de faux contre l'acte authentique que l'on rapporte; & on ne craint pas qu'il y en ait.

On y fait mention expresse de l'assistance des témoins au nombre requis par le concile; ces témoins n'ont pas signé, parce que ce n'est point l'usage du pays. Les parties même n'ont pas signé, parce que cela ne s'est jamais pratiqué; & c'est un usage qui est prouvé, non-seulement par des certificats, par des actes de notoriété, mais par des extraits, délivrés en forme, sur le registre de la paroisse, contenant plusieurs actes de célébration de mariages. Pas un n'est signé ni des parties, ni des témoins, ni du curé même: l'acte est seulement inscrit de la main du curé, ou de son vicaire. C'est un usage qui étoit tel alors, qui n'a pas changé depuis ce tems-là.

Cet usage n'est pas si bon que le nôtre; mais, en un mot, tel est celui de ces peuples; & le témoignage précieux de la bonne foi qui se trouve parmi eux. Ils n'ont pas encore été obligés d'y donner atteinte; au sorte qu'il est plus digne de vénération que de reproche.

Il faut décider par les usages du

pays : & parce que ce n'étoit ni le curé ni son vicaire qui avoient fait cette célébration. Quand il l'a transcrit sur son registre, il l'a fait certifier sur le même registre par celui qui avoit fait la célébration. Les parties ne sont-elles pas tous les jours obligées par des jugemens où le juge fait mention de leur consentement, quoiqu'elles ne signent point ? En un mot, tel est l'usage.

Si on eût fait signer les témoins, c'eût été une affectation contraire à ce qui se pratique. On n'en eût fait un moyen contre le mariage. *Nimie va-t-elle d'alez*, pourroit-on dire. Trop de précaution annoncer le doct.

Le neuvième moyen d'abus qu'on oppose est le défaut de bénédiction nuptiale. Le sieur *Manfeld* dit simplement qu'il a célébré, & que les parties ont contracté par paroles.

C'est le langage de tous les actes de célébration en ce pays. Vingt extraits des registres en font foi. Il n'en est pas un seul où il soit parlé de bénédiction. Cela n'empêche pas que le prêtre ne la donne ; mais il ne confie autre chose, dans l'acte, que la célébration. Et cela est conforme aux termes dans lesquels s'explique le concile.

Le dixième moyen d'abus, on le fonde sur le défaut de consentement du roi; qu'on prétend nécessaire pour les mariages des grands seigneurs, quand ils se contractent hors du royaume avec des étrangères.

Pour que ce défaut de consentement opérât la nullité d'un mariage, dans ce cas il faudroit qu'il y eût une loi, un canon, une ordonnance, un règlement qui eût prononcé les mariages non-valablement contractés par cette raison. Ou est l'exemple qu'il y ait eu un mariage, en ce cas, déclaré nul, & même incapable d'effets civils.

Il y a plusieurs exemples, dans l'histoire, que le roi ptenoit des promesses des grands seigneurs pour les contenir sur ce point; il n'y avoit donc point de peines établies contre ces mariages.

Le roi peut faire des défenses de les contracter, comme a remarqué M. de Tillet; mais il ne les a jamais faites par aucune ordonnance; il n'a jamais prononcé; en ce cas, ni l'invalidité du contrat, ni même l'inexécution.

Tout le monde sçait la délibération du clergé, en 1639 (1), qui établit la

(1) Gaston de France, frère unique de

L'intérêt de l'état exige que le roi mette le sceau aux mariages des premiers par son approbation, parce que leurs alliances rejaillissent sur la couronne à laquelle ils appartiennent,

Ces docteurs furent messieurs *Isambert, Froissard, Lescot, Habert, Cornet, Duval & de Raconis*. En conséquence de ces décisions, le mariage de ce prince fut réhabilité en face d'église, du consentement de Louis XIII, dans le château de Meudon, par l'archevêque de Paris.

L'auteur de la bibliothèque canonique ; *Mariages, tome 2, p. 25*, fait deux remarques au sujet du mariage de ce prince. Premièrement que les sentiments de la sorbonne n'avoient pas été uniformes. Secondement, que la réponse de l'assemblée est indubitable pour la proposition de droit ; que les coutumes des états, fondées sur une ancienne prescription, & autorisées de l'église, peuvent apporter une condition dont le défaut rend les mariages nuls. Pour la question de fait, il n'en convient pas.

Mais *Feyrer, L. 5, c. 1, p. 5*, rapporte plusieurs exemples qui autorisent cette coutume de la France : il rapporte, entr'autres, après *Fauchet*, le mariage de *Louis Lebesgue* avec *Ansgarde*, qui fut cassé, quoiqu'il en eût eu deux enfants, parce qu'il avoit été fait sans le consentement du roi son père. Ce prince se maria ensuite avec *Alix*, de laquelle il eut *Charles le Simple*, qui régna après lui sans aucune contestation.



dont ils peuvent hériter en leur rang. L'honneur du roi & de la couronne demandent donc que leurs mariages soient dignes d'eux.

On convient que l'intérêt de l'état exige aussi que les seigneurs ne se ma-

*M. de Launoy*, dans la seconde partie de son traité du pouvoir des princes sur les mariages, fait voir, par une longue tradition historique, qu'il commence au règne de *Charles le Chauve*, & qu'il conduit jusqu'à *Louis XII*, en suivant l'histoire de presque tous les rois de France, qu'il n'a jamais été permis, même aux grands seigneurs du royaume, de se marier légitimement sans l'assentiment du roi.

*Le sieur de Beaufort*, dans la vie de *Philippe le Bel*, rapporte qu'il a lu, dans un ancien manuscrit, que c'étoit une ancienne coutume de France, que les seigneurs du royaume ne pussent se marier avec des étrangères sans le consentement du roi. Cette coutume se trouve aussi autorisée dans les royaumes de Naples & de Sicile par une loi de l'empereur *Frédéric II*, & dans le royaume d'Angleterre par des loix & des exemples que cite *M. de Launoy*.

On ajoutera que de sages politiques, qui ont vécu avant *Jésus-Christ*, ont dit des grands seigneurs, que, comme leurs mariages font souvent du bien ou du mal à l'état, c'est à la république, ou au prince, à les défendre, ou les ordonner. *Potentiorum matrimonia semper esse à republicâ.*

rient pas pour transmettre leurs biens hors du royaume. Mais ici c'est un seigneur qui devoit amener sa femme en France. Quel préjudice le royaume en auroit-il souffert ? Il auroit pu y jouir des biens de sa femme.

Un mariage d'un grand seigneur ne doit pas être permis, quand il peut produire quelque effet contraire au service du roi. Ce n'est pas le mariage du duc de Guise qui a produit sa retraite hors le royaume ; mais c'est la retraite de ce seigneur qui a donné lieu à ce mariage.

Le roi ne s'en est jamais plaint : en lui pardonnant sa rébellion, il n'a point désapprouvé son mariage : la maison royale l'a approuvé & reconnu.

Le roi *Henri III*, dans l'assemblée des notables tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1583, proposa aux états de faire des défenses à tous princes, ducs, officiers de la couronne, de s'allier sans le consentement de sa majesté. Il ne demandoit pas que leur mariage fût déclaré non valablement contracté, ni incapable d'effets civils sans ce consentement ; mais il exigeoit que la peine eût pour objet la privation de leurs états.

Les notables répondirent que les défenses de s'allier sans la permission du roi pourroient être faites pour l'avenir. Elles n'ont jamais été faites.

Tels sont les moyens d'abus que l'on propose contre le mariage de la comtesse de *Bossa* avec le duc de *Guise*.

Pour leur donner de la faveur, on produit une information faite à la requête de ce seigneur contre cette dame; on donne cette information comme un tableau fidèle de sa conduite déréglée.

Le duc de *Guise*, ne pouvant point réussir à faire casser son mariage, par un coup de désespoir, entreprit cette information, composée de quatre laquais, dont le plus considérable, nommé *Sans-fouci*, s'établit domicile dans un cabaret à Montmartre: c'est dans ce lieu-là que le complot a été fait. Que dépose-t-il? Que la duchesse de *Guise* auroit voulu perdre son procès à Rome, pour pouvoir épouser un particulier. Comment accorder cela avec les poursuites vives & sans relâche qu'elle faisoit à Rome même, pour soutenir la validité de son mariage, & avec le refus des propositions que lui fit le duc de *Guise*? Il lui demandoit son conq

ferment à la cassation de ce même mariage. Un autre témoin dépose qu'elle se sauva, la nuit, du couvent de Gharmepoils un habit d'homme à cheval ; *incognito* ; tandis qu'il est notoire qu'elle en sortit en plein jour, à la vue de tout le monde, le jour de son départ pour la Flandre.

Enfin ces dépositions sont des tissus de faussetés. Comment pourroit-on donner cours aux traits qui noircissent la duchesse de Guise, dans une information qui se décrédite d'elle-même, par la supposition qui en est l'ame ? Jugeons-en par le mépris que le duc de Guise en a fait. Il n'en a jamais tiré aucun parti ; il n'a jamais fait décréter ; &c. depuis trente ans qu'elle a été faite, on l'a ensevelie dans le silence. N'est-elle pas, d'ailleurs, effacée par l'éclat de la sagesse de la duchesse reconnue par tant de témoignages illustres ? Une seule ombre ne peut donc jamais lui nuire.

La validité du mariage étant ainsi rétablie, il est facile d'établir, en même temps, les demandes formées par la prière de Berghes.

*du Duc de Guise. 285*

Il y en a de deux sortes. Les unes regardent le paiement des conventions matrimoniales, douaire, préciput, paiements; les autres concernent la restitution des sommes payées à l'acquit du duc de Guise par sa femme.

La principale de ces demandes tend à ce que le contrat de mariage soit déclaré exécutoire contre les héritiers du duc de Guise.

Le contrat, quoique passé en pays étranger, du moment qu'il est rédigé dans les formes, & suivant les usages ordinaires du pays, doit avoir son exécution en France, comme s'il l'eût eue dans le pays où il a été reçu. C'est la différence que nous faisons, dans le royaume, entre les contrats passés en pays étrangers, & les jugements qui y sont rendus.

À l'égard des jugements, il est vrai qu'ils ne s'exécutent point sur les biens situés en France, il faut se pourvoir par nouvelle action: & nous ne pouvons nous en dispenser, en France, de jugements exécutoires que ceux qui sont prononcés par des juges dont la juridiction émane de la souveraineté du roi, qui seul a le droit sur le temporel de son royaume.

pays. La foi publique & la liberté du commerce veulent que tous contrats soient obligatoires, en quelque pays qu'ils soient passés.

Le consentement des hommes pour s'obliger, & hypothéquer leurs biens, doit être libre, & avoir son effet en tout pays.

C'est le droit des gens autrement.

si l'on établisoit qu'un François ne s'obligeroit point en contractant en pays étranger, pendant que l'étranger s'obligeroit avec les François; ce seroit violer la bonne foi, qui doit être la base de la société publique, ce seroit interdire aux François tout commerce avec les nations, & leur ôter la participation au droit des gens.

De tous les contrats qui se passent, les contrats de mariage sont sans doute les plus considérables, & la plus favorable.

Quoiqu'il en soit, il s'agit, soit sous signature privée, si n'en est pas moins obligatoire; parce que tel est l'usage du pays. La date en est certaine, & par les deux témoins qui ont assisté au contrat, & à la célébration; & par la date de célébration qui est du même

jour du contrat. Aussi le duc de Guise n'en a-t-il jamais contesté la vérité, de son vivant.

On oppose, contre les demandes du prince de Berghes, des moyens généraux, & des moyens particuliers contre chacune.

Deux moyens généraux. Premièrement, le mariage, supposé qu'il fût bon, est incapable d'effets civils, parce que le duc de Guise étoit mort civilement. Secondement, il n'a jamais eu d'effets civils en France, & il n'est plus tems de les demander.

A l'égard du premier moyen, le duc de Guise, dit-on, étoit condamné à mort, la contumace exécutée. Il est vrai : mais il y a deux réponses invincibles à cet argument. La première, le duc de Guise a été rétabli. La seconde, il a été rétabli dans les cinq ans.

Il faut convenir, premièrement, que la condamnation prononcée contre le duc de Guise ne le mettoit point hors d'état de contracter mariage ; parce que le mariage, à le considérer dans la société, est un contrat du droit des gens, & à le considérer dans l'église, c'est un sacrement. La mort civile n'ôte la participation ni de l'un ni de l'autre.

Il est vrai que la condamnation & mort civile auroit emporté l'incapacité des effets civils, si elle eût subsisté. Mais qu'est devenue cette condamnation? Elle a été anéantie par la grâce du prince; & le duc de Guise a été restitué, comme si rien ne sût arrivé.

Quel est l'effet de cette restitution? Quand elle est générale, comme celle-ci, c'est d'effacer entièrement & le crime & la condamnation, & la faire réparer non-avenue; & de remettre le condamné au même état que s'il n'y en avoit jamais eu. C'est une maxime que nous trouvons établie dans la loi dernière au code de *restit. in integ.* Ne Que l'on lise nous les docteurs sur cette loi, qui est le siège de la matière, on n'en trouvera pas un qui ne soit d'avis que l'abolition accordée par le prince opère un retour entier à tous les droits du condamné, sans qu'il reste aucun vestige de la condamnation.

Ils comparent tous cette restitution au droit que les Romains appelloient *post liminium*, droit de retour. En vertu de ce droit, ceux qui avoient été prisonniers chez les ennemis, reprennent, en rentrant dans Rome, tous leurs droits de cité & autres, sans au-

cune



d'une altération ; parce que l'on feignoit qu'ils n'en étoient jamais sortis.

Aussil'effet de la restitution accordée par la grace du prince, disent tous les docteurs , est de feindre qu'il n'y a jamais eu de condamnation.

C'est la raison pour laquelle on juge alors qu'il n'y a point de confiscation acquise aux seigneurs , parce que le crime est réputé éteint dans sa source.

On s'est efforcé d'exagérer , en cet endroit , le crime du duc *de Guise*. On n'entreprendra point de l'excuser ; mais il'auroit été à souhaiter qu'on eût concilié , à cet égard , le commencement de la plaidoierie avec la fin.

Dans le commencement de la cause , on a représenté la sortie du duc *de Guise* hors le royaume , comme l'effet d'une animosité particulière entre lui & le ministre qui étoit lors en place ; on a dit que les bénéfices qu'il possédoit aggravoient encore son crime , & que le ministre étant mort , il ne se trouva aucun obstacle à son retour.

On a présenté , ensuite , ce crime tout autre. On a dit qu'il étoit d'une telle nature , que , de lui-même , il emportoit la mort civile , sans que la condamnation fût prononcée.

Tout cela est indifférent. Que l'on donne telles idées que l'on voudra de la grandeur du crime, il a été entièrement aboli par le prince : il est réputé non-venu : par conséquent le duc de *Guise* pleinement libre, & capable de tous les actes qu'il a passés intérieurement. On ne dira pas simplement qu'il reprend sa capacité : il est réputé ne l'avoir jamais perdue ; il n'a pas cessé de pouvoir acquérir, vendre, posséder ; à plus forte raison contracter mariage.

Son crime, sa condamnation étoient un obstacle à cette capacité : l'obstacle est levé par la grâce du prince, qui a un effet rétroactif à la source, puisqu'elle anéantit le crime *ab initio*, qui est réputé non-arrivé. Ainsi la capacité demeure en son entier : il est censé ne l'avoir point perdue ; puisqu'il est réputé n'avoir point fait le crime, le crime est comme non-venu.

Il est de la grandeur du souverain que la grâce ne laisse aucune cicatrice à la plaie ; il a voulu en effacer entièrement & la mémoire & l'effet. Il y a même lieu de croire que c'est la première grâce que *Louis XIV* ait accordée après son avènement à la couronne,

Il est impossible de douter que cette restitution n'ait éteint le crime & tous ses effets , sans révoquer en doute le pouvoir du roi : & c'est ce que l'on n'oseroit soutenir. N'est-ce pas une belle subtilité de dire que ce rétablissement est une grace à la famille , que ces lettres ne parlent point de la duchesse de *Guise* ?

Est-il besoin qu'elles en parlent ? La femme ne suit-elle pas la condition de son mari ? Il n'y avoit point de condamnation contre la duchesse de *Guise* : c'est le duc de *Guise* qui avoit été condamné , c'est lui qui a été rétabli. Son rétablissement est une résurrection , comme disent les pères Grecs , quand ils parlent de ces sortes de restitutions accordées par les empereurs ; c'est un retour à la vie civile , sans mélange d'aucune infirmité : par conséquent il faut considérer ce mariage de la même manière que s'il n'y avoit jamais eu de condamnation.

On va plus loin , & c'est la seconde réponse à cette objection. La condamnation du duc de *Guise* n'a point emporté de mort civile , parce que c'est une condamnation par contumace ; & il a été rétabli avant les cinq ans.

Que la condamnation soit par contumace, le fait n'est pas révoqué en doute. Il est pareillement certain que le rétablissement a été accordé avant l'expiration des cinq ans. La condamnation est du 6 septembre 1641 ; le rétablissement est du mois d'août 1643 : il n'y avoit pas seulement deux années entières. Et on veut que cette condamnation ait emporté une mort civile !

On sçait la différence que la loi fait, à cet égard, entre les condamnations contradictoires, & les condamnations par défaut.

- Toute capacité civile vient de la loi ; & comme c'est la loi seule qui la donne, c'est la loi seule qui en peut priver. Elle a introduit cette privation dans certains cas ; mais elle y a opposé ses restrictions, au-delà desquelles il n'est pas permis de la porter.

C'est de-là que nous apprenons la différence qu'il faut faire entre les condamnations contradictoires, & les condamnations par défaut.

- Les condamnations contradictoires produisent l'incapacité, dès l'instant de la prononciation, quand même le criminel s'échapperait ensuite (1), parce

(1) Cette assertion est contraire aux vrais

que le condamné étant présent, ayant été entendu en sa défense, son jugement est parfait. Ainsi il est raisonnable qu'il ait son exécution dès ce moment. La loi l'ayant jugé digne de mort en connoissance de cause, elle ne le connoît plus pour homme vivant.

Mais, à l'égard des condamnations par défaut, la loi donne un tems au condamné pour se représenter & venir proposer sa défense : l'échéance de ce délai est le terme de sa capacité, ou l'époque de son incapacité civile. Il conserve son état & ses biens pendant les cinq ans ; & ce n'est qu'après ce tems écoulé qu'il en est dépouillé : de sorte que, s'il est rétabli dans les cinq ans, il est présumé n'avoir jamais perdu sa capacité, il recueille les successions, & exerce tous les actes de la vie civile. C'est ce qui paroît par la disposition de l'article 28 de l'ordonnance de Moulins : c'est-à-dire que, durant ce tems-là, la confiscation n'est point acquise au

principes de la matière, qui exigent, pour qu'une condamnation, même contradictoire, produise quelque effet, que le jugement ait été exécuté. Voy. le *Traité de la mort civile*, p. 144 & suiv.

roi. Les condamnés restent donc propriétaires & possesseurs.

Il est donc vrai que les condamnés à mort par contumace conservent la capacité des effets civils pendant les cinq ans ; jusques-là qu'un homme qui revient dans cet espace de tems , & sans être représenté , venant à décéder avant l'expiration de ce terme , est réputé mourir *integro statu* , dans l'intégrité de son état ; & les actes qu'il a passés sont jugés bons & valables (1).

Ici , le rétablissement du duc de Guise s'est fait non - seulement dans les cinq ans , mais dans les deux ans de la condamnation par contumace.

Il n'avoit donc pas encore perdu les facultés de la vie civile, il n'avoit donc pas encore perdu le pouvoir d'acquiescer , de posséder , de succéder , moins encore celui de contracter mariage. Le roi prononce : *toutes les procédures de contumaces mises au néant.* Il ne veut

(1) Cette question , qui est ici traitée fort succinctement , pour ne pas dire fort légèrement , est très-épineuse , & demande la plus grande attention. Elle est discutée avec beaucoup d'étendue dans le traité de la mort civile , p. 181 , & suiv.

donc pas qu'elles aient aucun effet.

On oppose qu'il n'a pas purgé la contumace dans les règles ; qu'il ne s'est pas représenté & mis en état. Cela est vrai.

Mais il en a été expressément dispensé par lettres patentes ; & la cour les a enregistrées purement & simplement. Ce qui prouve même l'absolution entière du crime. Il n'avoit point besoin d'arrêt d'absolution , puisqu'une absolution juridique suppose une accusation. Mais le roi , ayant tout effacé , il n'y avoit plus ni crime , ni accusation ; autrement il faudroit mettre des bornes à la puissance du roi.

C'est une illusion de se servir, en cet endroit , de l'article 4 de l'ordonnance de 1639 , par lequel le roi ne veut pas que l'on ait égard aux lettres de réhabilitation qui seroient accordées aux coupables de crime de rapt. Le duc de *Guise* n'étoit point en ce cas.

Il faut donc écarter toutes les inductions que l'on a voulu tirer de l'incapacité civile ; & il paroît que *Monsieur* & *monseigneur le prince* n'y ont pas beaucoup compté , puisqu'on a appelé comme d'abus de la célébration du mariage ; & qu'on s'est déterminé à pren-

dre cette voie après cinquante - huit ans ; ce que l'on n'auroit pas fait sans doute , si on avoit trouvé un moyen suffisant pour fonder l'incapacité civile , indépendamment de la validité du mariage.

Voici ce que l'on a encore allégué pour soutenir cette prétendue incapacité. C'est , dit-on , une étrangère , une ennemie qui se marie , pendant la guerre , à un seigneur du royaume : ce seigneur se marie sans la permission du roi. A ce propos , on a cité la déclaration faite en 1685 , qui prononce , dans ce cas , des peines afflictives contre les hommes & contre les femmes.

Qu'on regarde , si l'on veut , ce mariage comme une suite du crime de rébellion du duc de *Guise*. Et le crime & les suites ne sont-elles pas enveloppées dans le pardon que le roi lui a accordé ? D'ailleurs , quand la guerre est finie , le titre d'ennemi s'évanouit.

Il est vrai qu'il est de la bienséance ; qu'il est du devoir des grands seigneurs du royaume , de ne point contracter mariage sans demander l'agrément du roi : le roi peut faire , comme on a dit , une loi qui prononce l'incapacité , qui pourra produire un empêchement dirimant ,



& rendra ses sujets inhabiles à contracter mariage dans ce cas. Mais certe loi n'existe point ; il n'y en a encore aucune qui ait déclaré ces sortes de mariages incapables d'effets civils, ou qui leur ait opposé des empêchements dirimants.

Enfin , on a dit : ce mariage n'a jamais eu d'effet en France ; & n'y a jamais été connu : le contrat n'est vérifié qu'en 1699. On a même dit , en plaidant , que la duchesse *de Guise* n'a point obtenu des lettres de naturalité , qu'elle ne s'est jamais présentée à la justice.

Il n'y a point de prescription à opposer. S'il étoit question d'établir la capacité de la duchesse *de Guise* , pour recueillir , comme héritière , une succession en France , il seroit aisé d'établir qu'elle n'auroit pas besoin des lettres de naturalité , & que les héritiers du Brabant succèdent , en France , comme les regnicoles , sans que le droit d'aubaine ait lieu à leur égard ; que cela est expressément porté par les traités de Cambrai & de Crépy ; par les lettres-patentes du roi *Henri IV* , enregistrées en la cour au mois d'août 1597 , dont l'exécution a été confirmée , depuis , par plusieurs arrêts que nous trouvons dans Bacquet ,

*droit d'aubaine, chap. 8.* C'est un pays qui a fait autrefois partie du domaine de la couronne, & qui n'a été démembre, dans les premiers tems, qu'à la charge d'en relever en fief.

Mais, sans nous jeter dans cette dissertation, a-t-on jamais ouï dire qu'une étrangère eût besoin de lettres de naturalité, pour demander l'exécution des clauses de son contrat de mariage avec un François né sujet du roi ?

Ce contrat étant obligatoire par tout pays, l'exécution n'est-elle pas du droit des gens ? L'on ne regarde point comme aubaine, une femme étrangère qui épouse un François.

Comme femme, elle suit la fortune & le domicile de son mari ; elle est considérée comme faisant partie de sa famille : *in manu mariti est*, dit la loi ; & comme il ne faut point de lettres de naturalité pour se marier, il n'est pas besoin aussi de lettres de naturalité, pour demander sa dot, son douaire, & les autres conventions dont un contrat de mariage est susceptible.

Mais, outre que la duchesse de Guise, en qualité de femme subordonnée à son mari, n'avoit pas besoin de lettres de naturalité, elle n'a même eu d'action ouverte que par la mort de son

mari. Elle a commencé, dès-lors, à agir; elle s'est opposée au scellé, elle a ensuite fait juger son état.

Les demandes qui naissent de la validité de ce mariage sont considérables, par rapport aux grands biens qu'elle avoit réunis en sa personne. Mais ce n'est pas le bien de *Monsieur*, ni de *M. le prince* que demande le prince de *Berghes*. Il exerce une créance légitime sur la succession de la maison de *Guise*; dont le profit monte à plus de neuf millions: il a demandé une créance qui n'étoit pas inconnue à mademoiselle de *Guise*, qui paroît avoir eu l'intention de charger ses héritiers & ses légataires de l'acquitter.

Son testament porte que, sur les revenus des grands biens qu'elle laisse, on acquittera toutes les dettes de la maison, avant que ceux à qui elle les laisse puissent en jouir.

Quel est le motif qui lui a inspiré cette sage disposition? Elle nous apprend, au commencement de son testament, que c'est pour satisfaire aux obligations de sa conscience, & de celle de tous ceux dont Dieu a permis qu'elle ait recueilli les successions. Elle scavoit le mariage du duc de *Guise* son

frère, dont elle avoit recueilli les biens; elle sçavoit le jugement de la rote, les obstacles qu'elle-même avoit apportés à son exécution; tous les actes de ce mariage lui avoient passé par les mains; & elle en connoissoit la bonne foi. Elle recommande, en mourant, à tous ceux à qui elle laisse ses biens, de réparer le mal qu'elle a fait, d'effacer ses injustices: c'est une loi qu'elle a prononcée elle-même, & dont on demande la confirmation.

On convient que le douaire, le préciput, la provision alimentaire dépendent de la validité du mariage; & que si il n'y a point de mariage, toutes ces demandes deviennent caduques. Mais elles sont incontestables, si elles ont pour base une union légitimement contractée.

Je ne suivrai point le prince de Berghes dans la discussion des autres droits qu'il prétendoit exercer contre la succession de mademoiselle de Guise, pour raison des sommes que le duc de Guise avoit reçues de la comtesse de Bossu, & de celles qu'elle avoit payées à son acquit, comme la caution.

Si le mariage est déclaré valable, dit M. Noyet, il n'est pas certain

que le prince *de Berghes* ait droit de répéter ces sommes.

Mais si on alloit le déclarer nul , elles seroient certainement exigibles , & produiroient des intérêts du jour des paiements ; ce qui produiroit des sommes énormes , tant en principal qu'en intérêts , qui se paient en Flandres , sur le pied du denier seize.

Après ces discussions, *M. d'Aguesseau*, avocat-général , & depuis chancelier de France , prit la parole , & examina d'abord les fins de non-recevoir opposées à *Monsieur* , & à *monseigneur le prince* , par le prince *de Berghes*.

La première se tiroit de la qualité des parties , qui n'étoient que des collatéraux.

Est-il bien vrai , disoit ce magistrat , que la loi ne puisse presque jamais écouter les plaintes des collatéraux qui attaquent un mariage contracté par celui qu'ils représentent ?

Il est , en cette matière , trois ou quatre principes confirmés par un si grand nombre d'arrêts , que c'est les avoir prouvés , que de les avoir simplement proposés.

Un mariage ne peut être attaqué , du vivant de celui qui l'a contracté ,

que par les parties mêmes qui ont contracté ce lien ; ou par les pères , mères , tuteurs ou curateurs que la loi a rendus dépositaires de son autorité , pour veiller sur la conduite des enfants de famille mineurs , & venger , en même-tems , l'offense publique , & leur injure particulière.

Mais cette puissance n'a point été confiée aux collatéraux , qui ne peuvent faire entendre leurs plaintes qu'après la mort de celui dont ils veulent contester le mariage.

Ce n'est pas qu'ils acquièrent une autorité qu'ils n'avoient pas ; mais on juge qu'ils ont droit d'attaquer le mariage , parce qu'ils ont un intérêt sensible à le détruire.

Mais comment doivent-ils user de ce droit ?

Deux sortes d'abus peuvent faire déclarer un mariage non valablement contracté & célébré.

Les uns produisent des nullités qui ne sont relatives qu'à certaines personnes ; mais ces personnes seules peuvent les faire valoir ; & elles deviennent des armes impuissantes dans toute autre main.

Il est d'autres nullités qui , n'ayant

pour objet que l'utilité publique, peuvent être proposées par tous ceux qui ont intérêt d'attaquer un mariage.

L'ancienne & la nouvelle jurisprudence sont parfaitement d'accord sur ce point. Toutes les fois que des collatéraux ont proposé des nullités générales, essentielles, absolues, comme le défaut de présence du propre curé, on n'a pas cru que la qualité de collatéraux pût faire donner des suites légitimes à ce qui est nul dans son principe.

Il faut convenir cependant que, quand un mariage est suivi de la naissance de plusieurs enfants, ratifié par une longue cohabitation, confirmé par une possession tranquille, publique, continuelle, dont la mort seule a interrompu le cours, sans que personne ait entrepris d'y porter la moindre atteinte. Quand, d'un autre côté, on voit des collatéraux avides troubler les cendres d'un défunt, & attaquer un mariage qui a existé long-tems aux yeux de la famille & du public, qu'ils ont souvent eux-mêmes approuvé par leur conduite, on rejette alors leurs plaintes; & on leur impose un silence éternel, en les déclarant non-recevables.

C'est par ces principes que l'on con-

cilie parfaitement la contrariété apparente qui se trouve dans les arrêts. La diversité des circonstances produit seule la diversité des arrêts.

Il faut donc examiner ici les circonstances de cette affaire.

Qui est-ce qui se présente pour attaquer le mariage du duc de *Guise*, avec la comtesse de *Bossu* ? Sont-ce des collatéraux avides qui veulent troubler l'union d'un mariage subsistant ?

Mais il y a plus de trente-cinq ans que la mort a dissous ce mariage.

Sont-ce des parents qui ne proposent que des nullités relatives, établies par les loix en faveur des pères, & qui n'ont de force, que quand c'est eux qui les proposent ?

Il est vrai qu'on en allègue ici quelques-unes de ce caractère ; mais on en ajoute d'autres qui peuvent être écoutées dans la bouche de toutes sortes de personnes ; c'est le défaut de présence du propre curé ; l'incapacité des contractants, & la clandestinité de leur engagement.

Enfin, sont-ce des héritiers qui viennent attaquer une union qui a toujours été reconnue & respectée par ceux qui l'ont formée ?



Au contraire , ce sont des héritiers qui ne font que reprendre une action déjà intentée & poursuivie par celui qu'ils représentent.

Bien loin d'être mort dans la paisible possession de son état , *M. de Guise* a employé tout le reste de sa vie à réclamer contre cet état , & il n'a pas fait une démarche qui n'annonçât la ferme résolution de l'anéantir.

D'ailleurs ce n'est pas à *M. de Berghes* à imputer aux héritiers de *M. de Guise* l'appel comme d'abus qu'ils ont interjeté. Paisibles possesseurs de ses biens , ils n'ont élevé aucune contestation touchant l'état de la comtesse de *Bossu*. Son héritier les attaque ; ils repoussent l'attaque par le seul moyen qui fût en leur pouvoir ; l'appel comme d'abus. Seroit-il juste qu'on eût la liberté de les attaquer , & qu'ils n'eussent pas celle de se défendre ?

La seconde fin de non-recevoir que l'on oppose , est puisée dans l'espace de tems qui s'est écoulé depuis la célébration du mariage. Quel engagement , a-t-on dit , pourra être en sûreté , si cinquante-huit ans ne suffisent pas pour en fixer la destinée ?

Mais , sans s'arrêter sur ces grandes

maximés, tant de fois répétées, que l'abus ne se couvre point, qu'on ne peut prescrire contre la pureté de la discipline établie pour les mariages; que la nullité du titre réclame perpétuellement contre ceux qui veulent s'en servir: il suffit de dire que l'on oublie encore, en proposant cette fin de non-recevoir, que cet appel comme d'abus n'est pas tant une demande formée par les héritiers du duc de *Guise*, qu'une défense qu'ils opposent à la prétention de l'héritier de la comtesse de *Bossu*; qu'ainsi cet appel ne doit jamais paroître trop tardif, puisqu'il a été opposé, sur le champ, à la demande qui l'a provoqué.

S'il falloit même imposer silence à l'une ou l'autre des parties, à qui pourroit-on reprocher ici de la négligence, ou des héritiers de la dame de *Bossu*, que tant d'intérêts devoient exciter à agir, ou de la maison de *Guise*, qui pouvoit se contenter de jouir, en repos, du silence de son adversaire?

On emprunte la troisième fin de non-recevoir de cette loi équitable du droit romain qui rendoit l'état des morts immuable, après cinq ans.

N'examinons point, disoit M. l'avocat-général, si cette espèce de prescrip-

tion est adoptée dans nos mœurs. Peut-être auroit-on de la peine à trouver des arrêts qui l'eussent autorisée. Mais, quand on la regarderoit comme un exemple digne d'être imité, conviendrait-elle à l'espèce de cette cause ?

Deux conditions essentielles étoient requises, pour qu'on pût profiter de cette prescription.

1°. Il falloit que celui dont on vouloit défendre l'état contre une recherche odieuse, après cinq ans, fût mort dans une possession certaine & publique de sa condition. Tel il avoit paru au moment de sa mort, tel la loi le réputoit toujours; lorsque le terme de cinq années avoit mis le dernier sceau à sa destinée. *Si . . . ut civis Romanus usque in diem mortis vixit. Si quasi ingenua communi opinione vixit . . . pro ingenuâ in die mortis egerit.* Ce sont les termes des loix 1, 4, 6, cod. *de statu defuncti. post quinq. quar.*

Ce n'est pas tout. En vain cet état auroit été public, s'il eût été contesté. La loi ne traite favorablement que les possesseurs pacifiques. Le moindre trouble, la moindre interruption est suivie de la perte d'une grace qui n'est accordée qu'à la bonne-foi. *Si, quando*

*vixit, sine interpellatione ut civis Romanus egit. . . . Si velut ingenuus vixit, nec statûs controversiam passus est. L. 2, L. 7, cod. eod.*

Telles sont les conditions sous lesquelles la loi protège l'état des morts ; conditions qui manquent toutes deux également dans l'espèce de cette cause.

L'état de la comtesse de Bossu n'a jamais été un état public, reconnu, approuvé dans le royaume. Peut-on alléguer, en sa faveur, une possession que la différence des royaumes peut faire regarder comme clandestine, ou du moins comme absolument inutile ? Ne pourroit-on pas, au contraire, lui appliquer ces termes d'une loi, qui conviennent parfaitement à son état ? *Nec enim senatus - consultum intervenit, si defunctus in fugam conversus atque latitans decessit. L. 8, cod. eod.*

La comtesse de Bossu a toujours fui la lumière de ce tribunal, & l'éclat du rang que sa qualité de veuve d'un duc de Guise auroit dû lui donner en France. Elle a vécu dans les Pays-Bas, pendant plus de quatre années de paix entre les puissances, obscure, inconnue, & presque ignorée des héritiers de M. le duc de Guise.

Enfin cet état, ou public, ou caché, n'a point été paisible. C'est en vain que l'on invoque l'autorité de *Papinien*, qui décide que la prescription des cinq ans peut revivre en faveur de celui dont l'état a été contesté, lorsque la contestation est éteinte, & comme assoupie par un long silence.

Il faudroit que ce long silence eût précédé la mort de la comtesse de *Bossu*. Mais on ne peut pas feindre un moment de silence, lorsque son héritier ne se défend de la prescription que par les guerres continuelles qui l'ont empêché d'agir.

Les fins de non-recevoir écartées; M. l'avocat-général se dispose à entrer dans le fond. Mais il trouve encore un obstacle à combattre; c'est le jugement de la rote, par lequel on prétend que la question a été non-seulement préjugée, mais décidée irrévocablement.

Deux questions, à cet égard, L'appel est-il recevable? S'il est recevable dans la forme, les moyens en sont-ils solides & légitimes dans le fond?

On ne trouve qu'un exemple d'appel comme d'abus d'un jugement de la rote; c'est le recueil des libertés de l'église gallicane qui nous le fournit,

*Nicole de Pars*, pourvu d'une cure dans le diocèse de Verdun, prit cette voie contre une sentence de ce tribunal, qui contenoit plusieurs clauses abusives. L'appel de l'exécution de cette sentence & de toutes les procédures qui avoient été faites contre l'appellant, fut reçu. La cour de Rome lança, contre *Nicole de Pars*, un interdit, à l'effet de le forcer à déférer aux jugemens de la rote. Cet interdit fut déclaré abusif, par un arrêt solennel.

Cet exemple est unique, il est vrai, parce qu'il est presque inoui qu'un François ait procédé à cette juridiction. La pragmatique, le concordat, un usage plus ancien que ces deux-loix; tout s'oppose à une telle procédure. Le remède est presque ignoré, parceque le mal est presque inconnu: mais, de ce que, depuis long-tems on n'a point éprouvé la malheureuse nécessité de s'en servir, il n'en est pas moins légitime, & l'application n'en est pas moins nécessaire. *Nova res novum juris remedium desiderat*, disoit autrefois l'empereur *Marc-Antonin*, dans une occasion semblable.

Mais si cet appel, quoique d'un exemple si rare, peut cependant être

écouté, sera-t-il, moins recevable, parce qu'il a pour objet un jugement rendu par un tribunal, auquel on donne le nom de souverain?

Ce seroit d'abord une grande question, disoit M. l'avocat-général, de sçavoir si l'auditoire de la rote peut mériter, en général, & sans aucune distinction, le titre de tribunal souverain?

Si le tems, disoit-il, permettoit d'entrer dans des dissertations plus curieuses qu'utiles, on feroit voir que, par sa nature, tout jugement d'un auditeur de rote est sujet à être réformé; que, dans leur première origine, les auditeurs n'étoient pas de véritables juges; qu'ils recevoient les plaintes, écoutoient les supplications de ceux qui avoient recours à l'autorité du saint Siège, faisant, auprès du pape, à-peu-près, les mêmes fonctions, que les maîtres des requêtes faisoient autrefois auprès du roi. Que, bien loin de rien prononcer par eux-mêmes, ils se contentoient de recevoir la décision du pape, & de l'annoncer aux parties. Que, depuis que *Jean XXII* en eut fait une espèce de tribunal ordinaire, quoique toujours délégué, ils ont commencé à

faire véritablement la fonction de juge; mais que l'on a commencé aussi, en même-tems, à demander la réformation de leurs jugemens.

C'est ce que nous apprenons de *Guillaume Durand*, dans son livre intitulé, *Speculum juris*. C'est ce qui est confirmé par *Gomez*, sur les règles de chancellerie, & par *Wesfrus*, dans le traité qu'il a fait des jugemens romains. Enfin c'est ce que nous apprend un auteur beaucoup plus illustre, feu *M. Bignon*, dans le traité qu'il a donné au public *de l'état de Rome*.

C'est dans cet ouvrage, que ce grand homme nous explique une partie de la procédure de la rote. C'est-là qu'il nous apprend que, pour rendre une décision de ce tribunal irrévocable, il faut qu'elle ait passé par trois degrés différens, dont le dernier est regardé comme jugement définitif. C'est à cette condition que la rote peut porter, en Italie, le titre de tribunal souverain.

Enfin, continue ce magistrat, on observeroit que, sans sortir des bornes de cette cause, il suffit de jeter les yeux sur la sentence de la rote, dont il s'agit aujourd'hui, pour être convaincu que les juges de ce tribunal ne sont pas  
 toujours



toujours regardés comme juges souverains. On y apprend qu'il a fallu insérer une clause précise dans la commission de l'auditeur que le pape a établi juge du mariage du duc de Guise, pour interdire aux parties la liberté d'appeller du jugement qui seroit prononcé.

On pourroit donc conclure, avec beaucoup de raison, que le droit de se plaindre des sentences d'un auditeur de rote, est regardé, à Rome, comme le droit commun. Il resteroit, après cela, à examiner si la clause qui déroge à ce droit commun, n'est point une clause abusive & contraire à nos libertés.

Mais pourquoi s'étendre sur une question absolument superflue ?

Accordons, ce qui pourroit être très-légitimement contesté, que l'auditeur de rote a pu exercer, dans cette cause, cette espèce de juridiction suprême qu'on lui attribue; s'en suivroit-il, pour cela, que l'on n'eût plus la liberté d'interjeter appel comme d'abus de sa décision ?

Son pouvoir seroit-il plus étendu que celui des commissaires délégués par le saint Siège dans le royaume, pour y prononcer sur l'appel de deux sentences conformes ? Si ces commi-

laïques rendent un troisième jugement conforme à ceux qui l'ont précédé, qui doutera, dans ce cas, qu'ils ont exercé un pouvoir que l'on peut appeler souverain, puisque leur jugement ne peut plus être réformé par la voie de l'appel simple?

Qui pourra cependant être assez peu instruit de nos maximes, pour soutenir que l'appel comme d'abus des premières & de la dernière sentences, ne sera plus recevable? Tous nos auteurs nous apprennent que, si la dernière sentence est à l'abri de la réformation par la voie de l'appel simple, elle peut toujours être attaquée par l'appel comme d'abus, si elle renferme une entreprise manifeste sur la juridiction séculière.

N'attaque-t-on pas, tous les jours, par cette voie, les rescrits & les bulles de cour de Rome, en interjettant appel comme d'abus de leur exécution, & même de leur obtention, sans croire manquer, pour cela, au profond respect, & à la parfaite vénération dont nous sommes pénétrés pour la dignité, la primauté & l'autorité du S. Siège?

En effet, l'appel comme d'abus, bien différent, en cela, de l'appel simple, ne suppose, dans le juge qui le reçoit,

aucune supériorité sur le jugé dont on attaque la décision.

Il a succédé à l'ancienne voie du recours, qui est encore usitée dans quelques royaumes, & qui l'a été, pendant long-tems, en France, jusqu'à ce que les appellations comme d'abus, devenues plus fréquentes vers la fin du quinzième siècle, aient fait oublier nos premiers usages; ou plutôt les aient perfectionnés, en conservant, sous un autre nom, la faculté de recourir aux dépositaires de l'autorité du souverain.

Qu'étoit-ce donc, autrefois, que la voie du recours, & qu'est-ce, aujourd'hui, que l'appel comme d'abus, si ce n'est une prière respectueuse, par laquelle on implore le secours de la juridiction séculière, pour se mettre à couvert des entreprises de la juridiction ecclésiastique? Ce n'est point précisément un acte de supériorité; c'est un acte de défense & de protection, qui tend, non pas à élever l'empire au-dessus du sacerdoce; mais à empêcher que le sacerdoce n'usurpe les fonctions de l'empire; ou plutôt qui n'a pour but, que de conserver les limites qui séparent les deux puissances, & d'entretenir

entre-elles cette concorde & cette union qui leur est également salutaire.

Il est donc inutile d'examiner ici la qualité du tribunal dont on accuse le jugement d'abus & d'incompétence. Cette question, qui pourroit être importante, s'il s'agissoit d'un appel simple, est absolument étrangère dans un appel comme d'abus.

L'appel comme d'abus du jugement de la rote est donc recevable dans la forme, mais est-il légitime, dans le fond ?

Si l'on considère, d'un coup d'œil général, la procédure qui a été suivie à la rote, on y découvrira deux nullités essentielles.

Incompétence certaine dans le tribunal.

Procédure continuée par un juge d'église, au préjudice des défenses prononcées par les arrêts.

L'incompétence peut être envisagée dans deux tems différens : pendant la vie de *M. de Guise*, & après sa mort.

Il est certain que, pendant sa vie, la question étoit soumise au juge d'église. Il s'agissoit du lien du mariage ; & lorsque ce nœud, ou véritable, ou

apparent , est attaqué directement par la voie de la demande en nullité , la matière mixte , en elle-même , par les rapports qu'elle a nécessairement avec la religion & l'état , est regardée comme intéressant le spirituel , & portée , suivant nos mœurs , au tribunal du juge d'église.

Mais ce tribunal pouvoit-il être celui de la rote ? C'est ce qui résistoit non-seulement à nos libertés ( il est inutile des'arrêter à prouver ici une vérité , que l'on peut justement appeller un premier principe ) ; mais qui ne résistoit pas moins aux usages des Pays-Bas ; usages dont toutes les parties conviennent , usages approuvés par les papes même ; usages enfin si constants , que la comtesse de Bossu les a long-tems réclamés contre la citation que M. de Guise lui avoit fait faire , pour procéder à la rote ; & que les officiers du roi d'Espagne se sont joints à elle , pour soutenir , & pour appuyer la justice de ses prétentions.

Il est donc inutile de s'étendre sur les preuves que l'ancienne & la nouvelle discipline de l'église pourroit fournir de cette espèce de droit des gens observé dans tous les royaumes

les p<sup>rs</sup> catholiques, qui ne permet pas que l'on oblige les sujets du prince à aller chercher, à Rome, & sur-tout en première instance ; des juges que la protection doit leur faire trouver dans ses états.

Ce principe est également reconnu par les deux parties.

Mais l'application en pourroit être ici contestée, sur-tout relativement au tems où M. le duc de Guise vivoit.

Il agissoit à Rome, comme demandeur, pour faire déclarer son mariage nul ; &, dans cette qualité, n'étoit-il pas obligé de suivre la loi du domicile de la comtesse de Bossu, qui étoit la défenderesse ?

Ce n'est donc point ici le cas de faire valoir les privilèges des François, ou plutôt le droit commun, que la France a toujours été plus attentive à conserver, que toutes les autres nations.

La France n'a point d'intérêt à empêcher que, dans une matière purement personnelle, ses sujets ne traduisent à Rome les sujets d'un autre prince.

C'étoit aux Pays-Bas à se plaindre ; & à réclamer la force de leurs privilèges, & l'autorité du droit commun.

Mais puisqu'ils ne l'ont point fait ;

ou que , du moins , ils se sont défaits , par un long silence , ou plutôt par une approbation expresse de la procédure de la rote , si la cause étoit réduite à ce seul moyen , elle ne seroit pas soutenable.

Nos libertés n'y seroient point intéressées ; il seroit indifférent à la France que le duc *de Guise* procédât ou devant l'official de Bruxelles , juge naturel du différend , ou devant l'auditeur de rote , juge extraordinaire , approuvé de toutes les parties.

Il est donc inutile d'examiner ce qui s'est passé pendant la vie de M. *de Guise*.

Mais si la procédure qui s'est faite alors , étoit légitime , a-t-elle pu cesser de l'être après sa mort ? Les héritiers ne succèdent-ils pas à ses droits ? Ne sont-ils pas engagés par les démarches de celui qu'ils représentent ? C'est ce qu'il faut examiner.

Le mariage peut être considéré , ou comme un lien indissoluble , honoré par l'église de l'administration d'un sacrement , ou comme un acte de la société civile , auquel la loi attache des effets civils.

Quand il s'agit du lien consacré par l'église , c'est à elle à considérer si l'union

contre laquelle on réclame est sainte, ou sacrilège, & à déclarer à ceux qui réclament sa décision, s'ils sont libres, ou s'ils sont engagés. Là se borne son pouvoir; & c'étoit sur quoi la rote avoit à prononcer entre le duc de *Guise* & la comtesse de *Bossu*.

Mais, quand il ne s'agit plus que de décider des effets civils du contrat de mariage, la puissance de l'église cesse alors; & elle n'entreprend point de connoître ce qui est essentiellement soumis à la puissance temporelle.

Or telle étoit la nature de la contestation qui devoit être jugée entre les héritiers de M. de *Guise*, & la comtesse de *Bossu*.

Jamais question n'a eu plus de caractères d'une cause purement temporelle.

Elle l'étoit dans son principe, puisqu'elle avoit pour fondement, non le factement, mais le contrat & l'obligation extérieure.

Elle étoit temporelle, quant aux personnes qui l'agitoient. Le lien que forme le sacrement n'a jamais uni les héritiers du duc de *Guise* avec la comtesse de *Bossu*. Ce lien a été rompu par la mort, & l'obligation spirituelle a été totalement détruite. Il ne reste donc plus,



dans la cause , que des laïcs , qui n'ont plus d'autre sujet de contestation qu'une obligation civile.

Elle étoit temporelle enfin dans ses effets. Il n'y en a aucun qui regarde l'église & la religion ; tous , au contraire , appartiennent uniquement à l'état & à la loi civile.

Il s'agissoit de confirmer la qualité de veuve , d'adjuger le douaire , le préciput , la restitution de la dot , le emploi des biens aliénés , l'indemnité des dettes , &c. Qu'y a-t-il , en tout cela , qui puisse avoir le moindre rapport avec la juridiction ecclésiastique ?

Mais , dit-on , il n'étoit plus question , sans doute , de juger s'il y avoit un lien ; mais s'il y en avoit eu un ; & , sur cette distinction , on demande si celui qui est juge d'un acte présent , n'est pas juge d'un acte passé ? Qu'importe , dit-on , qu'il soit question d'un lien qui existe , ou d'un lien que la mort a rompu ? Sa validité passée ou présente ne doit-elle pas être jugée par les mêmes règles ?

La force apparente de cette objection se détruit facilement.

Ce qui détermine la nature des actions , ce qui distingue l'ordre des ju-

jurisdictions, ce n'est pas le motif de décider; c'est la qualité & l'intérêt de la personne qui agit; c'est l'objet direct & principal de son action.

Souvent la même maxime de droit & d'équité servira à décider deux questions; l'une spirituelle, & l'autre purement temporelle. Siensuivra-t-il, pour cela, qu'elles puissent être toutes deux décidées indifféremment par l'une, ou par l'autre des deux juridictions?

Combien de principes sont communs aux juges laïcs & aux juges d'église; doit-on en conclure que les matières auxquelles ces principes s'appliquent leur sont communes? Non sans doute.

Encore une fois, ce qui détermine la diversité des actions, c'est la compétence des tribunaux; c'est l'objet auquel l'action se rapporte; c'est l'effet que l'on en veut tirer; c'est le fruit que l'on prétend en recueillir.

Quand l'objet auquel on aspire est purement spirituel, l'action est purement spirituelle; mais aussi l'action est toute profane, quand son objet est tout séculier.

Ce principe supposé, qu'est-ce qui distingue ces deux questions; l'une dans laquelle il s'agit de savoir, s'il y a un

engagement véritable entre deux personnes encore vivantes; l'autre où il faut examiner s'il y a eu un engagement entre deux personnes dont l'une est décédée ?

C'est que, dans la première, l'objet est l'obligation spirituelle & intérieure à laquelle on peut assujettir ceux dont le mariage est porté devant un tribunal ecclésiastique; au lieu que, dans la seconde, l'unique but de l'action est un avantage, une qualité, un état purement temporel & profane.

Si donc la compétence du juge se détermine par l'objet de l'action, la première de ces questions doit être déferée au tribunal ecclésiastique: mais la seconde ne peut jamais être portée ailleurs, que devant les juges royaux & séculiers.

Sur quels objets ne s'étendrait pas la juridiction ecclésiastique, au préjudice de celle du roi, s'il suffisoit, pour la saisir, de dire qu'il y a eu autrefois un mariage entre deux personnes ?

L'état des enfants, la qualité de légitimes ou de bâtards, la parenté, le droit même de succéder, seroient soumis à la juridiction des officiaux, puisqu'il s'agiroit de savoir s'il y a eu, ou

s'il n'y a pas eu, autrefois, de mariage.

La bigamie seroit toujours de leur compétence, sous prétexte qu'il faudroit examiner si le premier mariage a subsisté.

Outre que ces conséquences, & une infinité d'autres aussi fausses & aussi dangereuses, que l'on pourroit indiquer, suffiroient pour faire rejeter la dangereuse distinction imaginée pour soutenir le jugement de la rote, on peut, pour achever de la réfuter, y ajouter les exemples de ce qui se pratique tous les jours.

Quand une des parties meurt pendant le cours d'un procès pendant à l'officialité, sur une promesse de mariage, a-t-on jamais fait assigner les héritiers, pour reprendre le procès?

Quand un ecclésiastique est poursuivi devant un juge d'église, pour une demande purement personnelle, peut-on, après sa mort, la faire juger, avec des héritiers laïcs, dans le tribunal de l'officialité?

Cependant on pourroit toujours dire, dans ce cas, comme on l'a dit dans cette cause, qu'à la vérité il ne s'agit plus de savoir s'il y a une promesse, ou une obligation capable de donner une ac-

non contre un ecclésiastique; mais s'il y a eu une obligation.

Si ces prétentions n'ont jamais été hasardées, c'est que personne n'ignore que rien ne peut ébranler ce grand principe, que la compétence des juges se détermine par l'objet de la contestation; & que, toutes les fois que l'objet change, l'ordre des juridictions change en même temps.

Il ne faut pas objecter que M. de Guise avoit engagé, lui-même, l'affaire à la rote. Quand il est décédé, l'auditeur n'avoit encore rien prononcé; c'est donc avant le jugement que la question spirituelle a dégénéré dans une action purement temporelle. C'est donc avant le jugement, que le juge a cessé d'être compétent.

Ce changement en a donc aussi nécessairement opéré un dans la qualité de l'action des parties.

L'instance portée à la rote, par M. le duc de Guise, est périe avec lui; il y vouloit obtenir un jugement qui rompit son lien : la mort l'a rompu. Ses héritiers avoient été mis en possession de ses biens, par la loi; & cette possession leur donnoit cet avantage.

que , non-seulement elle obligeroit la comtesse de Bossu à les attaquer ; mais à les attaquer dans le royaume ; parce qu'elle étoit devenue demanderesse , & ils étoient défendeurs.

C'est donc en leur faveur qu'il faut faire valoir ces maximes inviolables qui ne permettent pas qu'un François puisse jamais être traduit , ni en première instance , ni par appel , dans un tribunal étranger. Il y donneroit son consentement , que la loi réclamerait pour lui , contre lui-même ; & on ne lui permettroit pas de violer cette portion de l'ordre public , qui regarde l'utilité publique , autant que l'avantage des particuliers.

Le tribunal de la sotte , sous quelque point de vue qu'on l'envisage , étoit donc absolument incompétent pour prononcer sur cette affaire , au moins dans le tems où il a rendu sa sentence.

Mais elle est encore proscrite par l'autorité des arrêts qui l'ont précédée. Tout le monde sçait que l'appel comme d'abus a la force de suspendre les procédures , & d'en arrêter le cours , si ce n'est en matière de correction & de discipline.

Tout le monde sçait encore que ,

quand la juridiction royale est une fois saisie d'une affaire , & sur-tout quand elle a prononcé des défenses de procéder dans un autre tribunal , le juge d'église commet un abus manifeste , s'il ne respecte pas ces défenses.

Ici l'appel comme d'abus est certain ; les défenses le sont aussi ; la comtesse de Bossu ne les a pas ignorées. Que reste-t-il donc , si ce n'est de détruire un ouvrage que la surprise , pratiquée par une partie , a élevé sur les ruines de la juridiction séculière ?

Après cela , il est inutile d'entrer dans la discussion de la procédure faite à la rote ; d'examiner si on peut , en France , exécuter un jugement ecclésiastique , qui prononce des condamnations pécuniaires , & qui déclare un mariage valable par rapport à toutes sortes d'effets. Il suffit presque de proposer ces questions , pour les faire décider.

On a dit , & on a rapporté la preuve que les officiaux de Malines & de Bruxelles ont quelquefois prononcé sur des demandes purement civiles , à l'occasion de la dissolution , ou de la confirmation des mariages. D'où l'on conclut que la rote , exerçant , dans cette af-

faire, les fonctions de ces tribunaux, a pu se conformer à leurs usages, & exercer, comme eux, une autorité indirecte sur les effets civils.

Mais, sans s'arrêter à faire voir que les effets n'étoient pas simplement un accessoire dans cette cause, mais qu'ils formoient l'objet principal, il suffit de s'arrêter à un principe, dont on ne peut jamais se départir; c'est que, en quelque tribunal qu'une sentence soit rendue, elle ne peut jamais être exécutée sur des biens situés dans le royaume, si elle n'est conforme à nos mœurs.

Pour prévenir cette difficulté, on a proposé de parrager la sentence de la rote, en rejetant ce qui est abusif, & laissant subsister ce qu'on prétend ne pas l'être.

Cette distinction a quelquefois été adoptée par les arrêts; mais elle ne peut pas être adoptée pour un jugement abusif dans toutes les parties, & sous tous les aspects.

Les fins de non-recevoir, & la sentence de la rote ne subsistant plus, rien n'empêche que l'on n'examine le mariage en lui-même.

M. l'avocat-général, pour traiter cette partie de la cause, examina si le ma-



riage en question étoit légitime dans son principe ; & , supposé qu'il renfermât quelques défauts , le silence de *M. de Guise* , l'approbation de sa famille , & la possession les avoit-ils réparés ?

La première espèce d'abus opposés à ce mariage consiste dans l'inégalité des parties ; le défaut de consentement de la mère de *M. de Guise* ; dans l'omission de la dispense de la proclamation de bans ; le défaut de bénédiction nuptiale ; le défaut de signature des témoins , & leur qualité ; l'incertitude où l'on est du jour & du lieu de la célébration.

Il faut avouer que , si *M. de Guise* avoit voulu trouver une parfaite égalité dans un mariage , il ne se seroit trouvé , dans l'Europe , qu'un fort petit nombre de maisons qui eussent pu lui offrir des parris convenables.

Mais , quelque justice que l'on rende à la splendeur de sa naissance , il faut avouer , en même-tems , que son éclat n'a point été terni par l'alliance qu'il a contractée avec la maison de *Berghes*. Aussi n'a-t-on pas insisté , dans la cause , sur cette sorte d'inégalité , qui n'étoit pas assez disproportionnée , pour don-

ner lieu à une présomption d'artifice & de séduction.

Quant à l'inégalité de biens , quand même on ne considéreroit *M. de Guise* que dans l'état où sa révolte l'avoit réduit ; quand on feroit abstraction de la fortune éclatante dont il jouissoit au moment de sa révolte , & qu'il a recouvrée lorsqu'il est rentré en grace , il est certain qu'un tel pros crit pouvoit encore attirer les yeux de toute l'Europe , & qu'un général de l'armée de l'empereur & du roi d'Espagne pouvoit , même alors , espérer une meilleure fortune , que celle d'épouser la comtesse de *Bessu* , qui n'avoit , tout au plus , que 60000 livres de patrimoine , & un douaire de 7500 livres.

Mais cette inégalité est une circonstance qui pourroit , tout au plus , former une présomption bien équivoque de séduction.

Quant au défaut de consentement de la mère de *M. de Guise* , on ne doit pas non plus y faire une grande attention. Par sa révolte , & par la condamnation que le parlement avoit prononcée contre lui , tous les liens qui l'attachoient à sa famille & à sa patrie ,

étoient rompus. La qualité de fils de famille , ainsi que celle de citoyen étoit effacée en sa personne. Comment madame sa mère auroit elle conservé sur lui cet empire domestique , que la loi lui donnoit , puisque la loi elle-même l'avoit retranché du nombre de ceux sur qui elle exerce sa puissance , en le mettant au nombre des morts ?

Mais , quand il auroit conservé les titres de citoyen & de fils de famille ; l'âge de vingt - sept ans l'avoit presque affranchi de la puissance paternelle ; ou , s'il y étoit encore soumis , ce n'étoit que pour porter la peine de l'exhérédation ; & non , pour pouvoir rompre un engagement.

Ce moyen ne porteroit donc encore aucune atteinte au mariage en question.

Mais le défaut de publication de bans mérite plus d'attention. Cette solennité , dont la nécessité est imposée par les canons , & par les loix , a été entièrement négligée.

On parle , à la vérité , d'une dispense accordée par *Charles Mansfeld*. Mais n'examinons point encore le pouvoir & le caractère de ce *Charles Mansfeld* ; n'examinons point si la dispense qu'il a donnée est fautive , ou abusive : quand

cette supposition seroit vraie , qu'en résulteroit-il , par rapport à la validité du mariage ?

Depuis long-tems , le défaut de publication de bans entre majeurs n'est plus regardé comme un défaut qui , par lui-même , & dégagé de toute autre circonstance , puisse former un empêchement dirimant.

Et , quand on seroit encore dans le tems où une jurisprudence plus sévère regardoit comme nuls les mariages célébrés sans publication de bans , elle ne pourroit pas être invoquée ici , puisqu'il s'agit d'une alliance formée dans un pays où le concile de Trente fait la loi. Or ce concile permet de différer la publication des bans jusqu'après la célébration. Il ne considère donc pas le défaut de cette solemnité comme une nullité irritante & irréparable.

On peut dire presque la même chose du prétendu défaut de bénédiction nuptiale.

On a voulu , dans les plaidoieries , établir que tout le devoir du curé , dans le diocèse de Malines , & dans les Pays-Bas , se borne à une simple assistance corporelle lors de la célébration des mariages qui s'y contractent. Mais une

foule d'autorités tirées des loix mêmes de ces pays , & des rituels des diocèses , prouvent que le propre curé y est le véritable ministre du sacrement de mariage.

Mais , non-obstant toutes les observations ; toutes les citations que l'on pourroit faire à ce sujet , il ne paroît pas que le prétendu défaut de bénédiction nuptiale soit encore ici un obstacle insurmontable ; & cela par deux raisons.

L'une , que l'église n'a point prononcé entre l'ancienne discipline qui , d'un côté , semble attacher , à la bénédiction du prêtre , toute la sainteté du mariage ; & une grande partie des théologiens scholastiques , qui ont cru que la seule présence du curé pouvoit être suffisante.

Il semble même que la congrégation des cardinaux , établie pour l'interprétation du dernier concile , ait incliné vers cette dernière opinion ; & , quoique son autorité ne pût pas être citée dans une autre cause , elle n'est pas néanmoins à rejeter dans une affaire qui doit être jugée par les loix d'un pays où les décisions de cette congrégation sont d'un grand poids.

L'autre raison , plus puissante que la

première, c'est qu'on ne peut sçavoir précisément si la bénédiction exigée par le rituel de Malines, qui dit, en propres termes, *Benedictio nuptiarum à proprio parochofieri debet*, a été omise, ou administrée en effet.

Ce n'est pas l'usage du pays de marquer constamment, dans les registres, que l'on a satisfait à cette cérémonie. On a rapporté, dans la cause, plusieurs extraits non suspects des registres publics, où l'on ne trouve aucune mention de la bénédiction nuptiale; on la donne; mais on n'écrit pas qu'on l'a donnée.

Mais, dit-on, les témoins n'ont point signé l'acte de célébration.

Il n'y a, dans les Pays - Bas, ni loi canonique, ni loi civile, qui exige cette signature. C'est donc l'usage qu'il faut consulter : Or il est prouvé que l'usage accorde au curé toute la foi du mariage. Il se contente d'en insérer les actes dans les registres, sans même les signer; & ces registres sont regardés comme authentiques, & font foi en justice.

Enfin, ajoute-t-on, le jour & le lieu du mariage sont incertains.

Il paroît effectivement, par les actes

où ce mariage est consigné , qu'il fut célébré le 16 novembre 1641. Les nouvelles publiques même annoncèrent alors que cette célébration s'étoit faite dès le 11 novembre ; ainsi l'état des contractants a été incertain , au moins , pendant quatre jours.

Mais si le jour de la célébration est incertain , le lieu où elle a été faite l'est encore davantage. Il n'est marqué , ni dans l'acte inscrit sur le registre , ni dans le certificat de *Charles de Mansfeld* ; & ce n'est que par ce qui a été dit dans la plaidoirie , que l'on peut croire qu'il a été célébré dans la chapelle de l'hôtel de Grimberghes.

Tous les auteurs regardent l'incertitude du lieu comme une présomption , ou même comme un argument de clandestinité. Et si , sur l'incertitude dans laquelle les actes nous laissent flotter , on prétend que ce lieu est une chapelle domestique , on retombe encore non-seulement dans une autre suspicion de mystère & d'obscurité ; mais dans une contravention manifeste au rituel de Malines , qui ordonne aux curés de ne célébrer les mariages que dans l'église. *Sacerdos celebret matrimonium in ecclesiâ tantum.* On ne rapporte point de

permission de l'archevêque : ainsi , le fait & le droit sont également certains sur ce point ; mais également incapables de rompre le lien d'un mariage.

De cette discussion de tous ces moyens , il résulte qu'il n'y en a pas un , si on les prend tous séparément , qui puisse porter atteinte au mariage. Mais réunis , ils forment de violents préjugés contre cet acte.

M. l'avocat-général entra ensuite dans l'examen d'une autre circonstance bien plus importante , & qui devoit être du plus grand poids dans la décision de l'affaire. C'est la présence du propre curé.

N'entrons point dans l'examen de la nécessité de cette présence. Il n'y a pas de loi plus connue , plus sainte , plus salutaire , plus inviolable dans tout ce qui regarde la célébration des mariages.

Les conciles de Malines & de Cambrai , tenus depuis le concile de Trente , ont pris les plus grandes précautions pour assurer l'exécution de cette loi conservative de l'exécution du contrat civil , & de la sainteté du sacrement. Les rituels de ces diocèses réunis aux canons de ces conciles , prouvent qu'il  
a'y



n'y a aucun point dans la discipline ecclésiastique pour lequel les Pays-Bas aient plus de vénération.

Ainsi la différence des pays n'admet ici, à cet égard, aucune variation dans les loix. Il faut donc examiner celle-ci en elle-même, & sans acception de lieux.

*Charles de Mansfeld*, qui a célébré le mariage du duc de *Guise*, n'a pu être considéré, relativement à cette fonction, que comme vicaire général des armées, délégué par l'archevêque de Malines; ou comme délégué par le curé de Sainte - Gudule, & représentant alors le pasteur ordinaire.

Comme vicaire général, l'autorité de *Charles Mansfeld* s'étendoit-elle sur les mariages; & *M. de Guise* pouvoit-il être soumis à cette autorité, soit à raison de sa dignité, soit à raison du lieu où la célébration a été faite?

Il est un premier principe. Tout privilège, toute délégation, toute exception du droit commun est défavorable, & ne peut être étendue d'un cas à un autre.

Or tous les docteurs, même les plus relâchés, réclament contre l'exercice

du pouvoir que les vicaires généraux des armées se sont attribué sur la célébration des mariages.

Quel est le motif de cette délégation ? Il arrive plusieurs choses dans les armées, dit le pape, qui demandent le secours & la vigilance d'une personne constituée en dignité ecclésiastique, parce qu'il n'est pas facile de recourir aux ordinaires, ou au Saint Siège.

Or l'administration du mariage est-elle comprise dans ces motifs ? Les mariages sont-ils de ces rencontres inopinées, pour lesquelles il soit nécessaire de trouver une ressource prompte & extraordinaire ? Est-il donc si difficile d'obtenir une permission de l'évêque, pour célébrer un mariage dans le camp, ou de différer son accomplissement jusqu'après la campagne ?

Je ne suivrai point ici M. l'avocat général dans la judicieuse & sçavante discussion qu'il a faite, pour établir que les vicaires généraux des armées n'ont pas le pouvoir d'administrer le mariage. Cette question n'est pas d'un grand intérêt parmi nous, où l'on ne connoît point ces sortes de vicaires généraux.

Il a démontré que, quand le supérieur ecclésiastique qui délègue, se con-

tente de permettre l'administration des sacrements , alors on distingue entre les sacrements *de nécessité* , & les sacrements *de volonté*.

Les premiers sont censés compris dans les concessions générales ; les autres exigent une mention particulière.

Or le mariage est un sacrement *de volonté*. Les pouvoirs accordés à *Charles Mansfeld* étoient généraux , & sans aucune spécification particulière. Il n'avoit donc pas le droit d'administrer le sacrement de mariage.

Mais , malgré les principes certains qui semblent devoir priver le vicaire général des armées du pouvoir de marier , il est certain qu'ils étoient dans l'usage de le faire.

Sur quoi , dit M. l'avocat général , trois propositions également certaines.

1°. Quoique cet usage soit opposé à l'esprit de la bulle , il n'est cependant pas absolument contraire à ses termes.

2°. L'usage a donc pu l'étendre , sans que l'on puisse dire , *titulus perpetuo clamat*.

3°. Cet usage s'est introduit & a été suivi sous les yeux des ordinaires , qui l'ont approuvé par leur silence.

Ainsi , si on ne peut pas dire , en

cette occasion , *optima legum interpret consuetudo* , disons , au moins : *error communis facit Jus.*

Mais ce pouvoir , que l'usage a étendu par rapport à la matière , doit-il être aussi étendu , par rapport aux personnes ?

C'est déjà donner , au bref qui a établi cette espèce singulière de vicaires généraux , une grande extension , que de l'appliquer à la célébration des mariages , qui certainement n'est comprise ni dans ses expressions ni dans son esprit.

Mais c'est étendre l'extension même , que de vouloir qu'un privilège , qui n'est accordé que pour exercer une juridiction sur le camp & sur l'armée , *pro salubri directione , & animarum salute eorum qui in castris degunt & versantur* , puisse avoir lieu dans les villes , & sur une personne de la naissance & du rang de M. le duc de Guise.

Et sur qui le pape donne-t-il cette juridiction ? Directement sur les clercs , & indirectement sur les laïcs ; mais avec cette restriction importante , *qui tamen in propria diœcesi non sunt , sub quâ illorum ordinarii jurisdictionem suam ordinariam in eos exercere possunt* ,

Il s'agit donc de sçavoir si un vicaire général des armées du roi d'Espagne a pu être considéré comme le propre curé & le pasteur iégitime de *M. de Guise*.

Quel est son titre? On trouve , en lisant cetitre , qu'il n'est établi que pour le secours de ceux qui résident dans le camp; ainsi il est institué pour l'armée, & non pour les villes.

Allons plus loin, & nous verrons que cette juridiction extraordinaire ne lui est accordée, que parce qu'il est souvent très-difficile, dans les armées, d'avoir recours aux ordinaires. Alors on a de la peine à concevoir comment le duc *de Guise*, qui résidoit a Bruxelles, auroit eu de la peine à avoir recours à l'ordinaire.

Enfin, on lit, un peu plus bas, que ceux qui sont dans le lieu de leur demeure, où ils peuvent facilement jouir du secours de la juridiction ordinaire, ne pourroient plus s'adresser au vicaire général. Alors, il semble que, pour confondre le ministre du mariage dont il s'agit, il suffit de lui opposer son propre titre; & que rien ne détruit davantage sa prétendue juridiction, que le bref même sur lequel il prétend l'élever.

Ajoutons à tout cela que l'esprit , les termes , l'effet de la délégation apostolique s'appliquent beaucoup plus naturellement aux simples soldats , qu'aux officiers , & sur-tout à un général d'armée.

Si les évêques ont souffert que, contre la première intention du pape , les vicaires militaires se soient attribué indirectement le pouvoir de célébrer des mariages , ils n'ont eu cette tolérance , que parce qu'ils ont cru que les vicaires , que les chapelains de l'armée , connoissoient mieux l'état & la condition des simples soldats , que les curés auxquels ils pourroient s'adresser. Mais cette raison ne peut jamais convenir à une personne du rang & de l'élévation de M. le duc *de Guise* , chef des armées de l'empereur & du roi d'Espagne.

En un mot , il est constant que la résidence de M. le duc *de Guise* n'étoit point dans un camp , mais dans la ville de Bruxelles ; il n'étoit donc point dans la juridiction du vicaire militaire.

Toutes les loix ecclésiastiques s'élèvent contre l'extension que l'on a voulu donner au pouvoir de *Charles de Mansfeld*.

L'usage dont on argumente n'a pas d'application à l'espèce. On rapporte ,

pour le prouver , un grand nombre d'actes , par lesquels il paroît que le vicaire général a donné des dispenses de bans , célébré des mariages , & prononcé des jugemens sur leur validité.

Mais on ne voit point si ces mariages ont été célébrés dans les armées , ou dans les villes ; s'ils ont été contractés par des personnes qui eussent un domicile , ou une habitation certaine ; ou par des soldats qui n'eussent d'autre habitation , que leurs tentes , ou leurs garnisons. Enfin si les curés ont donné une permission au vicaire général , ou s'ils ne lui en ont pas donné.

Tant qu'on ignorera ces circonstances , qu'il est impossible de sçavoir , ce sera en vain que l'on multipliera les actes de possession du vicaire général des armées. La question n'est pas de sçavoir s'il a pu célébrer des mariages , l'usage l'y autorise ; mais sur quelles personnes , & dans quels lieux il a pu exercer cette autorité. C'est ce que les actes rapportés ne peuvent apprendre.

Il en est de même des certificats des curés de Bruxelles. Ils ont gardé le silence sur le point essentiel de la cause.

Ils n'ont point marqué si le vicaire général célèbre les mariages des officiers,

même pendant l'hiver , même dans la ville capitale des Pays-Bas , sous les yeux des curés , sous ceux de l'archevêque.

Ils n'ont cependant pas ignoré que c'étoit là la principale difficulté de la cause , sur laquelle on les consultoit. Quelques-uns de ces certificats avoient même été donnés depuis que les plaidoeries étoient commencées.

Ce silence n'étoit-il pas un aveu formel qu'ils n'ont trouvé aucun usage , aucun fait même qui pût appuyer les prétentions du prince de Berghes ?

Mais le sieur de Mansfeld , dans deux ouvrages qu'il a composés sur les droits de sa place , rend témoignage contre l'autorité qu'on veut ici lui attribuer.

Il dit , lui-même , qu'il suffit d'avoir un domicile , ou un *quasi-domicile* , dans une ville , pour n'être plus soumis à la juridiction militaire du vicaire général , lorsqu'on y est une fois revenu.

Dans un autre endroit , il établit ce grand principe , qui suffit seul pour décider cette partie de la cause : que la juridiction déléguée cesse , toutes les fois que le recours à la juridiction ordinaire est certainement & évidemment aussi sûr , aussi facile , aussi utile au pu-



blic, que le pourroit être l'autorité du subdélégué.

Je ne suivrai pas M. l'avocat-général dans le détail des passages des ouvrages du sieur de *Mansfeld*, qu'il a cités & expliqués pour établir que ce vicaire-général n'avoit aucune juridiction sur M. de *Guise*.

De cette discussion, ce magistrat tire cette conséquence, que Charles de *Mansfeld*, contraint par la force de la vérité, à être contraire à lui-même, a fourni, dans ses ouvrages, une des plus grandes preuves de l'abus qu'il a commis.

A cette conséquence, M. d'Aguesseau ajoute deux réflexions bien importantes.

1°. Si la qualité de vicaire-général étoit un titre suffisant, pourquoi obtenir une permission de l'ordinaire, qu'il semble même que Charles de *Mansfeld* ne pouvoit jamais recevoir, sans déroger à son droit, puisqu'aux termes des certificats que l'on rapportoit, une des prétentions des vicaires généraux militaires est de n'avoir jamais besoin du consentement, ni de la permission des curés.

2°. Si cette qualité étoit le titre de *Mansfeld*, pourquoi n'en a-t-il rien

dit dans l'acte inscrit sur le registre ? Il y prend la qualité de vicaire général, mais, comme un simple titre d'honneur ; & , quand il est question de la célébration , il dit qu'il l'a faite comme autorisé par le curé. Et ce n'est que quinze jours après la célébration , que l'on s'avise de tirer de ce *Mansfeld* un certificat , où il ajoute que c'est en qualité de vicaire général , & non en vertu de la permission du curé , qu'il a célébré le mariage.

Certificat qui n'a été fait , que pour donner au mariage une nouvelle couleur , qui pût couvrir le défaut de la permission , mais qui ne sert qu'à faire voir qu'on a senti ce défaut , & qu'on n'a pu le réparer.

Certificat même qu'on doit rejeter comme une pièce informe ; soit parce qu'il n'a jamais été déposé dans aucun registre public , soit parce qu'il n'a jamais été remis qu'entre les mains de la comtesse de *Boszu*.

Si on passe à la seconde qualité de *Charles de Mansfeld* , on trouvera que celle de prêtre commis par le curé n'a pas été pour lui un titre plus solide , que celle de commissaire subdélégué par l'archevêque de Malines.

M. l'avocat-général adopte ici la distinction proposée par les héritiers du duc de *Guise*, entre les permissions générales, & les permissions générales & particulières.

Il fait voir que trois raisons rendent absolument nulle celle dont il s'agit ici. Elle est incertaine, elle peut convenir à toutes sortes de personnes; elle est frauduleuse, & pourroit ouvrir la voie d'é luder impunément les loix les plus saintes.

Après avoir montré, par le raisonnement, & par les exemples le danger qu'il y auroit d'adopter une permission ainsi conçue, il ajoute une réflexion que les avocats n'avoient pas touchée.

Quelle apparence, disoit-on, de la part du prince de *Berghes* que, quoique le curé, dans sa permission, n'ait parlé que d'une manière très-vague des personnes qu'elle concernoit, il ait ignoré le nom de ces personnes? Il a lui-même ordonné qu'après la célébration, leurs noms seroient marqués au bas de la permission même.

Il faut joindre ce raisonnement à celui que l'on a tiré de l'inscription faite sur les registres, de la main du curé.

Si cette inscription avoit été faite, comme on le croyoit d'abord, & comme il paroît par la sentence de la rote, que ce tribunal l'a présumé, dans le jour, & dans le moment même de la célébration, cette conjecture seroit assurément d'un grand poids.

La permission & l'acte de célébration seroient trop proches, pour présumer que le curé eût connu les noms des parties dans l'une, & qu'il les eût ignorés dans l'autre. Cependant cette présomption ne seroit pas infallible.

Mais ici, le jour de l'inscription sur le registre est douteux. On est forcé de convenir que le mariage célébré dès le 16, n'a été, au plutôt inscrit dans le dépôt public, que le 20.

Il y a donc eu quatre jours d'intervalle, pendant lesquels on a pu surprendre la simplicité du curé; & se servant auprès de lui du moyen ordinaire que l'on emploie auprès des esprits foibles, lui persuader que la chose étant consommée, il ne falloit plus penser qu'à en couvrir les nullités, & à en réparer les défauts, en adoptant l'ouvrage de Charles de Mansfeld.

Qui peut même sçavoir si la permission a précédé la célébration du ma-

riage ? Cette permission ne peut avoir de date , que par l'acte de célébration : or cet acte n'en peut avoir d'autre , que le 20 : donc il n'est point certain que la permission ait été accordée plutôt le 16 , que le 17 , & les autres jours qui ont suivi la célébration , mais qui en ont précédé l'inscription dans le registre.

Enfin , s'il falloit se livrer ici à toutes les conjectures , on pourroit dire qu'il y a presque une espece de démonstration de l'ignorance où le curé étoit de la qualité des parties.

S'il étoit vrai qu'il l'eût connue , pourquoi se seroit-il exprimé en termes si vagues , si incertains , si absurdes ? On ne fait pas gratuitement un acte aussi contraire aux bonnes mœurs , & à la raison naturelle ; on n'a pu le faire que pour cacher une célébration qui n'est qu'un ouvrage de ténèbres.

Or à qui prétendoit-on la cacher dans un acte secret tel que la permission dont il s'agit ? Car enfin cet acte se passoit entre le curé & Charles de Mansfeld.

Etoit-ce aux contractants qui obtenoient cette permission , qu'on vouloit cacher leur nom & leur qualité ?

Etoit-ce à Charles de Mansfeld, confident & ministre de leur passion ?

Ce ne pourroit donc être qu'au curé même. Cet argument est sans réplique.

Enfin, pour soutenir la conduite du sieur Mansfeld & du curé, on a rapporté une espèce de jugement de l'archevêque de Malines, qui approuve les opérations de ces deux ecclésiastiques.

Mais ce prétendu jugement n'est qu'un avis, non sur un point d'usage, mais sur une question importante, dont le jugement avoit déjà été déferé à la rote.

Cet avis, d'ailleurs, n'avoit été donné que depuis que M. de Guise avoit quitté le parti de l'Espagne, dans un tems où personne ne pouvoit expliquer ses raisons, & où la maison de Berghes étoit toute puissante dans les Pays-Bas.

Enfin cet avis partoît d'une main suspecte. L'archevêque de Malines s'étoit déclaré ouvertement contre M. de Guise, dès avant qu'il se fût pourvu à Rome.

Cet avis auroit cependant plus de force, s'il étoit consigné dans une sentence en forme. Mais elle seroit susceptible de l'appel comme d'abus.

On ne voit point, au surplus, les

raisons sur lesquelles il est fondé. Ce sont les circonstances que l'archevêque dit avoir apprises du curé & du sieur de Mansfeld. Mais quelles sont ces circonstances ? On ne peut savoir si elles sont vraies ou fausses, puisqu'elles ne sont pas expliquées.

Il est donc évident que la bénédiction nuptiale a été donnée par un ministre qui n'avoit pas caractère.

Mais, disoit M. l'avocat général, si ce mariage, considéré en lui-même, & dans son principe, n'est qu'une profanation manifeste du sacrement, si les loix civiles & canoniques ne peuvent le regarder, dans son commencement, qu'avec indignation, se laisseront-elles défarmer par des considérations de faveur & d'équité ? Seront-elles vaincues par la force de la possession & des approbations publiques que les plus grands noms de l'Europe ont données à ce mariage ? Tout ce qui a suivi la célébration aura-t-il le pouvoir d'effacer les nullités qui l'accompagnent ?

Première espece de confirmation. La cohabitation publique & la fidélité persévérante de M. le duc de Guise, depuis le mois de novembre 1641, jusqu'au mois d'avril 1644.

Seconde espèce de confirmation. Le suffrage d'une partie de la maison royale, & de la maison de Lorraine.

Troisième espèce de confirmation. Les honneurs que la comtesse de Bossu a reçus des princes étrangers, comme duchesse de Guise.

Quatrième espèce de confirmation. L'approbation que le roi même & la reine régente ont donnée à sa qualité.

Mais c'est un principe certain en droit, que l'état des hommes ne peut jamais être que l'ouvrage de la loi. Les lettres, les déclarations, les reconnoissances des particuliers ne peuvent jamais rendre légitime ce qui est nul dans son principe; il faut toujours revenir à la vérité.

La loi même n'impute que rarement ces reconnoissances à ceux qui les font. Une erreur probable a pu les arracher; mais la vérité reconnue les fait tomber d'elle-même.

Cette vérité est consignée dans des loix que l'on cite tous les jours. *Non epistolis consuetudo consanguinitatis, sed natalibus, vel adoptionis solemnitate conjungitur. L. 13, cod. de probat.*

*Non nudis asseverationibus, nec emendatâ professione (licet utrique consentiant)*



*sed matrimonio legitimo concepti, vel adoptione solemnī filiū jure patri constituentur. L. 14. Ibid.*

Il faut toujours en revenir à distinguer deux sortes de nullités ; les unes relatives à certaines personnes ; les autres absolues.

Les premières s'effacent souvent par la longueur du tems , par la possession , par le silence , ou par l'approbation de ceux qui , dans le commencement , pouvoient se plaindre du mariage.

Ainsi un jeune homme séduit dans sa minorité , peut réclamer contre son engagement. Mais s'il persévère pendant long-tems , si la majorité ne lui ouvre point les yeux , alors , après plusieurs années de possession , son mariage s'affermir si solidement , qu'il n'est plus possible de l'ébranler.

De même , si un pere laisse passer un tems considérable , sans se plaindre du mariage que son fils mineur a contracté à son insçu , s'il l'approuve expressément , ou tacitement , *quod ab initio non valet , tractu temporis convalescit.*

Mais ni le tems , ni la possession , ni l'approbation d'une famille entière ne peuvent imprimer à un mariage la qua-

lié de sacrement , que l'église & la loi lui refusent également.

Or le défaut de présence du propre curé est une de ces nullités absolues , victorieuses du tems , & contre lesquelles il est presque toujours permis de réclamer.

Autre principe. Quand il est question de réparer les vices d'un mariage par une longue , par une favorable possession , il faut , au moins , que cette possession ait tous les caractères qui peuvent la rendre légitime.

Il faut qu'elle soit libre & volontaire.

Il faut qu'elle soit longue , & continuée , sans interruption , pendant un grand nombre d'années.

Il faut qu'elle soit approuvée par ceux qui ont un véritable intérêt de la contester ; & il faut que cette approbation soit solennelle.

Il faut enfin qu'elle ne soit jamais interrompue par une sérieuse contestation.

Si toutes ces circonstances ne sont pas réunies en faveur de celui qui se prévaut de la possession , il faut revenir au titre , & décider la cause par les règles générales.

Ces principes supposés, M. l'avocat-général examine, en particulier, chacune des espèces de confirmation alléguées.

1°. La cohabitation des deux époux, & les témoignages réitérés de la persévérance de M. de Guise pendant deux ans.

Mais ce moyen est vicié par deux défauts. 1°. La possession est trop courte, pour réparer un vice essentiel. 2°. Elle n'étoit pas libre. Comment M. de Guise pouvoit-il rompre les liens qui l'attachoient à la comtesse de Bossu, pendant qu'il conservoit encore quelque engagement avec l'Espagne?

Il falloit qu'il redevînt François, avant que de cesser de paroître mari de la comtesse de Bossu.

On ne peut donc retirer aucun avantage des reconnoissances du duc de Guise, que depuis son retour en France. Mais alors, il restera, à peine, dix mois de possession; & ce tems-là peut-il être suffisant, pour autoriser un mariage que l'église & l'état condamnent également?

2°. Approbation d'une partie de la maison royale, & de la maison de Lorraine.

Mais quelles sont les personnes de ces deux maisons qui ont donné cette approbation ?

Il faut d'abord retrancher M. le duc de Lorraine, & le duc François, son frère, qui n'avoient nul intérêt à examiner ce mariage ; & qui peut-être se faisoient un devoir de politique de l'approuver, pour réunir M. le duc de Guise avec l'Espagne, & le brouiller avec la France.

Il faut retrancher aussi M. & Madame d'Orléans, qui n'étoient point héritiers présomptifs de M. le duc de Guise.

Il faut, par la même raison, retrancher M. le prince de Condé.

Il ne reste donc plus que mademoiselle d'Orléans, qui avoit une qualité beaucoup plus importante, puisqu'elle étoit nièce de M. de Guise.

Mais ce seul suffrage sera-t-il plus fort, que tant de loix qui s'élèvent contre ce mariage ?

Madame de Guise, mère du duc, mademoiselle de Guise, sa sœur, M. de Joyeuse l'ont-ils approuvé ?

Or il s'agit ici de la succession de mademoiselle de Guise : c'est d'elle qu'il faudroit, par conséquent, rapporter des reconnoissances.

D'ailleurs dans quels actes sont ces prétendues reconnoissances ?

Est-ce dans des partages, des contrats de mariage, des créations de tuteurs, en un mot, dans des actes de famille qu'elles sont contenues ?

Non. C'est dans des lettres écrites à la comtesse de Bossu, à la dame sa mère, dans la fausse persuasion où ceux qui ont écrit ces lettres étoient que le mariage étoit légitime.

Or la loi déclare expressément que l'on ne doit avoir aucun égard à ces sortes de reconnoissances. *Sive quasi ad sororem. . . . epistolam emisisti, . . . fraternitatis questio per hac tolli non potuit. L. 13, cod. de probat.* Cette loi semble faite exprès pour cette cause. Un frère écrit à celle qu'il croyoit sa sœur, & la traite ainsi dans sa lettre. Cette lettre ne forme point, contre lui, une fin de non-recevoir, & ne l'empêche pas de contester un état que, dans un tems d'ignorance, dans un tems où il n'avoit pas d'intérêt à le contester, il a reconnu par une lettre.

Ces reconnoissances n'ont donc point le caractère requis & essentiel, pour produire une possession légitime ; soit parcequ'elles ne sont pas consignées dans

des actes de famille ; soit parce qu'elles ne sont faites , la plupart , que par des personnes qui n'avoient nul intérêt d'attaquer le mariage de M. le duc de Guise.

Mais ce qui mérite la plus grande attention , c'est le tems , ce sont les circonstances où ces reconnoissances ont été écrites. Elles l'ont été au milieu du trouble que la comtesse de Bossu éprouvoit dans son état.

Toutes les lettres rapportées supposent ce trouble ; & puisque les princesses qui les ont écrites conseillent à la comtesse de Bossu de faire confirmer à Rome son état , elles ne peuvent l'approuver que conditionnellement ; c'est-à-dire en supposant qu'il sera confirmé.

Le dernier caractère de la possession , qui est d'être paisible , manque donc encore ici.

Qui sçait d'ailleurs quels pouvoient être les motifs secrets qui faisoient agir ces personnes illustres ? Ne sçait-on pas que mille ressorts secrets mettent en mouvement les membres des grandes maisons , soit pour agir de concert , soit pour se croiser dans leurs vues , & dans leurs projets , & que la politique est presque toujours le principe de leurs actions ?

3°. On se prévaut de pièces émanées des souverains étrangers ; de l'empereur , du roi d'Espagne.

Mais, unis d'intérêts & de politique, n'étoit-il pas naturel qu'ils soutinssent une femme qui étoit sujette de l'un d'eux , & qu'ils la soutinssent contre un étranger qui avoit abandonné le roi d'Espagne , malgré la promesse qu'il lui avoit faite de ne quitter les armes qu'avec lui ?

4°. Enfin , on fait valoir le suffrage du roi lui-même , & de la reine-régente.

Quant à la reine , l'acte de reconnaissance qu'on lui attribue est fort incertain. On ne rapporte aucune preuve que cette princesse ait accordé les honneurs du tabouret à la comtesse *de Bossu*, comme duchesse *de Guise* ; & M. le prince *de Condé* soutenoit qu'il étoit faux , & que *Madame*, qui avoit écrit ce fait à la comtesse *de Grimberghes*, étoit mal instruite.

Quant au prétendu suffrage du roi , où le trouve-t-on consigné ? Dans un passe-port. Mais les rois agissent-ils donc , parlent-ils donc toujours en législateurs ? Leurs paroles & leurs écrits ne sont des loix , que quand il leur

plaît : & alors ils les font revêtir de tous les signes extérieurs qui caractérisent la loi , & annoncent la souveraine volonté du législateur.

Combien de mariages dont les contrats ont été honorés de la signature de sa majesté , & qui cependant ont été déclarés abusifs ? On sçait d'ailleurs comment s'accordent les passe-ports. Ils s'expédient dans les bureaux , souvent sans que le roi en ait connoissance.

D'ailleurs , quand le roi l'auroit accordé lui-même , en faisant transcrire les expressions qui étoient dans la supplique , a-t-il entendu , par-là , terminer un procès qui étoit pendant , & qui ne pouvoit se décider qu'après le plus mûr examen , & la plus ample discussion ?

Après ces observations sur le lieu du mariage considéré en lui-même , & sur la sainteté , ou plutôt sur la profanation du sacrement , M. l'avocat-général entra dans l'examen de ce même mariage considéré par rapport à ses suites , & aux effets civils qu'il pouvoit avoir dans le royaume.

Pour mettre l'état de la question dans tout son jour , il distingue deux sortes d'incapacités qui pouvoient servir d'obstacle



tacle à l'exécution du contrat de mariage de *M. de Guise*.

La première résulte , non-seulement de la condamnation prononcée contre lui ; mais du crime même.

Car telle est la nature du crime de lèze-majesté , qu'il prévient la condamnation ; ou plutôt telle est l'horreur que la loi a pour cet attentat , qu'elle n'attend point l'office du juge , pour livrer le coupable à cette espèce d'interdiction , qui est la première peine de son crime.

Une autre incapacité résulte du mépris de l'autorité du roi , qui n'a point été consulté sur le mariage d'un pair de France , & du chef de la maison de *Guise* ; ou sur la qualité d'étrangère , ou même sur celle d'ennemie , qu'on ne sçauroit nier que la comtesse de *Bossu* n'eût dans le tems qu'elle a contracté son mariage.

Or toutes ces incapacités ont-elles pu être effacées , ou tellement anéanties par les lettres d'abolition , que l'on doive , par une fiction favorable , supposer qu'elles n'aient jamais subsisté ? En un mot , les lettres d'abolition ont-elles un effet rétroactif ? s'étendent-elles également sur le passé , & sur l'avenir ?

Etabliffons d'abord deux propositions générales, qui peuvent écarter une partie des difficultés de cette question, & la renfermer dans ses justes bornes.

1°. Il ne s'agit point d'examiner ici scrupuleusement si cette loi fameuse *indulgentia principis quos liberat notat*, est reçue dans nos mœurs.

S'il falloit expliquer nos sentiments sur ce point, disoit M. l'avocat-général, non-seulement nous embrasserions avec plaisir cet usage favorable attesté par *Papon*, par *Denis Godefroy*, par *Bugnion*, qui a tempéré, dans ce royaume, l'extrême rigueur de cette loi romaine; nous irions encore plus loin, & nous soutiendrions que, dans le droit romain même, le jugement de cette question dépendoit uniquement de la manière & des termes dans lesquels le prince avoit expliqué sa volonté.

S'il n'avoit accordé qu'une rémission & une indulgence imparfaite; c'est-à-dire, s'il paroïssoit avoir voulu seulement faire grace de la peine civile, la peine naturelle, qui n'est autre que l'infamie, survivoit à la restitution.

Mais lorsque l'empereur avoit donné une entière abolition, l'honneur, la dignité, la réputation du coupable

étoient rétablis dans leur premier état.

Il n'en faut point d'autres preuves , que la définition célèbre de cette espèce d'indulgence parfaite , que nous trouvons dans la loi première , au code de sentent. pass. & restit. *Ut autem scias quid sit in integrum restituere , honoribus & ordini tuo , & omnibus ceteris te restitu-  
tuo.*

Telle étoit la formule de cette sorte de restitution.

La même idée se trouve encore dans la loi dernière du même titre , §. 4. *Ut deportationis ipsam per se nomen re-  
rum omnium spoliatio est , indulgentia restitutio , bonorum ac dignitatis , ac no-  
mine amissorum , omnium sit recuperatio :* en sorte que la loi veut que tantum ad restitutionem indulgentia valeat , quantum ad correctionem sententia valuit.

Mais il ne s'agit pas de sçavoir ici s'il étoit resté , sur la personne de M. le duc de Guise, quelque impression de cette note , que son crime avoit répandue sur sa réputation. L'intention du roi , à cet égard , est trop clairement expliquée dans les lettres d'abolition , pour qu'il puisse rester le moindre doute.

On peut , d'ailleurs , distinguer , en général , deux sortes de restitutions ;

les unes de justice , & les autres de grace ; & cette distinction s'applique à celles qui rétablissent les condamnés dans la possession de leur état.

Les premières sont des restitutions accordées par la loi même à celui qui vient se justifier devant la justice. Ce sont des absolutions résultant de la justification , plutôt que des restitutions ; ce sont des preuves de l'innocence du sujet , & non pas de l'indulgence du souverain.

Les secondes sont , au contraire , de véritables graces , marques éclatantes de la bonté du prince , qui , comme loi vivante , a le droit de faire taire , en certaines occasions , les loix générales , & de suspendre le cours de sa justice , pour signaler sa clémence.

Dans la première espèce de restitutions , on ne doute point que le jugement n'ait un effet rétroactif. Il attaque l'incapacité dans son principe ; & dès que l'innocence paroît , non-seulement toutes les suites de l'accusation sont effacées de plein droit , mais on juge qu'elles n'ont jamais existé.

Le ministère du juge déclare l'innocence , & ne la donne pas. C'est même parler improprement de dire qu'un ju-

gement d'absolution a un effet rétroactif ; il faut dire que l'innocence n'a été qu'obscurcie pendant que la condamnation par contumace a subsisté. Mais sa pureté intérieure n'a jamais souffert d'atteinte ; & bien loin qu'il faille emprunter le secours de la fiction pour détruire , dans le passé , l'effet d'une telle condamnation , on peut dire , au contraire , qu'il faudroit admettre une sorte de fiction , pour que celui qui a toujours été innocent , pût être réputé avoir été coupable pendant un certain tems.

Mais l'autre espèce de restitution , celle qui provient , non pas de l'innocence , mais de la grace du prince , a-t-elle un effet rétroactif ? C'est une question qui doit être examinée.

Mais il faut , auparavant , écarter un moyen de faveur que l'on a voulu répandre sur cette cause , en faisant passer la restitution de *M. de Guise* pour une de ces restitutions favorables que la justice accorde à ceux qui se présentent dans les cinq ans , après qu'elle les a condamnés par contumace.

Il ne s'est pas représenté , il est vrai , parce que le roi l'en a dispensé. N'exa-

minous point l'effet de cette circonstance.

Mais, ce qui est décisif, c'est qu'il ne peut jamais y avoir de différence entre la condamnation par contumace, & la condamnation contradictoire, en matière de crime de lèse-majesté, lorsqu'une fois le crime est aussi public & aussi constant qu'il l'étoit dans la personne de M. de Guise.

Non-seulement cela est décidé par la fameuse loi *post contractum* 16 ff. de donat. Mais il y a une loi plus précise; c'est la loi 31, §. 4, au même titre. *Rata donationes esse non possunt, post crimen perduellionis contractum, cum heredem quoque teneat, nisi nundum postulat usque descesserit.*

Le moment qui l'a rendu coupable d'un tel crime, est le moment où son incapacité a commencé. *Qui incidit in hoc crimen, neque vendere potest, neque manumittere, neque alio modo alienare; nec recte solvit ei debitor. L. 6. cod. ad leg. jul. majes. §. 1.*

La loi 8, au même titre, répète la même décision.

Ce principe supposé, remarquons d'abord que personne ne doute que le roi

n'ait le pouvoir de donner aux grâces qu'il accorde, telle étendue qu'il juge à propos.

Il peut donc leur donner un effet rétroactif, pourvu que ce ne soit pas au préjudice d'un tiers, parce qu'en accordant un bienfait à un de ses sujets, le roi n'ôte jamais le droit acquis à un autre.

Mais il faut que cette volonté soit annoncée dans les lettres mêmes; & lorsque le roi ne s'y est point expliqué précisément sur les actes passés pendant que l'incapacité a subsisté, alors il est assez difficile, disoit M. d'Aguesseau, de prendre un parti dans une matière où nous trouvons peu de guides, soit dans les loix, soit dans les arrêts, soit dans les écrits des docteurs.

Essayons cependant, disoit ce magistrat, d'en découvrir les principes; & distinguons deux cas différents, dans lesquels on peut demander si la grace du prince confirme tous les actes qui sont placés dans le tems de l'incapacité.

Premier cas, lorsque l'acte est valable en soi, & n'a d'autre défaut que l'incapacité qui résulte d'un crime pré-

cédent, sans qu'on puisse regarder cet acte, comme un nouveau crime.

Second cas. Lorsque l'acte est non-seulement défectueux par le tems dans lequel il a été passé, mais augmente encore le crime qui avoit produit l'incapacité.

Le premier cas paroît difficile à décider.

D'un côté, on peut dire :

1°. Que l'incapacité est une partie de la peine, & que la loi éteignant la peine avec le crime même, on ne peut en faire subsister une partie, contre l'intention du prince.

2°. Que les lettres d'abolition, & sur-tout celles de M. le duc de Guise, contiennent une clause expresse, par laquelle on le rétablit dans la possession & jouissance de tous ses biens, *ainsi qu'il a fait, ou pu faire auparavant toutes les procédures & condamnations, & comme si rien ne fût advenu.* Paroles si fortes, qu'il semble qu'elles décident nettement la question,

3°. Enfin, que l'on ne sçauroit donner trop d'étendue à ces graces, puisque, suivant la remarque de *Cujas*, c'est à elles que s'appliquent ces paroles de la



loi 3 ff. de constitut. princip. *Beneficium imperatoris . . . quàm plenissimè interpretari debemus.*

D'un autre côté on peut répondre,

1°. Que la peine n'est effacée , n'est remise , n'est abrogée que pour l'avenir , & non pour le passé ; & que , puisqu'on veut regarder l'incapacité comme une partie de la peine , on doit en conclure que l'incapacité ne cesse aussi que du jour des lettres d'abolition.

2°. Que c'est un principe général , que les lettres d'abolition n'ont d'effet que pour ce qui est expressément contenu dans la grace du prince ; & , comme il n'y est point parlé du passé , on ne doit pas faire violence aux termes des lettres , pour leur donner une extension qui n'est point comprise dans l'intention du roi.

Au reste , tous ces termes , pour en jouir comme auparavant les condamnations , & comme si rien ne fût advenu , se rapportent toujours au tems présent.

Il y en a même deux preuves écrites dans l'espèce de cette cause.

Une dans l'arrêt d'enregistrement , qui a ordonné que l'amende ne seroit point rendue à M. le duc de Guise.

La cour pouvoit-elle marquer plus clairement qu'elle n'avoit pas cru que l'on pût donner un effet rétroactif à la grace du prince ; que c'étoit assez pour M. le duc de Guise de recouvrer son premier état, par rapport à l'avenir, sans faire revivre ce même état par rapport au temps où il avoit été criminel ? Et qu'enfin il étoit du bien public, & du salut de l'état, qu'il restât toujours quelque trace de cette juste sévérité avec laquelle on a puni la révolte d'un pair de France contre son roi.

L'autre preuve est consignée dans les lettres d'abolition.

Lorsqu'il a été question de faire revivre les titres de duché & de principauté, que le roi avoit éteints dans le temps de la révolte de M. de Guise, & de révoquer le don qui avoit été fait de ses biens à madame sa mère, s'est-on contenté de ces clauses générales qu'on veut faire valoir ici ; & n'a-t-on pas jugé qu'il étoit nécessaire d'insérer une clause spéciale dans les lettres d'abolition ?

Le prince qui a accordé la grace n'a donc pas cru qu'elle eût, de plein droit, un effet rétroactif ; & sur-tout sur ce qui n'étoit qu'une suite de la condamnation ;

parce que les choses n'étoient plus entières , & avoient été consommées dans le tems de l'incapacité.

3°. N'y auroit-il point de différence entre un innocent absous par la justice , & un coupable absous par la grace du prince ? Le roi peut , à la vérité , éga-ler l'un à l'autre ; mais ne faut-il pas qu'il le déclare ?

4°. Il doit y avoir quelque différence entre un sujet fidèle , qui , après avoir été pris par les ennemis de l'état , re-vient en France jouir du droit de re-tour , appelé *post-liminium* ; & un sujet auquel le prince fait grace par un excès d'indulgence.

La loi fait aisément des fictions favo-rables , quand il s'agit du premier , mais elle refuse d'en faire pour le second. *Transfuga nullum post-liminium est , nam qui malo consilio & proditoris animo pa-triam reliquit , hostium numero habendus est. L. 19 , §. 4 ; ff. de capt. & post limin.*

Il n'est pas à présumer que la loi fasse une fiction en faveur du coupable ; ou il faudroit qu'elle l'eût expressément expliquée , car il n'est pas possible de la suppléer.

5°. Que le droit romain nous ap-

prend que l'on ne donne point un effet rétroactif aux lettres d'abolition, contre les actes consommés pendant l'incapacité de celui qui est condamné.

Un pere, à la vérité, recouvre, par l'indulgence du prince, les droits de la puissance paternelle, qu'il avoit sur ses enfans avant la condamnation. Mais tout ce que ses enfans ont fait pendant son incapacité, est confirmé par la loi; même leur testament, à l'égard duquel on ne peut cependant pas dire qu'il y eût encore de droit acquis irrévocablement à un tiers; de peur, dit la loi dernière, §. 1, *cod. de sentent. pass. & restit.* que, par une étrange absurdité, il n'arrive que l'on juge que le fils a été, en même-tems, père de famille & fils de famille, affranchi de la puissance paternelle, & soumis à cette même puissance. *Naeorum rescissio efficiat (quod est maxime absurdum) eodem tempore, nec in patris, nec in suâ fuisse potestate.*

Disons ici la même chose.

N'est-il pas également impossible de présumer que M. le duc de Guise a été, en même-tems, capable & incapable de contracter un mariage légitime? Capable, si on examine son domicile actuel dans les Pays-Bas, qui le soumet-

toit au curé de Bruxelles ; incapable , si on admet l'effet rétroactif que l'on veut donner aux lettres ; puisqu'alors il faudra supposer que son domicile a toujours été en France , & qu'ainsi il ne pouvoit trouver ailleurs un pasteur légitime , & un véritable curé.

A ces raisons , M. l'avocat-général en ajouta d'autres, qui prouvoient , de plus en plus , que cette opinion étoit , au moins , aussi probable , que l'opinion contraire.

Nous avouons , disoit-il , que notre esprit demeure presque suspendu entre les deux partis. Mais , pour terminer ce doute , il faut passer au second cas proposé.

Cecas , est celui d'un acte criminel en lui-même , indépendamment de la qualité de celui qui l'a passé.

Trois sortes de crime que l'on prétend trouver en un seul.

Mariage d'un des plus grands seigneurs du royaume , d'un pair de France , d'un possesseur de plusieurs fiefs qui le soumettoient également au roi , & comme vassal , & comme sujet , sans avoir obtenu son consentement , avant de le contracter.

Mariage avec une étrangère.

Mariage enfin avec une ennemie.

Il faut examiner si ces trois circonstances réunies suffisent pour rendre l'acte criminel.

Et supposé qu'on ne puisse douter que cet acte ne renferme un nouveau crime ajouté à celui de la rébellion de M. le duc de Guise, nous n'avons plus qu'à tirer des conséquences justes & précises de cette vérité, pour prendre un parti sur au sujet de ce mariage.

Première circonstance. Mariage d'un pair de France & d'un des plus grands seigneurs de l'état, sans le consentement du roi.

Ce n'est point ici le lieu, disoit M. d'Aguesseau, d'approfondir la grande, la célèbre question, qui semble renfermée dans l'examen de cette première circonstance. Une question si importante demanderoit un discours tout entier.

Ou plutôt, disons que cette question a été si doctement traitée, continuoît-il, & si sçavamment approfondie dans ce siècle, par des écrits qui font entre les mains de tout le monde; que cette matière, toujours grande & toujours illustre en elle-même, semble être devenue commune par les dissertations qui l'ont éclaircie, & qui l'ont presque entièrement épuisée,

Il faut donc se contenter de remarquer, en général, que les mariages des princes du sang, & même des grands seigneurs, ont toujours été regardés comme une action qui, loin de se renfermer dans leur famille particulière, intéressoit toute la république.

On a jugé qu'ils appartenissent à la patrie & à leur prince, d'une manière plus étroite, que le reste des citoyens; & que toutes leurs actions devant avoir pour but le bien & la gloire de l'état, s'étoit à l'état, encore plus qu'à eux-mêmes, à examiner si l'alliance qu'ils vouloient contracter pouvoit lui être avantageuse.

Enfin, que les rois étant regardés comme les pères, les tuteurs, les gardiens & les protecteurs des princes du sang & de ceux que leur naissance élève aux premières dignités de l'état, ils commettoient un véritable crime, lorsqu'ils méprisoient tant de titres & tant de qualités réunies à celle de souverain, en se mariant sans avoir obtenu la permission du roi.

Autrefois même ce droit n'étoit pas propre aux rois & aux souverains. Les simples seigneurs l'exerçoient sur leurs vassaux; & l'église même a reconnu cette

autorité dans le huitième siècle, puisque, par un canon du concile de Compiègne de l'an 757, elle déclara le mariage d'un vassal absolument nul, parce qu'il avoit été contracté sans le consentement de son seigneur.

Depuis, cette dépendance exclusivement réunie à la dignité & à l'autorité royale, a été renouvelée, de tems en tems, par des conventions expresses, qui ne doivent pas être regardées comme des loix particulières, mais comme une simple confirmation de la loi générale.

Ceux qui ont osé violer cet engagement, & rompre ce nœud, qui doit paroître si précieux aux seigneurs du royaume, puisqu'il les attache si étroitement à la personne du roi, ont souvent été regardés, poursuivis, punis comme criminels d'une espèce d'attentat contre l'autorité du souverain.

Les exemples fameux du comte d'Armagnac & du comte d'Alençon, sous Charles VII, & l'exemple du procès du maréchal de Biron, en sont les preuves éclatantes.

Enfin, on peut ajouter que, quoique, dans ces derniers tems, l'on ait souvent fermé les yeux sur ces sortes de mariages



par rapport aux grands-seigneurs , il faut néanmoins avouer que la raison d'état qui subsiste toujours , & les circonstances qui accompagnent ces mariages , peuvent donner lieu aux juges de les regarder ou comme tolérables , ou comme absolument criminels.

Enfin , il existe , en cette matière , deux maximes principales ; l'une que le mariage des princes du sang est absolument nul , même *quoad factus* , & que cette loi est encore dans sa pleine vigueur , comme le prouve l'exemple de *Monsieur*.

L'autre qu'à l'égard des grands seigneurs , attendu la désuétude , il n'en est pas de même. Mais ces mariages sont , à leur égard , sujets à des peines arbitraires , selon la gravité des circonstances.

Or entre ces peines , en peut-on trouver une plus douce , que la privation des effets civils ?

Et quelles sont ici les circonstances qui peuvent autoriser , & même provoquer cette punition ?

C'est la qualité d'étrangère. Il est inutile de citer le droit romain , qui ne connoissoit de mariages légitimes , que ceux qui se contractoient entre ci-

toyens romains. *Justas nuptias inter se cives romani contrahunt.* Des exemples fameux ont confirmé l'exécution de cette loi, & nous ont appris combien elle étoit sacrée. *Jules-César*, qui avoit tout enfreint, & qui pouvoit tout, n'osa épouser *Cléopâtre*. *Titus*, qui étoit, à si juste titre, l'idole du peuple romain, qui, en qualité d'empereur, réunissoit tous les pouvoirs de l'état dans sa main, n'osa épouser une étrangère; il renvoya, dans ses états, *Bérénice* qu'il adoroit.

Si cette loi n'est plus en vigueur parmi nous, il est toujours certain qu'un grand, qui épouse une étrangère, sans l'aveu du roi, commet un délit. Et c'est, en effet, presque toujours dans ce cas, que l'on s'est élevé autrefois contre les mariages contractés par les grands seigneurs, sans l'aveu du roi.

Mais ce qui aggrave encore cette circonstance, c'est que la personne que le duc de *Guise* a épousée, étoit ennemie de la France. Elle étoit sujette du roi d'Espagne, avec qui l'état étoit en guerre.

Or il faut abolir tout vestige de cet ancien usage, conforme à la raison naturelle, & si utile au bien de l'état;

ou il faut avouer que jamais il n'y a eu plus de sujet d'en conserver au moins quelques vestiges , par rapport aux effets civils.

C'est un duc de *Guise* , dont le nom seul réveille le souvenir de tant de maux , qui s'engage à porter les armes contre son roi , qui s'allie avec les ennemis de l'état , & qui scelle son union par un mariage , qui le lie étroitement avec une des plus puissantes maisons du Brabant.

S'il est défendu , comme le dit *M. le Brei* , aux grands-seigneurs , d'équiper des vaisseaux , d'avoir des maisons fortes , &c. à combien plus forte raison doit-il leur être défendu de se lier , par le plus inviolable de tous les engagements , avec les ennemis de l'état ?

Ce crime , qui a paru si grand à nos pères , deviendra-t-il léger par l'oubli des anciennes maximes , & parce qu'il se présente rarement des occasions de le punir ?

Au contraire ; c'est parce qu'il est rare , qu'il semble que l'on est obligé de saisir une occasion de soutenir avec fermeté l'intérêt de l'état.

Cela supposé , peut on dire que les lettres d'abolition ont confirmé un tel attentat ?

Or comment appliquer à ce crime des lettres d'abolition qui n'en parlent point ?

Les lettres, quelque générales qu'elles paroissent, ne se rapportent qu'aux faits qui y sont énoncés. Or il n'y est fait aucune mention de ce mariage ; & on ne peut pas présumer que le roi ait eu intention de l'y comprendre.

S'il avoit eu cette intention, le conseil de M. de Guise étoit trop habile, pour laisser échapper une clause si précieuse.

En effet on a eu grand soin de faire insérer dans les lettres, qu'elles auroient un effet rétroactif, par rapport à la confiscation & au rétablissement des dignités. Cependant ce rétablissement étoit un effet beaucoup plus naturel de la grace du prince ; on n'a pas négligé de l'exprimer ; pourquoi a-t-on laissé le contrat de mariage dans l'oubli ? C'est qu'on sçavoit bien que le roi ne consentiroit pas qu'on en fit mention.

Au surplus, il n'est pas nouveau de comprendre cette espèce de délit dans des lettres d'abolition. Il est nommément exprimé dans celles que *Charles VII* accorda au comte d'*Armagnac*, qui furent enregistrées au parlement de Toulouse en 1446.

Enfin, si un tel mariage produisoit, parmi nous, des effets civils, quelle différence y auroit-il entre une alliance contractée en France avec une Françoise, & autorisée par l'agrément du roi; & un mariage contracté pendant la guerre, avec une étrangère, & une ennemie de l'état; sur-tout n'y ayant eu aucune possession en France? Car on ne regardera certainement pas un passe-port, comme un titre de possession.

S'il y avoit eu, en France, une possession publique & certaine, on pourroit dire que le roi auroit approuvé, que la loi auroit tacitement confirmé ce mariage, quant aux effets civils. Alors on examineroit si cette espèce de ratification remonteroit jusqu'au contrat, ou si son effet n'auroit lieu que du jour des lettres d'abolition.

Mais on n'a point ici cette question à examiner, puisqu'il n'y a aucune ombre de possession.

Ce mariage, dit M. l'avocat-général en finissant, est donc aussi indigne d'être regardé comme légitime dans l'état, que comme sacrement dans l'église.

Ce magistrat récapitula ensuite les demandes incidentes, qui avoient pour objet les sommes pour lesquelles la

comtesse *de Bossu* s'étoit engagée pour le duc *de Guise*, & celles qu'elle avoit payées à son acquit.

Il conclut enfin à ce que, sur l'appel comme d'abus, tant des procédures de la rote, que de la célébration du mariage, il fût dit qu'il y avoit abus, & en conséquence que le prince *de Berghes* fût débouté de toutes ses demandes, en exécution du contrat du 16 novembre 1641; & sur le surplus des demandes, les parties hors de cour; si ce n'est que la cour ne jugeât plus à propos d'accorder un délai au prince *de Berghes*, pour rapporter les titres originaux & pièces justificatives de ses prétendues créances.

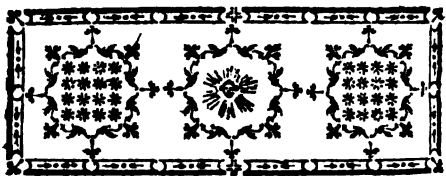
Voici l'arrêt.

« La cour, en ce qui concerne les  
 » appellations comme d'abus interjet-  
 » tées par *Monsieur* & conforsts, tant  
 » de la célébration du prétendu ma-  
 » riage, que des jugements intervenus  
 » à la rote de Rome, dit qu'il a été  
 » mal, nullement & abusivement pro-  
 » cédé, célébré, statué, & ordonné.  
 » En conséquence, évoquant le prin-  
 » cipal sur les demandes du prince *de*  
 » *Berghes*, résultant du prétendu con-  
 » trat de mariage du 16 novembre

*du Duc de Guise.* 383

» 1641 , met les parties hors de cour  
» & de procès , & le condamne aux dé-  
» pens ; & sur les autres demandes du  
» dit prince de *Berghes* , ordonne qu'il  
» se pourvoira , ainsi qu'il verra bon  
» être , défenses & fins de non-rece-  
» voir réservées au contraire. Fait ce 5  
» janvier 1700 ».





## HISTOIRE

### DU CHEVALIER DE MORSAN.

**C**ETTE cause est une de plus singulières & des plus intéressantes , par les faits , que l'on puisse trouver dans les fastes de la jurisprudence.

La vérité des évènements qui en forment le tissu n'a jamais pu être approfondie ; & cette incertitude même semble ajouter au merveilleux qui la caractérise.

*Charles-Henri Donc*, notaire à Paris, laissa, en mourant, trois enfants ; un garçon & deux filles. *Marguerite Charlotte*, une des filles, est le sujet principal de cette histoire.

*Marie Chenuet*, leur mère, fut nommée leur tutrice. Mais les parents des mineurs se crurent obligés de la destituer, pour leur sauver une partie



partie de la fortune que leur père leur avoit laissée. Son peu d'économie & ses profusions livrèrent leurs biens au fléau de la saisie-réelle ; formalité établie par les loix , pour assûter aux créanciers leur paiement , & aux débiteurs les restes de leur fortune ; mais qui est devenue , dans la main de la chicane , un flambeau dévorant , qui consume tout ; ou plutôt une source inépuisable de fraudes , qui transmettent les biens , des mains des véritables propriétaires , dans celles des agents subalternes de la justice , qui partagent entr'eux les dépouilles des malheureux.

Quoi qu'il en soit , les parents des enfants mineurs de *Donc* leur élurent , pour curateur , le sieur *Marc de Joigny* , qu'ils chargèrent de faire rendre compte à la mère. o/

Elle donna sa confiance , pour cette opération , à un sieur *Robert* , qui étoit alors clerk de notaire.

*Charlotte Donc* n'étoit alors âgée que de quatorze ans : mais sa beauté étoit déjà dans tout son éclat. Elle fit impression sur le cœur de *Robert* , qui désira d'en faire sa femme. Il obtint le consentement de la mère. Mais ce consentement ne levoit pas tous les obstacles.

Ce mariage répugnoit à la jeune personne , à qui *Robert* n'étoit point agréable. Le curateur n'y consentoit pas. Il pensoit que les charmes de sa pupille , & les débris de la fortune qu'il espéroit lui sauver , la mettroient en état d'aspirer à des partis plus relevés qu'un clerc de notaire. Et ce qui sembloit mettre le comble aux obstacles qui s'opposoient aux desirs de *Robert* , la belle *Charlotte* étoit en pension dans la communauté des filles de Saint-Gervais , où son curateur la retenoit , & d'où , d'ailleurs , elle ne vouloit pas sortir : elle craignoit que les importunités de son amant , autorisées du pouvoir maternel , ne la forçassent à contracter un mariage contraire à son inclination.

*Robert* prit le parti de la faire enlever , de l'aveu de la mère. Il choisit le moment où elle sortoit de la messe avec les autres pensionnaires. Le sieur *Maro* , curateur , rendit plainte de ce rapt commis en la personne de sa pupille. Mais cette démarche n'arrêta point les projets de *Robert* , qui épousa la belle *Charlotte* , neuf jours après , en présence de sa mère , & de quatre témoins , le 9 septembre 1709.

Les parents crurent que l'honneur

*du Chevalier de Morfan. 387*

de la jeune *Donc* exigeoit que l'on fermât les yeux sur cette espèce de violence; les poursuites n'allèrent pas au-delà de la plainte qui avoit été rendue par le curateur, & on laissa *Robert* paisible possesseur de sa conquête.

La bonne intelligence & l'union ne subsistèrent pas long-temps entre les deux époux. On a prétendu que, moins de huit jours après les nœces, il y eut entr'eux des scènes qui scandalisèrent, & même alarmèrent le voisinage.

Enfin la jeune épouse trouva le joug qu'on lui avoit imposé si insupportable, qu'elle s'évada de la maison maritale, & se retira chez ses parents.

On consulta sur les circonstances fâcheuses où se trouvoit cette épouse infortunée; & il fut résolu d'entreprendre l'appel comme d'abus d'un mariage contracté au préjudice de la plainte rendue par le curateur, & contre le gré de la famille. On ne croyoit pas qu'une alliance de cette espèce pût être regardée comme un nœud formé par un sacrement, & qui pût avoir la force d'un contrat civil.

On obtint une sentence qui ordonna que, pendant l'instruction du procès, la femme se retireroit au couvent de

la Roquette, où elle entra, en effet, quelques jours après.

*Robert* alla, plusieurs fois, au couvent, réclamer son épouse, & voulut employer la violence, pour la retirer & l'emmener avec lui; les religieuses rendirent même deux plaintes contre lui.

De son côté, *Robert* avoit rendu, le 27 février 1715, plainte contre le sieur *Maro*, qu'il accusoit d'avoir séduit sa femme, & de l'avoir enlevée; & cette plainte fut suivie d'une information.

Enfin l'appel comme d'abus fut jugé, sur les conclusions de *M. Chauvelin*, avocat-général, & depuis garde des sceaux. Par arrêt du 16 juin 1716, il fut dit qu'il n'y avoit point d'abus; & il fut ordonné à la femme de *Robert* de se rendre, dans six mois, dans la maison de son mari.

On jugea qu'un mariage célébré du consentement de la mère, & que les parents avoient ratifié tacitement par la cessation des poursuites, ne pouvoit plus être attaqué.

Après l'arrêt prononcé, *Robert* joignit, dans la grande salle du palais, la femme, qui avoit assisté à la prononciation. Il lui parla avec toute la ten-

*du Chevalier de Morsan* 389

dressé que le mari le plus amoureux peut témoigner à sa femme.

Pour toute réponse, elle lui donna un soufflet, en lui disant : *voilà mon dernier adieu* ; elle se confondit, en même tems, dans la foule, disparut à ses yeux, & il ne l'a jamais revue. Elle n'avoit point encore 21 ans.

Robert fit signifier à *Maro* l'arrêt qu'il avoit obtenu, avec sommation d'y satisfaire, & de lui représenter sa femme, ou d'indiquer le lieu de sa retraite.

*Maro* se défendit, en disant qu'il ignoroit ce que cette femme étoit devenue, & qu'on ne pouvoit pas le rendre garant de sa fuite, puisqu'aucun acte juridique ne l'avoit mise sous sa garde.

Le mari fit toutes les perquisitions possibles, pour découvrir le lieu de sa retraite, il ne put jamais en découvrir la trace.

Après bien des recherches, il resta enfin tranquille, pendant environ 15 ans. Mais ayant, au bout de ce tems, songé à se remarier, il voulut fixer son état, & sçavoir s'il étoit veuf, ou s'il avoit encore une femme vivante.

Le 10 septembre 1730, il rendit une

nouvelle plainte de l'enlèvement de sa femme, & obtint permission d'informer. Cette information lui fournit matière à la plus singulière histoire qui ait frappé l'oreille des juges, & le résultat de cette histoire étoit que sa femme ne vivoit plus, & que la petite vérole l'avoit enlevée, il y avoit plusieurs années.

Intimement persuadé que, si elle n'étoit pas morte, au moins il n'avoit pas lieu de craindre qu'elle reparût, il changea sa demeure de quartier, perdit de vue ses anciennes connoissances, & se fit passer pour garçon dans l'esprit de ceux avec qui il se lia de nouveau.

Ce fut en cette qualité, qu'il rechercha *Magdeleine Ponsignard*, âgée d'environ 60 ans, & veuve du sieur *Mafson d'Angluse*, avocat. Sa recherche fut agréée. Par le contrat de mariage, on stipula une séparation de biens, avec donation mutuelle de tous les biens présents & à venir.

Cette seconde alliance ne fut pas plus heureuse pour *Robert*, que ne l'avoit été la première. Si l'on en croit la veuve d'*Angluse*, il exerça contr'elle les sévices les plus outrageants; il ne cessoit de lui reprocher sa vieillesse, & portoit

*du Chevalier de Morsan.* 391

les marques de mépris & de haine, jusqu'à la maltraiter violemment.

Enfin les deux époux consentirent à une séparation volontaire de corps & de biens, & se promirent réciproquement de ne pas se mêler des affaires l'un de l'autre. La femme se retira dans un couvent.

Mais le mari n'observa pas la loi qu'ils s'étoient prescrite. Il voulut l'avoir sa femme. Elle refusa opiniâtrement de reprendre un joug qui lui paroissoit insupportable.

Elle fit des recherches sur la conduite passée de son mari, parvint à se procurer des lumières sur les circonstances de son premier mariage, & prétendit que la mort de la première femme n'étant pas constatée, *Robert* étoit bigame.

Elle rendit, contre lui, plainte de ce crime au châtelet, & se pourvut en l'officialité, pour y demander la nullité de son mariage.

Cette plainte fut suivie d'une information, qui fournit la preuve la plus complète du premier mariage de *Robert*; & la veuve *Masson* joignit, à cette information, une pièce plus puissante encore que tout ce qui pouvoit résulter

des dépositions: c'est l'acte de célébration du mariage de *Robert*, avec *Marguerite-Charlotte Donc*.

*Robert* fut décrété d'ajournement personnel; il subit interrogatoire; continua ses poursuites contre ceux qu'il avoit accusés, par sa plainte du 10 septembre 1730 d'avoir enlevé sa femme; il produisit un acte, par lequel il paroissoit qu'il avoit rendu la dot au beau-frère de *Charlotte Donc*.

Il dirigea ses poursuites contre le sieur *Maro de Joigny*, contre la dame *Roger*, qui étoit, disoit-il, dans la confidence de *Maro*, avec le sieur *Joquet d'Imonville* & sa femme, chez qui demeuroit la dame *Roger* leur nièce. Enfin il mettoit à la tête des complices, la célèbre comédienne *Anne Duclos*.

Il prétendoit, d'ailleurs, prouver que sa première femme étoit morte environ sept ans après son évasion; & pour établir ce fait, il produisit l'extrait mortuaire suivant.

2. Ce 10 novembre 1723; a été fait le convoi & enterrement de Maximilien de Morfan, âgé de 22 ans, ou environ, fils de messire Maximilien de Morfan, gentilhomme, & d'Emilie de Constance



*du Chevalier de Morsan. 393.*

*son épouse, mort hier, rue Mazarine, à la maison de M. Poisson; & y ont assisté Jean-Baptiste Joquet, sieur d'Imonville, Jean de Lajart, bourgeois de Paris, & Louis de Lajart, écuyer, garde du corps du roi, amis du défunt, qui ont signé.*

Pour établir le rapport qui pouvoit se trouver entre *Maximilien de Morsan*, fils d'un gentilhomme, dénommé dans cet acte mortuaire, & *Marguerite-Charlotte Danc*, femme de *Robert*, voici l'histoire qu'il racontoit.

Son épouse, disoit-il, lui ayant été enlevée au palais, après l'arrêt qui lui avoit enjoint de retourner avec son mari, elle fut conduite en la maison du sieur *Joquet d'Imonville*. Dès qu'elle y fut arrivée, la dame *Roger* travailla à travestir la femme de *Robert* en homme; &, de concert avec le sieur *d'Imonville*, ils lui donnèrent un juste-au-corps rouge, un chapeau bordé, avec un ceinturon & une épée; &, sous ce déguisement, la femme de *Robert* prit le nom de *chevalier du Coudray*.

Le chevalier travesti étoit en proie à des alarmes continuelles. Saisi de frayeur quand il se figuroit qu'il pouvoit être pris par *Robert*, il trembloit.

à l'aspect du premier inconnu ; & , au moindre coup qu'on frappoit à la porte , il se cachoit dans les recoins , & s'imaginait qu'il alloit être enlevé par les archers.

On n'oublia rien pour le familiariser au danger ; on lui fit changer de quartier & de demeure. Le sieur *Joquet*, sa femme, & la *Roger* l'emmenèrent, avec eux, dans une maison rue des Marais, fauxbourg Saint - Germain. Cette maison étoit tenue à bail judiciaire par la *Duclos*. Le sieur *Maro*, beau-père du sieur *Beauconsein*, commissaire aux saisies réelles, la lui avoit procurée. Le nom du chevalier du *Coudray* fut alors changé en celui de *Desmarêts*.

*Robert* prétendoit que le chevalier, aguerri à l'école de la *Duclos*, & s'étourdissant sur le danger qu'il craignoit, a eu plusieurs aventures de galanterie.

C'étoit au village de Combe-la-Ville, dans une maison qui appartenoit au sieur d'*Imerville*, que se faisoient les parties de plaisir ; & c'étoit toujours la *Duclos* qui les lioit, & qui y présidoit.

Elle y conduisoit les seigneurs & les gens riches, avec qui elle étoit en liaison. La chasse, la danse, la table &

L'amour occupoient tout le tems que l'on passoit dans ce lieu de délices.

Le prétendu chevalier, qui s'étoit enfin aguerri, étoit l'ame de tous les plaisirs. Le jour, c'étoit un homme charmant, qui avoit toutes les graces du sexe dont il avoit adopté l'extérieur : il rendoit amoureuses de lui toutes les femmes qui ne le connoissoient pas ; s'amusoit, & amusoit ceux qui le connoissoient, des feux qu'il allumoit, & qu'il ne pouvoit éteindre.

La nuit, il mettoit le masque bas, & devenoit une femme pleine d'appas pour ceux qu'elle admettoit à ses faveurs.

Le sieur *Maro* se rendoit souvent dans cette maison de campagne. Entrant un jour dans une chambre où il y avoit grande compagnie, il fut assez indiscret pour dire au chevalier, qui s'étoit fixé enfin au nom du *chevalier de Morfan* : *Eh bien, Charlotte, comment cela va-t-il ?* Cette indiscretion apprit à rire, & excita la curiosité de quelques personnes, qui, pour s'éclaircir, crurent être en droit de faire des questions au sieur *Maro*, qui rompit la conversation.

Il n'étoit pas possible que le cheva-

lier, qui changeoit de nom presque aussi souvent qu'on change les mots du guer, & qu'on annonçoit tantôt comme un gentilhomme étranger, tantôt comme le fils d'un prince, ne donnât de l'exercice à ceux qui cherchent à démêler les aventures d'autrui, dès qu'elles paroissent un peu mystérieuses. & compliquées.

Enfin, la vérité perce de tous côtés ; le scandale augmente ; le curé de Combe-la-ville, que le zèle éclaira sur les désordres que ce déguisement receloit, trouva le chevalier dans le lit de la dame d'*Imonville*, avec un bonnet de nuit, & une chemise d'homme. Il crut d'abord qu'il n'y avoit qu'une femme qui pût occuper le lit d'une femme : il veut éclaircir ses soupçons ; il interroge le chevalier : mais celui-ci répond par des plaisanteries, tourne le bon curé en ridicule, change de propos, & laisse le pasteur dans la perplexité où il étoit lorsqu'il étoit entré.

L'infirmité périodique, à laquelle les femmes sont sujettes, trahit le mystère aux yeux des domestiques de la *Duclos*.

En vain voulut-on leur persuader que les symptômes qu'ils remarquoient,

*du Chevalier de Morsan. 397*

provenaient des hémorrhoides dont on disoit que le chevalier étoit tourmenté, le retour régulier des signes ne leur permettoit pas d'être duppes de cette dé faite.

La femme de *Robert*, dit-on, en prenant les habits d'un homme, en prit le courage : elle eut une querelle, elle se battit, elle fut blessée dans le bas-ventre, aux environs de Combe-la-ville. *Martinot*, chirurgien de Brie Comte-Robert, la pansa de cette blessure qui ne fut pas mortelle : c'est un témoin oculaire de la vérité.

Peu de tems après, le chevalier revint à Paris dans la maison de la *Du-  
dos*, qui avoit quitté la rue des Ma-  
rais, pour aller demeurer rue Mazarine.  
Il tomba malade de la petite vérole.  
Cette maladie, qui augmenta, fit re-  
venir tous les troubles d'une conscience  
alarmée.

Le chevalier avoit sans cesse, à la bouche, le nom de son mari : le tableau de sa vie passée se retrace à son imagination, il se croit assiégé d'une troupe d'archers qui viennent pour l'enlever. Il fallut songer à lui procurer les secours spirituels : on manda le P. Constant, religieux des Petits-Augustins du faux-

bourg Saint-Germain , afin qu'il confessât le *chevalier de Morfan*. Le religieux , qui le prit pour un homme , parce qu'on le lui avoit annoncé comme tel , lui parla en conséquence de cette supposition : mais le chevalier , sentant que l'heure étoit venue où le masque alloit tomber , & que le mystère devoit bientôt se dévoiler , dit à ce confesseur , d'un ton plaintif : *hélas , je ne suis point homme , je suis femme*. A ce discours , le religieux , frappé d'étonnement , s'écria : comment , vous êtes femme ? Elle lui dit pour la seconde fois : *oui , je suis femme*.

Le religieux alors lui demanda si elle vouloit qu'il révélât le secret à la *Duclos* : elle répliqua : dites-le , si vous voulez. Soit qu'il ne crût pas que le danger fût fort pressant , ou pour quelque autre raison , il différa de le confesser jusqu'au lendemain : mais , dans cet intervalle , mourut le chevalier travesti le 9 novembre 1723. On continua le déguisement , même après sa mort.

Il fut question d'ensevelir le cadavre. *Michelle de la Neau*, veuve de *Julien Bazin*, & *Renée Bazin*, femme de *Joseph Combaut*, sa fille & servante de la *Duclos*, furent employées à cet office :

*du Chevalier de Morsan. 399*

& leurs yeux étonnés. trouvèrent que ce corps étoit celui d'une femme , & non d'un homme dont elle avoit porté l'habit. Elles en témoignèrent leur surprise à la *Duclos* , qui feignit un pareil étonnement , & dit alors qu'on avoit bien eu tort dans le monde de dire que c'étoit son amant.

Cependant ce cadavre enséveli fut mis dans une bière , & exposé à la porte de la *Duclos* ; & , pour perpétuer ce déguisement , on mit une épée & un fourreau en sautoir sur la bière , afin d'annoncer au public que c'étoit un homme d'épée , & un chevalier.

Les prêtres de Saint - Sulpice étant venus , on porta le corps en cet équipage à l'église. *Robert* prétend que ceux qui marchaient à la tête du deuil étoient les auteurs du déguisement. L'inhumation fut faite. L'extrait mortuaire est conçu dans les termes que l'on a rapportés plus haut. Et , à côté de cet acte mortuaire , on trouve , sur le registre qui a été compulsé , & apporté au châtelet , de l'ordonnance de monsieur le lieutenant-criminel , cette insertion.

*Nota. ne point délivrer cet extrait facilement.*

De tout cela , on concluoit que

ce chevalier de Morsan étoit Charlotte. Donc ; on accusoit les témoins qui avoient souscrit l'acte mortuaire , & on prétendoit qu'en attestant que c'étoit le corps du chevalier qu'on inhumoit , ils s'étoient rendus coupables d'une fausseté sacrilège ; que leur témoignage faisoit leur crime : aussi les mit-on dans les liens d'un décret de prise de corps.

Selon les loix de tous les états policés, disoit Robert, le violement des sépulcres a été regardé comme un grand crime : *crimen lèse religionis ad sacrilegium pertinens*. Témoin Tacite, l. 3, l. 1. *cod. de sepulchris violat.* De quels crimes ne sont pas coupables ceux qui recèlent le nom & l'état des morts ? Qu'elle confusion ne jettent-ils pas dans les familles ? Altérer, par de faux noms, les registres publics, c'est mettre le trouble dans l'ordre social, en donnant lieu de regarder comme ouvertes les successions des personnes qui sont encore vivantes, & de prendre pour veufs des hommes dont les femmes ne sont pas décédées. Quels ravages ne peuvent pas causer des suppositions aussi criminelles ? Et quelle attention la justice ne doit-elle pas apporter pour les réprimer ?



*du Chevalier de Morfan. 405*

En vain *Robert* cherchoit sa femme, elle étoit enveloppée des ombres de la mort, & reposoit dans le tombeau sous un nom différent du sien, & sous le titre d'un *chevalier de Morfan*. Quelques années se passent sans rien découvrir : enfin, sept ans après le décès de la femme de *Robert*, arrivé en 1723, qui étoit le même intervalle de tems qu'avoit duré son absence, depuis 1716, tems de son évasion & de son enterrement ; il apprend, de tous côtés, que la mort de sa femme étoit certaine. Il redouble son attention, pour démêler les circonstances ; il parcourt les maisons & les quartiers où elle avoit demeuré à Paris ; il s'adresse aux voisins, il rencontre des domestiques de bonne foi ; il va à Combe-la-Ville, & aux endroits circonvoisins où elle avoit fait différents séjours, & dénoue toutes les intrigues & toutes les aventures.

*Antoine Donc*, frère de sa femme, & son unique héritier, également intéressé, fait des perquisitions de son côté. Tout se réunit à confirmer le décès de *Charlotte Donc*, sa fin déplorable, les artifices & les stratagèmes qui avoient été mis en pratique, soit pen-

dant la vie, soit à la mort du chevalier travesti.

*Robert*, ayant tout approfondi, conjointement avec son beau-frère, & les preuves étant prêtes, il ne balança point à mettre cette affaire sous les yeux de la justice.

Teile est l'histoire que *Robert* a faite : & pour la prouver il rapporte les dépositions des témoins.

Le premier témoin est *Jeanne Bazin*, fille domestique, qui, en 1720, & depuis, a demeuré quatre ans huit mois chez la *Duclos*; elle dépose « qu'elle a » vu loger, chez la *Duclos*, une personne » habillée en homme, qu'on nommoit » le *chevalier de Morsan*, qui buoit » & mangeoit avec elle : & le sieur » d'*Imonville* & sa femme logeoient » dans la même maison; que cette » personne tomba malade; que pendant » sa maladie, elle avoit grand soin de » se cacher dans son lit, disant qu'elle » avoit peur que les archers ne vinssent » la prendre dans son lit; que cette personne étant morte, la mère d'elle » déposante ayant enseveli le corps, » lui dit que c'en étoit point un homme, » mais une femme; qu'elle a vu le ca-

*du Chevalier de Morsan. 403*

» d'avre mis dans une bière , & porté à  
» l'église de Saint-Sulpice sous le nom  
» du chevalier de Morsan , & qu'on mit  
» une épée sur cette bière ».

Rien n'est plus précis que ce témoignage. On l'a voulu rejeter , dit-on , parce que *Jeanne Baxin* est un domestique & un enfant. D'abord il est certain que , quand il est question d'un fait qui s'est passé dans l'intérieur , & dans le secret d'une maison , la preuve domestique est admise : *quoniam non facile quæ domi geruntur per alienos possunt probari* : parce qu'on ne peut guere prouver , par des étrangers , les actions qui se passent à la maison. En ce cas , les domestiques deviennent des témoins nécessaires , dont le témoignage est reçu par la loi 8 au code de *repudiis*. *Mornac* , sur la loi 3 ff. de *testibus* , en rapporte un arrêt du 9 août 1713.

A l'égard de l'âge , la quatorzième année suffit pour rendre le témoignage valable , tant en matière criminelle que civile : *certissimam apud nos servamus hanc regulam , factum puberem posse ferre testimonium de iis quæ viderit pubertatis proximus , quia scilicet non prohibetur à lege , & sufficiunt 14 anni ex cap. Carolæ*

*Magni*, dit encore *Mornac*, sur la loi 20 au digeste de *testibus*. Nous regardons comme une règle très-certaine, qu'un pubère peut rendre témoignage des choses qu'il a vues : la loi ne rejette point sa déposition, & quatorze années sont suffisantes pour la puberté.

Le deuxième témoin, qui est *Jean-François Maulnory*, clerc tonsuré, prieur de notre-dame des Effards, âgé de 37 ans, dit : « qu'ayant fréquenté dans » une maison où demouroit la *Duclos*, » rue Mazarine, il y a connu une per- » sonne habillée en homme, qui se » faisoit appeller le *chevalier de Morsan*, » qui logeoit chez la *Duclos*, buvoit & » mangeoit avec elle, avec le sieur Jo- » quet d'Imonville, & sa femme. Que » ce soi-disant *chevalier* paroissoit tout » particulier, se retirant dans sa cham- » bre, lorsqu'il paroissoit quelqu'un » qu'il ne connoissoit pas. Qu'il tomba » malade chez la *Duclos*, de la petite » vérole, & qu'étant décédé de cette » maladie, il fut enterré à Saint-Sul- » pice, sous le nom du *chevalier de* » *Morsan* ; & que quinze jours après » son enterrement, il se répandit un » bruit, dans le monde, que ce soi-di- » sant *chevalier* étoit une femme ; ce

*du Chevalier de Morsan. 405*

» qui donna occasion à plusieurs bro-  
» cards , & excita la curiosité de lui  
» déposant de sçavoir ce qui en étoit,  
» d'autant que ce bruit avoir été confir-  
» mé par la servante de la *Duclos* , &  
» par la mère de cette servante , qui lui  
» dit l'avoir ensévelie; & que , sur cela ,  
» ayant vu la femme d'*Imonville* , il lui  
» raconta le bruit qui se répandoit à  
» cette occasion ; qu'alors la femme de  
» d'*Imonville* feignit d'ignorer la chose ;  
» que cependant elle lui dit que le bruit  
» couroit que ce soi-disant *chevalier*.  
» étoit la femme d'un greffier de Saint-  
» Denis , qui en avoit porté ses plain-  
» tes à M. le procureur-général ».

On voit , dans cette déposition , des présomptions convaincantes du sexe du chevalier travesti , & le fondement sur lequel on attribuoit ce personnage à la femme de *Robert*.

Le troisième rémoia , qui est *Nicolas Moreau* , prêtre du diocèse de Paris , & bachelier de Sorbonne , dépose « qu'il  
» a vu , au village de Combe-la-Ville ,  
» en la maison de *Joquet d'Imonville* ,  
» une personne assez grande , ayant l'air  
» efféminé , & la voix claire , qui se  
» disoit officier dans les troupes d'Es-  
» pagne , qui buvoit & fumoit comme

« un homme ; que ce fut à cette per-  
 « sonne à qui le sieur *Maro*, qui étoit  
 « au village de Combe-la Ville, adres-  
 « sant la parole, dit : ( *eh bien, Char-*  
 « *lotte, comment cela va-t-il?* ) ce qui  
 « excita la curiosité de ce témoin, qui  
 « ayant déjà entendu parler de l'histoire  
 « de *Charlotte Donc*, & qui faisoit du  
 « bruit dans le monde, demanda au  
 « sieur *Maro* si ce prétendu chevalier  
 « n'étoit pas la demoiselle *Donc* ; sur  
 « quoi *Maro* ne lui répondit rien, &  
 « changea de conversation ».

Ces termes de *Charlotte*, &c. dit *Robert*, ne prouvent-ils pas que ce chevalier travesti étoit sa femme, qui s'appelloit *Charlotte* ?

Le quatrième témoin, qui est *François Turcot*, clerc tonsuré, qui possède une maison à Combe-la-Ville, dépose de plusieurs entretiens qu'il a eus avec le curé de ce village, au sujet du chevalier de *Morsan* ; qu'ils ont estimé l'un & l'autre « être une femme travestie, &  
 « la femme de *Robert*, que ce témoin  
 « trouva un jour cachée sous un cana-  
 « pé ».

Le cinquième témoin, *Nicolas Quinbert*, bourgeois de Paris, dit : « qu'é-  
 « tant à Combe-la-Ville, il y a vu une

*du Chevalier de Morsan. 407*

» personne habillée en homme qui lo-  
» geoit dans la maison de *d'Imonville*,  
» qu'on appelloit le *chevalier du Cou-*  
» *dray*, & qu'il changea de nom, s'é-  
» tant fait appeller le *chevalier de Mor-*  
» *san*, & que, depuis, il a entendu  
» dire que ce particulier étoit une fem-  
» me ».

Le sixième témoin, qui est *Renée Bazin* (1), femme de *Joseph Gombault*, cuisinière, dépose, « qu'elle a demeuré  
» sept ans quatre mois chez la *Duclos*,  
» rue Mazarine, en qualité de cuisi-  
» nière, dont elle est sortie en 1727 ;  
» que, pendant ce tems, elle y a vu  
» une personne qu'on appelloit le *cheva-*  
» *lier de Morsan*, assez grand de taille,  
» les cheveux bruns, un habit galonné,  
» dont la *Duclos* lui disoit qu'elle pre-  
» noit soin par bonté ; que plusieurs  
» passans de Combe-la-Ville lui ont dit  
» que celui qu'on faisoit passer pour le  
» *chevalier de Morsan* étoit une femme  
» déguisée, dont elle déposante n'étoit  
» parler ; mais qu'ayant blanchi le linge  
» de ce prétendu *chevalier*, elle y re-  
» marqua toutes les marques d'une  
» femme, & que, dans la maison,

(1) Sœur de *Jeanne Bazin*, premier témoin.

» on lui disoit que c'étoit les hémor-  
» rhoïdes; que ce chevalier étant tombé  
» malade , à son retour de Combe-la-  
» Ville , où il l'avoit déjà été d'un  
» coup d'épée , elle entendit ce préten-  
» du chevalier malade dans son lit,  
» qui parloit souvent d'un mari ; qui  
» paroissoit embarrassé ; & disoit avoir  
» peur que les archers ne vinssent le  
» prendre ; qu'enfin il mourut de cette  
» maladie , qui étoit la petite vérole ,  
» & qu'elle , avec sa mère conjointe-  
» ment , ont ensemble enséveli le corps  
» de ce prétendu chevalier , & qu'elles  
» furent très-étonnées de trouver le corps  
» d'une femme , au lieu de celui d'un  
» homme dont elle portoit l'habit ; sur  
» quoi elle en parla à la *Duclos* , qui lui  
» dit que cela la surprenoit beaucoup ,  
» qu'elle n'en sçavoit rien ; qu'on avoit  
» bien eu tort de dire que c'étoit son  
» amant ; que cependant ce corps fut  
» mis dans une bière , exposé à la porte  
» de la *Duclos* , avec son épée & un  
» fourreau en croix sur la bière , & a  
» été mis en terre à Saint-Sulpice , sous  
» le nom de chevalier de *Morsan* , au-  
» quel enterrement *Joquet d'Imonville*  
» a assisté , & profité d'une partie de la  
» dépouille & des hardes de ce préten-  
» du



*du Chevalier de Morsan.* 409

« du chevalier ; & que la demoiselle  
« *Duclos* a fait vendre le surplus, di-  
« sant que c'étoit à elle ». Ensuite ce  
témoin ajoute , « qu'elle a entendu que  
« le mari de cette femme étoit aux  
« saisies-réelles , & qu'elle a remarqué  
« que cette femme travestie prenoit  
« toujours grand soin de se cacher lors-  
« qu'il venoit , chez la *Duclos* , quel-  
« ques inconnus ».

Le septième témoin , qui est *Michelle de Lavau* , vove de *Julien Bazin* , mère du précédent témoin , dépose  
« avoir gardé , pendant quelques jours ,  
« le prétendu chevalier de *Morsan* , qui  
« étoit tombé malade de la petite vé-  
« role , & qui en est mort. En le dé-  
« pouillant pour l'ensevelir , elle trouva  
« sa chemise pleine de sang ; & qu'ayant  
« visité le corps , elle y vit celui d'une  
« femme , qui fut enterré à Saint-Sul-  
« pice , sous le nom du chevalier de  
« *Morsan* , avec une épée & un four-  
« reau en croix sur la bière ».

Ces deux témoignages font une preuve complète du sexe du chevalier déguisé.

Le huitième témoin , qui est *Joseph de Guernes* , curé de Combe-la-Ville , dépose « qu'il y a quatorze ans qu'il est

« curé du lieu , & que , dans le com-  
 « mencement , il y a vu venir plusieurs  
 « fois la demoiselle *Duclos* , comédien-  
 « ne , accompagnée d'un quidam , grand  
 « détaille , portant longs cheveux bruns ,  
 « visage pâle , qu'on appelloit le *cheva-*  
 « *lier du Coudray* ; & quelquefois le  
 « *chevalier de Morsan* ; qu'il a appris  
 « que ce quidam étoit une femme tra-  
 « vestie en homme , & qu'on disoit ,  
 « dans la paroisse , être la femme de  
 « *Robert* ; & que lui déposant ayant  
 « été appelé dans la maison du sieur  
 « *d'Imonville* , où ce quidam étoit ma-  
 « lade , il le trouva dans le lit de la  
 « femme du sieur *d'Imonville* , avec un  
 « bonnet de nuit & une chemise d'hom-  
 « me ; & qu'il a appris que ce quidam  
 « étoit mort en 1723 , chez la *Duclos* ,  
 « & qu'il a été enterré à S. Sulpice sous  
 « le nom du *chevalier de Morsan* ».

Le neuvième témoin , *Claude du Bon-*  
*lai* , veuve d'*Antoine Paris* , bourgeois  
 de Paris , parle d'une manière conforme  
 à la déposition du précédent ; elle ajoute  
 seulement : « que le prétendu *chevalier*  
 « *de Morsan* avoit le visage féminin ».

Ces deux témoins confirment la preu-  
 ve du sexe du chevalier de Morsan.

Le dixième témoin , qui est *Louise*

*du Chevalier de Morsan.* 411

*Henriette de Beauchamp*, fille majeure ,  
dépose , « qu'il y a treize à quatorze  
» ans qu'elle demeueroit rue des Marais ,  
» chez la *Duclos* , où demeueroient aussi  
» d'*Imonville* , sa femme . & la dame  
» *Roger* , & qu'elle y a vu un particu-  
» lier vêtu de rouge , que la *Duclos* a  
» entretenu dans la suite ; que ce parti-  
» culier s'appelloit le *chevalier de Mor-*  
» *san* , & que d'*Imonville* & sa femme  
» le faisoient passer pour le fils d'un  
» prince étranger ; qu'elle a vu , lorsqu'il  
» venoit quelqu'un chez la *Duclos* , que  
» ce particulier se cachoit sous le lit , &  
» dans la ruelle , & qu'elle a ouï dire par  
» d'*Imonville* & sa femme , que ce che-  
» valier avoit passé pour la femme de  
» *Robert* , notaire à Saint - Denis ; &  
» que , sous l'habit de femme , elle  
» avoit été pensionnaire au couvent de  
» la Raquette , plaidant avec *Robert* ; &  
» qu'il y avoit un arrêt qui ordonnoit  
» que la femme seroit enfermée dans  
» quelque couvent ; qu'elle a ouï dire  
» que ce particulier étoit mort , & que  
» ce n'étoit point un homme , mais une  
» femme , qui , cependant , avoit été  
» enterrée sous le nom du *chevalier de*  
» *Morsan* ».

Ce témoin aide à prouver que le

chevalier de *Morsan* étoit *Charlotte*  
*Donc.*

Le onzième témoin , qui est le sieur *Mauduit* , intendant des dames de *S. Cyr* , parle de faits peu importants , qui n'ont aucun trait au procès.

Le douzième témoin , *Noël de Moragues* , maître-ès-arts en l'université de *Paris* , dépose , entre autres choses ,  
« que *Joquet d'Imonville* , dans une  
» conversation qui rouloit sur cette af-  
» faire , lui a dit qu'il ne doutoit point  
» que ce prétendu chevalier de *Morsan*  
» ne fût une femme , & que la dame  
» d'*Imonville* étoit plus au fait que lui  
» de son état ».

Enfin le dernier témoin , *Gabriel Constant* , prêtre religieux augustin du couvent du fauxbourg *Saint-Germain* , dépose « qu'il y a environ dix ans qu'il  
» fut requis de se transporter chez la  
» *Duclos* , comédienne , pour confesser  
» le chevalier de *Morsan* ; qu'il y fut ;  
» que s'étant approché du malade , &  
» l'apostrophant comme homme , il fut  
» surpris que ce malade , appelé le  
» chevalier de *Morsan* , lui parut em-  
» barrassé , & lui dit : je ne suis point  
» homme , je suis femme. Sur quoi le  
» déposant lui dit : comment , vous êtes

*du Chevalier de Morsan.* 413

» femme ? Oui , dit - elle , je le suis.  
» Ensuite le confesseur lui demanda si  
» elle vouloit qu'il le dît à la *Duclos* ?  
» Dites-le , si vous voulez , dit-elle ,  
» & tourna la tête de l'autre côté , &  
» ne put la confesser ». Ce témoin  
ajoute « qu'il sçait qu'elle a été enterrée ;  
» depuis , à Saint-Sulpice , sous le nom  
» du *chevalier de Morsan* ».

Ainsi , en joignant à la preuve com-  
plette & surabondante du sexe du che-  
valier de Morsan la *disparition de Char-*  
*lotte* *Donc* ; l'apparition du chevalier  
*de Morsan* , qui se fit en même-tems ,  
le soin qu'il avoit de se cacher à l'aspect  
d'un inconnu ; cette apostrophe qu'on  
lui fit en l'appellant *Charlotte* ; cette  
voix du peuple qui crioit que c'étoit la  
femme de *Robert* ; la relation du curé ,  
qui certifie que tous les habitants de sa  
paroisse en sont convaincus ; le témoi-  
gnage du dixième témoin , qui atteste  
avoir ouï dire à *d'Imonville* , que le che-  
valier étoit la femme de *Robert* ; la  
crainte que le *chevalier* avoit d'être en-  
levé par des archers ; & l'idée de son  
mari qu'elle avoit toujours présente à  
l'esprit pendant sa maladie : en rassem-  
blant tous ces rayons de lumière , qui  
résultent de tant de témoignages , la

vérité sera dans tout son jour , & on sera convaincu que *Charlotte Donc* a joué le rôle du chevalier de *Morsan*.

Les accusés, qui ont favorisé l'évasion, qui ont favorisé le déguisement , & les désordres qu'ils ont occasionnés , sont donc sujets aux peines les plus graves. Non contents d'avoir séduit , ravi & enlevé la femme de *Robert* , de l'avoir déguisée & prostituée sous des habillements assignés par l'usage & par la loi , pour distinguer un sexe d'avec l'autre ; non - contents de tromper le public sous des dehors apparents d'un deuil qui indique que c'est un homme qu'on va inhumer , ils se servent encore des registres publics , dans le lieu Saint , & à la face des autels , comme d'un instrument propre à canoniser leur injustice ; & font insérer faussement , dans ces monuments consacrés à l'ordre & au repos de la société , pour assurer le nom des citoyens qui naissent & qui meurent , que le corps de *Marguerite-Charlotte Donc* , qu'on va inhumer , est celui de *Maximilien de Morsan* , chevalier , fils de *Maximilien de Morsan* , & d'*Emilie de Constance*.

Mais ce qui sert à caractériser , de plus en plus , la fraude pratiquée lors

*du Chevalier de Morsan.* 419

de l'inscription de cet acte mortuaire sur le registre, c'est l'apostille qui a été mise à la marge. Est-elle l'ouvrage du prêtre qui a écrit l'acte ? Pourquoi avertir-il de prendre des précautions, pour délivrer un extrait qui appartient à toute la société ? Il soupçonnoit donc quelque fraude. Ce soupçon ne pouvoit lui avoir été inspiré que par des faits dont il avoit été témoin, ou qui lui avoient été rapportés par des témoins. Il y avoit donc, dès ce moment, des indices de la fraude ; & ces indices se sont convertis en preuves par l'information.

Cette apostille est-elle l'ouvrage de ceux qui ont assisté à la rédaction de l'acte ? Elle met le comble à la preuve de la fraude qu'ils ont exercée. Pourquoi chercher à envelopper des ombres du mystère un acte destiné, par sa nature, à être connu de toute la société, qui a le plus grand intérêt d'être instruite de la naissance & de la mort de tous les membres qui la composent ? S'ils eussent été convaincus que c'étoit le *chevalier de Morsan* qu'on avoit inhumé, pourquoi auroient-ils cherché à le dissimuler ? Le secret qu'ils cherchoient avoit donc pour but de cacher

leur fraude , qui a été décelée par l'information.

Ainsi cet acte est infecté de deux faussetés. On le charge d'un nom étranger à celle qu'on inhume ; première fausseté : on lui a donné un sexe & un nom différent , crime capital , seconde fausseté très - punissable. *Falsi nominis vel cognominis asseveratio pœnâ falsi coërcetur : pœna autem falsi deportatio est , & omnium bonorum publicatio* , dit Mor-nac , *ad legem Corneliam*. Celui qui s'attribue un faux nom , ou surnom , est punissable de la peine de faux : la peine de faux est la déportation , & la confiscation de tous les biens.

Que de crimes se réunissent ici ! Premièrement c'est un rapt de séduction ; c'est une femme subornée par les artifices qu'on a mis en œuvre , qu'on a déguisée sous les habillements d'homme , & qu'on a cachée & retenue dans des maisons privées, Suivant le Jurisconsulte *Ulpien* , celui qui retient une personne libre chez lui , quoiqu'elle y consente , en est le ravisseur ; parce que la séduction est une espèce d'ivresse , un enchantement de la raison qui ôte la liberté. Une personne séduite fait le mal qu'elle ne veut pas faire , & ne



*du chevalier de Morsan.* 417  
fait pas le bien qu'elle veut faire. Que  
je sois lié par des chaînes extérieures  
qui me tiennent captif, ou que ma vo-  
lonté soit enchaînée par des prestiges &  
des illusions, je suis également dé-  
pouillé de ma liberté.

Le rapt de *Charlotte* Donc est d'ail-  
leurs d'autant plus criminel, que c'est  
une contravention formelle à l'arrêt du  
16 mars 1716, parfaitement connu  
aux accusés. Cet arrêt est, en quelque  
sorte, un nouveau titre, qui confirmoit  
au sieur *Robert*, les droits que son ma-  
riage lui avoit donnés sur sa femme.  
En la lui ravissant, on violoit la loi qui  
attache la femme à son mari, & on  
commettoit un véritable attentat contre  
l'autorité des magistrats, qui avoient  
référé ce lien.

Mais cet attentat est la source de bien  
d'autres crimes. Il a produit un enchaî-  
nement de plusieurs adultères. Une  
femme de vingt-deux ans, sous l'habit  
de cavalier, qui, suivant les conseils  
pernicieux des accusés, a mis en usage  
les appas de son sexe, dont la nature  
l'avoit libéralement pourvue, pour faire  
des conquêtes, pendant sept ans qu'elle  
s'est livrée à des parties de plaisir & de  
campagne ! La nouveauté & la surpri-

se qu'elle jettoit dans les sens , sous des habits d'homme , donnoit un relief à ses charmes.

Pour la rendre encore plus habile dans l'art d'enchanter les hommes , on l'a mise à l'école d'une célèbre comédienne. Qu'a-t-elle dû ignorer ?

On a été jusqu'à violer la sépulture. Ce crime a été mis dans tout son jour.

La justice proportionnera la peine qui est due à l'énormité de tant d'attentats , & donnera une juste étendue aux dommages & intérêts de *Robert* , qui ont une source si funeste.

Mais , dit-on , & c'est la grande objection des adversaires , l'état , la personne , & le décès du *chevalier de Morsan* sont certains par l'acte mortuaire en forme sur le registre de la paroisse de Saint Sulpice : *Robert* n'est point recevable à prouver la négative de l'état & personne de ce chevalier , pour y substituer la personne de *Charlotte* *Donc*.

L'ordonnance de 1667 , article 7 , lit. 20 , porte que les preuves de l'âge & du tems du décès seront reçues par des registres en bonne forme qui feront foi en justice. Ainsi , quand un fait est établi par des actes aussi authentiques , il doit demeurer pour constant : la preu-

ve testimoniale du contraire est inadmissible, quand des témoins dignes de foi ont signé l'acte mortuaire. La vérité du décès de la personne qui y est dénommée se trouve invinciblement établie : autrement il s'ensuivroit qu'on pourroit abuser des registres & des dépôts publics, par le secours des preuves incertaines & mendicées ; & ce seroit prétendre, dans l'espèce, que le *chevalier de Morfan* n'étoit pas lui-même : par conséquent cette négative ne peut être susceptible d'une preuve testimoniale.

Voilà l'argument dans toute sa force, auquel la réponse est prompte.

1°. L'inadmissibilité de la preuve, dans le cas particulier, ne peut être proposée. *Robert* se plaint que *Charlotte* *Donc*, sa première femme, a été inhumée à Saint-Sulpice, & sous le faux nom de *chevalier de Morfan* : c'est un fait positif, un fait affirmatif, en un mot un crime de supposition & de faux, qu'il s'agit d'approfondir : donc l'information est une voie de droit.

On convient que, régulièrement, une simple négative ne peut se prouver : mais quand la proposition négative est

jointe à un fait positif & réel , articulé comme dans l'espèce où *Robert* soutient que le corps inhumé sous le nom du *chevalier de Morfan* étoit celui de sa femme ; la preuve de ce fait intéressant n'a pu lui être refusée , sur-tout dans les circonstances de l'enlèvement de sa femme , qu'on avoit tenue déguisée pendant sept ans ; déguisement perpétré jusqu'au tombeau.

2°. On ne peut argumenter de l'authenticité des registres publics, & encore moins du témoignage de ceux qui ont signé l'acte mortuaire , pour en induire que c'étoit le corps du *chevalier de Morfan*.

Quoique les registres publics aient été introduits , par les ordonnances , pour faire foi de la naissance & de la mort des citoyens , ils ne font cependant pas foi à l'égard de la preuve de la qualité , & de l'état de la personne. Par exemple , quand il s'agit de décider si un enfant est fils légitime d'une personne , ou s'il ne l'est point , & que cela forme une contestation , on ne suit point entièrement la foi de l'extrait baptismal , ni la déclaration des parrains & marraines , qui déclarent que l'enfant est fils d'un tel père , & d'une telle mère : cela

doit se décider par les autres preuves dont la loi se sert en cette rencontre.

De même, lorsqu'il est question de sçavoir si une personne a été inhumée sous un nom différent du sien, cela regarde l'état du corps inhumé; & ce registre ne peut décider si c'est le corps d'un homme ou d'une femme qu'on présente à l'inhumation: l'usage n'est point d'en venir à une telle vérification.

L'acte mortuaire se rédige par le curé ou le vicaire, à la relation des témoins, qui indiquent & attestent que c'est le corps d'une telle personne: par conséquent cet acte mortuaire est l'ouvrage des témoins: & pouvant être intéressés à la supposition, leur témoignage ne peut couvrir leur crime, ni exclure les preuves juridiques de cette même supposition, qui paroît, pour ainsi dire, annoncée dans le registre, par la note insolite & extraordinaire qui est à côté de l'acte mortuaire en question:

*Nota. Ne point délivrer cet extrait facilement.*

## **RÉPONSE DES ACCUSÉS.**

M. Briffon, leur défenseur, pour détruire l'histoire racontée par Robert,

lui en a opposé une autre. Il a entrepris de prouver que le *chevalier de Morfan* n'est point *Charlotte Donc*; que c'est un homme véritable, un étranger dont l'état est certain.

Il est né, dit-il, en Bavière; il a été connu par le P. *Chamillard*, jésuite. Il vint à Paris en 1715. Il confia, à ce religieux, ses affaires les plus secrètes, & les raisons qui le contraignoient de passer en France. Le P. *Chamillard*, sensible à ses malheurs, s'engagea de lui rendre tous les services qui dépendroient de lui. Il chargea la dame *Roger*, dont il avoit connu le père très-particulièrement, de chercher un asyle à ce jeune homme. Elle s'adressa au sieur d'*Imonville*, son oncle, qui, gagné par ce jésuite, & par sa nièce, offrit sa maison & sa bourse à ce chevalier, qui devoit un jour le bien récompenser. On devine aisément quelles furent les raisons qui engagèrent le sieur d'*Imonville* à recevoir, chez lui, le *chevalier de Morfan*. Le plaisir secret que nous sentons tous à obliger quelqu'un; l'espérance de trouver, dans le chevalier, un cœur reconnoissant, & de s'assurer un ami qui pouvoit être aussi utile que le P. *Chamillard*.

*du Chevalier de Morfan. 423*

Il est impossible aux accusés de justifier, par des preuves sans réplique, la naissance du *chevalier de Morfan* : ils n'ont aucun titre qui puisse la démontrer ; ils ne sçauroient dire, sur cet article, que ce que le *chevalier* leur en a appris lui-même. Il leur avoit dit, peu de tems après qu'il fut venu chez eux, qu'il étoit fils de *Maximilien de Morfan*, & d'*Emilie de Constance* ; qu'il avoit quitté *Munich* pour des affaires de la dernière conséquence, dont il ne pouvoit confier le secret à personne, sans trahir ses intérêts. Le *chevalier* prévint, par ce moyen, toutes les questions importunes qu'on auroit pu lui faire.

Mais, touché des services qu'on lui rendoit, il crut devoir ouvrir son cœur à ses hôtes. Il les assura qu'il seroit bientôt à portée de leur marquer essentiellement sa reconnoissance. *J'ai éprouvé, leur dit-il, votre discrétion ; vous mériteriez bien que je vous parle avec plus de confiance que je n'ai fait : je vous ai déguisé ma naissance : je suis fils naturel de l'électeur de Bavière ; mais je ne connois pas ma mère : cet avantage si commun m'est refusé.*

Le sieur d'*Imonville*, transporté de joie d'une pareille confiance, crut

qu'il ne couroit aucun risque de la révéler au P. Chamillard. Je sçavois tout cela, lui dit ce Père : ne vous avois-je pas assuré qu'il étoit d'une naissance illustre ? Ses affaires sont en bon train ; vous pouvez compter que l'on vous récompensera au centuple de toutes les dépenses que vous aurez faites ; je suis charmé que la bonne fortune soit tombée sur vous.

La dame Roger, & les sieur & dame d'Imonville crurent deviner l'énigme de l'affaire mystérieuse qui se ménageoit avec tant de secret : ils ne doutoient plus qu'il ne fût question de la légitimation du chevalier de Morsan. Il fut regardé d'un œil tout différent : le fils d'un prince souverain demandoit des égards auxquels on avoit peut-être manqué.

Le sieur d'Imonville, en 1717, quitta la rue Saint-Jacques : il vint demeurer dans la rue des Marais. La dame Roger & le chevalier de Morsan le suivirent. La demoiselle Duclos demouroit au premier appartement, & le sieur d'Imonville occupoit le second de la même maison.

En 1719, le chevalier dit au sieur d'Imonville que ses affaires tournoient au gré de ses desirs ; qu'il étoit obligé de se



Faire voir à Munik : il le pria de ne lui point refuser le service qui devoit couronner tous ceux qu'il lui avoit déjà rendus.

Le langage étoit clair. Le sieur d'*Imonville* emprunta, chez *Désescures*, notaire, deux mille trois cents livres. Il falloit que le chevalier fit son voyage, & parût à Munik d'une façon convenable à sa naissance. On lui acheta un habit brodé à l'inventaire du comte de *Monasterol*, & une chaise de poste de l'intendant de madame la marquise de *Seignelay*.

Le chevalier cependant ne pouvoit se résoudre à partir : une affaire de cœur le retenoit à Paris, & l'amour fertile en raisons lui en faisoit toujours trouver de nouvelles pour différer son départ.

Le sieur d'*Imonville*, qui ne vouloit pas que la dépense qu'il avoit faite pour ce voyage fût inutile ; pressa le chevalier d'en fixer le jour, en lui remontrant qu'il devoit prendre un parti. Le chevalier s'emporta. La *Duclos*, qui étoit au - dessous de la chambre où la scène se passoit, monta au bruit. Le sieur d'*Imonville* lui expliqua le sujet de la conversation, & ajouta qu'il venoit de faire un dernier effort. La *Duclos* s'a-

dressa alors au chevalier : *je prendrai soin de vous , mon cher enfant , lui dit-elle , & je ne vous abandonnerai point , puisque M. d'Imonville ne peut plus rien faire pour vous.*

Le chevalier , ravi qu'une hôtesse si aimable lui offrît l'hospitalité , accepta cette offre , & descendit chez la *Duclos* , où il a toujours demeuré depuis cetems-là. Sa reconnoissance envers le sieur d'*Imonville* lui fit oublier la conversation vive qu'il avoit eue avec lui : il le força de prendre deux mille livres de billets de banque que la *Duclos* lui avoit prêtés.

Il voulut servir en 1722. Le chevalier de *Malherbe* le reçut dans sa compagnie en qualité de cadet : mais ses amis lui ayant représenté que le service étoit incompatible avec ses affaires , il changea de résolution , & pria le chevalier de *Malherbe* d'agréer sa retraite.

Il a vécu , jusqu'en 1723 , comme un homme répandu dans le monde , qui avoit fait beaucoup de connoissances dans le fauxbourg Saint Germain : il les cultivoit assidûment ; & on le recevoit toujours avec un nouveau plaisir. Il alloit souvent voir le P. *Chamillard* : il connoissoit aussi particulièrement le P. *Richard* , augustin.

*du Chevalier de Morsan. 427*

Au mois de novembre 1723, le chevalier eut la petite vérole : le mal crût, & arriva à son dernier période. La fièvre étoit continue avec un transport au cerveau. On envoya chercher le Père *Constant*, augustin, pour administrer au malade les secours spirituels. Le transport continua jusqu'à la mort, qui arriva le 9 du mois. Le sieur d'*Imonville* rendit les derniers devoirs au chevalier. Croira-t-on qu'un tel personnage ait été métamorphosé en femme ? Telle est l'histoire du chevalier que les accusés ont racontée. M. *Cochu*, défenseur de la veuve *Ponsignard*, adopta cette histoire, & établit sa défense sur deux propositions.

Premièrement, le chevalier de *Morsan*, n'étoit point une femme.

Secondement, en supposant qu'il en étoit une, elle n'étoit point *Charlotte* *Donc.*

Pour prouver que le chevalier de *Morsan* fût une femme, on a employé l'aveu que le chevalier a fait au P. *Constant*, son confesseur ; les dépositions des deux gardes, les soupçons qu'on avoit formés à l'inspection de son linge ; la déposition du sieur *Maulnory*, qui dit avoir vu le chevalier dans le lit de la dame

d'*Imonville*, parce qu'on ne juge pas qu'une femme d'honneur souffre qu'un homme occupe son lit.

Premièrement, à l'égard du langage que le chevalier tint au P. *Constant*, il étoit dans le délire. Les deux gardes déposent du transport au cerveau. Peut-on faire quelque attention au discours d'une personne qui est dans cet état ?

Secondement, à l'égard de la déclaration des deux personnes qui ont enseveli le chevalier, il est évident qu'elles ont été séduites. Comprendra-t-on quelles eussent été huit jours sans révéler un tel secret ; qu'elles n'eussent pas appelé les voisins pour leur faire part de cette découverte ? Auroient elles caché le mystère à la *Duclos* & au sieur d'*Imonville* ? A-t-on jamais vu des personnes de cette espèce, chargées d'un grand secret qu'elles n'étoient point obligées de garder, ne le dire à personne ? La séduction se présume facilement dans des personnes d'une condition abjecte. Si on ne croit pas une de ces femmes-là capables du secret dans ces circonstances, croira-t-on que deux femmes aient pu faire un tel effort ?

Troisièmement, à l'égard du linge qui a donné lieu aux soupçons ; les hé-

morrhoides auxquelles le chevalier étoit sujet, fournissent une réponse naturelle; & qui se présume bien plus facilement que l'histoire romanesque, à laquelle il faut que l'imagination se prête, pour croire que ces taches avoient la cause qu'on cherche à leur attribuer.

Quatrièmement, il n'est pas étrange que la dame d'*Imonville* ait prêté son lit au chevalier, qui étoit malade. La complaisance d'une femme en santé, qui fait usage d'un lit commode, & qui le prête à un homme malade, dont le lit habituel est moins propre à soulager sa foiblesse & ses maux, n'a rien qui soit contraire à la bienséance. Et qui jamais s'est avisé de tirer d'une pareille complaisance, inspirée par l'humanité, la conséquence que la personne qui en est l'objet, déguise son sexe ?

Enfin, on ne sçauroit douter que le chevalier ne fût un homme : sa physiologie mâle, sa barbe, sa grande taille, sa jambe pleine & forte ; toutes les habitudes de son corps ne permettent pas de penser qu'il fût une femme.

Combien de fois s'est il exposé aux recherches des médecins & des chirurgiens, des gardes, & de ceux qui le soignoient dans ses maladies, sans que

personne ait jamais eu lieu de soupçonner son sexe ? Le chirurgien qui l'a pansé du coup d'épée que l'on prétend qu'il a reçu dans le bas ventre, celui qui l'a examiné dans la petite vérole, auroient pu déposer scçavamment. *Robert* n'a pas osé les faire entendre.

Les inclinations du chevalier pour les exercices violents annoncent encore certainement qu'il étoit homme. Il aimoit le fleuret, l'espadaon, la chasse, les chevaux : on l'a vu, plusieurs fois, passer, aux environs de Combe-la-Ville, des journées entières à la chasse ; & faire, dans les jeux de paulme, les parties les plus fortes & les plus fatigantes.

Sont-ce là les amusements d'une femme ? Nous avons beau déguiser notre sexe ; nos inclinations le décèlent tôt ou tard, & nous trahissent malgré nous. On présente des armes à *Achille* travesti en fille parmi les filles du roi *Lycomedes* : son inclination violente pour les armes fait connoître qu'il est homme.

L'amour étoit encore une des passions du chevalier de *Morsan* ; & , s'il n'eût pas été du sexe dont il portoit les habits, ce n'est pas aux femmes qu'il se seroit attaché. Cependant combien y en a-t-il qui, si-on pouvoit les entendre sur ce

point seroient en état de déposer scavamment sur sa virilité? Combien de maris déposeroient des alarmes qu'il leur a causées; des reproches & des menaces que leurs femmes ont bravées, plutôt que de rompre les chaînes qui les attachoient à cet amant, & qu'elles n'autoient pas conservées, si des plaisirs essentiels ne les eussent entretenues.

Enfin ce chevalier avoit été confié au P. *Chamillard*. Un jésuite de cette distinction ne se seroit point chargé de la conduite d'une fille déguisée. Les jeunes gens, avec qui il se divertissoit, l'ont toujours pris pour un homme: il a porté la possession de son état jusques dans le tombeau. *Robert* n'a point troublé cette possession en le faisant exhumer.

Si l'on peut renverser une possession si publique par le témoignage de deux femmes de la condition la plus vile, par quelques paroles échappées dans le délire de la mort, quel état est en sûreté? La moindre circonstance que l'on trouvera dans la vie d'un homme, propre à faire la base d'un roman; quelque difficulté à expliquer sa naissance ou son origine, avec la déposition de deux témoins corrompus, suffiront pour ébran-

ler son état, &, d'un homme, en faire une femme. La possession, qui est constante, qui est, de tous les titres, le plus fort en matière d'état, sera donc comptée pour rien? Cette règle si sûre pour fixer l'opinion des hommes, autorisée par toutes les loix, sera donc méprisée?

La seconde proposition que les adversaires de *Robert* ont établie; c'est qu'en supposant que le sieur de *Morsan* fût femme, ce n'étoit point *Marguerite-Charlotte Donc*. *Robert* a voulu prouver l'identité du chevalier de *Morsan* avec sa femme; premièrement, par les anciennes relations de la dame *Roger*, & des sieur & dame d'*Imonville* avec *Charlotte Donc*; secondement, par le compliment indiscret du sieur *Maro*: *eh bien, Charlotte, comment cela va-t-il?* Troisièmement, par les alarmes perpétuelles du chevalier, qui se cachoit en différents réduits, à l'aspect d'un inconnu, & qui prenoit différents noms: quatrièmement, par plusieurs dépositions qu'on veut faire passer pour le cri de la vérité.

Premièrement, ces relations ne sont point établies; & en les supposant, le sieur d'*Imonville* n'auroit point choisi sa propre maison pour asyle à *Charlotte Donc*.



*du Chevalier de Morsan. 433*

*Donc.* Auroit-elle été à l'abri des recherches de son mari ?

D'ailleurs ces relations intimes, comment prouveroient elles cette identité ? Voir-on quelque liaison entre ce fait & la conséquence qu'on en veut tirer ? Parce que le sieur d'Imonville a été, autrefois, en réclamation avec *Charlotte Donc*, s'ensuit-il que *Charlotte Donc* étoit le chevalier de *Morsan* ?

Secondement, à l'égard de l'apostrophe, *Charlotte*, comment cela va-t-il ? le témoin qui en a déposé a varié dans l'époque de la visite du sieur *Maro* qui a fait cette apostrophe, & dans plusieurs autres circonstances qu'on a rapportées.

D'ailleurs, de ce qu'en badinant, & se servant peut-être d'un sobriquet de société, on aura appelé le chevalier, *Charlotte*, & que la femme de *Robert* se nommoit *Charlotte*, on en conclura que ce même chevalier étoit *Charlotte Donc*, femme de *Robert* ? A-t-on jamais fait un raisonnement plus frivole ? Où en seroit-on, si on pouvoit établir, sur de pareils moyens, les faits les plus importants ? Il ne faudroit plus avoir recours aux preuves les plus solides & les plus certaines. On se joueroit impunément de l'état des hommes sur les

conjectures les plus légères & les plus foibles.

Troisièmement, les alarmes continues qu'on attribue au *chevalier* sont bien démenties par sa conduite. Il alloit au spectacle, au théâtre, dans les promenades publiques; faisoit des parties de campagne : il étoit répandu dans un grand monde, & alloit aux cérémonies les plus intéressantes. Est-ce là une personne alarmée qui se cache?

Quatrièmement, ces dépositions, qu'on appelle le cri de la vérité, ne sont que des oui-dire. Ils sont, il est vrai, en grand nombre dans les informations : mais jamais les oui-dire ne firent de quelque poids en justice; & rien de si facile que de leur donner l'être. Un imposteur n'aura qu'à répandre sa fable dans le monde : elle circulera d'oreille en oreille. Il fera assigner ensuite tous ceux qui auront recueilli ces illusions, & en fera une information d'une infinité de témoins. Sera-t-elle le cri de la vérité?

Voilà ce que *Robert* a fait tant à Paris, qu'à Combe-la-Ville; & il a eu grand soin de faire assigner les témoins à qui ces illusions sont parvenues par le canal de ceux qui ont prêté l'oreille à son imposture.

Enfin, tandis que les registres publics déposent de l'état du *chevalier de Morsan*, écouterait-on, au préjudice de l'ordonnance, des preuves qui détruiroient la foi due à des monuments établis par la loi; qu'elle n'a établis que pour leur donner sa confiance, & prévenir toutes les fraudes que les passions pourroient faire commettre relativement à l'état des hommes? Les défenses de recevoir des preuves contraires à des actes solennels sont formelles, & les ministres de la justice n'ont pas le pouvoir de les entreindre.

Le sieur *Maro de Joigny* sépara sa défense de celle des autres accusés. *Mo Boucher*, son défenseur, n'oublia rien pour établir que cette cause n'avoit qu'un faux merveilleux préparé par le sieur *Robert*.

Toute cette affaire, dit-il, n'est qu'un tissu de merveilleux & de ténèbres. Un mari féroce, qui n'a pu vivre avec une de ses deux femmes, quoique; pour les épouser, il eût enlevé l'une & trompé l'autre, le trouvant abandonné de la première qui le suit, & poursuivi de la seconde par une accusation de bigamie, a imaginé un roman curieux & intéressant, pour détourner l'attention de son

objet, en l'attachant à des faits étrangers.

Cet industrieux coupable a cherché à se faire des monuments qui puissent suppléer l'extrait mortuaire de sa femme, qui lui manque, & à faire, de l'incident, le sujet principal du procès.

Par-là, il devient lui-même accusateur, d'accusé qu'il étoit.

De semblables renversements ne sauroient se faire sans de grands efforts : il a fallu, pour cela, le secours des morts & des vivants. La discrétion des uns & l'intérêt des autres ont aplani toutes les difficultés.

On a imaginé une fable : on a voulu, en 1730, qu'un étranger mort en 1723, & inhumé à Saint-Sulpice avec toutes les solemnités, sous le nom du *chevalier de Morjan*, fût la première femme de *Robert*.

On a trouvé deux servantes, la mère & la fille, qui, après sept ans de silence, ont déposé que ce mort n'étoit plus lui-même ; qu'en l'ensevelissant, elles avoient reconnu que c'étoit une femme, & que cependant elles avoient eu la complaisance de la voir inhumer sous la dénomination d'un homme, &

*du Chevalier de Morfan. 437*

d'avoir laissé couler sept ans , sans qu'il leur soit échappé la plus petite indifférence sur un événement qui devoit occuper presque uniquement l'imagination de femmes de cet état , & faire un des principaux sujets de leur babil.

On a ajouté , à ces deux femmes ; quelques autres témoins , qui déposent d'ouï dire , & des faits moins importants.

On a compris , dans l'accusation , un grand nombre de personnes ; & , avec tous ces secours , on a composé un procès des plus compliqués & des plus embarrassants , à la faveur duquel le vrai coupable a su éluder , ou du moins différer la punition de son crime.

Quoiqu'on se flatte aisément dans ses entreprises , il paroît que *Robert* a désespéré de réussir dans la sienne , puisqu'après avoir intenté l'accusation en 1730 , & sans attendre que la justice eût prononcé sur son état ; *il s'est remarié comme garçon* , & s'est rendu coupable du crime de supposition d'état qu'il reproche aux autres ; & ce n'est que pour se garantir de cette accusation , qu'il a repris celle qu'il avoit abandonnée , & qu'il a jeté , dans cette affaire , si sur-

ple par elle-même , tout l'embarras qui s'y trouve.

Pourquoi , après avoir commencé cette procédure extraordinaire , l'a-t-il abandonnée ? Comment , avant que de constater son état , & de faire prononcer sur la mort incertaine de sa femme ; a-t-il pu passer à de secondes nœces ? La demande qu'il a formée , tendant à faire déclarer que sa première femme a été enterrée sous le nom du *chevalier de Morsan* , prouve qu'il est convaincu lui-même qu'il faut un jugement qui constate ce fait. Cependant , sans attendre ce jugement , il se remarie , & comment ? *En se supposant garçon.*

Ainsi tous les traits qu'il a lui-même employés , pour peindre la noirceur du crime de supposition , sont tirés de son propre portrait. Il a porté , de propos délibéré , le mensonge & le faux jures sur les autels ; il a trompé les ministres de la religion , & a méprisé l'autorité de ceux de la justice.

Par quelle fatalité ne peut-il vivre avec ses deux femmes , soit qu'il les enlève , soit qu'il les trompe ? Ses artifices sont si mal concertés , que leur mauvais succès le rend aussi malheu-

*du Chevalier de Morfan.* 439

reux que criminel. Ses desirs & ses remords se succèdent immédiatement ; & , par une contagion funeste , les deux femmes ont partagé ses peines , sans avoir partagé ses crimes.

*Robert* veut qu'après onze ans , on aille troubler le repos des morts , faire le procès aux vivants , déclarer faux les registres de l'église , & les monuments de la foi publique ; en un mot , faire le procès à un défunt , & lui arracher l'état dont il jouissoit pendant sa vie , pour justifier ce même *Robert* d'avoir déguisé le sien , & d'en avoir supposé un qu'il avoit perdu par un premier mariage.

Ainsi cet homme , après avoir trahi ses deux femmes , sa conscience & sa religion , ose entreprendre d'embarasser la justice , par une fable compliquée , dont le merveilleux étonne les esprits , mais dont la fausseté se manifeste à la plus légère attention.

En effet , comment prouve-t-il que l'individu qui portoit le nom de chevalier de *Morfan* étoit une femme ? Aucun des témoins qui composent son information , à l'exception des deux domestiques , ne parlent *de visu* ; & l'on sçait quel cas l'on doit faire de deux témoins de cette espèce ; sur-tout , quand c'est

la mère & la fille, qui sont unies d'intérêts, & qu'il est, par conséquent, si facile de corrompre conjointement.

Mais, quand il seroit vrai que ce chevalier de *Morsan* eût effectivement été une femme, s'ensuivroit il que ç'auroit été *Charlotte Donc*, femme de *Robert* ?

Pour établir cette identité, ne faudroit-il pas que les témoins, qui semblent vouloir l'indiquer, eussent suivi la femme de *Robert*, depuis son évasion, jusqu'au moment de sa métamorphose, & qu'ils déposassent, en témoins oculaires, de faits qui liassent tellement ces deux circonstances, qu'il fût impossible de douter que c'est *Charlotte Donc* qui s'est travestie en chevalier de *Morsan*.

Mais que voit-on ici ? La femme de *Robert* disparoît, & l'on en perd absolument la trace. On voit, quelque tems après, un chevalier de *Morsan* demeurer chez une comédienne; &, sans mettre aucune liaison, aucun rapport entre la disparition de l'une, & l'apparition de l'autre, on veut les confondre, &, sans alléguer la moindre présomption d'identité, faire prononcer par la justice que c'est la même personne, le même individu.



*du Chevalier de Morfan.* 441

Mais quand il est question de prononcer sur l'état des familles, & sur une matière aussi grave que celle qui a pour objet de ressusciter un homme après onze ans de sépulture, sur-tout un étranger qu'on ne connoît point, & de remettre à sa place une femme qui a couru, & qui court encore sans doute le monde, qui reviendra peut-être elle-même, un jour, dire qu'elle n'est point morte, il faut avoir des preuves si abondantes, si claires & si certaines, que personne ne puisse assurer que cela n'est point.

Si l'on jugeoit si légèrement du sort des hommes, c'est-à-dire, par des conjectures & des semi-preuves testimoniales, à quels inconvénients n'exposeroit-on point toute la société civile? Ne sçait-on pas que, de toutes les preuves, la plus incertaine & la plus dangereuse est celle-ci; & qu'à moins qu'elle ne soit parfaite, on ne s'y arrête jamais.

Quant aux faits imputés par les témoins, au sieur *Maro* personnellement, ils ne sont rien moins que prouvés.

Les aventures qu'on lui prête avec le chevalier de *Morfan* se réduisent à un seul voyage qu'il a fait à Combe-la-Ville; & le témoin qui lui mer dans

dans la bouche l'apostrophe, *eh bien*, *Charlotte*, comment cela va-t-il? a varié dans son récollement, sur le tems & sur les circonstances; le curé de Combel-la-Ville, qui a déposé l'avoir vu plusieurs fois, a dit, à la confrontation, qu'il ne le reconnoissoit pas.

Enfin, *Robert* a bien mal tissé son roman. Lorsqu'il y a introduit la *Duclos*, il a bien mal observé le caractère de cette célèbre comédienne. Qui jamais imaginera qu'elle a entretenu un homme qui n'en avoit que l'habit?

Jusquici, la cause n'a roulé que sur la question de sçavoir si le *chevalier de Morsan* & *Charlotte Donc*, femme de *Robert*, étoient le même individu. On va voir paroître, sur la scène, un nouveau personnage, qui va discuter les principes d'après lesquels on doit juger la validité du second mariage de *Robert*, c'est la veuve *Masson*, la seconde femme.

Elle soutenoit, ainsi que les accusés, que le *chevalier de Morsan* n'étoit point *Charlotte Donc*; d'où elle concluoit que *Charlotte Donc* étoit présumée vivante, & que, par une seconde conséquence, il y avoit nullité & bigamie dans son mariage avec *Robert*.

*du Chevalier de Morfan. 443.*

De tous les engagements que les hommes peuvent contracter , disoit-elle , le mariage est le plus saint & le plus indissoluble ; aucun laps de tems , aucune sorte de prescription , ne peut le résoudre. Il est perpétuel dans son vœu , il doit l'être dans ses effets : la mort seule peut le faire cesser.

Cet engagement est incomparable avec un autre engagement de la même espèce : les affections qu'il doit mettre dans les cœurs ne souffrent point de partage.

Ainsi , jusqu'à ce que la mort ait détruit le premier mariage , tout autre mariage est impraticable ; & si l'un des conjoints ose en célébrer un second , il n'embrasse qu'une ombre ; il se rend coupable du crime de bigamie , crime également odieux dans l'ordre de la religion , & dans l'ordre de la société civile ; parce qu'il emporte la profanation d'un sacrement , qu'il est contraire à l'honneur du premier époux , & qu'il traîne , à sa suite , une foule de maux.

C'est le titre de l'accusation que la veuve *Masson* est obligée d'intenter contre *Robert*. Pour l'établir , elle pourroit s'en tenir à la seule représentation de l'acte de célébration du mariage de *Robert* avec *Marguerite-Charlotte Danc*.

Vainement *Robert* donnera la torture à son imagination : elle n'enfantera rien qui puisse être opposé à une pièce si puissante ; & jusqu'à ce qu'il prouve , par un extrait des registres publics , ou par quelques-unes de ces preuves que la loi & la jurisprudence permettent d'adopter au défaut des registres , que la mort a dissous son premier engagement avec *Marguerite-Charlotte Done* ; cet engagement doit être regardé comme subsistant , & *Robert* doit passer pour coupable du crime d'avoir voulu être , en même-temps , mari de deux femmes.

*Robert* prétend néanmoins que ce n'est pas assez de prouver , par la représentation d'un acte de célébration , qu'il a contracté un premier mariage ; mais qu'il faut encore prouver , par la représentation de la personne même avec laquelle il l'a contracté , que ce mariage est actuellement subsistant.

Pour lui ôter cette ressource , il est nécessaire d'entrer dans la discussion de quelques principes ; & d'établir que la nullité du second mariage , & les peines de la bigamie , peuvent être prononcées contre lui , sans que l'existence de *Marguerite-Charlotte Done* soit prouvée par la représentation de sa personne.

*du Chevalier de Morsan. 445*

C'est une maxime consacrée par les meilleurs autorités, que toute personne absente, & dont la mort n'est pas connue, doit être présumée vivre jusqu'à cent ans, c'est-à-dire, jusqu'au terme le plus reculé de la vie ordinaire des hommes. Cette présomption est tirée de plusieurs textes des loix romaines, & notamment des loix § 6 ff. de usufr. l. 3. ff. de usu & usufr. leg. l. 23, cod. de sacrosanctis ecclesiis. *Is finis vite longevi hominis est* : c'est la fin de l'homme qui vit le plus long-tems, disent ces loix.

Le texte sacré en a voit parlé de même : *numerus dierum hominum, ut multum, centum anni*, ecclésiaste, chapitre 16, verset 8.

Des motifs d'humanité & de religion même, ont établi cette présomption. On doit à la divine Providence assez de confiance, pour croire qu'elle veille toujours sur ses ouvrages ; & comme on doit souhaiter la conservation de tous les citoyens absens, on doit marquer ce vœu en espérant toujours leur retour, & en les présumant vivans, lorsqu'on ignore quel est leur sort.

Ce seroit prononcer, contre les absens, une espèce de proscription bien

odieuse, que de les réputer morts dans le tems qu'ils peuvent vivre encore ; ce feroit marquer une avidité & un empressement impie, pour s'approprier leurs droits & leurs biens.

Aussi cette présomption opère-t-elle toujours autant que la vérité même. S'agit-il de partager une succession à laquelle un absent pourroit avoir part ? On le suppose vivant ; on partage les biens comme s'il étoit présent, quoique l'ordre de succéder en soit dérangé, comme dans le cas de représentation (1).

Echoit-il à l'absent quelque droit utile ? On admet ses créanciers à le recevoir (2). Les substitués, en cas de mort, les légataires nommés par le testament de l'absent, sont obligés d'attendre ce dernier terme de la vie, pour demander la remise du fidéicommiss, ou la délivrance du legs (3). A peine peut-on citer un exemple où la présomp-

(1) Le Brun, des successions, liv. 1, chapitre 1. Charondas, en ses réponses, liv. 7, reg. 107.

(2) Arrêt des Tiélement du 7 juillet 1629, jour. des aud. à la date du 14 mars 1628. arrêt de Langlet, du 13 février 1672, journ. du par.

(3) Ricard, traité des dispositions conditionnelles, part. 2, chap. 5, sect. 4.

*du Chevalier de Morsan.* 447.  
tion de vie jusqu'à cent ans n'opère son  
effet (1).

On ne perd point de vue cette pré-  
sompction, lorsqu'après un certain temps,  
comme de cinq, sept, ou dix ans, on  
permet aux héritiers présomptifs de l'ab-  
sent de partager ses biens : car ce par-  
tage n'est jamais qu'un partage provi-  
sionnel ; ou plutôt ce n'est point un par-  
tage véritable, c'est une simple admi-  
nistration qu'on leur confie ; ce sont des  
séquestres que l'on établit.

On ne leur donne les biens, que  
parce qu'il est plus juste de les mettre  
dans leurs mains, que dans celles d'é-  
trangers. C'est toujours à la charge de  
rendre ces biens, & même les fruits,  
en cas que l'absent se représente : sou-  
vent on leur fait donner caution.

Les loix romaines ne permettoient  
pas que les enfans même de l'absent  
prissent ces biens, à titre de succession.

(1) Coquille, question 48, num. 3. Alciat  
reg. 1, de *presumpt.* 49.

Coutumes du Maine, art. 287 ; & Anjou,  
art. 269.

Chopin sur Anjou, liv. 3, chap. 2, tit. 2.  
Du Pineau & Pecquet, *ibid.*

Mornac appelle cette administration, *bo-  
storum possessio fiduciaria*. Voyez sur la loi *quas  
questiones*, au code de *sacro-sanctis ecclesiis*.

*Quoniam eorum bona qui in hostium potestatem rediguntur, eo demum tempore successionis jure acquiri possunt, cum cap- tos apud hostes mortuos esse cognoscitur; nec super facultatibus ejus, cujus incerta vita ac fortuna fuit, transigi vel judicari potuit. Leg. 4, cod. de post-liminitio reversis.* On peut acquérir, par la voie de la succession, les biens de ceux qui sont morts en captivité chez les ennemis; mais on ne peut transiger, ni décerner aucun jugement sur les biens de ceux dont le sort & la mort sont incertains.

: Si la présomption de vie jusqu'à cent ans est si favorablement écoutée dans les matières ordinaires, combien doit-elle avoir de poids, lorsqu'il s'agit de juger si le mariage de l'absent sera regardé comme subsistant?

: Le vœu que les premiers conjoints ont fait à la face des autels, de rester perpétuellement unis, les soumet irrévocablement à la présomption ordinaire:

Quelques nuages qui se soient élevés entre eux, quelque fâcheuses qu'aient été les circonstances de leur séparation; enfin, quelques ennuis que l'absence leur cause, il ne leur est pas permis de souhaiter la dissolution de leur engage-



ment; il ne leur est pas permis de maudire les jours l'un de l'autre; ils doivent être les premiers à présumer que la vie de l'absent aura été conservée jusqu'à son plus long terme.

Dans quel inconvénient ne tomberoit-on pas, si l'on ne dérogeoit pas à cette présomption? Le conjoint impatient, qui passe trop légèrement à de nouveaux engagements, s'expose à faire, au conjoint absent, la plus sensible injure, à violer l'honneur du premier mariage, à profaner un sacrement, à dormir dans l'adultère, à ne mettre, dans la société, que des enfans illégitimes.

La présomption de vie jusqu'à cent ans, cette présomption si humaine, si conforme à l'honnêteté publique & au respect dû à la Providence, ne doit jamais avoir plus de force, que lorsqu'elle s'élève contre la validité d'un second mariage: quelque prétexte que le conjoint puisse alléguer, s'il ne prouve parfaitement sa liberté, il doit rester dans ses chaînes; il ne lui est pas permis de faire le moindre effort pour les briser.

Les auteurs qui ont eu le plus de penchant à se relâcher de la rigueur de cette présomption, ont fait quelques distinctions, dont les applications sont contre *Robert*.

Les uns ont dit que, lorsque l'objet n'étoit pas de grande conséquence, & qu'il n'en, pouvoit pas naître un préjudice irréparable, on pouvoit, après un certain tems, & à la faveur de quelques circonstances, abandonner la présomption commune : mais qu'en matière grave & importante, d'où il pouvoit résulter un mal irréremédiable, on ne devoit jamais présumer l'absent mort, quelque longue que fût l'absence, dès qu'elle n'approchoit pas les cent ans.

Peut-il y avoir rien de plus grave que le cas d'un époux qui veut contracter un second mariage dans l'absence d'un autre époux dont la mort n'est pas certaine? Ne s'expose-t-il pas à tous les inconvénients que peut produire le viollement d'un engagement si sacré? Ne se dérober-t-il pas à celui qui a des droits sur lui qu'il ne peut enfreindre? N'efface-t-il pas de sa mémoire un époux, qui doit toujours y être présent? Ne ravit-il pas, à ce premier époux, un état qu'il tenoit de la religion, & du droit civil?

Et quel sort prépare-t-il aux enfans qui doivent naître de son second engagement? Nés à l'ombre d'une alliance qui a tous les caractères extérieurs de la légitimité, élevés dans le sein de la so-

*du Chevalier de Morsan. 451*  
oïré, comme des enfants de la loi,  
décorés de tous les honneurs, de toutes  
les prérogatives attachées à la qualité de  
citoyens, ils se verront, tout-à-coup,  
par le retour de premier époux, plongés  
dans les horreurs de la bâtardise.

D'autres (1) ont dit que, pour bien  
tirer ces conjectures sur la vie & la mort  
d'un absent, il falloit faire attention  
aux circonstances & aux causes de son  
absence.

Si l'absent a disparu depuis une ba-  
taille où il s'est trouvé; s'il s'est embar-  
qué sur un vaisseau dont on n'a point de  
nouvelles depuis un très-long tems; s'il  
s'est, pour ainsi dire, subitement perdu,  
lorsqu'il n'avoit aucune raison de s'ab-  
senter; alors on peut, suivant les au-  
teurs, présumer sa mort, après quelques  
années d'absence.

Mais si l'on voit quelque cause à son  
absence; si, par exemple, il s'est sauvé  
par la crainte d'un ennemi capital &  
puissant; si c'est un enfant qui se soit  
échappé aux persécutions d'une marâtre;  
si c'est un curieux que le plaisir des  
voyages ait emporté; on présume alors

(1) Bartole, en son traité *testimoniorum*, in  
verbo *mortuum*, & sur la loi 11, §. *si dubite-*  
*mur ff. quemadmodum test. aper.*

que les mêmes craintes, la même curiosité qui lui ont fait quitter sa patrie, l'empêchent d'y revenir; on ne le répète mort qu'après qu'il peut avoir passé le plus long terme de la vie: *si propius inimicorum potentiam aufugit, & se per mundum occultet, & ubi sit ignoretur, quantumcumque temporibus ignotus existerit, ad mortis fidem iudex non adducitur.*

Appliquons encore cette distinction à *Marguerite-Charlotte Dore*. Ce n'est point une femme qu'un malheur imprévu ait subitement anéantie. On voit les causes de son absence: elle n'a pris la fuite que pour éviter un ennemi devenu trop puissant; elle ne s'est échappée que pour ne plus vivre avec un mari furieux & barbare; elle a préféré l'exil le plus triste à l'horreur de passer ses jours auprès de *Robert*. C'est cette même horreur qui la retient encore, en quelque lieu qu'elle se soit réfugiée. Le caractère de *Robert* n'a point changé.

Concluons que les circonstances de cette cause imposent la nécessité de suivre rigoureusement la présomption de vie jusqu'à cent ans.

Cette présomption doit suppléer la représentation de la personne. *Marguerite-*

*Charlotte Danc* présente auroit été un obstacle au mariage que *Robert* a contracté avec la veuve *Masson* : *Marguerite-Charlotte Danc* absente , qui est présumée vivante , doit faire prononcer la nullité du mariage.

Mais supposons que la longue absence de *Marguerite-Charlotte Danc* puisse faire douter de sa vie ; il s'ensuivra qu'il est incertain si elle est morte ou vivante ; & par conséquent qu'il est incertain que les premiers liens de *Robert* soient rompus. Or cette incertitude suffit , non-seulement pour suspendre les effets du second mariage , mais encore pour en faire prononcer la nullité. On va le démontrer.

Le mariage , considéré en lui-même , est un contrat , & , de tous les contrats , celui qui demande le consentement le plus exact & le plus parfait. Nous tenons même pour une de nos plus précieuses maximes , que le contrat est la base du sacrement , & que la validité du sacrement est dépendante de celle du contrat. En vain toutes les formalités extérieures , prescrites par les loix de l'église & de l'état , auroient été observées ; si le contrat est imparfait en lui-

même, il n'y a que l'ombre du mariage, la vérité manque.

Le mariage n'est pas seulement un simple contrat : c'est un contrat synallagmatique, c'est à dire, dans lequel l'intention des parties est de s'obliger respectivement. Or il ne faut pas être fort versé dans les règles du droit, pour savoir que ces sortes de contrats sont totalement nuls, quand l'obligation manque d'un côté ; parce que l'engagement de l'un des contractants ne se forme que sous la condition de l'engagement de l'autre. Ce n'est pas assez que l'un des contractants ait pu s'obliger ; il faut que l'autre ait pu s'obliger de même ; il faut que la liberté ait été égale de part & d'autre. Par conséquent tout mariage contracté entre deux personnes, dont l'une n'avoit pas le droit de disposer de son sort, est nécessairement un mariage nul : si l'un n'est point obligé, l'autre ne peut l'être.

Il est vrai que, dans les contrats synallagmatiques ordinaires, un engagement conditionnel de l'un des contractants, peut suffire pour faire subsister un engagement plein & absolu de l'autre côté, quand cela été l'esprit du contrat. Mais

*du Chevalier de Morsan. 434*

cela ne peut avoir lieu en matière de mariage ; parce que le mariage ne reçoit ni termes ni conditions ; & qu'il doit être perpétuel dans l'intention des parties : *votum perpetue consuetudinis continet.*

Ainsi, en matière de mariage, le contrat est nécessairement nul, quand l'un des contractants ne répond à un engagement plein & absolu de la part de l'autre, que par un engagement incertain & conditionnel.

Suivant ces principes, le mariage en question ne peut subsister. La veuve *Masson* avoit, à la vérité, toute sa liberté, & pouvoit apporter au contrat une obligation parfaite & absolue : mais *Robert* n'avoit pas la même liberté : il n'a pu répondre que par une obligation incertaine & conditionnelle.

Ce n'est pas sous la condition d'une pareille obligation que la veuve *Masson* a contracté ; & quand elle l'auroit voulu ; elle ne l'auroit pu, puisqu'on ne reçoit point d'obligation conditionnelle en matière de mariage. La veuve *Masson* a compté sur une obligation pure & absolue de la part de *Robert*. C'est pour cela que *Robert* a eu soin de dissimuler son état, & de se donner

pour garçon. *Robert* n'a point apporté à la veuve *Masson* une semblable obligation. Le contrat est donc nul ; & si le contrat est nul, il ne peut avoir reçu la dignité du sacrement.

Nous serons convaincus qu'il est nécessaire que l'état des conjoints soit certain & irrévocable, quand nous considérerons le mariage par ses obligations & par ses effets.

Le mariage doit former, entre le mari & la femme, l'union la plus douce, & la plus utile : les biens & les maux doivent se partager entr'eux ; &, pour nous servir du terme énergique des loix, les choses divines & humaines leur doivent être communes : *divini & humani juris communicationem continet.*

Enfin, suivant l'ordre de Dieu même, ils doivent être comme deux dans une même chair.

Le mariage doit porter les hommes à la procréation des enfants, à les élever comme des rejettons d'eux-mêmes, propres, en quelque manière, à proroger leur vie au-delà du trépas.

Le mariage doit multiplier les relations entre les hommes, en unissant différentes familles.

Le mariage doit remplir l'état de citoyens



royens légitimes. S'ils ne tenoient les uns aux autres par les liens honorables de la parenté, ils se croiroient comme jettés par le hasard dans le lieu où ils existeroient, & ne connoitroient point de patrie.

Si l'état que donne le mariage souffroit quelque condition, ou quelque incertitude, pourroit-il jamais produire, entre les époux, ces sentiments qui doivent faire leur félicité? Comment penser qu'une femme pût livrer son ame sans réserve à un époux qu'elle croiroit toujours prêt à la quitter? Comment un mari pourroit-il aimer une femme qu'il craindrait de voir sortir de ses côtés, pour passer dans les bras d'un autre époux? Comment ces époux soutiendroient-ils la crainte de devenir un jour la honte l'un de l'autre?

Eh quoi! la condition sous laquelle le mariage pourroit se résoudre arrivant, cette femme, qui avoit compté sur le titre honorable d'épouse, se verroit chassée comme une étrangère, & chargée d'infamie? Cette mère, qui mettoit sa tendresse dans ses enfants, qui les élevoit pour être la consolation de sa vieillesse, seroit obligée de les éloigner de sa vue, de ne les plus regarder que

comme des titres d'opprobre? Ces deux familles, qu'une alliance honnête unissoit, deviendroient ennemies? Ces enfants, qui auroient goûté les douceurs de la légitimité, ne seroient plus regardés que comme la plus vile portion de l'état? Ils verroient subitement rompre les liens qui les attachoient à un certain nombre de citoyens? Non, il n'est pas possible que les loix divines & humaines fassent subsister un engagement capable de produire des effets si funestes. Il n'est pas possible que, par provision, on oblige une femme à vivre dans un état équivoque d'honneur, ou d'infamie; enfin, dans une adultère présumé.

Un mariage qui ne forme point un engagement certain à l'égard d'une des parties, n'est donc point un véritable mariage: ce ne peut être qu'un jong honteux, dont les parties ne peuvent être trop promptement dégagées.

Faut-il encore confirmer cette démonstration par des autorités? Il y a deux constitutions canoniques qui servent de règles là-dessus. L'une est celle du pape *Lucius III, de secundis nuptiis*; l'autre du pape *Clément III, au chapitre in presentia, de sponsalibus & mari-*

*du Chevalier de Morfan. 459*

moniis. Ce pape défend expressement , au conjoint délaissé , de se marier , avant d'avoir des preuves certaines de la mort du conjoint absent. *De mulieribus que viros suos , causâ captivitatis vel peregrinationis absentes , ultra septennium fuerint præsolata , nec certa esse possint de vitâ vel mortè ipsorum , licet super hac sollicitudinem adhibuerint diligentem ; & pro juvenili ætate seu fragilitate carnis nequeant se continere , petentes aliis matrimonio copulari : quantocumque annorum numero , ita remaneant ; viventibus viris suis non possint ad aliorum consortium canonicè convolare , donec certum nuncium recipiant de morte virorum.* Les femmes qui auront attendu plus de sept ans leurs maris absents , captifs , ou voyageurs , qui n'auront point d'attestations de leur vie ou de leur mort , quoiqu'elles aient fait de grandes recherches , qu'elles soient dans une jeunesse bouillante , & qu'elles soient extrêmement fragiles ; elles ne pourront point , en suivant les desirs ardents dont elles brûlent , passer à d'autres mariages , jusqu'à ce qu'elles aient des nouvelles certaines de la mort de leurs maris.

Aussi , suivant ce canon , la moindre

incertitude sur l'existence de l'absent suffit pour empêcher le second mariage. On ne doit avoir égard ni à la longueur des ennuis, ni aux fureurs du tempérament, ni à l'exaétitude des recherches; on ne peut, sur aucun prétexte, dégager le conjoint abandonné de la fidélité qu'il a jurée à la face des autels; il n'est pas même permis de douter de la vie de l'époux absent: *viventibus viris suis non possint convolare*. Ce sont les termes du canon.

A l'égard des-loix civiles, elles n'étoient pas d'abord si sévères: elles permettoient aux femmes délaissées par leurs maris, de se remarier, après cinq ans d'absence, en gardant certaines formalités. Mais alors le divorce étoit permis; & il ne s'agissoit que de ménager l'honneur d'un citoyen.

Le christianisme, qui ne se prête pas si facilement aux passions, a peu à peu réduit cette liberté que les femmes avoient de se remarier après cinq ans; & enfin, par la nouvelle 117, chap. 11, de laquelle est tiré l'authentique *hodie*, au code de *repudiis*, il a été défendu, sous les peines prononcées contre les adultères, aux femmes dont les maris s'étoient perdus à la guerre, ou avoient

*du Chevalier de Morsan. 461*

disparu par quelque hasard de la fortune, de se remarier avant d'avoir appris des nouvelles certaines de la mort de leurs maris, & d'en avoir la preuve dans des certificats authentiques. Si, *prater hanc observationem*, dit cette nouvelle, *mulier præsumpserit ad aliud matrimonium venire; & ipsa, & qui ducit eam uxorem veluti adulteri juniantur.* L'empereur Léon a confirmé, dans sa nouvelle 33, cette loi pénale.

Godefroy, & tous les interprètes de l'un & l'autre droit se réunissent à soutenir que ces dispositions ont toujours été gardées, & s'appliquent également aux conjoints.

Si ces textes ne parlent que des femmes dont les maris sont absents, c'est parce que le cas est plus fréquent: mais la loi n'en est pas moins générale, puisque l'engagement est égal entre le mari & la femme. Nos jurisconsultes François parlent de la même manière. Leur suffrage est si uniforme, que M. de Lamignon a jugé à propos de le réduire en maxime dans un de ses arrêtés. *La femme de l'absent, porte cet arrêté, ne pourra contracter mariage, même après trente ans, s'il n'y a preuve certaine de la mort de son mari.*

Enfin , la jurisprudence de nos arrêts a toujours été infiniment rigoureuse contre les conjoints trop empressés à rompre leurs chaînes. Il y en a deux , par lesquels on a condamné aux peines de la bigamie des maris qui avoient osé passer à de secondes noces , sans avoir des preuves légitimes de la mort de leurs femmes absentes. L'un est du 28 juillet 1691 , & l'autre du 12 janvier 1713 (1).

Après de tels exemples , *Robert* pourroit-il se retrancher dans une distinction entre un mariage contracté , & un mariage à contracter ? Ici les loix sont absolues dans leur prohibition : *non possint ad alium consortium canonicè convolare* , dit le canon *in presentiâ*. *Ut adulteri puniantur* , dit la nouvelle 117. Leur disposition est nécessairement irritante , c'est-à-dire , qu'elles annullent absolument les mariages qu'elles ont prohibés , & que rien ne peut résister à leur rigueur ; puisqu'il ne s'agit pas d'une simple formalité extrinsèque , mais de la forme essentielle , & de la substance même du contrat.

Eh quoi ! parce que *Robert* aura eu la

(1) Traité des contrats de mariage , par M. Dupéray , p. 10 , & p. 56.

rémerité de déguiser son état aux ministres des autels , parce qu'il aura violé toutes sortes de devoirs , l'on confirmera un mariage que l'on n'auroit pû permettre ? Où en en sommes nous , si , pour éluder les loix , il ne s'agit que de les transgresser ?

*Robert* ne peut donc ni soutenir la validité du mariage qu'il a contracté avec la veuve *Masson* , ni échapper aux peines de la bigamie. Quand la vie de *Marguerite-Charlotte Dont* seroit absolument incertaine , cette incertitude suffiroit pour détruire la substance du contrat.

Mais les loix ne nous permettent pas de nous livrer à des raisonnemens dans cette conjoncture. Elles veulent que l'absent soit réputé vivant jusqu'à cent ans ; & par conséquent que tout engagement contraire à la fidélité qui lui étoit dûe , disparoisse. Doit-on hésiter , au surplus , à annuler un mariage dont *Robert* a profané les droits par tant de mauvais traitements , & par tant d'outrages , & dont il faudroit nécessairement suspendre les effets par une séparation ?

On confondoit , dans cette cause , disoit *Robert* en répondant à ce nouveau genre d'attaque , le mariage fait

avec le mariage à faire. Il y a cependant, relativement aux circonstances de cette cause, une grande différence à faire. C'est ce qu'il faut développer.

Celui qui épouse une seconde femme, lorsqu'il est certain que la première est vivante, commet un crime capital, qui, par l'abus du sacrement, & ses dangereuses conséquences, étoit puni de mort dans l'ancienne jurisprudence. *Qui binas nuptias eodem tempore contrahunt, hodiè damnantur ad furcas. Mornac & Henrys* en rapportent différents arrêts.

Il est vrai que la nouvelle jurisprudence a commué cette peine aux galères, au bannissement, & à l'infamie du carcan, avec des marques honteuses : cependant il est toujours réputé un crime des plus graves. Mais, pour faire encourir ces peines à l'accusé, il faut prouver qu'au jour de la célébration du second mariage, la femme du premier mariage existoit, & étoit vivante. Sans la preuve de cette existence actuelle, nul prétexte à l'inculpation du crime de bigamie contre le mari.

Or il est constant que *Marguerite-Charlotte Donc*, première femme de *Robert*, n'existe pas ; elle ne se présente point.



Il est également certain que *Marie-Magdeleine de Ponsignard* est hors d'état d'en prouver l'existence : aucun des témoins, qu'elle a fait entendre, dans son information sur sa plainte en crime de bigamie, ne parle de l'existence ni de la représentation de la première femme. Tous les titres, à la faveur desquels elle étaye son accusation de bigamie, & que l'on voit à la tête de l'exploit qu'elle a fait donner à son mari en l'officialité de Paris, pour être dégagée de la foi du mariage, sont les deux actes de célébration, l'un avec *Marguerite Charlotte Donc*, du 9 septembre 1709, & l'autre avec elle, du 11 octobre 1731.

De bonne foi, sont-ce là des titres, pour pouvoir intenter une accusation de cette qualité ? Parce qu'un homme a été marié deux fois, & qu'on rapporte deux actes de célébration, peut-on raisonnablement conclure que c'est un bigame ? Si cela étoit, combien en trouveroit-on ?

Ce n'est donc point par le rapport d'un double acte de célébration qu'on doit juger de la bigamie, sur tout quand il s'est écoulé, entre les deux époques, un intervalle de plus de 22 ans : espace de tems assez long pour faire déjà pré-

sumer que le dernier mariage a été contracté après la dissolution du premier.

Si, lors du second mariage, *Robert* n'a point rapporté l'extract mortuaire de la première femme, son décès n'en étoit pas moins constant, ni moins connu dans la famille de cette première femme; puisqu'auparavant que d'épouser *Marie-Magdeleine de Ponsignard*, il avoit transigé avec l'héritier sur la succession de *Charlotte Donc*, & lui avoit remis l'hérité: transaction qu'il a communiquée à *Marie-Magdeleine de Ponsignard*, pour l'instruire de l'état de ses affaires, & lui faire connoître qu'il étoit libre de convoler en secondes noces.

Encore une fois, si l'extract mortuaire de *Charlotte Donc* n'a pas été représenté lors de la célébration du second mariage, c'est par l'impossibilité où étoit *Robert* de le rapporter, puisque *Charlotte Donc*, en 1723, avoit été inhumée dans l'église de Saint-Sulpice, sous le nom d'un *Maximilien chevalier de Morfan*. Par conséquent on ne peut lui faire un crime de ce défaut de représentation d'extract mortuaire de *Charlotte Donc*, qui ne se trouve dans aucun registre, par la fraude criminelle de ceux qui l'ont enlevée & cachée de son vivant, & ont

*du Chevalier de Morsan.* 467  
en soin, après sa mort, d'étrouffer tous  
les vestiges de sa mémoire & de son  
nom.

Il n'y auroit donc que le cas où *Charlotte Donc* se représenteroit, qui pût caractériser le crime de bigamie. Or, tant qu'elle ne se représentera point à la justice, pour réclamer *Robert* comme son mari, l'accusation de bigamie tombe d'elle-même.

Mais une preuve bien sensible que cette représentation ne se peut faire sans un miracle de résurrection, c'est que, depuis dix-huit mois que l'accusation de bigamie est formée, que *Marie-Magdeleine de Ponsignard*, sous ce prétexte, a prétendu faire dissoudre, par l'officialité, son mariage avec *Robert*, & qu'elle est en liaison intime avec le sieur *Maro*, la *Duclos*, d'*Imonville*, sa femme, & la *Royer* leur nièce, qui connoissoient si parfaitement *Charlotte Donc*; jamais elle n'a osé avancer que celle-ci existât; elle n'a pu la faire paroître, ni fournir le plus léger indice de son existence actuelle.

En supposant que l'aversion invincible que *Robert* avoit inspirée à sa première femme eût empêché qu'elle ne consentît à découvrir le lieu de sa re-

traite à un mari qui lui étoit si odieux, n'étoit-il pas bien facile à la dame *Mafson* de profiter de l'intime liaison où elle étoit avec tous les complices de *Charlotte Donc*, pour leur dérober leur secret?

D'ailleurs, *Robert* ayant contracté un second mariage, ce secret devenoit inutile, pour les vues de la première femme. En convaincant, par sa seule représentation, son mari de bigamie, elle s'affranchissoit, pour jamais, de la nécessité de retourner avec lui, se délivroit de la contrainte affreuse de se tenir toujours cachée, & satisfaisoit la vengeance dont les mauvais traitements qu'elle avoit reçus de cet époux l'avoient animée.

*Robert* est donc pleinement justifié du crime de bigamie.

En vain *Magdeleine de Ponsignard*, pour soutenir son accusation & la nullité de son mariage avec *Robert*, invoque-t-elle les dispositions du droit civil & canonique.

La preuve de la mort d'un conjoint, requise par la loi, pour que l'autre puisse passer à de secondes noces, ne se trouve-t-elle pas ici? N'y a-t-il pas des informations juridiques faites en 1730?

*du Chevalier de Morsan. 469*

Elles ont précédé le second mariage , qui n'a été fait qu'en 1731.

A l'égard du droit canon , nous avons deux décrétales , l'une du pape Clément III , *cap. in presentiâ , de sponsalibus , & matrimoniiis* ; & l'autre du pape Lucius III , *cap. Dominus , extra de secundis nuptiis*.

La décrétale *in presentiâ* , qui a trait aux mariages à faire , contient deux dispositions. Dans la première , il est décidé que les femmes , pendant la vie de leurs maris absents , ne peuvent se remarier , quelque longue qu'ait été l'absence : *quantocumque annorum numero , ita remaneant ; viventibus viris suis non possunt ad aliorum consortium canonicè convolare*. La seconde disposition ajoute , *donec certum nuncium recipiant de morte virorum*.

D'après cette décrétale , qui a pour objet les mariages à faire , il faut que le ministre se livre à tous les éclaircissements que la prudence humaine peut imaginer , pour sçavoir si ceux qui se présentent pour recevoir la bénédiction nuptiale , ne sont point actuellement dans les liens d'un premier engagement , & si les liens qui ont pu subsister subsistent encore.

Mais la décrétale *Dominus*, extra de *secundis nu-tiis*, parle du mariage fait & consommé, après lequel il s'élève des doutes. Si l'on s'apperoit que la preuve de la mort du premier mari, ou de la première femme, n'est pas certaine; *nondum habi: à obuentis conjugis certitudine*; le texte de cette décrétale ne dit point que le mariage est nul, ni que les conjoints doivent être séparés; il décide, au contraire, que la femme doit rendre le devoir conjugal à son mari, *postulanti*, quoiqu'elle même ne puisse pas l'exiger: *quoad se tamen, noverit nullatenus exigendum*.

C'est dans la conciliation de ces deux textes que consiste l'éclaircissement du point de droit, & que l'on trouve la différence que l'on doit mettre entre un mariage fait, & un mariage à faire.

Dans le premier cas, il faut chercher la lumière; dans le second, il faut l'attendre. Et quand il s'agit d'annuler, non-seulement un acte authentique, mais encore un sacrement; il n'est point permis de chercher des motifs dans les ténèbres: il n'y a que la présence seule de la première femme qui les puisse dissiper; parce que c'est à elle qu'il appartient de réclamer son mari, & les droits

*du Chevalier de Morsan. 471*  
de son mariage. Jusques là , la seconde femme est sans action , & ne peut se plaindre légitimement ; sur-tout quand on sçait qu'il est impossible que la première femme reparoisse jamais par la certitude de sa mort , précédée d'un enlèvement , accompagnée & suivie d'un déguisement , dont la preuve se tire invinciblement des informations , & des interrogatoires même des accusés.

Sur toutes ces raisons de part & d'autre , est intervenue la sentence du châtelet du 26 avril 1736 , qui met Robert hors de cour , sur l'accusation de bigamie contre lui intentée , à la requête de sa seconde femme , & décharge les accusés de l'accusation du rapt de la première femme , & condamne envers eux Robert aux dépens.

Il ne paroît pas qu'il y ait eu appel de cette sentence ; & il y a lieu de croire qu'elle eût été confirmée.

En effet l'accusation intentée contre Robert , étoit sans fondement.

Vainement remarqueroit-on que , lorsque *Charlotte Donc* sort de la scène , le chevalier de *Morsan* y entre. Le chevalier est produit par les personnes que *Charlotte Donc* a connues. L'incertitude de l'origine du chevalier de *Morsan* , le

mystère perpétuel qu'on en fait ; le P. Chamillard qu'on met sur la scène , à qui on ne peut pas demander compte du rôle qu'on lui a fait jouer , parce qu'il est mort ; le travestissement du prétendu chevalier qui paroît prouvé ; l'aveu qu'il en fait , dit-on , au dernier moment de sa vie , & les remords qui l'accompagnent ; tous ces faits ne sont que des lueurs plus propres à nous égarer , qu'à nous éclairer. On ne peut même les regarder que comme des allégations qui ne portent sur aucune preuve juridique.

La vérité du monument public qui les combat , monument dont les Juges sont obligés de conserver l'autorité , à cause des conséquences dangereuses qui résulteroient des atteintes qu'on lui porteroit , a achevé de déterminer les juges.

Il faut encore observer que les accusés n'ont point fait voir que le chevalier & Charlotte eussent des traits différents. S'ils ne se ressembloient point , pourquoi n'ont-ils pas rapporté les différences qui étoient entre l'un & l'autre ? Quelles preuves plus concluantes pour les accusés , que de prouver la dissimblance ?

Leur innocence a dû prévaloir contre des conjectures qui ne sont point lumineuses. Autre chose est de juger comme



un juge, & de juger comme un simple particulier.

Ces conjectures se réduisoient principalement à dire que le *chevalier de Morsan* étoit bon écuyer, manioit bien un cheval, espadonnoit, faisoit des armes, fumoit, alloit à la chasse. On ajoute qu'il eut une affaire d'honneur, & qu'il reçut un coup d'épée dans le bas-ventre. On n'a jamais remarqué que, dans ses exercices, le *chevalier de Morsan* eût l'embarras & la gêne qu'une femme auroit fait voir. Il étoit capable de boire du vin plus que les femmes n'en peuvent ordinairement boire: de-là l'on veut conclure que c'étoit un homme, & non une femme.

Mais tous ces faits ne sont point prouvés; & en les supposant, ils ne prouveroient rien.

M. *Gayot de Pitaval*, pour établir qu'il n'est point extraordinaire de voir une femme jouer parfaitement le rôle d'un homme, cite l'exemple de mademoiselle de la *Charte*, qui, sous le nom du *chevalier Baltazard*, a été capitaine de dragons.

Quant à la faculté de boire beaucoup de vin, sans s'enivrer, on sçait que c'est l'effet d'une constitution organique, qui

peut se rencontrer dans une femme ;  
comme dans un homme.

On a dit encore que le *chevalier de Morfan* étoit d'une taille très-grande & très-déliée , qu'il avoit les traits mâles , & de la barbe qui l'obligeoit de se raser fréquemment. Il avoit les cheveux noirs & très - longs , la jambe pleine , une contenance libre , les graces & la manière de se présenter d'un homme de condition.

*Charlotte Done* étoit , disoit - on ; d'une taille médiocre ; & , vêtue en homme , elle auroit dû paroître encore moins grande. On sçait que tel est l'effet du travestissement.

Mais toutes ces différences ont été simplement annoncées , sans avoir été juridiquement prouvées.

Enfin , on n'a point fait entendre le chirurgien qui avoit pansé la blessure que le *chevalier de Morfan* avoit reçue au bas-ventre. C'étoit cependant la personne qui auroit pu fournir le plus de lumières.

Quant à l'accusation de bigamie , les juges qui ont mis *Robert* hors de cour , ont pensé qu'il ne pouvoit être convaincu de ce crime , que par la représentation de la première femme vivante ,

*du Chevalier de Morsan* 475  
& que sa mort étoit violemment présumée.

Ils ont en même-tems jugé que cette mort n'étant pas constatée par les voies prescrites , *Robert* n'avoit pas dû se remarier , & étoit coupable d'avoir célé son état de veuf. Voilà pourquoi ils ne lui ont point accordé de dommages & intérêts.

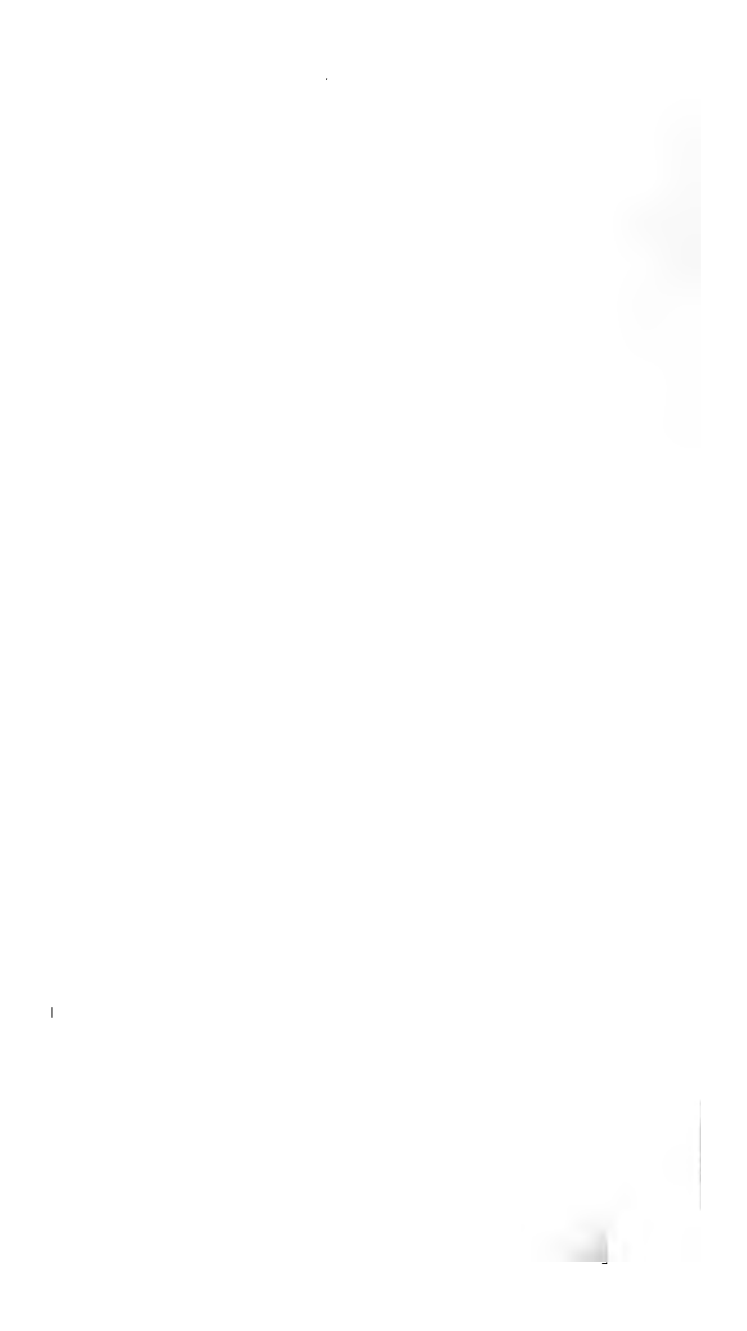
*Robert* , suivant les règles, ne pouvoit se remarier qu'après avoir donné , par écrit , une preuve de la mort de sa première femme , c'est-à-dire , un extrait mortuaire ; & , suivant l'usage , l'absence de la femme , quelque longue qu'elle soit , dès qu'elle ne passe pas le terme possible de la vie, n'est pas suffisante pour donner droit à un mari de se remarier. En un mot , dans les cas les plus extraordinaires , où l'on suppose un mari , ou une femme décédés , il faut avoir une preuve précise de la mort.

Mais cependant , on ne pouvoit pas déclarer *Robert* bigame , parce que ç'au-  
roit été dissoudre le second mariage , qui ne pouvoit l'être que par la représentation de la première femme. Car , quoique le mariage de *Robert* fût illi-  
cite par les raisons qu'on a rapportées ,

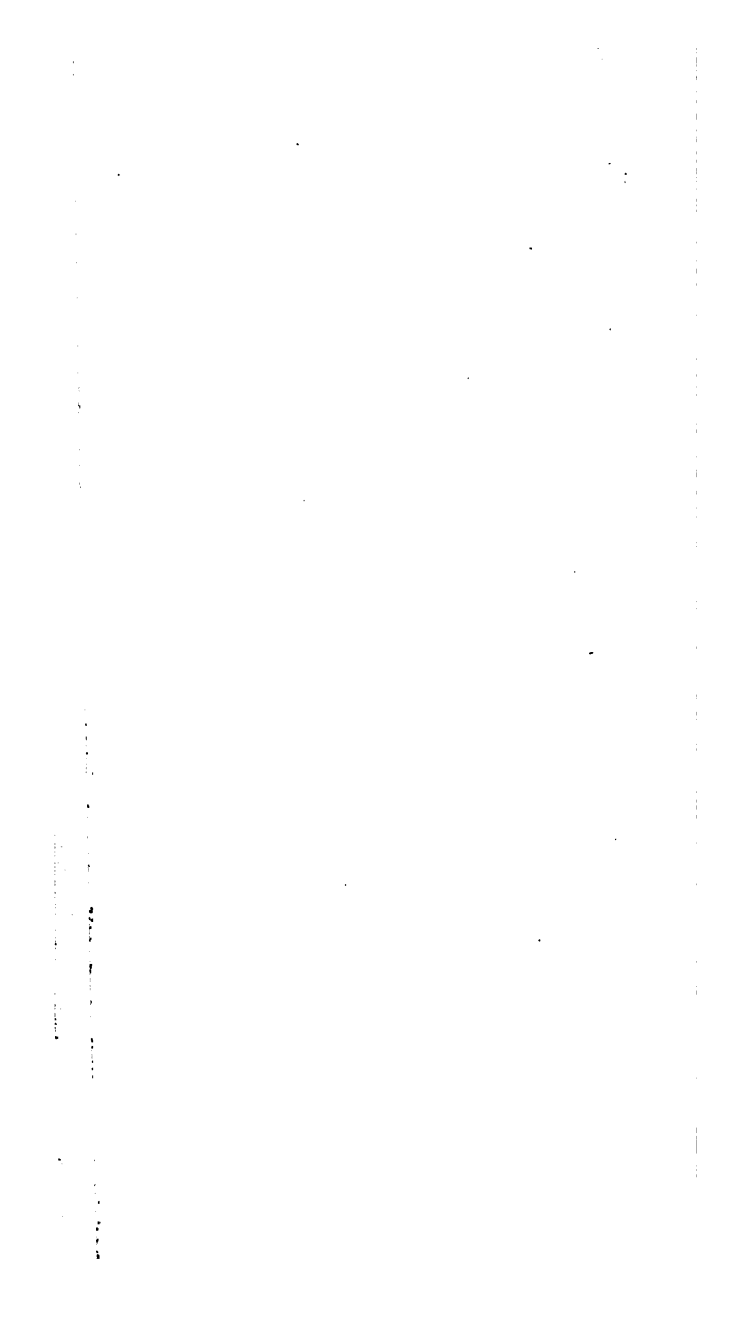
276 *Histoire du chevalier, &c.*  
il étoit toujours présumé valide, & par  
conséquent indissoluble, tant que la  
bigamie n'étoit pas constatée.

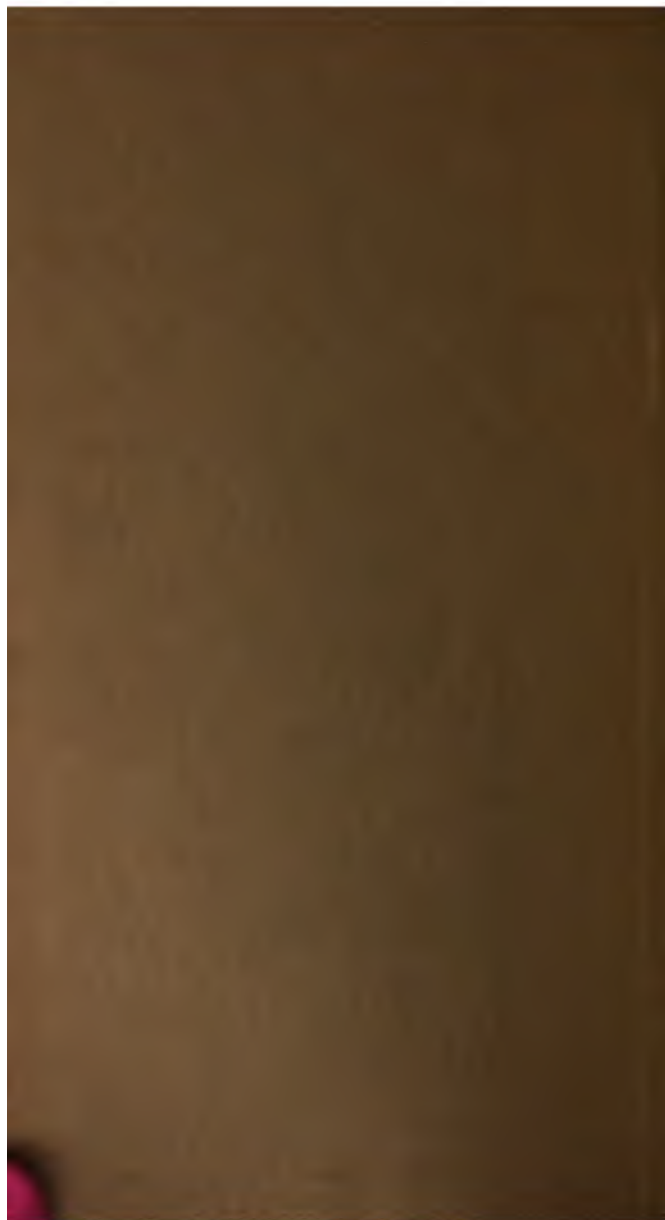
*Fin du quatorzième Volume.*

Ms  
44  
W





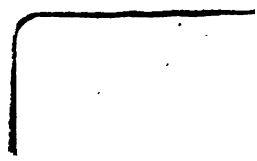






111 1-1 1893

111 1-1 1893



The first of these is the fact that the  
 government has been unable to  
 maintain a stable currency. This  
 has led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The second  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable economy. This has  
 led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The third  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable society. This has  
 led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people.

The fourth is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable foreign policy. This  
 has led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The fifth  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable culture. This has  
 led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The sixth  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable religion. This has  
 led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The seventh  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable science. This has  
 led to a loss of confidence  
 in the government and a  
 consequent loss of support  
 from the people. The eighth  
 is the fact that the government  
 has been unable to maintain  
 a stable art. This has led to  
 a loss of confidence in the  
 government and a consequent  
 loss of support from the  
 people. The ninth is the fact  
 that the government has been  
 unable to maintain a stable  
 philosophy. This has led to  
 a loss of confidence in the  
 government and a consequent  
 loss of support from the  
 people. The tenth is the fact  
 that the government has been  
 unable to maintain a stable  
 history. This has led to a  
 loss of confidence in the  
 government and a consequent  
 loss of support from the  
 people.

